
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOLUME XX·XII

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 23 NOVEMBRE 1897 AU 15 JANVIER 1898

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la soixante et unième année du règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU NEUVIÈME PARLEMENT DE LA LÉGIS-
LATURE DE QUÉBEC

SESSION 1897-98

IMPRIMES PAR ORDRE DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

QUÉBEC

IMPRIMÉ PAR LA "CIE D'IMPRIMERIE DE QUÉBEC"

1898



PROCLAMATIONS.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de FÉVRIER dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne, la soixantième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.] ,

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement :

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de notre dite Province de *Québec*, Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'émission de Nos Brefs d'élection, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'élection seront en date du SIXIÈME jour de MARS prochain, et rapportables le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI prochain, les présentations des candidats aux différentes élec-

tions, dans tous les District Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le QUATRIÈME jour du mois de MAI prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'élection pour le District Electoral de GASPÉ et pour le District Electoral de CHICOUTIMI et SAGUENAY, lesquels Brefs d'élection seront rapportables le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI prochain, et pour le District Electoral des ILES DE LA MADELEINE, lequel Bref d'élection sera rapportable le TRENTIÈME jour de JUILLET prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de notre Province : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne, la soixantième.

Par ordre.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—

SALUT :

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre

Cité de *Québec*, en Notre dite Province, VENDREDI, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne, la soixantième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de Québec, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre cité de *Québec*, le QUATRIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUATRIÈME jour du mois de JUIN mil huit-cent quatre-vingt-dix-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-HUITIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne, la soixantième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUATORZIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'Août prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EF FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TROISIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne, la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de Québec, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Légis-

lative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos Biens-Aimés sujets. Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEIZIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada
Province de Québec }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi. etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-dix sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI de QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres. Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

J.-A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-sept—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve prorogée au ONZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au VINGT-TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de *Québec*, le dit ONZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, et Nous voulons, en conséquence, que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier-Commandeur de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite province de *Québec*, ce VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Rapport des membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de la Province de Québec, conformément aux brefs d'élection émis par l'honorable Sir Joseph-Adolphe Chapleau, Chevalier, etc., Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date du vingt-sept février mil huit cent quatre-vingt dix-sept:

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	NOMS DES MEMBRES.	RÉSIDENCES.
Argenteuil.....	William-Alexandre Weir....	Montréal.
Arthabaska	Joseph-Ena Girouard.....	Arthabaskaville.
Bagot	Milton Macdonald.....	St André d'Acton.
Beauce.....	H.-Séverin Béland.....	St Joseph, Beauce.
Beauharnois	Elie-Hercule Bisson.....	Beauharnois.
Bellechasse	L'hon. Adélard Turgeon....	Lévis.
Berthier	C.-Alphonse Chenevert.....	Berthier.
Bonaventure	F.-X. Lemieux	Québec.
Brome	L'hon. Henry-Thomas Duffy	Sweetsburg.
Chambly	Antoine Rocheleau.....	St Hubert.
Champlain	Pierre Grenier.....	St Maurice.
Charlevoix	Pierre D'Auteuil.....	Baie St Paul.
Chateauguay	L'hon. J.-E. Robidoux.....	Montréal.
Chicoutimi & Saguenay..	Honoré Petit.....	Chicoutimi.
Compton	James Hunt.....	Bury.
Deux-Montagnes.....	Hector Champagne.....	St Eustache.
Dorchester	L'hon. L.-P. Pelletier....	Québec.
Drummond	William-J. Watts.....	Drummondville.
Gaspé	L'hon. E.-J. Flynn.....	Québec.
Hochelaga	D.-J. Décarie	N.-D. de Grâce.
Huntingdon	L'hon. G.-W. Stephens.....	Montréal.
Iberville	François Gosselin, jr.....	St Alexandre.
Iles de la Madeleine.....	Patrick Delaney.....	Hâvre-aux-Maisons.
Jacques-Cartier	J.-A. Chauret.....	St Geneviève.
Joliette	Joseph-Mathias Tellier.....	Joliette.
Kamouraska	L.-Rodolphe Roy	Québec.

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	NOMS DES MEMBRES.	RÉSIDENCES.
Lac St-Jean	Joseph Girard	St Gédéon.
Laprairie	Séraphin Cherrier.....	Laprairie.
L'Assomption	Joseph Marion.....	St-Paul l'Ermite.
Laval	L'hon. P.-Ev. LeBlanc.....	Montréal.
Lévis.....	F. X. Lemieux.....	Québec.
L'Islet	L'hon. F.-G.-M. Déchêne.....	Québec.
Lotbinière	E.-H. Laliberté.....	Warwick.
Maskinongé.....	Hector Caron.....	St-Léon.
Matane	L.-F. Pinault.....	Québec.
Mégantic.....	George R. Smith.....	Thetford Mines.
Missisquoi.....	J.-C.-J.-S. McCorkill.	Cowansville.
Montcalm	T.-J.-Léonidas Bissonnette..	St-Esprit.
Montmorency	Edouard Bouffard.....	Québec.
Montmagny	Joseph-C. Lislois.....	Montmagny.
Montréal No. 1.....	G.-A. Lacombe.....	Montréal.
Montréal No. 2.....	Lomer Gouin.	"
Montréal No. 3.....	H.-B. Rainville.....	"
Montréal No. 4.....	L'hon. A.-W. Atwater.....	"
Montréal No. 5.....	Robert Bickerdike.....	"
Montréal No. 6.....	L'hon. J.-J.-Ed. Guerin.....	"
Napierville	Cyprien Doris	S. Michel-Archange.
Nicolet.....	George Ball.....	Nicolet.
Ottawa	C.-B. Major.....	Papineauville.
Pontiac	David Gillies.....	Braeside, Ont.
Portneuf	Jules Tessier	Québec.
Québec-Centre	Amédée Robitaille.....	Québec.
Québec (comté de).....	Némèze Garneau.....	Ste-Foye.
Québec-Est.....	L'hon. Joseph Shehyn.....	Québec.
Québec-Ouest	Félix Carbray	"
Richelieu	L.-P.-P. Cardin.....	Sorel.
Richmond	Joseph Bédard.....	Richmond.
Rimouski	Auguste Tessier	Rimouski.
Rouville	A.-N. Dufresne.....	St-Césaire.
St-Hyacinthe	J.-C. Dessaulles.....	St-Hyacinthe.
St-Jean	L'hon. F.-G. Marchand	St-Jean.

DISTRICTS ÉLECTORAUX.	NOMS DES MEMBRES.	RÉSIDENCES.
St-Maurice	L.-T.-N.-L. Duplessis	Trois-Rivières.
St-Sauveur	L'hon. S.-N. Parent	Québec.
Shefford	T. Boucher deGrosbois.....	Roxton Falls.
Sherbrooke	L.-E. Panneton	Sherbrooke.
Soulanges.....	A.-G. Bourbonnais	Montréal.
Stanstead	L'hon. M.-F. Hackett.....	Stanstead.
Témiscouata	Félix-A. Talbot.....	St Geo. de Cacouna.
Terrebonne	L'hon. G.-A. Nautel	Montréal.
Trois-Rivières	T.-E. Normand	Trois-Rivières.
Vaudreuil.....	Emery Lalonde.....	Rigaud.
Verchères	Etienne Blanchard	St Marc.
Wolfe	J.-A. Chicoyne.....	Sherbrooke.
Yanaska	Victor Gladu*.....	Lac St-François.

* NOTE.—Elu en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-neuf octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
SESSION 1897-98.

Mardi, 23 novembre 1897.

A la première session du neuvième Parlement de la Législature de Québec, commencée et tenue dans la cité de Québec, le vingt-troisième jour de novembre, dans la soixante et unième année du Règne de Notre Souveraine Dame Victoria, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt dix-sept.

Lequel jour, étant le premier jour de réunion de cette Législature, pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée), Louis-Georges Desjardins, écuyer, greffier de l'Assemblée législative et Alphonse-Charles Guilbault, assistant-greffier de l'Assemblée législative, écuyer, Commissaires nommés en vertu du *per dedimus potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, tous s'y trouvant, conformément à leur devoir ; le dit Louis-Georges Desjardins ayant mis sur la table de la Chambre un rôle contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport pour servir dans cette Assemblée législative (et dont copie est ci-annexée,) les dits commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés,—cela étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le dit serment, ils ont pris leurs sièges dans la Chambre.

Un message est apporté par Samuel-Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme-Hussier de la Verge Noire, comme suit : —

MESSIEURS :—

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, les membres se sont rendus dans la salle des séances du Conseil législatif, où étant : —

L'Honorable Orateur du Conseil législatif a dit :

Honorables Messieurs et

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi, suivant la loi ; mais quand le choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente Législature.

Et les membres étant de retour ;

L'honorable Félix-Gabriel Marchand, membre représentant le district électoral de Saint-Jean, s'adressant au greffier, (qui s'étant levé se tourne de son côté et ensuite s'assied), propose à la Chambre pour son Orateur, l'honorable Jules Tessier, représentant le district électoral de Portneuf ; la dite proposition est appuyée par l'honorable Joseph Shehyn, représentant le district électoral de Québec-Est.

Et la question étant posée,—“ Que l'honorable Jules Tessier prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur ”—elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu, nemine contradicente, Que l'honorable Jules Tessier prenne le fauteuil de cette Chambre, comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré l'honorable Jules Tessier dûment élu, il est conduit au fauteuil par les honorables messieurs Marchand et Shehyn ; et étant sur le premier degré de l'estrade du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant à l'unanimité pour son Orateur.

Après quoi, il s'est assis dans le fauteuil ; et la masse (qui était auparavant sous la table) a été mise sur la table.

Il est apporté un message par Samuel-Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme-Huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR.

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif, et alors M. l'Orateur s'exprime comme suit :

“ L'Assemblée législative m'a élu comme son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

“ Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée, et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Honneur, en tout temps convenable, et, de la part de Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations. ”

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

M. L'ORATEUR.

“ J'ai ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative, envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations ne soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes les occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.”

“ J'ai aussi ordre de vous assurer que la Chambre aura un prompt accès auprès de Son Honneur, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprètera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.”

Et la Chambre étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, et que là, il a informé son Honneur que le choix de l'Orateur était tombé sur lui ; qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Honneur, tous les

droits et privilèges de cette Chambre, afin qu'elle puisse jouir de la liberté de parole dans ses débats, recevoir une interprétation favorable de ses délibérations, et avoir accès auprès de la personne de Son Honneur, lorsque les circonstances l'exigeront.

Que, sur ce, Son Honneur a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, il accordait à la Chambre tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de sa personne, en toutes les occasions convenables, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable, ses délibérations, ses paroles et ses actions.

M. l'Orateur informe la Chambre, que durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes dans la représentation des districts électoraux de Saint-Jean, Châteauguay, L'Islet, Saint-Sauveur, Bellechasse et Brome, et qu'en conséquence il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux writs pour l'élection des députés à l'effet de représenter les dites divisions électorales dans la présente Législature.

Québec, ce 28 mai 1897.

L'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec,

Montréal.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous informer que le siège de l'honorable Félix-Gabriel Marchand, député de la division électorale de Saint-Jean, à l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par suite de la nomination du dit Félix-Gabriel Marchand à la position de Trésorier de la dite province.

Nous vous prions de vouloir bien émaner votre mandat en conséquence.

(Signé)

JOSEPH SHEHYN,

Membre pour la division électorale de Québec-Est.

(Signé)

RODOLPHE ROY,

Membre pour la division électorale de Kamouraska.

Québec, ce 28 mai 1897.

L'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec,
Montréal.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous informer que le siège de l'honorable J.-E. Robidoux, député de la division électorale de Châteauguay, à l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par suite de la nomination du dit J.-E. Robidoux à la position de Secrétaire de la dite province.

Nous vous prions de vouloir bien émaner votre mandat en conséquence.

(Signé) JOSEPH SHEHYN,

Membre pour la division électorale de Québec-Est.

(Signé) RODOLPHE ROY,

Membre pour la division électorale de Kamouraska.

Québec, ce 28 mai 1897.

L'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec,
Montréal.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous informer que le siège de l'honorable F.-G.-M. Déchêne, député de la division électorale de l'Islet, à l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par suite de la nomination du dit F.-G.-M. Déchêne à la position de Commissaire de l'Agriculture de la dite province.

Nous vous prions de vouloir bien émaner votre mandat en conséquence.

(Signé) JOSEPH SHEHYN,

Membre pour la division électorale de Québec-Est.

(Signé) RODOLPHE ROY,

Membre pour la division électorale de Kamouraska.

Québec, ce 28 mai 1897.

L'honorable P.-E. LEBLANC,
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec,
Montréal.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous informer que le siège de l'honorable S.-N. Parent, député de la division électorale de Saint-Sauveur, à l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par suite de la nomination du dit S.-N. Parent à la position de Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la Province.

Nous vous prions de vouloir bien émaner votre mandat en conséquence.

(Signé) JOSEPH SHEHYN,
Membre pour la division électorale de Québec-Est.

(Signé) RODOLPHE ROY,
Membre pour la division électorale de Kamouraska.

Québec, 28 mai 1897.

L'honorable P.-E. LEBLANC,
Orateur de l'Assemblée Législative de la
Province de Québec,
Montréal.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous informer que le siège de l'honorable Adélard Turgeon, député de la division électorale de Bellechasse, à l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par suite de la nomination du dit Adélard Turgeon, à la position de Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec.

Nous vous prions de vouloir bien émaner votre mandat en conséquence.

(Signé) JOSEPH SHEHYN,
Membre pour la division électorale de Québec-Est.

(Signé) RODOLPHE ROY,
Membre pour la division électorale de Kamouraska.

Québec, 28 mai 1897.

L'honorable P.-E. LEBLANC,
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec,
Montréal.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous informer que le siège de l'honorable H.-T. Duffy, député de la division électorale de Brome, à l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par suite de la nomination du dit H.-T. Duffy, à la position de Commissaire des Travaux publics de la province de Québec.

Nous vous prions de vouloir bien émaner votre mandat en conséquence.

(Signé) JOSEPH SHEHYN,
Membre pour la division électorale de Québec-Est.

(Signé) RODOLPHE ROY,
Membre pour la division électorale de Kamouraska.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, l'Orateur a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants pour les districts électoraux de Saint-Jean, Chateauguay, l'Islet, Saint-Sauveur, Bellechasse et Brome :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à J.-P. Carreau, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Saint-Jean, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Félix-Gabriel Marchand, qui a accepté la charge de Trésorier de la Province, l'honorable Félix-Gabriel Marchand a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de juin 1897.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur,
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à A.-H.-A. Gagnier, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Chateauguay, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable J.-E. Robidoux qui a accepté la charge de Secrétaire de la Province, l'honorable J.-E. Robidoux a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de juin 1897.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur,

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à A.-G. Verrault, écr., officier-rapporteur pour le district électoral de l'Islet, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable F.-G.-M. Déchêne, qui a accepté la charge de Commissaire de l'Agriculture de la Province, l'honorable F.-G.-M. Déchêne a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de juin 1897.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur,

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Le présent fait foi qu'en vertu d'une bref d'élection en date du vingt-neuvième jour de mai huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à l'honorable C.-A.-E. Gagnon, officier-rapporteur pour le district électoral de Saint-Sauveur, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral, dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable S.-N. Parent qui a accepté la charge de Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, l'honorable S.-N. Parent a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de juin 1897.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur,

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à L.-S. Forgues, Ecr., officier-rapporteur pour le district électoral de Bellechasse, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Adélard Turgeon qui a accepté la charge de Commissaire de la Colonisation et des Mines, l'honorable Adélard Turgeon a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait, à Québec, ce seizième jour de juin 1897.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur,

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à C.-S. Cotton, Ecr., officier-rapporteur pour le district électoral de Brome, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable H.-T. Duffy, qui a accepté la charge de Commissaire des Travaux Publics, l'honorable H.-T. Duffy a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du bref qui est maintenant dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce cinquième jour de juillet 1897.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des honorables Juges de la Cour supérieure choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l' "Acte des élections contestées de Québec, 1875", les rapports et les jugements suivants relatifs aux élections contestées :

Pour le district électoral d'Yamaska.

Pour le district électoral de Jacques-Cartier.

Pour le district électoral de Montréal, division No. 4.

Pour le district électoral de Joliette.

Pour le district électoral de Montréal, division No. 6.

Et pour le district électoral des Deux-Montagnes,

Lesquels rapports et jugements sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre comme suit :

ÉLECTION CONTESTÉE D'YAMASKA

PALAIS DE JUSTICE

Montréal, 25 septembre 1897.

CHAMBRE DES JUGES

A l'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur,

Assemblée législative,

Province de Québec.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-incluse une copie officielle du jugement rendu par Nous, le 23 septembre courant dans la cause de l'élection contestée du district électoral d'Yamaska.

Et, conformément à l'article 551 des Statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendé par l'acte 59 Victoria, chapitre 10, nous avons aussi l'honneur de faire rapport :

1. Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres électorales prohibées par la loi aient été pratiquées par aucun candidat à la dite élection, ou à sa connaissance et de son consentement ;

2. Que la dite élection a été annulée sur l'admission signée du défendeur que des manœuvres électorales prohibées par la loi et suffisantes pour changer le résultat de l'élection et pour la faire invalider avaient été commises par les agents du défendeur, mais hors la connaissance et sans le consentement de ce dernier ; que la dite admission ne contient pas les noms des dits agents, et, conséquemment, qu'il n'y a pas lieu de faire rapport des noms des personnes contre lesquelles on aurait prouvé la commission de quelque manœuvre électorale ;

3. Que des manœuvres électorales, prohibées par la loi, ont été commises à la dite élection, ainsi que la dite admission en fait foi, mais qu'il n'y a pas raison de croire que ces manœuvres aient été pratiquées dans une large mesure.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé)

HENRI-T. TASCHEREAU, J. C. S.

CHARLES GILL, J. C. S.

J.-ALPHONSE OUMET, J. C. S.

Province de Québec.
District de Montréal.

}

COUR SUPÉRIEURE.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS

In re.—Election d'un député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral d'Yamaska, dans le district judiciaire de Richelieu, tenue les quatrième et onzième jours de mai dernier (1897), étant respectivement les jours de nomination et de votation

Le vingt-trois septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

PRÉSENTS :—L'honorable Juge TASCHEREAU,
" L'honorable Juge GILL,
" L'honorable Juge QUIMET.

FRANÇOIS NADEAU, navigateur, de la paroisse de Saint-François-du-Lac, dans le district électoral d'Yamaska, dans le district judiciaire de Richelieu,

Pétitionnaire ;

vs.

ALBÉRIC ARCHIE MONDOU, notaire, du village de Pierreville, dans le district judiciaire de Richelieu et député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral d'Yamaska,

Défendeur.

La cour, ayant examiné la procédure et la preuve de record et entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause :

Considérant que les objections préliminaires du défendeur à l'encontre de la dite pétition ont été renvoyées, avec raison, comme mal fondées par le jugement du vingt-trois juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept ;

Considérant qu'il est admis par le défendeur que le pétitionnaire avait toutes les qualifications requises pour pouvoir se porter pétitionnaire aux fins de la dite pétition ;

Considérant qu'après décompte devant un Juge, le défendeur a été déclaré élu à la dite élection ;

Considérant que le défendeur par une admission signée de lui et contresignée par ses avocats, datée du trois septembre mil huit cent quatre-vingt dix-sept, produite en Cour le sept septembre mil huit cent quatre vingt dix-sept, lors de l'instruction, et duement acceptée par le pétitionnaire qui a déclaré limiter à quelques faits seulement la preuve de ses particularités produites en cette cause, a admis que des manœuvres électorales suffisantes pour affecter et changer le résultat de l'élection dont il s'agit, avaient été commises à la dite élection par ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement ;

Considérant que, dans la preuve faite par le pétitionnaire subsequmment à cette admission du défendeur, il n'y a rien qui soit de nature à incriminer le défendeur personnellement ;

Considérant que les frais de sténographie et d'examen des témoins interrogés par le pétitionnaire après la production et l'acceptation de la dite admission du défendeur, doivent en conséquence être supportés par le pétitionnaire, mais que les frais d'assignation et de taxe des dits témoins ainsi que de tous ceux qui ont été assignés et taxés à l'instruction de la cause le sept septembre mil huit cent quatre-vingt dix-sept, doivent être supportés par le défendeur, attendu que ces témoins ont été régulièrement assignés pour prouver les allégations de la pétition avant que le défendeur n'ait produit sa dite admission :

Maintient la dite pétition d'élection en autant qu'elle demande l'annulation de la dite élection, et renvoie le surplus des conclusions de la dite pétition d'élection ; en conséquence, adjuge et déclare que le défendeur Albéric-Archie Mondou n'a pas été duement élu à la dite élection des quatrième et onzième jours de mai mil huit cent quatre-vingt dix-sept, d'un député à l'Assemblée législative de la Province de Québec, pour représenter le district électoral d'Yamaska, dans le district judiciaire de Richelieu, annule et met d côté la dite élection et condamne le défendeur aux dépens de la dite pétition, de la procédure, de l'instruction et de la plaidoirie, ainsi qu'à ceux des objections préliminaires renvoyées, et aux frais d'assignation et de taxe des témoins entendus et non entendus qui paraissent avoir été taxés lors de l'instruction (Pièce 32 du dossier), mais ordonne que les frais de sténographie et d'examen des témoins entendus par le pétitionnaire soient supportés par ce dernier.

Et la Cour accorde distraction de dépens à Mtres Choquet & Taillefer, avocats du pétitionnaire.

(Vraie copie.)

(Signé) L.-H. COLLARD,

Député protonotaire, C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE JACQUES-CARTIER

PALAIS DE JUSTICE

Montréal, 9 novembre 1897.

CHAMBRE DES JUGES

A l'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur,

Assemblée Législative,

Province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus une copie officielle du jugement rendu le 18 octobre dernier (1897), dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Jacques Cartier, et une copie officielle du jugement rendu le 20 octobre dernier (1897), dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Montréal, division No. 4.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Votre obéissant serviteur,

M. MATHIEU, J. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPERIEURE.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS

In re—Election d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Jacques-Cartier, tenue les quatrième et onzième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

P. *alias* PIERRE-ISRAËL CREVIER, ci-devant hôtelier, de la ville de Saint-Laurent, dans le district électoral de Jacques-Cartier, dans le district judiciaire de Montréal et maintenant résidant en les cité et district de Montréal, négociant,

Pétitionnaire ;

vs.

JOSEPH-ADOLPHE CHAURET, notaire, du village de Sainte-Geneviève, dans le district de Montréal, député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Jacques-Cartier,

Défendeur.

Le dix-huitième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

PRÉSENT :—L'honorable juge MATHIEU.

Nous, soussigné, Juge de la Cour Supérieure pour la Province de Québec, siégeant dans et pour le district de Montréal, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur le mérite des objections préliminaires en cette instance ;

Considérant que le dit défendeur a nié spécialement la qualité d'électeur du dit pétitionnaire et son droit de voter à l'élection à laquelle se rapporte la présente pétition d'élection ;

Vu que le dit pétitionnaire n'a pas prouvé qu'il était électeur et avait droit de voter à la dite élection et qu'il pouvait se porter pétitionnaire en cette cause ;

Maintenons les dites objections préliminaires et renvoyons la dite pétition d'élection en cette cause, le tout sans frais.

(Signé)

M. MATHIEU, J. C. S.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,

Député protonotaire, C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE MONTRÉAL, DIVISION No. 4

Province de Québec, }
District de Montréal, }

COUR SUPÉRIEURE

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

In re.—Election d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal, division numéro quatre (4), tenue les quatrième et onzième jours de mai mil huit cent quatre-vingt dix-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

JOSEPH-SAMUEL THOMPSON, charretier, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire ;

vs

L'HON. ALBERT-WILLIAM ATWATER, avocat, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Défendeur

Le vingtième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt dix-sept.

PRÉSENT :—L'honorable Juge MATHIEU.

Nous, soussigné, Juge de la Cour Supérieure pour la Province de Québec, siégeant dans et pour le District de Montréal, le pétitionnaire étant appelé et ayant fait défaut, et le défendeur étant entendu par ses avocats sur le mérite des objections préliminaires en cette cause :—

Considérant que le dit défendeur a nié spécialement la qualité d'électeur du dit pétitionnaire et son droit de voter à l'élection à laquelle se rapporte la présente pétition d'élection ;

Vu que le dit Pétitionnaire n'a pas prouvé qu'il était électeur et avait droit de voter à la dite élection et qu'il pouvait se porter pétitionnaire en cette cause ;

Maintenons les dites objections préliminaires et renvoyons la dite pétition d'élection en cette cause, le tout sans frais.

(Signé) M. MATHIEU, J. C. S.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,

Député Protonotaire, C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE JOLIETTE.

Province de Québec,
District de Joliette
No. 14.

}
/
}

COUR SUPÉRIEURE.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS

In re.—Elections d'un député à l'Assemblée Législative de Québec, pour le district électoral de Joliette, tenue les quatrième et onzième jours de mai mil huit cent quatre-vingt dix-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

SINAI BOURGEOIS, commis, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette,

Pétitionnaire ;

vs.

JOSEPH-MATHIAS TELLIER, avocat, du même lieu,

Défendeur.

Nous soussigné, Juge de la Cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans et pour le district de Joliette, avons l'honneur de faire rapport à M. l'Orateur de l'Assemblée Législative :

Que, le dix-neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, nous avons entendu, devant nous, les parties en cette instance, sur le mérite des objections préliminaires produites par le Défendeur ;

Que les dites objections préliminaires niaient et contestaient au Pétitionnaire sa qualité d'électeur et son droit de voter à l'élection à laquelle se rapportait sa pétition d'élection ;

Que le Pétitionnaire n'ayant pas établi qu'il était électeur et avait droit de voter à la dite élection et qu'il pouvait se porter Pétitionnaire en la dite cause ;

Nous avons, en conséquence, maintenu les dites objections préliminaires et renvoyé la dite pétition d'élection, suivant jugement dont copie est ci-jointe.

(Signé) CHS-C. DE LORIMIER, J. C. S.

Province de Québec, }
District de Joliette. }

COUR SUPERIEURE.

LOI DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

In re.—Election d'un député à l'Assemblée Législative de Québec pour le district électoral de Joliette tenu les quatrième et onzième jours de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

SINAI BOURGEOIS, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, commis,

Pétitionnaire,

vs.

JOSEPH-MATHIAS TELLIER, avocat, du même lieu,

Défendeur.

Le dix-neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

PRÉSENT : L'honorable Juge DELORIMIER.

Nous soussigné, Juge de la Cour Supérieure, pour la province de Québec, siégeant dans et pour le district de Joliette, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur le mérite des objections préliminaires dans cette instance :—

Considérant que le dit Défendeur a nié spécialement la qualité d'électeur du dit Pétitionnaire et son droit de voter à l'élection à laquelle se rapporte la présente pétition d'élection ;

Vu que le dit pétitionnaire n'a pas prouvé qu'il était électeur et avait droit de voter à la dite élection et qu'il pouvait se porter pétitionnaire en cette cause ;

Maintenons les dites objections préliminaires et renvoyons la dite pétition d'élection en cette cause, le tout sans frais.

(Signé) CHS.-C. DELORIMIER, J. C. S.

(Vraie copie)

McCONVILLE & DUCHARME, P. C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE MONTRÉAL, DIVISION No. 6.

PALAIS DE JUSTICE

Montréal, 9 novembre 1897.

CHAMBRE DES JUGES.

A l'Honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative,

Province de Québec.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-inclus une copie officielle du jugement rendu par nous, le 21 octobre dernier (1897), dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Montréal, division No. 6.

Et, conformément à la loi, nous avons l'honneur de faire rapport qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées, à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé)

CHARLES GILL, J. C. S.

LOUIS TELLIER, J. C. S.

CHS.-C. DE LORIMIER, J. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE.
(EN RÉVISION)

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

In re

Election d'un député à l'Assemblée législative de la Province de Québec, pour le district électoral de Montréal, Division No. 6. tenue les quatrième et onzième jours de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt et unième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

PRÉSENTS:—L'hon. juge GILL,

“ “ TELLIER,

“ “ DE LORIMIER.

MICHAEL BAHEN, commerçant, des cité et district de Montréal,

Pétitionnaire,

vs.

JAMES-JOHN-EDMUND GUERIN, des cité et district de Montréal, écuyer, docteur en Médecine, député à la dite Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Montréal, division No 6,

Défendeur.

La Cour après avoir entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause :

Considérant que le dit pétitionnaire n'a fait aucune preuve des allégations de sa dite pétition d'élection ;

Renvoie la dite pétition d'élection, avec dépens.

(Vraie copie.) L.-H. COLLARD,
député-protonotaire.

ÉLECTION CONTESTÉE DES DEUX-MONTAGNES.

CHAMBRE DES JUGES.

Montréal, 15 Novembre 1897

A l'honorable P.-E. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative,

à Québec.

Monsieur.

Nous vous adressons, ci-inclus, une copie certifiée du jugement rendu par nous, Juges soussignés, siégeant comme Cour Supérieure en révision, le neuf novembre courant, maintenant les objections préliminaires du défendeur à la pétition d'élection présentée contre lui, et renvoyant, en conséquence, la dite pétition.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos humbles serviteurs,

(Signé)

L.-A. JETTÉ, J. C. S.

CHARLES GILL, J. C. S.

J.-ALPH. OUMET, J. C. S.

Province de Québec, }
 District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE.
 SIÉGANT EN RÉVISION.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

Elections d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral des Deux-Montagnes, dans le district judiciaire de Terrebonne, tenue les quatrième et onzième jours de mai 1897, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le neuvième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

PRÉSENTS :—L'honorable juge JETTÉ,

" GILL,

" OUMET.

ALEXANDRE CAMPEAU, cultivateur, de la paroisse de Ste-Scholastique,
 dans le district électoral des Deux-Montagnes, dans le district judi-
 ciaire de Terrebonne, Pétitionnaire,

vs.

HECTOR CHAMPAGNE, avocat, du village de Saint-Eustache, député à
 l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district
 électoral des Deux-Montagnes, Défendeur.

La cour, après avoir entendu la plaidoirie contradictoire des avocats des parties, pris connaissance de leurs écritures, pièces et autres procédures et délibéré ;

Attendu qu'à l'encontre de la pétition présentée pour se plaindre de son élection, le défendeur a, d'abord, invoqué, entre autres objections préliminaires :

1. L'irrégularité et la production de la dite pétition, après l'expiration des délais fixés ; et 2^e l'absence d'avis légal des procédures ainsi faites contre lui ;

Attendu que, par jugement du onze septembre dernier, les dites objections du Défendeur ont été renvoyées par le juge siégeant dans le district de Terrebonne ;

Attendu que l'enquête ayant été ensuite déclarée close de part et d'autre, le dossier a été transmis à cette cour, pour adjudication, suivant la loi ;

Attendu que le défendeur, sans arriver au fond, mais conformément au droit que lui réserve l'article 500 des Statuts refondus de Québec, a de nouveau, fait valoir devant cette cour, les dites objections préliminaires invoquées à l'encontre de la pétition présentée contre lui ;

Adjugeant en conséquence sur les dits objections ;

Attendu que, conformément aux articles 482 et 484 des dits Statuts refondus de Québec, la pétition contestant la validité d'une élection, doit être présentée et produite au greffe pendant les heures de bureau, dans les trente jours après la publication de l'avis de la dite élection dans la *Gazette Officielle* ;

Attendu que, d'après les règles de pratique de la Cour Supérieure, applicables au district de Terrebonne, les heures de bureau du protonotaire de ce district, en dehors des termes, sont fixées comme suit : de neuf heures du matin à midi et de deux heures à quatre heures de l'après-midi ;

Attendu, en fait, que le délai pour produire la pétition d'élection dans l'espèce expirait le vingt juin dernier, et que ce jour n'était pas un jour de terme ; que, néanmoins, la dite pétition n'a été produite qu'à quatre heures et quarante-cinq minutes de l'après-midi, le dit jour ;—c'est-à-dire après les heures de bureau et, par suite, en dehors du délai accordé par la loi pour contester la dite élection ;

Attendu, en outre, qu'aux termes de l'article 495 des dits Statuts Refondus, le pétitionnaire, doit faire signifier au défendeur, dans les cinq jours de la présentation de la pétition, copie d'icelle, avec avis de sa présentation et du cautionnement et un récipissé du dépôt requis ;

Attendu que l'avis signifié au défendeur en cette cause est informe et irrégulier et ne saurait être accepté comme satisfaisant aux injonctions du Statut à cet égard ;

Considérant, en conséquence, que les objections préliminaires invoquées par le défendeur étaient bien fondées et qu'il y a erreur dans le jugement qui les a renvoyées ;

Considérant que, par suite de ce que dessus, il n'y a pas lieu d'adjuger sur le mérite de la dite pétition ;

Infirme le dit jugement du onze septembre dernier, et rendant celui qui aurait dû être rendu, maintient les objections préliminaires du défendeur et, en conséquence, déclare irrégulière et nulle la pétition d'élection présentée en cette cause et la rejette, avec dépens, contre le dit pétitionnaire, distraits à Maître Choquette, avocat et procureur du défendeur.

(Vraie copie) L.-H. COLLARD,

Dép. P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, M. l'Orateur a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le district électoral d'Yamaska.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, l'Orateur a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant pour le district électoral d'Yamaska.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Jules Allard, officier rapporteur, pour le district électoral d'Yamaska, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral, dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de Albéric-Archibald Mondou, dont l'élection a été annulée par la Cour Supérieure, M. Victor Gladu, notaire, de la paroisse de Saint-François-du-Lac, a été rapporté comme dument élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Québec, ce 23 novembre, 1897.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative

de la province de Québec.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En ma qualité de représentant de Sa Majesté, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue dans la Capitale où vos devoirs publics vous appellent.

Cette première session de la Législature s'ouvre à une époque dont le souvenir restera cher à tous les sujets de Sa Majesté ; car, pendant cette année, ils ont pu célébrer le soixantième anniversaire de l'avènement au trône de Notre Gracieuse Souveraine, et remercier la divine Providence de lui avoir permis de présider si longtemps et si glorieusement au développement de l'Empire Britannique. Tous, nous faisons maintenant des vœux pour que longtemps elle veille encore à nos destinées, persuadés que la sagesse qui a marqué tous ses actes politiques, continuera à la guider dans l'avenir. Vous devez, en même temps, ressentir un légitime orgueil en vous rappelant que le Canada a été si utilement et si brillamment représenté aux fêtes jubilaires de juin, par un fils de la province de Québec.

Vous avez lieu de vous réjouir de ce qu'il a plu au Dispensateur de tous biens d'accorder à cette Province une abondante moisson, et de ce que les produits de notre industrie agricole aient obtenu les faveurs des marchés étrangers, qui nous font espérer, pour l'avenir, des prix de plus en plus rémunérateurs. Il y a là, pour tous, un gage de prospérité certaine.

Vous serez appelés à donner votre assentiment à des mesures de haut intérêt, au nombre desquelles se trouve, au premier rang, une loi nouvelle sur l'Instruction publique. Cette mesure renferme des modifications importantes de l'ancienne loi, sans y apporter toutefois d'autres innovations que celles réclamées par les besoins de l'heure présente.

Pénétré du sentiment de sa responsabilité dans tout ce qui tend au bien-être et au progrès de la Province, le gouvernement ne saurait se désintéresser de la question si importante de l'enseignement. Dans le

projet de loi qui vous sera soumis, il est donc pourvu à la création d'un ministère de l'Instruction publique, dont le fonctionnement n'entraînera aucune dépense additionnelle, le nombre des ministres devant rester le même qu'aujourd'hui.

L'agriculture et la colonisation ont déjà reçu de mon gouvernement l'attention la plus vigilante. Cette attention leur sera continuée. Il convient de seconder le courant de colonisation qui se dirige vers nos terres arables, et attirer vers les cantons récemment ouverts, nos énergiques et patriotiques défricheurs.

Mon gouvernement s'est encore attribué la mission d'améliorer la voirie municipale, et il n'épargnera rien pour donner une impulsion constante et plus forte à cette politique destinée à produire les meilleurs résultats et à augmenter le bien-être et la richesse de notre population.

Je me plais à constater le nouvel élan que semble avoir pris l'industrie manufacturière. Les immenses pouvoirs d'eau disséminés dans la Province et qui, pendant tant d'années, sont restés à l'état latent, commencent à être utilisés; et grâce à eux, des industries nouvelles ont été établies et ont déjà donné d'excellents résultats. J'ai la conviction qu'on leur devra l'exécution de travaux dont la Province retirera de grands avantages.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les Comptes publics pour la dernière année financière et le budget de l'exercice de 1898-1899 vous seront incessamment soumis.

Mon gouvernement, en prenant les rênes du pouvoir, s'est trouvé forcé d'exécuter des engagements pris par l'administration précédente et pour lesquels il n'y avait pas de prévisions au budget de la dernière année financière. Des obligations ainsi contractées ont entraîné un fort déficit et créé une dette flottante, qui impose au gouvernement la nécessité d'un emprunt, afin de la consolider.

Je vous engage à étudier avec attention la situation financière. Cette étude vous fera comprendre qu'il est devenu nécessaire de pratiquer la plus stricte économie, et je vous invite à donner votre appui le plus cordial aux efforts que mon gouvernement se propose de faire dans ce sens.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Par une loi du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande intitulé : "Acte concernant l'établissement des provinces dans la Puissance du Canada," il a été décrété que le Parlement du Canada

pourra, de temps à autre, avec le consentement de la Législature d'une province, en augmenter, diminuer, ou autrement en modifier les limites, aux termes et conditions acceptés par la Législature de telle province.

Le gouvernement précédent a adopté un arrêté en conseil acceptant la désignation des limites nord de la Province offertes par les autorités fédérales. Cet arrêté en conseil a été traité par le gouvernement fédéral comme insuffisant pour satisfaire pleinement aux exigences de la loi en cette matière. Vous serez appelés à adopter une loi par laquelle la Province consentira à accepter les limites ainsi arrêtées, afin que le Parlement du Canada puisse les fixer définitivement. Cette législation est requise pour donner effet à la convention intervenue entre les deux gouvernements et mettre le pouvoir fédéral en mesure de consacrer par une législation définitive la reconnaissance des droits de la Province.

Vous serez heureux d'apprendre que, par l'adoption de cette loi, l'étendue de la province de Québec s'accroîtra de 67,499,952 acres de terre.

Je supplie la divine Providence de répandre sur vous et vos familles d'abondantes bénédictions et d'éclairer vos délibérations sur les diverses questions dont vous aurez à vous occuper, durant cette session.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération, demain.

Résolu, Que des Comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1.—Privilèges et élections ; 2.—Ordres permanents ; 3.—Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4.—Bills privés ; 5.—Législation et lois expirantes ; 6.—Comptes publics ; 7.—Agriculture, immigration et colonisation ; 8.—Différentes branches d'industrie en cette province ; les quels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1897.—(*Document de la Session No. 8.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 24 novembre 1897.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Guerin,—la pétition de J.-P. Scott et autres,

Par M. Tellier,—la pétition des Clercs paroissiaux ou Catéchistes de St-Viateur.

Par M. Bisson,—deux pétitions du conseil de ville de la ville de Salaberry de Valleyfield.

Par l'honorable M. Shehyn,—la pétition du Révérend Antoine Gauvreau, prêtre, curé de Saint-Roch de Québec.

Par M. Chênevert,—la pétition de Napoléon Boucher, étudiant en médecine, de la cité de Montréal,—la pétition de Jean-Baptiste-Tréflé Richard, de l'Épiphanie,—et la pétition de Joseph Robillard, de la cité de Montréal.

Par M. Roy,—la pétition de Majorie Mercier, secrétaire-trésorier du conseil de comté du comté de Bellechasse.

Par M. Bickerdike,—la pétition de la Compagnie des chemins à barrières de Dorval,—la pétition de l'honorable A.-W. Ogilvie et autres, de la cité de Montréal,—deux pétitions de la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée),—et la pétition de Ths.-J. Clark et autres, du lieu appelé Grand'-Mère,—et la pétition de *The Church Home*, de Montréal.

Par M. Weir,—la pétition de J. Elliott, étudiant en droit, de la cité de Montréal.

Par M. Lacombe,—la pétition de Arthur Gagnon et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Chauret,—deux pétitions des Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga.

Par M. Watts,—la pétition de *The Church Society*, du diocèse de Québec.

Par M. Cardin,—la pétition de Gustave Massuc-Drolet, de la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Béland, secondé par M. McCorkill,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable Sir JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser, à l'ouverture de la présente session.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'honorable M. Turgeon met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec, pour 1897.—(*Document de la session No. 21.*)

L'honorable M. Duffy met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1897.—(*Document de la session No. 7.*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur, quatre messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.—(*Document de la session No. 12.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 24 novembre 1897.

J.-A. CHAPLEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, et approuvé par lui le 26 juin 1897, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.
(*Document de la Session No 13.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 24 novembre 1897.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 26 juin 1897.

No. 485

Sur la nomination des membres de la Commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative.

L'honorable Premier ministre, dans un mémoire en date du vingt-cinq juin courant (1897), recommande : que l'honorable F.-G. Marchand, trésorier de la Province, l'honorable Adélard Turgeon, commissaire de la Colonisation et des Mines et l'honorable T.-H. Duffy, tous trois membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative de cette Province, et ce, sous l'autorité de l'article 114 des S. R. P. Q.

J.-A. CHAPLEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette Province le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués ; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.—(*Document de la session No. 14.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 24 novembre 1897.

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil.—(*Document de la session No. 15.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 24 novembre 1897.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—le 27^e rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1896.—(*Document de la session No. 9.*)

Aussi,—Extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1896. (*Document de la session No. 11.*)

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux, l'honorable M. Dechêne, l'honorable M. Duffy, l'honorable M. Flynn, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Hackett, l'honorable M. Nantel, M. Gladu, M. Bisson, M. Watts et M. Tessier (Rimouski) composent le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, à trois heures P. M.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 26 novembre 1897

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Béland,—la pétition de Joseph Poirier et autres, de Saint-Joseph, comté de Beauce.

Par M. Pinault,—la pétition de Louis-Ephrem Larose, de la ville de Nashua, dans l'état du New-Hampshire, chimiste,—la pétition de Henri-Alphonse Hamel, de la ville de Chicoutimi, étudiant en médecine,—la pétition de Joseph-Arthur-Noé Chabot, de la paroisse de Sainte-Claire, comté de Dorchester, étudiant en médecine,—la pétition de Pierre Bouffard, de la cité de Québec, notaire,—et la pétition de la Compagnie de l'Hôtel Victoria, de la cité de Québec.

Par M. Gladu,—la pétition de Hector-Omer Joyal, de Enosbury Falls, état du Vermont, Etats-Unis d'Amérique, étudiant en médecine.

Par M. Dessaulles,—la pétition de Joseph-Pierre-Leonard-Delphis Girouard, de la cité de Saint-Hyacinthe, étudiant en médecine.

Par M. Décarie,—la pétition de la corporation de la ville de Saint-Louis,—et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-François d'Assise, dans le comté d'Hochelaga.

Par M. Robitaille,—la pétition de Pierre-Henri Dubé, de la cité de Québec, étudiant en droit,—la pétition d'Ernest Lapointe, de la cité de Québec, étudiant en droit,—et la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Roy,—la pétition de Joseph-Arthur Roy, de la cité de Québec, étudiant en médecine, médecin vétérinaire.

Par M. Major,—la pétition de la corporation de la cité de Hull—et la pétition de J.-O.-S. Allard et autres, du canton Bouchette, dans le comté d'Ottawa.

Par l'honorable M. Nantel,—la pétition des Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J.-P. Scott et autres, demandant un acte les incorporant sous le nom de "William Dow & Compagnie."

De l'honorable A.-W. Ogilvie et autres, demandant un acte les incorporant sous le nom de *The Lawyer's Title Insurance Company*.

Du Révérend M. Ant. Gauvreau, prêtre, curé de Saint-Roch de Québec, demandant un acte le constituant, lui et ses successeurs en office, en personne civile sous le nom de : le "Curé de Saint-Roch de Québec."

Des Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur, demandant une loi pour amender et refondre les actes concernant leur corporation.

Des commissaires d'école pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, demandant à être autorisés à émettre des obligations.

Des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, demandant à être autorisés à prélever certaines obligations.

De Thos-J. Clark et autres, du lieu appelé : Grand'Mère, demandant que le village appelé Grand'Mère soit incorporé en ville.

De la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée), demandant que la place appelée Grand'Mère soit érigée en municipalité de village.

De la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée), demandant un acte confirmant sa charte et pour d'autres fins.

Du conseil de ville de la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant une loi pour amender la loi 57 Victoria, chapitre 63.

Du conseil de ville de la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant une loi abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33.

De la Compagnie des chemins à barrières de Dorval, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Arthur Gagnon et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte les constituant en corporations pour fins d'assurances, de bienfaisance et de fonds de pension.

De M. Morcier, secrétaire-trésorier du conseil de comté du comté de Bellechasse, demandant un acte décrétant que le chef-lieu du comté de Bellechasse soit transféré de la paroisse de Saint-Michel en la paroisse de Saint-Raphaël.

De Napoléon Boucher, étudiant en médecine, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

De Jean-Baptiste-Tréflé Richard, de l'Épiphanie, demandant un acte autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre des notaires.

De Henry-J. Elliot, étudiant en droit, de la cité de Montréal, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De Joseph Robillard, de la cité de Montréal, demandant un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés appartenant à la succession de feu Edouard-Narcisse de Lorimier, et pour autres fins.

De *The Church Society*, du diocèse de Québec, demandant un acte les autorisant à faire certaines transactions et pour autres fins.

Et de Gustave Massue-Drolet, de la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu, demandant un acte l'autorisant à porter le nom de Gustave Drolet-Massue.

L'honorable M. Tessier (Rimouski), du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes des membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu M. Auguste Tessier pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport de la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre :

ORDRES PERMANENTS :—L'honorable M. F. Hackett, MM. Bisson, Bourbonnais, Chicoyne, Girouard, Laliberté, La'onde, Lislois, Marion, Panneton, Smith et Weir.

BILLS PRIVÉS :—Les honorables MM. Atwater, Dechêne, Flynn, Guerin, Hackett, Leblanc, Nantel, Parent, Pelletier, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Bickerdike, Bouffard, Cardin, Caron, Champagne, Chauvet, Chênevert, Chicoyne, d'Auteuil, DeGrosbois, Dessauls, Duplessis, Girouard, Gouin, Lacombe, Marion, Normand, Panneton, Pinault, Rainville, Robitaille, Roy, Tessier (Rimouski), Tellier, Watts et Weir.

COMPTES PUBLICS :—Les honorables MM. Atwater, Dechêne, Duffy, Flynn, Guerin, Hackett, LeBlanc, Marchand, Nantel, Parent, Pelletier, Shehyn, Stephens, et MM. Ball, Bickerdike, Bourbonnais, Cardin, Carbray, Chauvet, Chicoyne, Dessauls, Duplessis, Garneau, Gillies, Girouard, Gladu, McCorkill, Pinault, Rainville, Roy, Tellier, Watts et Weir.

AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—Les honorables MM. Dechêne, Nantel, et MM. Ball, Bédard, Béland, Bisson, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Caron, Champagne, Cherrier, Chicoyne, Décarie, Delaney, Doris, Dufresne, Garneau, Gillies, Girard, Gladu, Gosselin, Grenier, Hunt, MacDonald, Major, Marion, McCorkill, Normand, Petit, Rocheleau et Talbot.

INDUSTRIES :—Les honorables MM. Atwater, Dechêne, Duffy, Hackett, Shehyn, Turgeon, et MM. Ball, Bédard, Bickerdike, Bisson, Carbray, Delaney, Dessauls, Doris, Dufresne, Garneau, Gosselin, Gouin, Normand, Petit et Smith.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Flynn, Pelletier, Robidoux et MM. Champagne, Robitaille, Tellier et Tessier (Rimouski.)

CHEMINS DE FER ET CANAUX :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Hackett, LeBlanc, Nantel, Parent, Shehyn, Stephens, Turgeon, et MM. Ball, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, D'Auteuil, Décarie, DeGrosbois, Dufresne, Girard, Gladu, Gosselin, Gillies, Grenier, Hunt, Lacombe, Lalonde, Laliberté, Lislois, MacDonald, Major, Marion, Normand, Petit, Robitaille, Rocheleau, Roy, Smith et Watts.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Les honorables MM. Duffy, Hackett, Marchand, Pelletier, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Bouffard, Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Duplessis, Gouin, McCorkill, Panneton, Pinault, Rainville, Roy, Tellier et Watts.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tessier, (Rimouski).—1. Pour quel montant le palais de justice et la prison de Rimouski, détruits par un incendie en octobre dernier (1897), étaient-ils assurés ?

2. Les pertes ont-elles été déterminées et ont-elles été payées par les compagnies d'assurance intéressées ?

3. Dans l'affirmative, quel montant a été fixé et payé pour compenser ces pertes ?

4. Le gouvernement se propose-t-il de reconstruire bientôt ce palais de justice ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. \$19,000.00 ; 2. Oui.—3. \$16,781. 4. Oui.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques concernant et en rapport avec la destitution de L.-P. Robi aille, comme employé permanent du département du Secrétaire de la Province.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques en rapport avec l'emploi de sténographes officiels devant les cours de justice de cette Province.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques, concernant et en rapport avec, 1o. la destitution de Philéas Laberge, comme député-régistrateur de Québec, 2o. la nomination de Jos.-P. Roy, comme son successeur.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes,

papiers et documents quelconques, concernant la destitution de L.-Solymes Forgues comme registrateur du comté de Bellechasse.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques, au sujet de la destitution de David-Tancrède Trudel comme registrateur du comté de Champlain.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tessier, (Rimouski), secondé par M. Robitaille,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,— copie de la correspondance et des rapports relatifs à l'incendie qui a consumé le palais de justice et la prison de Rimouski, en octobre dernier, (1897), ainsi que copie des documents concernant la location de l'immeuble servant actuellement de palais de justice, le prix et la durée de la dite location.

E' alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 29 novembre 1897.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre :

Par M. Bikerdike, — la pétition de *The Montreal Foundling and Baby Hospital*, — la pétition de l'Hôpital Samaritain pour les Femmes, — et la pétition de A.-F. Gault et autres, de Montréal.

Par M. Chênevert, — la pétition de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal, — et la pétition de Jean-Baptiste-Arthur Hénault et autres, de la paroisse de Saint-Cuthbert.

Par M. Weir, — la pétition de William-Edgard Phillips, de la cité de Montréal, — la pétition de *Canadian Savings Loan and Building Association*, — la pétition de *The Church of Christ Scientist, Montreal*, — et la pétition du Conseil municipal de Saint-Jérusalem d'Argenteuil.

Par M. Normand, — la pétition de *The North Shore Power Company*, — et la pétition du Conseil de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Rainville, — la pétition de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal.

Par M. Gouin, — la pétition de la Compagnie de téléphone des marchands, de Montréal.

Par M. Ball, — la pétition de Héloïse Barbeau et autres, de Nicolet.

Par M. Pinault, — la pétition de William-James Enright, de Port William, comté de Bonaventure, — et la pétition de Trefflé Gagnon et autres, de la paroisse de Saint-Stanislas et autres lieux.

Par M. Macdonald,—la pétition de Joseph-Hormidas Lemoine,—et la pétition de Noël-Eusèbe Guillet, de Manchester, dans l'Etat de New-Hampshire.

Par M. Décarie,—la pétition de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

Le Bibliothécaire de la Législature a l'honneur de soumettre son rapport pour la vacance de 1897 :

Durant les derniers douze mois, la bibliothèque s'est accrue de 2450 volumes et de 565 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons. 911 volumes ont été acquis de ce dernier chef.

Parmi les bienfaiteurs de la bibliothèque, le plus remarquable a été l'honorable sénateur Robitaille qui, par son testament, a légué à la Province toute sa bibliothèque. C'est un riche cadeau de 812 volumes, tous bien reliés et parfaitement conservés.

Dans cette précieuse collection, nous trouvons une série d'ouvrages sur le droit constitutionnel anglais, la *Grande Encyclopédie*, de Larousse, l'*Histoire du monde*, de Riancy, et beaucoup d'autres séries importantes.

La bibliothèque renferme aujourd'hui 53,140 volumes et environ 12,000 brochures, dont la plupart sont reliées par groupes de 15 ou 20, formant un volume de consultation plus facile.

Si la bibliothèque s'enrichit graduellement, d'un autre côté le local devient de plus en plus insuffisant, vu qu'il ne peut contenir que 30,000 volumes. Il y a donc 23,000 volumes distribués en quatre sections en dehors de la bibliothèque. L'une, la plus précieuse, située dans le soubassement, renferme les journaux reliés, et un certain nombre d'ouvrages parlementaires et de dictionnaires, afin de favoriser les chercheurs. Une deuxième section, contigüe à la bibliothèque principale, contient les doubles et les journaux de l'année courante. Les deux autres sections sont reléguées dans les combles et renferment les volumes échangés, surtout les rapports législatifs, les délibérations des législatures et des parlements étrangers au Canada et à l'Angleterre.

L'on conçoit combien cet éparpillement des livres peut offrir de désavantage au point de vue du service public.

Depuis le dernier exercice, le bibliothécaire s'est surtout occupé d'enrichir les sections du droit et de la jurisprudence, et il a acheté environ 400 ouvrages se rapportant à la jurisprudence des différentes nations, entre autres de la Belgique, de l'Angleterre et des Etats-Unis.

M. l'Orateur met aussi devant la Chambre, le vingt-neuvième rapport annuel du comité de régie de l'Union Saint-Joseph, à Saint-Roch de Québec, pour l'année 1896-97.

(Document de la Session No. 17.)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph Poirier et autres, de Saint-Joseph, comté de Beauce,—demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de téléphone de Beauce."

De la corporation de la ville de Saint-Louis, demandant une loi amendant sa charte.

De la Corporation de la cité de Québec, demandant un acte amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec, et la Cour du Recorder de la dite cité.

De la Corporation de la cité de Hull, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Compagnie de l'Hôtel Victoria, de Québec, demandant un acte légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'Hôtel Victoria, Québec.

Des syndics de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, demandant des amendement à l'acte 60 Victoria, chapitre 71, les autorisant à emprunter une certaine somme.

De Pierre Bouffard, de la cité de Québec, notaire, demandant un bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres.

De David-Henri Dubé, de la cité de Québec, étudiant en droit, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De Ernest Lapointe, de la cité de Québec, étudiant en droit, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De Louis-Ephrem Larose, de la ville de Nashua, dans l'état de New-Hampshire, demandant un acte autorisant son admission dans l'Association pharmaceutique de la province de Québec.

De Henri-Alphonse Hamel, de la ville de Chicoutimi, étudiant en médecine, demandant la passation d'un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

De Jos.-Arthur-Noé Chabot, de Sainte-Claire, comté de Dorchester, étudiant en médecine, demandant la passation d'un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

De Hector-Omer Joyal, de Enosburg Falls, Etat du Vermont, demandant la passation d'un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

De Jean-Arthur Roy, de la cité de Québec, médecin vétérinaire et étudiant en médecine, demandant la passation d'un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

De Pierre-Léonard Girouard, de la cité de Saint-Hyacinthe, étudiant en médecine, demandant un bill autorisant le Collège des médecins et

chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen.

De la municipalité de la paroisse de Saint-François d'Assise, comté d'Hochelaga, demandant des amendements au Code municipal, au sujet des chemins à barrières.

De J.-O.-S. Allard et autres, du township Bouchette, demandant qu'aucun subside ne soit accordé à la Compagnie du chemin de fer Ottawa et Gatineau, à moins que, dans le canton de Wright, le chemin de fer ne longe la rivière Gatineau.

Ordonné, Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill concernant l'anatomie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill concernant la loi prohibant les affiches indécentes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill amendant la loi à l'effet de développer le suffrage électoral.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la délimitation des frontières nord, nord-ouest et nord-est de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état des Rapports du Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des Statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, (émis entre la clôture de la session 1896, jusqu'à l'ouverture de la session suivante, 23 novembre 1897), lequel est lu comme suit :

ÉTAT des Rapports du Conseil et des Mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec. (Émis durant la vacance, entre la clôture de la session 1896 et l'ouverture de la session suivante, le 23 novembre 1897.)

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.			
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
7	<i>Services divers :</i> Fonds de la Famine de l'Inde : Montant requis, mais pour lequel il n'existe pas de prévisions budgétaires pour le paiement de la part de la Province de Québec, comme sa contribution au Fonds, provenant du Canada, pour le soulagement de la grande misère causée par la famine existant dans l'Inde Anglaise.....	132	24 février 1897.....	4,000 00	4,000 00	4,000 00	
8	<i>Gouvernement civil :</i> Dépenses contingentes des Départements : Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'existe pas de prévisions budgétaires, pour défrayer les dépenses contingentes des départements suivants, savoir : Bureau du Lieutenant-Gouverneur \$ 1,500 00 Département des Terres, Forêts et Pêcheries..... 2,000 00 do de la Colonisation et des Mines 2,000 00 do du Procureur-Général..... 1,000 00	153	26 février 1897.....	6,000 00	6,000 00	6,000 00	
9	<i>Législation :</i> Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'existe pas de prévisions budgétaires, pour le paiement de certaines dépenses d'impression, et pour les commis surméraires et messagers, pendant la dernière session, savoir :						

<i>Assemblée Législative :</i>						
Traitements et dépenses contingentes, etc.....	\$ 6,537 70					
Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158.....	4,305 90					
	171	4 mars 1897.....	10,843 60	10,843 60	10,843 60	
<i>Travaux et édifices publics :</i>						
(Ordinaires.)						
Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'existe pas de prévisions budgétaires pour défrayer les dépenses relatives aux services ci-dessous mentionnés, savoir :						
Loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics.....	\$28,702 60					
Réparations aux Palais de Justice et prisons.....	9,374 84					
	202	11 mars 1897.....	38,077 44	38,077 44	38,077 44	
<i>Construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental :</i>						
Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'existe pas de prévisions budgétaires pour payer à la " Compagnie de navigation Richelieu et Ontario " le prix d'un certain lopin de terre en la cité des Trois-Rivières, acquis par le gouvernement en 1879, à propos de la ligne de ceinture du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que le loyer, les taxes municipales et scolaires et la part du gouvernement dans l'arbitrage le concernant.....	229	29 mars 1879.....	3,978 50	3,978 50	3,978 50	
<i>Gouvernement civil :</i>						
Dépenses contingentes :						
Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'y a pas de prévisions budgétaires pour défrayer les dépenses du département du Secrétaire Provincial.....	249	14 avril 1897.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00	
<i>Législation :</i>						
Indemnité aux réviseurs, et autres dépenses en vertu de 60 Victoria, chapitre 21:						
Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'y a pas de prévisions budgétaires pour payer les dépenses encourues par examen et correction des listes électorales, dans les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, d'après 60 Victoria, chapitre 21.....	277	17 avril 1897.....	14,267 59	14,267 59	11,112 55	3,155 04

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec. (Emis durant la vacance, entre la clôture de la session 1896 et l'ouverture de la session suivante, le 23 novembre 1897).—*Suite*.

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.			
				\$	cts.	\$	cts.
14	Législation :						
	Report.....						
	Conseil Législatif :						
	Montant requis d'urgence, pour payer les traitements et dépenses casuelles du Conseil Législatif, ce montant n'étant pas inscrit aux prévisions budgétaires.....	264	17 avril 1897.....	2,500 00	254 36	2,245 64	
15	Etat des produits du chemin de fer :						
	Québec, Montréal, Ottawa et Occidental :						
	Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'y a pas de prévisions budgétaires, pour payer à H. G. Thibault, le montant à lui adjugé par le jugement de l'hon. A.-R. Angers, arbitre, avec intérêt, sur sa réclamation en dommages résultant de la non-exécution de certains contrats par le chemin de fer Q. M. O. et O., aussi pour payer la moitié des frais d'arbitrage encourus par le gouvernement.....	301	30 avril 1897.....	8,888 42	3,888 42		
16	Administration de la justice :						
	Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'y a pas de prévisions budgétaires pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pendant le reste de l'exercice financier courant.	433	29 mai 1897.....	88,000 00	88,000 00		

17	Gouvernement civil:								
	Dépenses contingentes:								
	Montant requis d'urgence, pour défrayer les dépenses contingentes des départements suivants, dont le crédit pour l'exercice en cours a été épuisé, savoir:								
	Instruction Publique.....	\$ 1,000 00							
	Trésor.....	450 00							
	Conseil Exécutif.....	300 00							
	Terres, Forêts et Pêcheries.....	500 00							
	Agriculture.....	190 00							
	Travaux Publics.....	1,025 00							
	Procureur Général.....	1,060 00							
	Secrétaire de la Province.....	1,500 00							
	Colonisation et Mines.....	1,283 00							
			437 2 juin 1897.....	7,220 00	7,220 00	7 071 66	145 34		
18	Agriculture:								
	Encouragement à l'agriculture en général. Montant requis pour le service "encouragement à l'agriculture en général", le crédit y affecté pour le présent exercice étant épuisé.....		438 2 juin 1897.....	7,343 92	7,343 92	7,343 92			
19	Département des Terres, Forêts et Pêcheries:								
	Département des Terres, Forêts et Pêcheries. Montant requis d'urgence par ce département pour couvrir les dépenses des services ci-dessous mentionnés, les crédits y affectés pour l'exercice en cours se trouvant insuffisants, savoir:								
	Protection des forêts.....	\$ 900 00							
	Parc National des Laurentides.....	700 00							
	Pêche et chasse.....	1,000 00							
	Dépenses générales.....	7,200 00							
	Comptes courants.....	2,200 00							
			442 3 juin 1897.....	12,000 00	12,000 00	11,904 34	95 66		
	A reporter.....								

ETAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec. (Emis durant la vacance, entre la clôture de la session 1896 et l'ouverture de la session suivante, le 23 novembre 1897.)—*Suite.*

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.		Montant's de mandats spéciaux.		Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.			
				\$	cts.	\$	cts.
20	<i>Travaux et édifices publics:</i> Montant requis d'urgence par le département des travaux publics, pour couvrir les dépenses des services mentionnés, les crédits y affectés pour l'exercice en cours se trouvant insuffisants, savoir: Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général.....\$ 9,087 79 Inspections, etc.....698 45 Agrandissement du Palais de Justice de Montréal.....1,776 42 Ameublement du Palais de Justice de Montréal.....1,068 47 Ameublement du Palais de Justice de Hull.....287 29 Réparations aux palais de justice et prisons...1,323 53 Loi concernant les établissements industriels de Québec.....221 05 446 4 juin 1897.....14,462 87					14 458 90	3 97
21	Montant requis d'urgence par le département du Secrétaire de la Province pour couvrir les dépenses des services sous-mentionnés, les crédits y affectés pour l'exercice courant se trouvant insuffisants, savoir: Ecoles de réformes et d'industries.....\$ 8,000 00 Institutions de bienfaisance, asiles des aliénés.....40,800 00 Archives canadiennes: transcription, impression et publication des archives canadiennes.....300 00 Divers en général.....1,700 00 443 4 juin 1897.....50,800 00					31,954 73	18,845 27

22 *Département de la Colonisation et des Mines :*

Montant requis d'urgence par le département de la Colonisation et des Mines pour couvrir les dépenses des services sous-mentionnés, les crédits y affectés pour l'exercice courant se trouvant insuffisants, savoir :

Chemins de colonisation	\$ 7,600 00
Arpentages	13,654 95
Enregistrement	1,664 09
Dépenses générales	102 17

463

11 juin 1897

22,421 21

22,421 21

23 *Législation :*

Dépenses des élections :

Montant requis d'urgence pour couvrir les dépenses des élections, les crédits y affectés pour l'exercice courant étant insuffisants.

486

26 juin 1897

15,500 00

12,870 60

2,620 40

24 *Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'y a pas de prévisions budgétaires pour couvrir les dépenses pendant l'exercice courant des services sous-mentionnés, savoir :*

Police	\$ 225 00
Inspection des bureaux publics	400 00
Divers, en général	712 18
Timbres, licences, etc.	1,070 00
Loi relative aux établissements industriels de Québec	150 00
Registrateurs, traitements et dépenses im- prévues	1,650 00
Dépenses contingentes du département	325 00

487

26 juin 1897

4,532 18

4,261 60

270 58

25 *Services divers :*

Département de la Colonisation et des Mines :

Arpentages :

Montant requis d'urgence, mais pour lequel il n'y a pas de prévisions budgétaires, pour couvrir les frais des arpentages pendant l'exercice courant, dans le département de la Colonisation et des Mines

491

26 juin 1897

12,000 00

12,000 00

12,000 00

27	<i>Services divers :</i> Lot de terre coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine, Québec :								
	Montant requis d'urgence pour lequel il n'y a pas de crédit inscrit au budget, pour payer aux Dames religieuses de l'Hôtel-Dieu du Précieux-Sang le prix d'achat d'un lot de terre au coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine, formant partie du lot No. 4,381 du cadastre du quartier Montcalm, cité de Québec, et contenant 504,000 pieds en superficie.....	504	30 juin 1897.....	30,000 00	30,000 00	30,000 00			
28	<i>Services divers :</i> Timbres, licences, etc.								
	Montant requis d'urgence, pour lequel il n'y a pas de crédit d'inscrit au budget, pour payer Lalonde et Johnson, distributeurs de timbres, Montréal, un traitement additionnel annuel de \$40,00 chacun, du 1er juillet 1892 au 31 décembre 1896.....	507	30 juin 1897.....	3,600 00	3,600 00	3,600 00			
29	<i>Services divers :</i> Divers en général :								
	Montant requis d'urgence, non inscrit aux prévisions budgétaires, pour payer \$2,000.00 pour défrayer les dépenses de la réunion annuelle de la <i>British Medical Association</i> , en 1897, à être tenue dans la cité de Montréal, et \$500.00 à l'Association de tir du Dominion, pour aider à la construction, à Bisley, Angleterre, d'un édifice destiné aux quartiers généraux de la milice canadienne, lors des concours annuels.....	505	30 juin 1897.....	2,500 00	2,500 00	2,500 00			
30	<i>Services divers :</i> Timbres, licences, etc.								
	Montant requis d'urgence, non inscrit aux prévisions budgétaires, pour payer certains percepteurs du revenu de la province, de la perception par eux faite, des droits de licences, et taxes directes imposées par les lois de cette province, 55-56 Vict., chap. 10 et 15, et 57 Vict., chap. 11.....	506	30 juin 1897.....	8,498 95	8,498 95	7,838 50			1,060 45

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec. (Emis durant la vacance, entre la clôture de la session 1896 et l'ouverture de la session suivante, le 23 novembre 1897).—*Suite.*

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.		Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.		
31	<i>Services Divers :</i>			\$	cts.	\$ cts.
	Mise en séquestre du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs:					
	Montant requis d'urgence, non inscrit aux prévisions budgétaires, pour payer les montants, avec frais, de deux jugements de la Cour Supérieure, en faveur de A. R. McDonald, comme séquestre du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ainsi que les honoraires et les frais de MM. Beaudin, Cardinal, Lorranger et St Germain, ses avocats.....	732	2 octobre.....	6,735 51	6,735 50	
				378,919 21	350,476 86	28,442 35

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Bureau de l'Auditeur,

Québec, 26 novembre 1897.

A.-H. VERRET,
auditeur de la Province.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que M. Macdonald et M. Garneau soient ajoutés au comité permanent des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

L'honorable M. Pelletier.—1. Combien d'emprunts temporaires ont été contractés depuis le 22 mai dernier ?

2. Quel est le montant et la date de chacun de ces emprunts ?

3. Quel est le nom de la personne ou de l'institution qui a fait chacun de ces prêts ?

4. Quel est le taux d'intérêt convenu pour chacun de ces emprunts ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. Un seul emprunt temporaire rendu nécessaire pour rencontrer une partie du déficit entre les dépenses et revenus ordinaires de l'année dernière ;

2. \$700,000.00 le 30 juin 1897 ;

3. Banque de Montréal ;

4. $3\frac{1}{8}$ pour cent.

L'honorable M. Pelletier. Dans quels journaux ont été publiées, depuis le 22 mai dernier, les annonces judiciaires du district de Montréal ?

2. Dans quels journaux ont été publiées les mêmes annonces, pour le district de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Des instructions ont été données de publier les annonces judiciaires du district de Montréal, dans le *Signal* et le *Herald* ;

2. Des instructions ont été données de publier les annonces judiciaires du district de Québec, dans le *Soleil* et le *Daily Telegraph*.

M. Bouffard.—1. Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il destitué M. Albert Godbout, employé aux archives de Québec ?

2. Le gouvernement a-t-il institué une enquête sur la conduite du dit Albert Godbout, avant de le destituer ?

3. Qui a remplacé le dit Albert Godbout ?

4. Quelle était la profession ou occupation du remplaçant de M. Albert Godbout, jusqu'à la nomination de tel remplaçant ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Pour des raisons d'intérêt public ;

2. Le gouvernement a constaté que M. Albert Godbout s'est activement et ouvertement mêlé de politique, se montrant partisan outré ;

3. Edmond Rousseau ;

4. Journaliste.

M. Bouffard.—1. Est-ce par raison d'économie que le gouvernement a destitué les personnes suivantes, savoir : Eugène Raymond, huissier-audiencier, Emile Lachance, messenger à la cour de circuit, et Albert Godbout, employé aux Archives.

2. Dans l'affirmative, quelle est la différence entre les salaires des sus-nommés et les salaires de leurs remplaçants ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—MM. Emile Lachance, Eugène Raymond et Albert Godbout ont été remplacés par d'autres personnes qui reçoivent le même salaire.

M. Bouffard.—1. M. Emile Lachance, messenger à la cour de circuit de Québec, a-t-il été destitué par le gouvernement ?

2. Pour quelles raisons le dit Emile Lachance a-t-il été ainsi destitué ?

3. Une enquête a-t-elle été tenue sur la conduite du dit Emile Lachance, avant sa destitution ?

4. Qui a remplacé le dit Emile Lachance ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui ; 2. Pour raisons d'intérêt public ; 3. Le gouvernement a pris les informations qu'il a cru nécessaires ; 4. Napoléon Filion.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, instructions, documents et papiers quelconques faits, passés ou échangés, depuis le 22 mai dernier, entre les propriétaires de journaux et le shérif de Montréal et celui de Québec, et le département du Procureur-Général, au sujet de la publication des annonces judiciaires.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques en rapport avec la destitution de M. Fortin, comme registrateur du comté de Charlevoix, et son remplacement par M. Gariépy.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres déchargeant de leurs fonctions des gardes-feu et des surintendants des gardes-feu, avec copie de toutes plaintes, de tous affidavits et de toute correspondance au sujet de telle destitution, le tout depuis le 25 mai dernier.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Copie du jugement du Conseil privé de Sa Majesté, rendu depuis le mois de juin dernier, relativement aux droits de pêche des provinces dans les eaux intérieures, savoir : rivières, lacs, etc.

2. Copie de toutes les instructions à des avocats, depuis le 25 de mai dernier ; et copie de tous rapports et de toute correspondance au sujet de cette référence, ou appel du gouvernement du Canada au Conseil privé.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. copie de toutes demandes de subventions pour chemins de fer et copie de toute correspondance à ce sujet avec le gouvernement ou aucun de ses membres depuis le 25 mai dernier.

2. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de telles demandes.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout ordre en conseil, de tous rapports et de toute correspondance avec le gouvernement ou aucun de ses membres, depuis le 25 mai dernier, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relativement aux dépôts de garanties de chemins de fer.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie-des-Chaleurs), relativement à la construction du chemin dit "de la rive Sud" et celui de la Baie-des-Chaleurs et relativement à toute question de garantie d'intérêt sur les débentures de cette compagnie et le paiement de subventions, et cela, depuis le 25 de mai dernier.

2. Copie de tous arrêtés en conseil sur le sujet ci-dessus depuis la même date, ainsi que de tous arrêtés en conseil et de contrats antérieurs à cette date, entre le gouvernement ou le Commissaire des Travaux publics et cette compagnie, relativement à telle garantie d'intérêt et à la construction des dits chemins.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de tous ordres en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant de leurs fonctions des agents et sous-agents des terres et des bois de la couronne.

2. Copie de toutes plaintes, de tous affidavits et de toute correspondance au sujet de telles destitutions.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Ball,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—Copie de toutes lettres et décisions du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries et de tous ordres en conseil, depuis le 25 mai dernier, au sujet du temps ou du délai accordé pour le paiement de la rente foncière de droits de coupe et autres sommes payables par les porteurs de licences de coupe de bois, ainsi que toute correspondance depuis la même date sur le même sujet.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Grenier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil destituant aucun employé du département des Travaux publics, depuis le 25 de mai dernier, avec copie de toutes plantes, de tous affidavits, de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet ;

26. Copie de toute correspondance, depuis la même date, au sujet du renvoi de tous autres employés, ouvriers, journaliers, femmes de peine et autres, du même département.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Grenier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres destituant aucun gardien du Parc National des Laurentides ; ainsi que copie de tous rapports, de tous affidavits et de toute correspondance à ce sujet.

Sur motion de M. Bédard, secondé par M. d'Auteuil,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 25 mai dernier, et de toute correspondance au sujet de la nomination d'un surintendant de gardes-forestiers.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes lettres démettant de leurs fonctions des gardes-forestiers, avec copie de toutes plaintes, de tous affidavits, de tous rapports, ainsi que de toute correspondance au sujet de telles destitutions.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 26 novembre courant demandant copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques concernant et en rapport avec la destitution de L.-P. Robitaille, comme employé permanent du département du Secrétaire de la Province. (Document de la Session No. 16.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 30 novembre 1897.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De l'Hôpital Saint-Patrice,—du Monastere de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur,—de la Salle d'Asile de Saint-Joseph,—de *The St-Margue-rets' Home* pour les incurables,—de l'Hôpital protestant pour les aliénés,—et de *The Church Home*, tous de la cité de Montréal et tous pour l'année 1896,—de l'Hospice des Sœurs de la Charité,—de l'Ouvroir des Sœurs de la Charité,—de l'Asile du Bon-Pasteur,—et de l'Asile Sainte-Brigitte, tous de la cité de Québec et tous pour l'année 1897,—de l'Hôpital Protestant de Sherbrooke,—de l'Hospice de Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis,—et de l'Asile de Saint-Ferdinand d'Halifax, tous pour l'année 1896,—de l'Hôpital de la Maternité des Sœurs de la Charité,—de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal des Sœurs de la Providence,—de *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, tous de la cité de Montréal et tous pour l'année 1897,—de *The Women's Christian Association*.—de l'Asile Finlay,—de l'Hospice de la Miséricorde, et tous de la cité de Québec et tous pour l'année 1897,—de l'Hôpital-Général, de Sorel,—de l'Hôtel-Dieu, de Saint-Hyacinthe,—de l'Hospice du Sacré-Cœur, de Sherbrooke,—de l'Hôtel-Dieu, de Nicolet,—de l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul dans le comté de Charlevoix, et de l'Hôpital de Valleyfield, Valleyfield, tous pour l'année 1897.
(*Documents de la Session No. 17.*)

Aussi, le rapport de la Compagnie des chemins à barrières de l'Île Jésus, dans le comté de Laval, pour l'année 1897. (*Document de la session No. 39.*)

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu la lettre suivante lui donnant avis des vacances survenues pour les districts électoraux de Bonaventure et de Lévis, et qu'il a, en conséquence, adressé ses mandats à M. le Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les susdits districts électoraux.

Québec, 24 novembre 1897.

A l'honorable JULES TESSIER, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée législative.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer des vacances survenues dans l'Assemblée législative de Québec, pour la représentation des districts électoraux de Bonaventure et de Lévis, par l'acceptation de la charge de juge puisné de la Cour Supérieure de la province de Québec, par l'honorable François-Xavier Lemieux.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé), RODOLPHE ROY, député de Kamouraska.

L.-F. PINAULT, député de Matane.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Cherrier,—la pétition de la Compagnie de Pouvoir électrique de Montréal.

Par M. Gouin,—la pétition de l'Hôpital Notre-Dame,—la pétition de Charles Desmarteau et autres, de la cité de Montréal,—et la pétition de George-Albini Lacombe, de Montréal.

Par M. Gosselin,—la pétition de Urgèle Labelle, de la ville d'Iberville.

Par M. Rainville,—la pétition de la Compagnie Royale d'électricité,—et la pétition de la Compagnie manufacturière de Chambly.

Par M. Rocheleau,—la pétition du Village de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, et la pétition de Joseph Desgagné, des Eboulements, comté de Charlevoix.

Par M. Watts,—la pétition du Rév. L.-H. Comeau et autres, de la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Par M. Weir,—la pétition de Dame Margaret Cooper et autres, de Montréal,—et la pétition de Thomas-G. Roddick et autres, de Montréal.

Par M. d'Auteuil,—la pétition de Dame Marie Bibeau et autres, de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix.

Par M. Dessaulles,—la pétition de Feodor Boas et autres, de la cité de Montréal,—et la pétition de Robert Cowans *et al.* de Montréal.

Par M. Chicoyne,—la pétition de *The Sherbrooke Protestant Hospital*.

Par M. Roy,—la pétition de Louis-Onésime Gauthier, de la cité de Montréal,—la pétition de François-Xavier Demers, de Québec,—la pétition de Emile Thibaudau, de Québec,—la pétition de Joseph-Auguste Frigon, de la paroisse de Saint-Narcisse, dans le comté de Champlain,—la pétition de John Breakey, de Québec,—et la pétition de Ninian-C. Smillie, du village de Gaspé, dans le comté de Gaspé.

Par M. Champagne,—la pétition de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal,—et la pétition d'Achille Fortin et autres, de Montréal.

Par M. Décarie,—la pétition de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal.

Par M. Talbot,—la pétition de Joseph-David Dupuis, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de Mary-Bridget McCready, de la ville de Boston, Massachusetts, États-Unis.

Par M. Normand.—la pétition de William Wainwright et autres, de la ville de Montréal, et autres lieux.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu M. A. Tessier, pour son président, et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. E.-H. Bisson, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. de Grosbois, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel se lit comme suit :

Votre comité a choisi M. T.-B. de Grosbois pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Watts, du comité spécial permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. W.-J. Watts, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill, amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Chauret :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire des représentations au gouvernement fédéral à l'effet de faire amender l'acte des poids et mesures, (42 Victoria), pour porter à 80 livres par poche, au lieu de 90 livres, les pommes terre, navets, carottes, panais, betteraves et oignons ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne :—Cette question n'a pas encore été portée à la connaissance du gouvernement. Quand elle lui sera soumise, il verra s'il peut intervenir.

Par M. Chauret :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire des représentations au conseil de ville de la cité de Montréal, à l'effet d'amender la section 23 de l'article III du règlement No. 223, concernant les marchés, passé le 20 avril 1896, pour porter à 80 lbs au lieu de 90 lbs par poche, les patates et naves ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne :—Cette question n'a pas encore été portée à la connaissance du gouvernement. Quand elle lui sera soumise, il verra s'il peut intervenir.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 1er décembre 1897.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre,—le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur la neuvième élection générale et les élections partielles des députés de l'Assemblée législative de la province de Québec. (*Document de la session No. 10.*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 novembre 1897, pour copie de la correspondance et des rapports relatifs à l'incendie qui a consumé le palais de justice et la prison de Rimouski, en octobre dernier, (1897), ainsi que copie des documents concernant la location de l'immeuble servant actuellement de palais de justice, le prix et la durée de la dite location. (*Document de la session No. 18.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Panneton,—la pétition de *The Royal Paper Mills Company*, de Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De William-Ellegood Phillips, demandant de passer une loi pour abroger l'acte 50 Vic., chap. 77 ;

De *The Canadian Savings Loan and Building Association*, demandant un acte d'incorporation ;

De A.-F. Gault et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Executors Trust Company* ;

De *The North Shore Power Company*, demandant d'amender l'acte 60 Vic., ch. 77 ;

De la Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De *The First Church of Christ Scientist*, demandant un acte d'incorporation ;

Du conseil de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal, demandant un acte d'incorporation ;

De Jean-Baptiste-Arthur Hénault *et al.*, demandant pouvoirs de vendre et partager des biens substitués ;

De Héloïse Barbeau *et al.*, de Nicolet, demandant l'incorporation des Sœurs du Précieux-Sang, de Nicolet ;

De Williams-James Enright, demandant un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Trefflé Gagnon *et al.*, demandant un bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain, de la paroisse de Sainte-Geneviève, en la paroisse de Saint-Stanislas ;

De Joseph-Hormisdas Lemoine, demandant un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine ;

De Noël-Eusèbe Guillet, de Manchester, état du New-Hampshire, Etat-Unis d'Amérique, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens, à l'admettre à la pratique de la médecine ;

De la corporation de la cité de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte ;

Et du conseil municipal de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, demandant au gouvernement de prendre des mesures pour faire cesser certains dommages causés par le sable.

M. Garneau, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. N. Garneau, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente aussi à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable J.-E. Robidoux pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Dechêne, du comité spécial permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable F.-G.-M. Dechêne pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Bickerdike, du comité spécial permanent des diverses Industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. R. Bickerdike, pour son président, et recommande que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens,

Ordonné, Que le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections générales du 11 mai et sur les élections partielles de 1892 à 1897, soit imprimé pour la distribution ordinaire et pour publication dans les documents de la session.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens :

Ordonné, Que l'honorable M. Atwater et MM. Bisson et Girouard soient ajoutés au comité spécial permanent de Législation et des Lois expirantes.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi des corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—La question des sténographes est-elle réglée ? Dans la négative, quand le sera-t-elle ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—La question des sténographes a été réglée par la loi 60 Vict., ch. 51.

Le gouvernement est à considérer l'opportunité de rappeler ou d'amender cette loi.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quels sont les noms des employés qui ont été nommés d'une manière permanente ou temporaire au palais de justice de Québec, depuis le 22 mai dernier ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Cette question pourrait faire l'objet d'une demande de production de documents.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quels sont les noms des employés qui ont été nommés d'une manière permanente ou temporaire au palais de justice de Montréal, depuis le 22 mai dernier ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Cette question pourrait faire l'objet d'une demande de production de documents.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. M. Philadelphie Gosselin, employé permanent, nommé par ordre en conseil, au palais de justice de Québec, a-t-il été destitué ?

2. Dans l'affirmative, pourquoi et à quelle date ?

3. A-t-on remis à M. Gosselin les \$60.00 qu'il a payées pour sa commission ?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de lui rembourser cette somme ?

5. A quelle date a été nommé M. Chouinard, qui remplit maintenant les fonctions que remplissait M. Gosselin ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

1. Oui.

2. Pour cause d'intérêt public, le 20 novembre 1897.
3. Non.
4. Sous considération.
5. Le 20 novembre 1897.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il loué un immeuble près du palais de justice de Montréal?

2. A-t-il fait mettre cet immeuble en communication avec le palais de justice par moyen d'un viaduc?
3. Dans l'affirmative, pour combien d'années ce bail a-t-il été fait?
4. De qui cet immeuble a-t-il été loué?
5. Quel est le montant du loyer annuel?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1. Oui.
2. Un tel viaduc est en construction.
3. Pour dix ans à partir du 1^{er} mai 1897, avec option de continuer le bail pour cinq ans.
4. De Narcisse Pérodeau.
5. \$1,500.00 par année pour les premières cinq années, et \$2,000.00 par année, à partir de cette date.

Par M. Bickerdike.—1. Est-ce l'intention du gouvernement, en faisant le présent emprunt, de n'emprunter que la somme suffisante pour couvrir le déficit de la Province, jusqu'au moment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'offrir cet emprunt aux capitalistes canadiens avant de le mettre sur les marchés étrangers?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

1. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire un emprunt pour une somme plus élevée que celle qui suffira pour payer les dettes de la Province existant à la date de son arrivée au pouvoir, ou pour faire face aux obligations qui peuvent résulter des actes des gouvernements précédents.

2. Au moment de contracter un emprunt, le gouvernement le lancera là où l'on pourra obtenir les meilleurs résultats, et, sera très heureux, s'il peut être souscrit, en tout ou en partie, par des capitalistes canadiens.

Sur motion de M. Weir secondé par M. Bickerdike.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien faire mettre devant cette Chambre—

Copie des documents suivants :—1. Instructions données à M. L.-A. Vallée, directeur des chemins de fer, lors de son inspection au village de Saint-André, les 10 et 11 mai dernier.

2. Copie de tous ordres en conseil passés par l'ancienne administration relativement à 50 Vict., chap. 4 sect. 12.

3. Rapport du directeur des chemins de fer sur sa dite inspection dans la paroisse de Saint-André.

4. État de toutes les sommes payées par la Province au chemin de fer de Lachute et Saint-André (maintenant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée d'Ottawa,) en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 4.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du coût total du nouveau Code de procédure civile.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—: un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 17 novembre 1896 au 23 novembre 1897, tel que requis par 31 Victoria, chapitre 9, sous-section 2 de la section 61. (*Document de la Session No. 19*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jendredi, 2 décembre 1897.

M. l'Orateur met devant la Chambre—, deux états des affaires de l'Union Saint-Joseph et Saint-Michel de Sorel, étant les trente-septième et trente-huitième rapports annuels. (*Documents de la Session No. 17.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal, demandant une charte ;

De l'Hopital Notre-Dame demandant une refonte de sa charte ;

De Charles Desmarteau et autres, demandant autorisation de vendre certains biens appartenant à un mineur ;

De George-Albini Lacombe, de Montréal, demandant un acte à l'effet de l'admettre à l'étude du droit, dans la province de Québec ;

De Urgèle Labelle, de la ville d'Iberville, demandant un bill pour autoriser le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De la Compagnie Royale d'électricité, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie manufacturière de Chambly, demandant des amendements à sa charte ;

Du village de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, demandant à être incorporé en ville ;

De la ville de Chicoutimi demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph Desgagné, des Eboulements, comté de Charlevoix, étudiant en médecine, demandant un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

Du Rév. L.-H. Comeau et autres, de la paroisse de Notre-Dame-du-Bon Conseil et d'ailleurs, demandant un acte à l'effet d'annexer la dite paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil au comté de Drummond, pour toutes fins ;

De Dame Margaret Cooper et autres, demandant autorisation de vendre certains biens appartenant à la succession Owen McGarvey ;

De Thomas-G. Roddick et autres, de Montréal et d'ailleurs, demandant à être incorporés sous le nom de *The Union Brewery* ;

De Dame Marie Bibeau et autres, demandant un bill les constituant en corporation sous le nom de " l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie ; "

De Feodor Boas et autres, de Saint-Hyacinthe, demandant un bill les constituant en corporation ;

De Robert Cowans *et al.*, demandant un bill les constituant en corporation ;

De *The Sherbrooke Protestant Hospital*, demandant un bill à l'effet de changer leur nom en celui de *The Sherbrooke General Hospital* ;

De Louis-Onésime Gauthier demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De François-Xavier Demers demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Emile Thibaudeau, autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Joseph-Auguste Frigon, de Saint-Narcisse, demandant un bill pour transférer le chef-lieu du comté de Champlain, de Sainte-Geneviève de Batiscan à Saint-Narcisse ;

De John Breakey, de Québec, demandant un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière ;

De Ninian-C. Smillie, du village de Gaspé, demandant une loi à l'effet de lui accorder certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile ;

De l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, demandant une loi pour refondre et amender leurs lois ;

D'Achille Fortin et autres, demandant un bill constituant en corporation le Conservatoire de musique de Montréal ;

De la ville de Maisonneuve, demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph-David Dupuis, de la ville de Saint-Jean, demandant un bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Mary-Bridget McCready, de la ville de Boston, dans l'état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demandant un bill pour amender le testament de feu James McCready ;

Et de William Wainwright et autres, de la ville de Montréal, demandant un bill constituant en corporation *The Shawinigan Water and Power Company*.

M Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

Des Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur, demandant une loi pour amender et refondre les lois concernant leur corporation ;

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri, demandant à être autorisés à émettre des obligations ;

De la Compagnie de pulpe des Laurentides, demandant la confirmation de sa charte et pour d'autres fins.

De Napoléon Boucher, de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

De Jean-Baptiste-Tréflé Richard, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre des notaires ;

De *The Church Society of the Diocese of Quebec*, demandant une loi l'autorisant à disposer de certains fonds et pour d'autres fins ;

De Gustave Massue-Drolet, demandant une loi l'autorisant à porter le nom de Gustave Drolet-Massue ;

De la corporation de la cité de Hull, demandant des amendements à sa charte ;

De David-Henri Dubé, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen ;

De Henri-Alphonse Hamel, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Louis-Ephrem Larose, demandant une loi autorisant son admission dans l'Association pharmaceutique de la province de Québec ;

De Joseph-Arthur-Noé Chabot, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Jean-Arthur Roy, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Henry-J. Elliott demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de Pierre-Léonard-Delphis Girouard, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur. "

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill autorisant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, à émettre des obligations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill autorisant Gustave Massue-Drolet à porter le nom de Gustave Drolet-Massue.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Trefflé Richard à la pratique du notariat, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Boucher à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill autorisant l'admission de Louis-Ephrem Larose, au nombre des membres de l'Association pharmaceutique de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège de médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Henri-Alphonse Hamel, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dessaulles ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Pierre-Léonard-Delphis Girouard, au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée).

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry-J. Elliott parmi ses membres, après avoir obtenu un degré de Bachelier des lois civiles, et après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Major ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Hull.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé, au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.—les Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1897. (*Document de la session No. 2.*)

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 623a du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant par respect pour la mémoire de feu Victor Gladu, député de Yamaska, décédé, hier, le premier décembre 1897.

Et la Chambre s'ajourne, en conséquence, jusqu'à demain.

Vendredi, 3 décembre 1897.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Robitaille,—La pétition de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, de Montréal.

Par M. Rainville,—La pétition de la Corporation de la cité de Montréal.

Par M. Bourbonnais,—La pétition d'Alberoni Christin dit St-Amour.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De *The Royal Paper Mills Co*, de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas :

De Joseph Robillard, demandant une loi autorisant la vente de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Edouard-Narcisse deLorimier, et pour d'autres fins ;

De la Corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

D'Ernest Lapointe, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De William-Ellegood Phillips, demandant une loi abrogeant la loi 50 Vict., ch. 77 ;

De *The Canadian Savings Loan and Building Association*, demandant une loi la constituant en corporation ;

De *The North Shore Power Company*, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal, demandant une loi la constituant en corporation ;

De Jean-Baptiste-Arthur Hénault et autres, demandant une loi autorisant la vente et le partage de certains biens substitués ;

De William-James Enright, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De Noël-Eusèbe Guillet, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Et de George-Albini Lacombe, demandant une loi à l'effet de l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, dans la province de Québec.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu Francis-Antoine-Norbert-Edouard Hénault.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation *The North Shore Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un bill concernant la succession de feu Edouard-Narcisse deLorimier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William-James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill autorisant George-Albini Lacombe à être admis à l'étude du droit dans la province de Québec, sans examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec et la Cour du Recorder de la dite cité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Noël-Eusèbe Guillet, au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill amendant les Statuts refondus relativement aux honoraires des huissiers à la cour des commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à l'administration des biens de fabriques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Dechêne ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la délimitation des frontières nord, nord-ouest et nord-est de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier—1. M. Philias Laliberté, de Sainte-Marguerite, a-t-il été destitué comme percepteur du revenu pour le district de Beauce.

2. Dans l'affirmative, pourquoi ?

3. Y a-t-il eu enquête préalablement à sa destitution ?

4. Par qui M. Laliberté a-t-il été remplacé ?

Réponse par l'honorable M. Marchand.—1. Oui.

2. Pour avoir pris, dans la dernière lutte électorale, une part qui a nui à son efficacité comme officier public.

3. Non.

4. Henri-Edmond Martinette.

Par M. Normand.—Le pouvoir d'eau des chûtes de Shawinigan, dans la rivière Saint-Maurice, a-t-il été vendu à l'enchère ?

2. Quel a été le montant de l'adjudication ?

3. Ce montant a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Oui.

2. \$50,000, à la charge par l'acquéreur de dépenser en outre \$4,000 en diverses améliorations et constructions pour l'exploitation du dit pouvoir d'eau.

3. Les \$50,000, montant de l'adjudication, ont été payées.

Par M. Macdonald.—1. Pour quelle raison la commission de Godfroi Boileau, registrateur du comté de Jacques-Cartier, a-t-elle été révoquée ?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes contre ce registrateur et s'il y a eu des plaintes, par qui ces plaintes ont-elles été faites ?

3. Qui a recommandé le notaire Amédée Chauret pour remplacer le registrateur Godfroi Boileau.

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—1. Pour des raisons d'intérêt public.

2. Oui, par le député du comté de Jacques-Cartier.

3. Le député du comté de Jacques-Cartier.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Quelle quantité de volumes intitulés : *Les poissons d'eau douce du Canada*, a été achetée par le gouvernement ?

2. Combien coûtent ces volumes ?

3. A qui ont-ils été distribués ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. 1000 exemplaires ont été achetés par l'ancien Commissaire, l'honorable M. Nantel, le 4 mars 1897.—2. \$3,000.00.—3. Jusqu'à présent, aux députés, conseillers législatifs, aux juges, aux employés supérieurs des différents ministères et à la presse.

Par M. deGrosbois.—Quel est le montant payé pour dépenses de l'arbitrage interprovincial depuis le 14 décembre 1896 au 22 mai 1897.

Réponse par l'honorable M. Marchand —\$6,892.95.

Par M. deGrosbois.—Quels sont les inspecteurs d'écoles dont les traitements ont été augmentés depuis le 23 mars 1897.

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Aucun.

Par M. Normand.—1. Le docteur W. Verge a-t-il été démis comme médecin de la prison de Québec ?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison ?

3. Par qui a-t-il été remplacé ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—1. Oui.

2. Pour suivre l'usage.

3. Par le docteur E.-O. Lebel.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Garneau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant le coût de la refonte du Code de procédure civile, et un état du coût de l'impression et de la reliure du dit code.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Garneau,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à l'octroi d'une subvention annuelle à une ligne de bateaux à vapeur entre Montréal, Québec et les ports du comté de Gaspé.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le vingt-cinq mai dernier, autorisant le paiement de subventions à des compagnies de chemins de fer.

2. Un état indiquant les sommes payées pour telles subventions, avec mention des compagnies à qui elles ont été payées depuis le 1er juillet dernier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés en conseil et de toutes lettres renvoyant d'office des percepteurs et officiers du revenu, ainsi que tous arrêtés en conseil et lettres en nommant d'autres depuis le 25 de mai dernier.

2. Copie de toutes plaintes, de tous affidavits et de toute correspondance à ce sujet.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de l'arrêté en conseil démettant de ses fonctions, comme registrateur, Alphonse Sasseville, de Sainte-Anne-des-Monts, et le remplaçant par Joseph Thibault.

2. Copie de toutes requêtes et de toutes correspondances à ce sujet.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un collège commercial à Acton Vale.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à construire un chemin entre le rang Saint-Elzéar et le rang Saint-Martin, dans la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être payée à la municipalité de Grenville et de l'augmentation, à titre d'indemnité pour dépenses se rapportant à la construction d'un pont métallique sur la rivière La-Rouge.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Normand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des noms d'arpenteurs géomètres qui ont reçu instruction de faire des travaux d'arpentage, de cadastre ou d'exploration, depuis le 25 mai dernier, avec mention de la nature et de l'étendue de ces travaux en chaque cas ; des sommes avancées ou payées et des sommes encore payables pour ces ouvrages.

Sur motion de M. Grenier, secondé par M. Bouffard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés en conseil distribuant, par comté, la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation (item 53) du budget pour l'année 1897-98, avec copie de tous états ou listes les accompagnant.

2. Copie de tous arrêtés en conseil révoquant ou modifiant les arrêtés en conseil ci-dessus, avec copie des états qui ont pu y avoir été annexés.

3. Etat des sommes payées, par comtés, à même cet item du budget.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. deGrosbois, secondé par M. Bissonnette,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rôle de paie pour les travaux de colonisation faits dans les townships de Roxton, dans le 5e rang du dit township, aussi copie de tous rapports et rôle de paie de M. Murray, conducteur, se rapportant à tels travaux.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant, pour le comté de Shefford :

1. Les sommes dépensées pour travaux de colonisation depuis le premier juin 1896 au 11 mai 1897.

2. La date des instructions aux conducteurs de tels travaux avec les noms de chacun des conducteurs et le montant qu'ils étaient autorisés à dépenser.

3. Les montants payés pour ces travaux.

4. Les montants restant dus.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le Surintendant de l'Instruction publique et les commissaires du township de Roxton au sujet de l'érection d'une maison d'école dans le cinquième rang du dit township depuis le mois de février 1895 à ce jour.

Aussi, copie du rapport de l'inspecteur d'hygiène, Jos. A. Beaudry, en date du 18 juin 1895, au sujet de la location de la dite maison d'école, et copie des jugements rendus par le Surintendant, et tous autres papiers et documents ayant rapport à la construction de la dite maison d'école du 5e rang du township de Roxton.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Garneau,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Le nombre des personnes employées comme clercs-écrivains et messagers surnuméraires, durant la session de 1896-97 ;

2. Le salaire de chacun d'eux et le montant total payé par jour, pour salaire, à ces différents employés ;

3. Le nombre des personnes employées comme écrivains, messagers et surnuméraires durant la présente session ;

4. Le montant total par jour, pour salaire, à ces différents employés.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des montants payés aux sténographes dans tous les districts judiciaires de la Province, pour salaires et dépenses contingentes, du premier avril au premier octobre 1897, sous l'empire de la loi 60 Vict., chapitre 51.

Aussi, un état des montants reçus par les protonotaires des différents districts de la Province, pour honoraires des sténographes, sous l'empire de la loi 60 Vict., chapitre 51, depuis le 1er avril au 1er octobre 1897.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de toutes les demandes de secours, octrois, subventions, pour aider à la colonisation dans cette Province, pour les années 1896-1897 et pour l'année courante ; que ces demandes aient été faites par lettres, pétitions, requêtes, rapports d'officiers publics ou autres résolutions de conseils municipaux, sociétés de colonisation, etc., la dite liste devant indiquer :

1. Le ou les signataires ; qu'il ou qu'ils soient du Canada ou de l'étranger, et que ce soit un ou des particuliers, un conseil municipal, une société de colonisation légalement constituée ou non, etc.

2. Le montant et l'objet de cette demande, que ce soit pour chemins, routes et ponts ou pour l'établissement de services de bateaux ou de diligences pour le transport des colons établis ou à établir, de leur bagage, instruments agricoles, etc., pour construction d'écoles, de moulins, pour creusement de rivières ou de cours d'eau, et dessèchement de marais.

3. L'endroit pour lequel ces secours ont été demandés, c'est-à-dire où les travaux devraient ou doivent être faits et où les colons devraient s'établir ou être aidés à s'y établir.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toute correspondance, depuis le 25 mai dernier, entre l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines, et aucun autre membre du gouvernement, et de la compagnie dite du *Petroleum Oil Trust*, de Gaspé, au sujet de l'octroi de licences d'exploration, d'exploitation ou au sujet de l'acquisition de lots pour fins de mines.

2. Copie de toute correspondance, depuis le 25 mai dernier, entre d'autres personnes ou compagnies et le dit Commissaire ou aucun membre du gouvernement au sujet d'octrois de licences pour exploration, exploitation, ou au sujet de l'acquisition de lots pour fins de mines, le tout dans le comté de Gaspé.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski) :

Ordonné, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, contrats actuellement existant, etc., se rapportant aux écoles d'agriculture de Sainte-Anne-Lapocatière, l'Assomption, Oka et à la ferme modèle de Compton.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Panneton,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil distribuant, pour l'exercice financier de 1897-98, les octrois de colonisation, dans cette Province, tant avant qu'après le 26 mai.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Panneton,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état démontrant l'emploi des deniers de colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, employés à quelque objet que ce soit et non distribués par ordre en conseil.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents se rapportant à la vente des limites à bois et de certains pouvoirs d'eau fixés au 28 avril dernier, comprenant les instructions du Commissaire ou de son assistant, le rapport des explorateurs, toutes les correspondances échangées à ce sujet, et l'ordre motivé du Commissaire de la suspension de la dite vente ; aussi les documents relatifs à la vente fixée au 15 juin dernier et des instructions du Commissaire actuel annulant l'ordre de son prédécesseur.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,— copie de toute correspondance, documents et instructions, rapports d'explorateurs, ou autres

officiers du département des Terres, se rapportant à la vente ou à la location des pouvoirs d'eau du Saint-Maurice, fournis par les chûtes Shawinigan, et ce, depuis mai 1896.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un tableau démontrant, depuis janvier 1892, le mouvement de la colonisation dans les diverses parties de la Province reconnues, comme régions de colonisation de cette Province, avec indication :

1. Du nombre de colons demandant à s'établir dans chacune de ces régions, sur les terres de la couronne ou ailleurs.
2. Du nombre de colons effectivement établis sur telles terres.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes instructions données, depuis janvier 1892, aux officiers du département des Terres, branche des pêcheries, pour établir un système efficace de production de la chasse et de la pêche dans cette Province et augmenter les revenus du Trésor provenant de la location des territoires de chasse et de pêche déjà concédés et de ceux à créer et à concéder.

Egalement, copie des plaintes et rapports venant de particuliers, de clubs de chasse et de pêche, ou d'officiers du département et autres en rapport avec la destruction du gibier et du poisson dans cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondance, requêtes, pétitions et documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi de \$1,000 accordé au comté de Terrebonne par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté ; et aussi, la liste de la distribution de ces deniers, telle qu'elle a été faite par le département, avec le nom des directeurs de ces travaux, et le rapport de ces directeurs au département.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondance, requêtes, pétitions et documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté d'Ottawa par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté ; et aussi, la liste de la distribution de ces deniers, telle qu'elle a été faite par le département, avec le nom des directeurs de ces travaux, et le rapport de ces directeurs au département.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondance, requêtes, pétitions et documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté de Montcalm, par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté ; et aussi, la liste de la distribution de ces deniers, telle qu'elle a été faite par le département, avec le nom des directeurs de ces travaux, et le rapport de ces directeurs au département.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,— copie de toutes correspondance, requêtes, pétitions et documents recommandant au départe-

tement de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté de Pontiac par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté ; et aussi, la liste de la distribution de ces deniers, telle que faite par le département, avec le nom des directeurs de ces travaux et le rapport de ces directeurs au département.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout ordre en conseil nommant l'honorable A.-R. Angers, avocat, de Montréal, arbitre unique dans les causes de D.-G. Thiбаudeau et autres contre le gouvernement de la province de Québec.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Panneton,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil pour organiser le service établi dans cette Province pour la protection de nos pêches et chasses, dépendant du département des Terres, Forêts et Pêcheries, et de l'ordre en conseil révoquant tel service.

Sur motion de M. Normand, secondé par M. Carbray,

Résolu. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant de leurs fonctions des coroners, et copie de toute correspondance à ce sujet.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie : 1. De tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la province.

2. De tous arrêtés en conseil, depuis la même date, du gouvernement du Canada, sur le même sujet, et transmis au gouvernement de Québec ;

3. De toute correspondance, depuis la même date, entre les deux gouvernements, ou aucun de ses membres relativement à la même question ;

4. De tous rapports ou mémoires, sur le même sujet, de l'assistant-commissaire des Terres, ou des Terres, Forêts et Pêcheries et du surintendant des arpentages, aussi depuis le 21 décembre 1891.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 26 novembre 1897,

pour copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques, concernant la destitution de L.-Solymes Forgues comme registrateur du comté de Bellechasse. (*Document de la Session No 22.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 26 novembre 1897, pour une copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques, au sujet de la destitution de David-Tancrède Trudel, comme registrateur du comté de Champlain.

(*Document de la Session No. 23.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 décembre 1897

Monsieur l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu la lettre suivante, lui donnant avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral d'Yamaska, à l'Assemblée législative, par suite du décès de Victor Gladu, écuyer, et qu'il a, en conséquence, adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral d'Yamaska, pendant la présente Législature.

A l'hon. Jules Tessier, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée législative.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans l'Assemblée législative de Québec, pour la représentation du district électoral d'Yamaska, par le décès de Victor Gladu, écuyer.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé)

J.-E. ROBIDOUX,
député de Châteauguay.

“

H.-THOS. DUFFY,
député de Brome.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, remet à M, l'Orateur, un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je compte sur votre dévouement et votre sagesse pour promouvoir les intérêts de la Province.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 3 décembre 1897.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 novembre 1897, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie-des-Chaleurs), relativement à la construction du chemin dit "de la rive Sud", et celui de la Baie-des-Chaleurs, et relativement à toute question de garantie d'intérêt sur les débentures de cette compagnie et le paiement de subventions, et cela, depuis le 25 de mai dernier.

2. Copie de tous arrêtés en conseil sur le sujet ci-dessus, depuis la même date, ainsi que de tous arrêtés en conseil et de contrats antérieurs à cette date, entre le gouvernement ou le Commissaire des Travaux publics et cette compagnie, relativement à telle garantie d'intérêt et à la construction des dits chemins. (*Document de la session No 24.*)

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de l'institution *Montreal Protestant Orphan Asylum*, pour l'année finissant le 31 décembre 1896. (*Documents de la session No 17.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence, de Montréal, demandant une loi à l'effet de les autoriser à construire et à mettre en exploitation un tramway ;

De la corporation de la cité de Montréal, demandant une loi concernant les finances de la cité ;

Et d'Albéroni Christin dit Saint-Amour, de Montréal, demandant à être autorisé à vendre, sans autorisation judiciaire, les immeubles appartenant aux enfants mineurs de feu Joseph-Henri Cadorette.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Roy,—la pétition de Joseph-Elzéar Roy, de Saint-Valier, dans le comté de Bellechasse,—et la pétition de Joseph-Napoléon Roy, de Saint-Valier, dans le comté de Bellechasse.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'assurance de vie par les maris et parents.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,— lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre,— lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 843 et 925 des Statuts refondus de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre.—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill érigeant la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil en municipalité, et l'annexant au comté de Drummond.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 21, en retranchant les sections 12 et 13 de la formule du serment mentionnées dans la section 29 de la dite loi.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill autorisant Gustave Massue-Drolet à porter le nom de Gustave Drolet-Massue, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Roy,—1 Quel est le montant total payé pour frais de construction, réparation et maintien de la ferme modèle de Compton, au 26 mai dernier.

2. Quel montant était alors dû en vertu des contrats antérieurs, s'il y en a ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne :

1.	\$ 27,165 08
2.	4,829 75

(Ce dernier montant a été payé du 26 mai au 30 juin 1897).

Par contrat du 23 avril 1896, il reste à payer la balance due sur l'achat du terrain.....	5,000 00
---	----------

Total.....\$ 36,994 83

Par M. Tellier,—1. Le gouvernement, ou le département de l'Agriculture, a-t-il fait donner des conférences agricoles dans la Province, depuis le 22 mai dernier ?

2. Le gouvernement, ou le département de l'Agriculture, a-t-il nommé de nouveaux conférenciers agricoles depuis le 22 mai dernier ?

3. Dans l'affirmative, qui a-t-il nommé ?

4. Le gouvernement se propose-t-il de continuer à faire donner des conférences agricoles dans la Province ?

5. Le gouvernement, ou le département de l'Agriculture, a-t-il révoqué des conférenciers agricoles depuis le 22 mai dernier ?

6. Dans l'affirmative, qui a-t-il révoqué ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne,—1. Oui ; 2 et 3. Non ; mais un certain nombre de conférences ont été données par diverses personnes, sur autorisation spéciale, dans chaque cas ; 4. Oui ; 5. Oui ; 6. Docteur W. Grignon.

Par M. Tellier,—1. Les octrois aux cercles agricoles, pour l'année courante, leur ont-ils été distribués ?

2. Le gouvernement se propose-t-il de faire une nouvelle allocation ou allocation supplémentaire aux cercles agricoles pour l'année courante ?

3. Le gouvernement est-il informé que les octrois touchés par les cercles agricoles, cette année, sont, dans bien des cas, insuffisants pour leur permettre de faire face aux engagements qu'ils avaient pris dans leur programme d'opération pour l'année courante ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne.—1. Ils ont été distribués à tous les cercles qui se sont conformés à la loi.

2. La loi n'autorise pas le gouvernement à donner aux cercles agricoles pour l'année courante plus que ce qu'ils ont actuellement reçu.

3. Oui, dans certains cas.

Par l'honorable M. Pelletier,—Est-ce l'intention du gouvernement de permettre au shérif de chaque district de faire annoncer les ventes judiciaires dans les journaux indiqués par les intéressés ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux,—Cette question est sous considération.

Par l'honorable M. Pelletier.—Y aura-t-il des sténographes officiels de nommés à temps pour le prochain terme des enquêtes et mérite, à Québec, lequel commence le 7 décembre courant ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Il y aura des sténographes compétents à la disposition du tribunal, pour ce terme.

Par l'honorable M. Pelletier.—Quelle est la raison d'intérêt public pour laquelle le gouvernement a déclaré, le premier décembre courant, que M. Philadelphie Gosselin, employé au palais de justice de Québec, avait été destitué ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Il s'est montré partisan outré dans les dernières élections provinciales, y a pris une part active et s'y est servi d'un langage injurieux à l'adresse du parti libéral et de son chef.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il payé quelques indemnités au compte d'arrérages, ou aucune somme quelconque, en outre du salaire ordinaire, à quelqu'un des employés du palais de justice de Québec qui ont résigné ou ont été renvoyés depuis le 22 mai dernier ?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été payé et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Non.

Par M. Robitaille.—Le gouvernement a-t-il payé quelques sommes d'argent aux parties intéressées dans les ventes d'immeubles annoncées dans un plus grand nombre de journaux que celui fixé par la loi ?

Dans l'affirmative, quelle somme a été payée depuis le 1er juillet 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Oui.—\$460.26 sur des jugements rendus à cet effet contre le shérif.

Par M. de Grosbois.—Quel montant M. Charles Thibault, avocat, de la cité de Waterloo, a-t-il reçu du gouvernement, à titre d'avocat du Percepteur du revenu de la Province, pour le district de Bedford, pour frais, honoraires, déboursés, consultations, etc., depuis sa nomination comme tel ?

Réponse par l'honorable M. Marchand.—\$8.00.

Par l'honorable M. Pelletier.—Le montant payé à l'honorable F. Langelier, tant en capital qu'en intérêt, et celui payé aux avocats de la poursuite du dit honorable F. Langelier et représenté par le mandat spécial No 26, a-t-il été payé après un jugement rendu par la cour ?

Réponse par l'honorable M. Marchand.—Oui.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Chauret,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents et de la correspondance se rapportant au mouvement du sable qui s'est produit dans la paroisse de Saint-Jérusalem, comté d'Argenteuil, ainsi qu'à toutes mesures prises par le gouvernement pour arrêter le progrès destructeur de ce mouvement du sable.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, et toute correspondance, depuis le 25 mai dernier, au sujet de la destitution des médecins de prisons, dans la Province.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à la Banque Jacques-Cartier, pour payer une certaine lettre de crédit en date du 24 janvier 1891, payable à l'ordre de Joseph Dussault, et par ce dernier transportée à la Banque Jacques-Cartier.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à M. Stephen Valin, employé du bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, pour transcription de livres, dans ce bureau.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à l'Association minière générale de la province de Québec, pour lui permettre d'ouvrir à Montréal un bureau des mines.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un pont à Maniwaki, sur la rivière Gatineau.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copie de tous ordres en conseil, correspondances, papiers et documents quelconques en rapport avec la destitution de Philadelphie Gosselin, employé permanent au palais de justice de Québec :

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, documents, baux, correspondances et papiers quelconques en rapport avec la location, de M. Pérodeau, d'un immeuble avoisinant le palais de justice de Montréal ;

2. Un état détaillé du coût des réparations faites au dit édifice ;

3. Etat détaillé du coût de la construction du viaduc qui relie cet édifice au palais de justice, et de toutes les dépenses faites en conséquence de la dite location et du dit viaduc.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. Pelletier, secondé par l'Honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des montants suivants, savoir : 1. Comment et à qui a été payée la somme de \$88,000., représentée par le mandat spécial en date du 29 mai 1897 ;

2. Etat détaillé démontrant comment ont été dépensés, et à qui ont été payés les items, pour les Travaux publics, par le Procureur Général, par le Secrétaire de la Province, par le Commissaire de la Colonisation et des Mines, sur et à même le mandat spécial No. 17 ;

3. Etat détaillé démontrant comment et à qui a été payé le montant représenté par le mandat spécial, No. 18 ;

4. Etat détaillé démontrant comment et à qui ont été payés les items de \$1,000, \$7,200 et 2,200 sur et à même le mandat spécial, No. 19 ;

5. Etat détaillé démontrant comment et à qui ont été payés les montants représentés par les mandats spéciaux numéros 20, 21, 22, 25 et 30 ;

6. Etat détaillé démontrant comment et à qui ont été payés les items \$712,18, \$1,070, \$1,650 et \$325 compris dans le mandat spécial No. 24.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant le nom de tous les employés permanents ou temporaires nommés au palais de justice de Québec et au palais de justice de Montréal, depuis le 22 mai dernier, avec leur salaire.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des différentes recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, depuis le premier juillet dernier jusqu'à la date du 8 décembre courant.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution de la somme de \$50,000 votée pour les fins d'éducation élémentaire, par l'acte 60 Victoria, chapitre 3 ;

2. Copie de tous rapports du département du Conseil de l'Instruction publique et de toute correspondance entre ce département et le gouvernement au sujet de telle distribution.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. McCorkill,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être dépensée en travaux de creusage, élargissements, minages ou autres sur la rivière désignée sous les noms de rivière Saint-Joachim, du Petit Brûlé, du Chêne et Belle-Rivière, dans le comté des Deux-Montagnes.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre du premier décembre 1897, donnant un état du coût total du nouveau Code de procédure civile—(*Document de la session No. 25.*)

Le Bill prohibant les affiches indécentes est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Le Bill modifiant la loi des corporations de ville est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill amendant l'article 623a du Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill amendant les Statuts refondus relativement aux honoraires des huissiers à la cour des commissaires est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative à l'administration des biens de fabriques, étant lu ;

M. de Grosbois, propose, secondé par M. Bissonnette,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la délimitation des frontières nord, nord-ouest et nord-est de la province de Québec, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill amendant la loi concernant les immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 décembre 1897.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau :

Par M. Bédard,—la pétition du révérend John McClung et autres, de Kingsbury.

Par M. Weir,—la pétition de la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

M. Marion, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De *The Lawyers Title Insurance Company*, demandant une loi la constituant en corporation ;

De la Compagnie de pulpe des Laurentides, demandant une loi érigeant en municipalité le village de Grand'Mère ;

De la Compagnie de chemins à barrières de Dorval, demandant à modifier sa charte ;

De la Compagnie de téléphone de Beauce, demandant d'être constituée en corporation ;

De Pierre Bouffard demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De l'Union des abattoirs de Montréal, demandant à modifier sa charte ;

De *The Executors Trust Company*, demandant à être constituée en corporation ;

De *The First Church of Christ Scientist*, de Montréal, demandant à être constituée en corporation ;

Des Sœurs du Précieux-Sang, de Nicolet, demandant une loi les constituant en corporation ;

De la cité de Saint-Henri demandant des amendements à sa charte ;

De l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal, demandant à modifier sa charte ;

De Chs. Desmarteau, demandant l'autorisation de vendre certains biens appartenant à la succession de feu Chs. Birtz dit Desmarteau ;

De Urgèle Labelle, demandant que le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, soit autorisé à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De la Compagnie Royale d'électricité de Montréal, demandant à modifier sa charte ;

De la Compagnie manufacturière de Chambly, demandant à modifier sa charte ;

De la ville de Saint-Lambert, demandant une loi la constituant en corporation ;

De Dame Margaret Cooper, demandant une loi concernant la succession de feu Owen McGarvey ;

De *The Union Brewery*, demandant à être constituée en corporation ;

Des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, demandant une loi les constituant en corporation ;

De la Compagnie de pouvoir du Saint-Laurent (*St. Lawrence Power Company*), demandant d'être constituée en corporation ;

De l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, demandant à modifier sa charte ;

Du Conservatoire de Montréal, demandant à être constitué en corporation ;

Et de Joseph-David Dupuis, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 50 Victoria, chapitre 77, en autant qu'elle affecte les droits du dit William Ellegood Philipps.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill, constituant en corporation *The First Church of Christ Scientist, Montreal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill concernant *The Canadian Savings Loan and Building Association*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Béland ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant et consolidant l'acte constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, tel qu'amendé par l'acte 59 Victoria, chapitre 97.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre —lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant et consolidant l'acte constituant en corporation la Compagnie Royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, tel qu'amendé par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116 ; 52 Victoria, chapitre 47 ; 54 Victoria, chapitre 76, et 55-56 Victoria, chapitre 76.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Talbot ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jos.-David Dupuis, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Dessaulles ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The St. Lawrence Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois les concernant.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill refondant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau, alias Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur à Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc ou séparément les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Urgèle Labelle à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. d'Auteuil ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Pierre Bouffard, notaire, au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de pharmacie de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les corporations de villes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—le Quatorzième rapport de l'Inspecteur des Compagnies d'assurance mutuelle de la province de Québec pour l'année 1896.
(*Document de la session No 27.*)

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur ;

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

J.-A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1899, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (*Document de la session No 1.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 7 décembre 1897.

Ordonné, Que le dit message ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la délimitation des frontières nord, nord-ouest et nord-est de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 novembre 1896, jusqu'au 6 décembre 1897, inclusivement, tel que requis par l'article 633 S. R. Q. (*Document de la session No 26.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que la troisième section de la cinquante-huitième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'applique aux bills de cette session seulement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, étant lu ;

M. Robitaille propose, secondé par M. Watts, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Et la question étant proposée, — Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre ;

M. Robitaille propose comme amendement, secondé par M. Roy, — Que tous les mots après “renvoyé” soient retranchés et remplacés par les mots “au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes” ; et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des Commissaires, étant lu ;

M. de Grosbois propose, secondé par M. Bissonnette, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois :

M. Robitaille propose comme amendement à la motion, secondé par M. Roy, — Que le mot “maintenant” soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition, “dans six mois, à dater d'aujourd'hui.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dessaules,</i>	<i>Major,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénévert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Watts.—29</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Macdonald,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Weir.—29</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Et les votes étant également divisés :

M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour jeudi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Nantel.—Le gouvernement se propose-t-il de tenir un registre de statistiques mensuelles qui devraient être incluses dans le rapport annuel du Commissaire de la Colonisation pour faire connaître le mouvement de la colonisation dans chaque partie de cette Province.

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Le département, par ses agents, tient compte des colons de bonne foi qui se rapportent à ses bureaux ; ce n'est pas l'intention du gouvernement d'exiger que tous les colons s'inscrivent à ses bureaux.

Par l'honorable M. Nantel.—Le gouvernement se propose-t-il de répartir les deniers de colonisation d'après les résultats obtenus, ou qu'il est possible d'obtenir dans chaque partie de la Province et suivant le nombre des colons s'y établissant.

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Dans la répartition des deniers de colonisation, le gouvernement verra à ce que les colons qui s'établissent dans les diverses régions de la Province soient traités avec égale justice.

Par l'honorable M. Nantel—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder un subside à la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, ou à la Compagnie du chemin de fer de la Rive sud, pour relier directement Lévis à Sorel, et par là Québec à Montréal par la voie qui longe la Rive sud du Saint-Laurent ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement regrette qu'à cause de la condition financière de la Province, il lui soit impossible d'accorder, pour le présent, aucun subside aux compagnies de chemins de fer.

Ordonné, Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Executors Trust Company* ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Lawyers Title Insurance Company* ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le village de Grand'Mère.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, à émettre des obligations.

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Boucher à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant l'admission de Louis-Ephrem Larose au nombre des membres de l'Association pharmaceutique de la province de Québec ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Henri-Alphonse Hamel à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Pierre-Léonard-Delphis Girouard au nombre de ses membres ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé au nombre de ses membres, après examen ;

Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec et la Cour du Recorder de la dite cité ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albini Lacombe à l'étude du droit, sans examen ;

Et Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William-James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi prochain.

Jeudi, 9 décembre 1897.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy, de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Et de Joseph-Napoléon Roy, de Saint-Valier, comté de Bellechasse, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres

Ordonné, Que M. Rocheleau ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 770a du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 89, 853 et 1196 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie des chemins à barrières de Dorval.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill concernant la conciliation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Caron ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Smith.—1, Combien la Couronne possède-t-elle d'acres de terre dans le comté de Mégantic ?

2. Combien y a-t-il, dans le comté de Mégantic, d'acres de terre placés sous licence ?

3. Quel revenu annuel a été tiré depuis cinq ans de ces licences ?

4. Qui est en possession de ces licences ?

Réponse par l'honorable M. Parent : —1. 21,850 acres.

2. Environ 21,850 acres.

3. \$17,712.52 comme suit :

1893.....	\$ 2,844 84
1894.....	1,705 59
1895.....	4,819 66
1896.....	6,137 67
1897.....	2,204 76
	<hr/>
	\$ 17,712 52

4. La *St Francis Mills Co.*, et MM. King Bros.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. LeBlanc :

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de tous arrêtés en conseil et de tous contrats, depuis un an, au sujet de la publication et de l'impression du "*Journal d'Agriculture*," ou du "*Journal of Agriculture* ;"

2. Copie de toutes correspondances et de toutes demandes ou pétitions au sujet de telle publication, ou impression, ou au sujet de tels arrêtés en conseil, ou contrats.

Sur motion de M. McCorkill, secondé par M. Champagne :

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondances et arrêtés en conseil relatifs à la révocation de Richard Dickinson, comme registrateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897, demandant copie de tout ordre en conseil nommant l'honorable A.-R. Angers, avocat, de Montréal, arbitre unique dans les causes de D.-G. Thibaudeau et autres, contre le gouvernement de la province de Québec. (*Document de la session No. 28.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897, demandant copie de l'ordre en conseil pour organiser le service établi dans cette Province pour la protection de nos pêches et chasses, dépendant du département des Terres, Forêts et Pêcheries, et ordre en conseil révoquant tel service. (*Document de la session No. 29.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 décembre 1897, demandant copie de toutes correspondances, ordres en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un pont à Maniwaki, sur la rivière Gatineau. (*Document de la session No. 30.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897, demandant : 1. Copie de tous arrêtés en conseil distribuant, par comtés, la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation, (item 53) du budget pour l'année 1897-98, avec copie de tous états ou listes les accompagnant.

2. Copie de tous arrêtés du conseil révoquant ou modifiant les arrêtés en conseil ci-dessus, avec copie des états qui ont pu y avoir été annexés.

3. Etat des sommes payées par comtés à même cet item du budget. (*Document de la session No. 31.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour copie du rôle de paie pour les travaux de colonisation faits dans les townships de Roxton, dans le 5e rang du dit township ; aussi copie de tous rapports, rôle de paie de M. Murray, conducteur, se rapportant à tels travaux.—(*Document de la session No. 32.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 3 décembre 1897, pour un état détaillé indiquant, pour le comté de Shefford : 1. Les sommes dépensées pour travaux de colonisation depuis le premier juin 1896 au 11 mai 1897.

2. La date des instructions aux conducteurs de tels travaux avec les noms de chacun des conducteurs et le montant qu'ils étaient autorisés à dépenser.

3. Les montants payés pour ces travaux.

4. Les montants restant dus.—(*Document de la session No. 33.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'assurance de vie par les maris et parents, étant lu ;

M. Watts propose, secondé par M. Gillies,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent soixante-quatre piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour payer le coût des valises des Conseillers, non compris dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour payer le coût des valises des Députés, non compris dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cent soixante dix-neuf piastres et quatre-vingt-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil, pour payer la Caisse d'Economie, Québec, comptes divers pour papeterie fournie par J.-A. Langlais, tel que défini par O. en C. No 394 du 20 mai 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander, que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent soixante-quatre piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux

dépenses de traitements et dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour payer le coût des valises des Conseillers, non compris dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour payer le coût des valises des Députés, non compris dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cent soixante-dix-neuf piastres et quatre-vingt-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour payer la Caisse d'Economie, Québec, comptes divers pour papeterie fournie par J.-A. Langlais, tel que défini par O. en C. No 394 du 20 mai 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois demain

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'anatomie, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés. savoir :

Bill refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Cathéchistes de Saint-Viateur ;

Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Jean-Baptiste-Trefflé Richard à la pratique du notariat après examen ;

Bill concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée) ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Henry Elliot parmi ses membres, après avoir obtenu un degré de bachelier des lois civiles, et après examen ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill concernant la succession de feu Francis-Antoine-Edouard-Norbert Hénault ;

Bill concernant la succession de feu Edouard-Narcisse deLorimier ;
Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre de ses membres, après examen ;

Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaïnes de Marie ;

Bill autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau *alias* Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur à Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc, ou séparément, les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Pierre Bouffard, notaire, au nombre de ses membres ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jos.-David Dupuis à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Urgèle Labelle à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill constituant en corporation le village de Grand-Mère ;

Bill constituant en corporation *The Lawyers Title Insurance Company* ;

Bill constituant en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal ;

Et bill changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois la concernant.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal ;

Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce ;

Et Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation *The North Shore Power Company*.

Sur motion de M. Bisson, secondé par l'honorable M. Dechêne,

Ordonné, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Dechêne, Hackett, Duffy et Stephens, et de MM. Marion, Laliberté, Chicoyne, Duplessis, Chênevert, Caron, de Grosbois, McCorkill, Bedard, Gouin, Weir, Watts, Bouffard, Champagne et Girard soit nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, préparer un bill incorporant les amendements et faire rapport à cette Chambre.

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre de ce jour à l'effet que le Bill amendant l'article 623a du Code municipal soit examiné en comité général aujourd'hui, soit rescindé.

Ordonné. Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial du Code municipal.

Ordonné. Que les ordres de cette Chambre, en date de ce jour, à l'effet que les Bills,—No. 90, amendant de nouveau le Code municipal,—No. 94, amendant de nouveau le Code municipal,—et le No. 98, amendant de nouveau le Code municipal, soient lus une seconde fois aujourd'hui, soient rescindés.

Ordonné. Que les dits Bills, (Nos 90, 94 et 98,) soient renvoyés au comité spécial du Code municipal.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 10 décembre 1897.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du révérend John McClung, de Kingsbury, demandant des amendements à la loi des licences de Québec.

Et de la Société numismatique et d'archéologie de Montréal, demandant que la somme de \$10,000 provenant de la vente du Château Ramzay, soit accordée et soit mise de côté comme fonds de dotation.

M. Bisson du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre, le cinquième rapport de comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant une loi abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péage dans la paroisse de Ste-Cécile ;

De la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant des amendements à sa charte ;

De la " Caisse Générale", demandant d'être constituée en corporation ;

Du conseil de comté du comté de Bellechasse, demandant une loi transférant de Saint-Michel à Saint-Raphael, le chef lieu du comté de Bellechasse ;

Des syndics de la paroisse de Saint-Jérôme, demandant l'autorisation d'emprunter une certaine somme, pour la construction d'une église, d'une sacristie et accessoires ;

De F.-X. Demers, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

De la Compagnie dite : *The Shawinigan Water and Power Company*, demandant une loi la constituant en corporation.

De la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, demandant à être autorisée à construire et à exploiter un tramway.

De Alberoni Christin dit St-Amour, demandant à être autorisé à disposer de certains immeubles appartenant à la succession de feu Jos-Henri Cadorette, sans autorisation judiciaire ;

De Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de Joseph-Napoléon Roy demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres.

L'honorable M. Turgeon, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants :

Bill amendant les Statuts refondus relativement aux honoraires des huissiers à la cour des commissaires ;

Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques.

Votre comité a rejeté ces deux bills.

Ordonné, Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Union Brewery*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu Owen McGarvey.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "Caisse Générale."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péage dans la paroisse de Sainte-Cécile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'Asile des aliénés de la Longue-Pointe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill transférant de Saint-Michel à Saint-Raphaël le chef lieu du comté de Bellechasse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Napoléon Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Marcil, Ouimet, Rolland et Ward, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

M. l'Orateur met devant la chambre,—l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1897, savoir :

De l'Asile des Dames protestantes, de Québec;

Et de l'Institut Hervey, de Montréal. (*Documents de la session No 17.*)

M. l'Orateur met aussi devant la Chambre —l'état des affaires, pour l'année 1897, de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne.— (*Document de la session No 39.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe-Claire, pour construction ; 2ème et dernier paiement,—(Voté de nouveau); pour l'année finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre millesix cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Cercles agricoles et de l'encouragement à l'agriculture, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition des Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Société d'agriculture de Richmond, en vertu de l'ordre en Conseil, No. 479, du 14 novembre 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription de registres, bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest ; en vertu de l'O. en C. No. 276 du 17 avril 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre-vingt-quatorze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations etc., des édifices publics, en général ; pour payer les primes d'assurances non portées dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille neuf cent quarante-sept piastres et cinquante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour payer les primes d'assurances non portées dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; palais de justice temporaires, Rimouski et Montréal, installation, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que ce comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe-Claire, pour construction ; 2^e et dernier paiement ;—(Voté de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Cercles agricoles et de l'encouragement à l'agriculture, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition des Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Société d'agriculture de Richmond, en vertu de l'ordre en Conseil, No. 479, du 14 novembre 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription de registres, bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest ; en vertu de l'O. en C. No. 276 du 17 avril 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre-vingt-quatorze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, en général ; pour payer les primes d'assurances non portées dans les prévisions budgétaires, de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille neuf cent quarante-sept piastres et cinquante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour payer les primes d'assurances, non portées dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; palais de justice temporaires, Rimouski et Montréal, installation, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 29 novembre 1897, demandant : 1. Copie de toutes demandes de subventions pour chemins de fer et de toute correspondance à ce sujet avec le gouvernement ou aucun de ses membres depuis le 25 mai dernier.

2. Copie de tous ordres en conseil au sujet de telles demandes.—(*Document de la Session No. 36.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être payée à la municipalité de Grenville et à l'augmentation, à titre d'indemnité pour dépenses se rapportant à la construction d'un pont métallique sur la rivière La-Rouge.—(*Document de la session No. 37*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 29 novembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil destituant aucun employé des Travaux publics, depuis le 25 de mai dernier, avec copie de toutes plaintes, de tous affidavits, de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet ;

2o Copie de toute correspondance, depuis la même date, au sujet du renvoi de tous autres employés, ouvriers, journaliers, femmes de peine, et autres du même département.—(*Document de la session No. 38.*)

L'honorable M. Dechêne, présente,— par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1897.—(*Document de la session No. 3.*)

L'honorable M. Dechêne met devant la Chambre,—le Quinzième rapport de la Société d'Industrie laitière de la province de Québec, étant le supplément du rapport de l'honorable Commissaire de l'Agriculture pour l'année 1896. (*Document de la session No 35.*)

Et aussi,—le rapport annuel de la Société de pomologie et de culture des fruits de la province de Québec, pour 1896.—(*Document de la session No 34.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant le Code municipal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes :

Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Bill amendant la loi 60 Vict., ch. 21, en retranchant les sections 12 et 13 de la formule de serment mentionnée dans la section 29 de la dite loi.

Sur motion de M. Rocheleau, secondé par M. Chênevert,

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre à l'effet que le Bill amendant l'article 770a du Code Municipal, soit lu la seconde fois, demain, soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial du Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. de Grosbois.— Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer un volume séparé des lois qui se rapportent à la juridiction des juges de paix, et de le faire distribuer à ces magistrats et aux maires des municipalités, en anglais et en français ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—La question est à l'étude.

Par M. de Grosbois.— Quel est le coût des procès : “ la Reine vs. Joseph Gagné ”, et “ la Reine vs. J.-B. Lamarche ”, au terme de mars 1897, dans le district de Bedford ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :— D'après les rapports au départements du Trésor, il n'apparaît pas que ces deux procès aient eu lieu durant ce terme.

Par M. de Grosbois.— Quel est le montant payé par le gouvernement et le shérif du district de Bedford, depuis mars 1892 jusqu'au 23 mai 1897 à Charles Thibault, avocat, de la cité de Waterloo, et pour quels services ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—

Terres de la Couronne.....	\$ 79 50
Justice, “ Divers ”.....	20 00
Poursuites criminelles.....	400 00
	<hr/>
	\$ 499 50

Par M. de Grosbois—1. Combien de procès ont eu lieu devant les petits jurés durant le terme de la cour criminelle siégeant à Sweetsburg, district de Bedford, au terme de mars 1897 ?

2. Quels ont été les verdicts rendus par les petits jurés ?

3. Quel est le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle à Sweetsburg, dans le dit district de Bedford ?

Réponse par l'honorable M. Robideux :—1. Aucun rapport des substituts du Procureur-général pour ce terme n'a été reçu.

2. Aucun rapport des substituts du Procureur-général pour ce terme n'a été reçu.

3. \$1,838.82.

Par L'honorable M. Pelletier.—Pourquoi M. L.-C. Bourgeois a-t-il été destitué comme huissier-audiencier de la cour d'appel, à Montréal ?

Si le gouvernement prétend que c'est pour raison d'intérêt public, quelle est cette raison ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Parce que le dit M. L.-C. Bourgeois a été nommé en 1892 pour remplacer J.-A. Ste-Marie, destitué sans cause.

Par M. Delaney.—1. Quelles sont les sommes d'argent qui ont été payées au nommé Henry Patton, des Iles-de-la-Madeleine, à titre de garde-chasse et de protecteur de la pêche ?

2. Combien d'argent a-t-il remis au gouvernement au cours des deux dernières années ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. \$154.43.- 2. \$10.00.

Sur motion de M. McCorkill secondé par M. Lalonde.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes pétitions, correspondances, télégrammes, ordres en conseil, depuis le 1er janvier 1896 jusqu'au 25 mai 1897, relativement aux fonds d'emprunt municipal des paroisses de Saint-Armand-Ouest et de Saint-Romuald de Farnham, comté de Misisquoi et du canton de Bolton, dans le comté de Brome.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie de tous ordres en conseil, correspondances, documents et papiers quelconques en rapport avec la destitution de L.-C. Bourgeois, huissier audiencier de la cour d'appel.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Delaney, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. Laroche, touchant le bureau du shérif des Iles-de-la-Madeleine.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état donnant :

1. Le nombre des personnes incarcérées dans la prison des Iles de-la-Madeleine au cours des cinq dernières années.

2. La durée de la détention de chaque prisonnier.

3. Le coût du chauffage de la dite prison pour chacune des cinq dernières années.

4. Les autres dépenses se rapportant à l'entretien, à la réparation et à l'élargissement de la dite prison durant les cinq dernières années.

5. La requête du gardien de la dite prison demandant une augmentation de l'allocation accordée pour le chauffage de la dite prison ainsi que la réponse faite à cette requête.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant :

1. Le nombre d'acres de terre vendus par M. Delaney, agent des terres de la Couronne dans les Iles-de-la-Madeleine ;

2. Les sommes d'argent perçues par le dit agent et provenant des dites ventes ;

3. Le nombre d'acres de terre vendus par Azade Arseneau, agent des terres de la Couronne dans les Iles-de-la-Madeleine ;

4. La somme d'argent perçue par le dit Arseneau et provenant des ventes faites par lui ;

5. Le montant d'argent payé au dit Azade Arseneau pour ses services et ses dépenses ayant rapport à la dite agence.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes des Iles-de-la-Madeleine concernant l'affaire du chemin de la Plage-sud et Pointe-Basse.

Le bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres ;

Bill amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal ;

Bill refondant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal et ses amendements ;

Bill constituant en corporation la *First Church of Christ Scientist Montreal* ;

Bill concernant *The Canadian Savings Loan & Building Association* ;

Bill abrogeant la loi 50 Victoria, chapitre 70, en autant qu'elle affecte les droits du dit Wm. Ellegood-Phillipps ;

Et Bill concernant la Compagnie de chemins à barrières de Dorval.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des Chemins de fer

canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Bill constituant en corporation *The St Lawrence Power Company*.

Bill amendant et consolidant l'acte constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, tel qu'amendé par l'acte 59 Victoria, chapitre 97 ;

Et bill amendant et consolidant l'acte constituant en corporation la Compagnie Royale d'électricité ; 47 Victoria, chapitre 55, tel qu'amendé par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47, 54 Victoria, chapitre 76, et 55-56 Victoria, chapitre 76, (Québec).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 décembre 1897.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises), de Montréal pour l'année 1897.

Et de l'Orphélinat catholique romain de Montréal, pour l'année 1896-97.—(*Documents de la session No. 17.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Décarie,—la pétition de Henry Hogan, de Montréal.

Par M. Petit —la pétition de Blaise Talbot et autres, de Chicoutimi.

Par M. Tellier,—la pétition des médecins du comté de Joliette.

Ordonné, Que M. d'Auteuil ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation d'églises, presbytères et cimetières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 100, 352, 793, 882, 560, 1048, 802, 814, 834, 331, du Code municipal, et abrogeant les articles 350, 351, 354, 360, 705, 1043, 1046 du dit code.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et est référé au comité spécial du Code municipal.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill à l'effet d'amender le Code municipal afin de permettre l'imposition d'une taxe sur les hypothèques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill autorisant les tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs de feu Jos.-Henri Cadorette à disposer de gré à gré, et sans autorisation judiciaire, des immeubles appartenant aux dits mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri ;

Bill constituant en corporation *The Executors Trust Company* ;

Bill amendant la loi 52 Victoria- chapitre 94, concernant les Sœurs de charité de la Providence et l'Asile des Aliénés de la Longue-Pointe ;

Bill constituant en corporation *The Union Brewery* ;

Bill concernant la succession de feu Owen McGarvey ;

Bill constituant en corporation la " Caisse-Générale " ;

Bill abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péage dans la paroisse de Sainte-Cécile ;

Bill amendant la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Napoléon Roy, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins de la province de Québec à admettre Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy, à la pratique de la médecine et de chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers, au nombre de ses membres, après examen ;

Et Bill transportant de Saint-Michel à Saint-Raphaël, le chef-lieu du comté de Bellechasse.

INTERPELLETIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Chênevert—1. Depuis quand M. Jean Bouffard est-il dans le service civil ?

2. Qui a-t-il remplacé dans la charge qu'il occupe actuellement et quel est son salaire ?

3. Quelle charge occupait M. Bouffard, du 5 de décembre 1892 au 9 avril 1894 ?

4. A-t-il rempli les devoirs de telle charge ? Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. 3 décembre 1892.

2. Personne. \$1200.00.

3. Secrétaire du Régistrare et chargé, par l'arrêté en conseil du 3 décembre 1892, de l'ouvrage que faisait M. Alfred Pennée, démissionnaire.

4. Non. Durant ce laps de temps, M. Bouffard a été attaché au secrétariat particulier du Secrétaire de la Province d'alors.

Par M. Bissonnette.—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à la disposition des comtés ruraux, une somme quelconque pour venir en aide à la construction de ponts en fer ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Non.

Par M. Chênevert. — Quel montant l'honorable Gédéon Ouimet, ancien surintendant de l'Instruction publique, a-t-il versé au fonds de pension ?

2. Quel montant retire-t-il annuellement, de ce fonds, à titre de pension, comme ancien fonctionnaire public ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—\$2,550.00 ; 2. \$2,340.00.

Par M. Chênevert.—Quelle somme a été payée par le gouvernement en rapport avec l'ouvrage de M. C.-E. Deschamps, employé au Secrétariat : *Municipalités et Paroisses* ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'acheter encore des exemplaires de cet ouvrage ?

3. Quel salaire recevait M. Deschamps le 16 décembre 1891, et quel salaire reçoit-il maintenant ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. \$7,600.00 pour la première édition et \$4,200.00 pour l'édition parue en 1896.

2. Non. Si le besoin de cette publication se fait sentir plus tard, le gouvernement se servira du droit d'auteur qu'il a acquis de M. Beauchamp le 18 mars 1897.

3. \$900.00 le 16 décembre 1891, et \$1,400.00, depuis le 11 mars 1897.

M. Laliberté.—Est-ce que la réponse faite par le gouvernement à la question suivante, posée le 6 décembre courant par l'honorable M. Nantel :

“ Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder un subside à la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ou à la compagnie “ du chemin de fer de la Rive Sud pour relier directement Lévis à Sorel et “ par là Québec à Montréal par la voie qui longe la rive sud du Saint-Laurent ? ” doit être interprétée comme une répudiation des obligations contractées par les gouvernements précédents envers la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ou la Compagnie du chemin de fer de la Rive sud ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Non. Il est clair que la réponse n'implique répudiation d'aucune obligation légale et valide contractée par nos prédécesseurs.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, plaintes, correspondances, documents et papiers quelconques en rapport avec la destitution de Philéas Laliberté, comme percepteur du revenu du district de Beauce, et la nomination de son remplaçant.

Sur motin de M. Chauret, secondé par M. Décarie,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents quelconques relatifs à la séparation des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs à la nomination de Godfroy Boileau, comme registraire conjoint des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Delaney, secondé par Weir,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie d'une lettre adressée, en septembre dernier, par le député des Iles-de-la-Madeleine à l'honorable ministre de la Colonisation et des Mines, au sujet de l'indigence en ces Isles, et la réponse à cette lettre.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent d'Agriculture, immigration et colonisation.

M. Weir propose, secondé par M. Bikerdike,—Que le Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques, soit inscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général,—et la question étant mise aux voix, la chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Le Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, est, en conformité de l'ordre, lu une deuxième fois, et référé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec : prix d'achat de la partie de terrain acquise des héritiers Chs. Panet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quarante-trois piastres et quarante-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec : partie des frais payables par la Couronne *re* réclamation de J. P. Whelan soumise à l'arbitrage et qui a été rejetée ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice de Montréal : meubles, sujet à arbitrage; pour l'année finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de ponts en fer dans les municipalités : réclamation Maquet, montant reconnu et promis par lettre officielle du 13 février 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept piastres et quatre-vingt-dix-centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la réclamation Emery Lafontaine: taxe de témoin *re* Bacon *vs.* la Reine. (Pont de la rivière Saint-Pierre du Sud) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la ferme modèle de Compton : prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1897, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerkike, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec : prix d'achat de la partie de terrain acquise des héritiers Chs. Panet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quarante-trois piastres, quarante-sept centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec : partie des frais payables par la Couronne *re* réclamation de J. P. Whelan, soumise à l'arbitrage et qui a été rejetée ; pour l'année financière finissant le 30 juin. 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice de Montréal : meubles, sujet à arbitrage ; pour l'année financière finissant le 30 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de ponts en fer dans les municipalités : réclamation Maquet, montant reconnu et promis par lettre officielle du 13 février 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept piastres et quatre-vingt-dix-centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la réclamation Emery Lafontaine, taxe de témoin *re* Bacon *vs* la Reine. (Pont de la rivière Saint-Pierre du Sud) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la ferme modèle de Compton : prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1896; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, demandant :—Copie de tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le vingt-cinq mai dernier, autorisant des subventions à des compagnies de chemins de fer.

2. Un état indiquant les sommes payées pour telles subventions, avec mention des compagnies à qui elles ont été payées depuis le 1er juillet dernier.—(*Document de la session No 40.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, pour copie de la correspondance, depuis le 25 mai dernier, entre l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines, et aucun autre membre du gouvernement, et de la Compagnie dite *Petroleum Oil Trust*, de Gaspé, au sujet de l'octroi de licences d'exploration, d'exploitation ou au sujet de l'acquisition de lots pour fins de mines.

Et copie de toute correspondance, depuis le 25 mai dernier, entre d'autres personnes ou compagnie et le dit Commissaire ou aucun membre

du gouvernement au sujet d'octrois de licences pour exploration, exploitation, au sujet de l'acquisition de lots pour fins de mines, le tout dans le comté de Gaspé.—(*Document de la session No 41.*)

Aussi.—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, demandant copie de la correspondance entre le Surintendant de l'Instruction publique et les commissaires du township de Roxton au sujet de l'érection d'une maison d'école dans le cinquième rang du dit township, depuis le mois de février 1895 à ce jour.

Aussi copie du rapport de l'inspecteur d'hygiène, Jos.-A. Beaudry, en date du 18 juin 1895, au sujet de la location de la dite maison d'école, et les jugements rendus par le surintendant et tous autres papiers et documents ayant rapport à la construction de la dite maison d'école du cinquième rang du township de Roxton.—(*Document de la session No 42.*)

Aussi.—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er juillet 1897, au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à l'Association minière générale de la province de Québec, pour lui permettre d'ouvrir, à Montréal, un bureau des Mines.—(*Document de la session No 43.*)

Aussi.—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 novembre 1897, pour copie de toute correspondance, instructions, documents et papiers quelconques faits, passés ou échangés, depuis le 22 mai dernier, entre les propriétaires de journaux et le shérif de Montréal et celui de Québec, et le département du Procureur-général, au sujet de la publication des annonces judiciaires.—(*Document de la session No 44.*)

Et aussi.—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 novembre 1897, pour copie de toutes lettres destituant aucun gardien du Parc National des Laurentides, ainsi que copie de tous rapports, de tous affidavits et de toute correspondance à ce sujet.—(*Document de la session No 45.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 décembre 1897.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de Charles-E. Baldwin et autres, de Coaticook.

Par M. Chicoyne,—la pétition de dame H. Bishop et autres, de Bishop's Crossing, dans le comté de York.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De J.-P. Scott *et al*, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de *William Dow & Company*.

Du Révd M. A. Gauvreau, curé de Saint-Roch de Québec, demandant une loi le constituant, lui et ses successeurs en office, en personne civile sous le nom de " Le Curé de Saint-Roch de Québec " ;

Des Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Saint-Henri, demandant à être autorisés à prélever certaines cotisations ;

De la Corporation de la ville de Saint-Louis, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de l'hôtel Victoria, de la cité de Québec, demandant une loi légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc du dit hôtel ;

De Joseph Desgagné, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Louis-Onésime Gauthier, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Emile Thibaudeau, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Ninian-C. Smillie, demandant une loi accordant certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile ;

De la ville de Maisonneuve, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la cité de Montréal, demandant une loi concernant les finances de la dite cité ;

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De la *Royal Paper Mills Company*, demandant des amendements à sa charte ;

Quant à la pétition de la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis n'ont pas été publiés dans un journal anglais, et qu'il ne mentionnent pas tous les amendements demandés par la pétition, cependant comme il sera du devoir du comité des Bills privés de voir que les intérêts publics et privés soient protégés lorsque le bill lui sera soumis ; votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, la suspension de la 51^e règle, de manière à ce qu'un bill, basé sur cette pétition, puisse être présenté.

M. de Grosbois du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements ;

Loi concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides, (limitée).

M. Tessier (Rimouski,) du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendements, savoir :

Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat ;

Loi autorisant Gustave Massue-Drolet à porter le nom de Gustave Drolet-Massue.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre à la pratique du notariat, après examen, Jean-Baptiste-Trefflé Richard ;

Loi changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois la concernant ;

Et loi concernant la succession de feu Edouard-Narcisse de Lorimier.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné. Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le Curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *William Dow & Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri à imposer une taxe sur certains biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné. Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Emile Thibault à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres, Louis-Onésime Gauthier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill accordant à Ninian-C. Smillie, certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile, dans le comté de Gaspé.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph Desgagné à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Shawinigan Water and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—Lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Saint-Louis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la *Royal Paper Mills Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'hôtel Victoria, à Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et renvoyé au comité spécial chargé de prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné. Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal en ce qui concerne la légalisation des rôles d'évaluation pour les fins de comtés

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de l'honorable M. Stephens secondé par l'honorable M. Duffy.

Résolu, Que la section suivante soit ajoutée après la section quatre de la règle 57 des Règles et ordres de l'Assemblée législative, comme section 5 de la dite règle 57 :

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste, doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer ; et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la Cour des commissaires, étant lu ;

M. de Grosbois propose, secondé par M. Bissonnette,—Que M. l'orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Pelletier propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Huckelt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Major,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Watts.—21</i>
<i>Delaney,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>McCorkill,</i>
<i>Bickerlike,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Liberté,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Weir.—31</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McDonald,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et, après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laliberté fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

M. Gouin propose, secondé par M. Lacombe,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, étant lu.

M. Gouin propose, secondé par M. Lacombe,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Sur motion de M. Bissonnette, secondé par M. Lacombe,

Ordonné, Que ce Bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Parent et de MM. Gosselin, Gouin, de Grosbois, Grenier, McDonald, Rainville, Lacombe, Champagne, Tellier, Chicoyne, Delaney et Bissonnette, avec instruction d'examiner le dit bill et de faire rapport à cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Que M. Chauret soit ajouté au comité spécial permanent d'Agriculture, Immigration et Colonisation.

Ordonné, Que MM. Tellier, Bédard, Talbot et Dufresne soient ajoutés au comité spécial permanent pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal, et que M. Gosselin soit substitué à M. Weir dans le même comité.

Sur motion de M. McCorkill, secondé par M. Champagne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état du coût de l'enquête au sujet du meurtre de plusieurs membres de la famille Edy, dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans le comté de Missisquoi.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil pourvoyant aux octrois d'argent pour la construction de ponts sur les chemins publics, et aux subsides aux compagnies de chemins de fer du 1er janvier au 25 mai derniers, et de toutes correspondances et requêtes s'y rapportant.

Sur motion de M. Grenier, secondé par M. Bouffard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, depuis deux mois, relativement au changement des termes de la Cour de Circuit et de la Cour Supérieure, pour le district de Rimouski.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'honorable M. Robitoux secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 29 novembre 1897, demandant : 1. Copie de tous ordres en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant de leurs fonctions des agents et sous-agents des terres et des bois de la Couronne.

2. Copie de toutes plaintes, de tous affidavits et de toute correspondance au sujet de telles destitutions.—(*Document de la session No 46.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 décembre 1897, pour une liste des noms d'arpenteurs-géomètres qui ont reçu instruction de faire des travaux d'arpentage, de cadastre ou d'exploration, depuis le 25 mai dernier, avec mention de la nature et de l'étendue de ces travaux en chaque cas ; des sommes avancées ou payées et des sommes encore payables pour ces ouvrages.—(*Document de la session No 47.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, demandant copie : 1. De tous arrêtés en conseil adoptés depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la Province.

2. De tout arrêtés en conseil, depuis la même date, du gouvernement du Canada, sur le même sujet, et transmis au gouvernement de Québec.

3. De toute correspondance, depuis la même date, entre les deux gouvernements, ou aucun de ses membres, relativement à la même question.

4. De tous rapports ou mémoires, sur le même sujet, de l'assistant-commissaire des Terres, ou des Terres, Forêts et Pêcheries, et du surintendant des arpentages, aussi depuis le 21 décembre 1891.—(*Document de la session No 48.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill autorisant les tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs de feu Jos.-Henri Cadorette à

disposer, de gré à gré et sans autorisation judiciaire, des immeubles appartenant aux dits mineurs, étant lu ;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Flynn ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 décembre 1897.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Blaise Talbot et autres, de Chicoutimi, demandant que le Bill pour modifier et amender la charte de la ville de Chicoutimi, ne devienne pas loi, ou au moins que certaines sections d'icelle soient rejetées ;

Et des médecins du comté de Joliette, demandant que le Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens ne devienne pas loi.

L'honorable M. Stephens, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Bill modifiant la loi des corporations de ville.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant la loi des corporations de ville.

Votre comité a rejeté ce bill.

M. de Grosbois du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Bill amendant la loi 60 Vict., ch. 77, constituant en corporation *The North Shore Power Company*.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De Hector-Omer Joyal demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de J.-H. Lemoine demandant une loi régularisant sa cléricature et autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill pour constituer en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal ;

Bill autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau, *alias* Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur de Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc ou séparément les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père.

Votre comité a examiné aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Bill constituant en corporation le village de Grand'Mère ;

Bill refondant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal et ses amendements.

Votre comité a aussi examiné le Bill constituant en corporation la *First Church of Christ, Scientist*, Montréal, y a fait certains amendements et a retranché du préambule les mots : "ou lecteurs, ou du sexe féminin."

Ordonné, Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Hector-Homer Joyal, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill régularisant la cléricature de Joseph-Hormidas Lemoine, médecin de Saint-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot, province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Marchand secondé par l'honorable M. Shehyn.

Ordonné, Que MM. McCorkill, Bissonnette, Dufresne et Bédard soient ajoutés au comité spécial permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 4892 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 288 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill concernant les ingénieurs civils.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 825 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial permanent nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Delaney.—1. Est-ce que le percepteur du Revenu provincial pour les Iles de-la-Madeleine, a intenté une action contre un nommé Philippe Verdier ?

2. La cause a-t-elle été renvoyée ?

3. Dans l'affirmative, pourquoi ?

4. Qui a signifié les sommations dans la cause ?

5. Est-ce que le gouvernement a payé des frais dans la cause ?

6. Dans l'affirmative, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. Oui.—2. Oui.—3. Parceque l'action n'a pas été signifiée légalement.—4. J.-B. Charbonneau, député-shérif.—5. Oui.—6. \$60.36.

Par M. Grenier.—A la demande de qui le gouvernement a-t-il changé la date des termes de la Cour de circuit et de la Cour supérieure du district de Rimouski, ainsi qu'il appert par la proclamation dans l'extra de la *Gazette Officielle* du 7 décembre courant ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—A la demande du député du comté de Rimouski.

Par l'honorable M. Hackett.—Pourquoi le Dr Brophy a-t-il été destitué de ses fonctions en rapport avec l'Institut vaccino-gène ?

Par qui a-t-il été remplacé ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :— Pour avoir pris part active dans la politique, aux dernières élections provinciales ; 2. Il n'a pas été remplacé.

Par M. Bédard.—1. Le gouvernement actuel a-t-il augmenté le salaire de M.-A. Turcotte, protonotaire, à Montréal ?

2. Dans l'affirmative, combien par année ?

3. Quel est maintenant le salaire total de M. Turcotte ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Le gouvernement a rétabli le salaire auquel M. Turcotte avait droit, et auquel il avait été nommé.

2. Le salaire auquel M. Turcotte a été nommé protonotaire de Montréal n'a pas été augmenté ; 3.—\$4,000.

Par M. Dufresne.—Pour quel montant devra-t-il être apposé de timbres sur chaque procédure au-dessus de cinquante piastres pour rencontrer les dépenses additionnelles occasionnées par la location de l'immeuble de M. Pérodeau comme annexe au palais de justice de Montréal ?

Quel montant additionnel, le gouvernement espère-t-il percevoir, de ce chef, chaque année ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Un projet de loi va être présenté par lequel on appliquera au district de Montréal le tarif qui s'applique à tous les autres districts de la Province.

Le gouvernement, après l'expiration de chaque année, connaîtra le montant perçu de ce chef.

Par M. Dufresne.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la question de savoir s'il doit rembourser à Philadelphie Gosselin les \$60.00 qu'il a payées pour sa commission d'employé au palais de justice de Québec ?

Dans l'affirmative, quelle est la décision que le gouvernement a prise ?

Dans la négative, quand le gouvernement prendra-t-il une décision ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux : —Oui.—Le gouvernement a décidé de ne pas rembourser à M. Gosselin la commission qu'il a payée en vertu d'un arrêté en conseil passé par le gouvernement de Boucherville le 27 avril 1892.

Par M. Ball.—Est-il vrai que le gouvernement a donné des instructions aux fins d'exiger cinquante centins de plus pour l'enregistrement de tout acte ou déclaration de société ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Le gouvernement actuel n'a donné aucunes telles instructions.

Par M. Normand.—1. Le gouvernement a-t-il acheté un livre dont M. R. Lemieux, M. P., est l'auteur ?

2. Quel est le titre de ce livre ?

3. Combien de volumes ont été achetés ?

4. Quel prix a été payé ?

5. Sur quel item du budget ce livre a-t-il été ou sera-t-il payé ?

6. Quel est la date de l'achat ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Oui. 2. "Wilfrid Laurier," 3. 800 exemplaires. 4. \$200.00. 5. A même le montant à la disposition du Secrétaire de la Province pour l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, et l'item : livres à donner en prix. 6. 28 juillet 1897.

M. Weir propose, secondé par M. Bickerdike,—Que le Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques, soit de nouveau référé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes :

Et objection est faite par l'honorable M. Pelletier, que la dite motion n'est pas dans l'ordre en autant qu'aucun avis n'en a été donné.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision à une date ultérieure.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil nommant MM. Bergeron, Lapointe et Foran comme sténographes officiels du district de Québec.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, papiers, documents, et toute correspondance au sujet de la destitution du Dr Hackett, comme médecin de l'Asile de la Longue-Pointe.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, papiers, documents et copie de toute correspondance relativement à la destitution du docteur Brophy, comme médecin de l'Institut vaccinogène de Québec.

Sur motion de M. Normand, secondé par M. Marion

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout ordre en conseil, papiers, documents et correspondance, depuis le 22 mai dernier, au sujet de la poursuite du gouvernement contre M. Ernest Pacaud, pour les cent mille piastres touchées dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs.

Sur motion de M. Lislois, secondé par M. Blanchard.

Résolu. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous comptes, rôles de paie, ordres en conseil, dépositions et rapports se rapportant à l'item 67 du Budget pour l'année expirant le 30 juin 1897 intitulé : "Palais de justice et prison du district de Montmagny pour appareil de chauffage, \$3,000."

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski)

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—1. Un tableau montrant l'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897. Service intérieur.

2. Un tableau montrant l'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897. Service extérieur.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous papiers documents et correspondance échangé entre le ministre de la justice et le Procureur-général au sujet de la nomination des Conseils de la Reine.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 décembre 1897, pour un état des montants payés aux sténographes dans tous les districts judiciaires de la Province, pour salaires et dépenses contingentes, du premier avril au premier octobre 1897, sous l'empire de la loi 60 Vict., chap. 51.

Aussi, un état des montants reçus par les protonotaires des différents districts de la Province pour honoraires des sténographes, sous l'empire de la loi 60 Vict., chap. 51. depuis le premier avril au premier octobre 1897. (*Document de la session No. 49.*)

L'ordre du jour pour la prise en considération des amendements faits en comité général au Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des commissaires, étant lu ;

Les dits amendements sont alors lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour que la chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation d'églises, presbytères et cimetières, étant lu ;

Le bill est en conséquence lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations ; et, après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laliberté fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant Gustave Massue-Drolet, à porter le nom de Gustave Drolet-Massue ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides, (limitée) ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre à la pratique du notariat, après examen, Jean-Baptiste-Trefflé Richard ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Mon réal, refondant et amendant les lois la concernant ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McCorkill fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le dit bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la succession de feu Edouard-Narcisse de Lorimier; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des Bills privés :

Bill accordant à Ninian-C. Smillie, certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile, dans le comté de Gaspé ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Emile Thibault à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre au nombre de ses membres Louis-Onésime Gauthier ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph Desgagné à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'hôtel Victoria, à Québec ;

Bill amendant la charte de la cité de Saint-Louis ;

Bill autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri à imposer une taxe sur certains biens ;

Bill constituant en corporation *William Dow & Company* ;

Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal ;

Bill amendant la charte de la *Royal Paper Mills Company* ;

Bill amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières ;

Bill refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve ;

Et Bill constituant en corporation *The Shawinigan Water & Power Company*.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, hier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le dit débat ajourné.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le débat soit ajourné de nouveau,

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 16 décembre 1897.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Charles-E. Baldwin et autres, de Cooticook,—et de Dame H. Bishop et autres, de Bishop's Crossing, comté de Wolfe, demandant respectivement des amendements à la loi des licences de Québec.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal, demandant une loi la constituant en corporation ;

De Joseph-Auguste Frigon, demandant une loi pour transférer le chef-lieu du comté de Champlain, de Sainte-Geneviève de Batiscan à Saint-Narcisse ;

De la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie manufacturière Boas, de Saint-Hyacinthe, demandant une loi la constituant en corporation ;

De la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière, demandant une loi la constituant en corporation ;

Quant à la pétition de Mary-B McCready, pour amender le testament de feu James McCready, votre comité a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés.

A l'égard de la pétition de l'Hôpital protestant de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que cette corporation ne désire pas présenter son projet de loi.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Trefflé Gagnon et autres, demandant une loi transférant le chef-lieu du comté de Champlain, de la paroisse de Sainte-Geneviève à la paroisse de Saint-Stanislas, et trouve que les avis n'ont pas été donnés pendant tout le temps requis ; cependant votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu qu'il est que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

M. de Grosbois du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements :

Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal.

- M. Tessier (Rimouski), du comité spécial et permanent des divers
• Bills privés. présente à la Chambre, le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi concernant la corporation de la cité de Québec et la cour du recorder de la dite cité, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dessaulles ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Geneviève de Batiscan à Saint-Narcisse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897.—(*Document de la session No. 6.*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente l réponse à un ordre de cette Chambre du 13 décembre 1897, pour copi

d'une lettre adressée, en septembre dernier, par le député des Iles-de-la-Madeleine à l'honorable ministre de la Colonisation et des Mines, au sujet de l'indigence en ces Iles, et la réponse à cette lettre.—(*Document de la session No 51.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être dépensée en travaux de creusage, élargissement, minage ou autres sur la rivière désignée sous les noms de rivière Saint-Joachim, du Petit-Brûlé, du Chêne et Belle-Rivière, dans le comté des Deux-Montagnes.—(*Document de la session No 52.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Latonde ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial permanent nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bédard.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la question de savoir si les annonces judiciaires devraient être publiées dans les journaux indiqués par les parties intéressées ?

Dans l'affirmative, quelle décision a été prise à ce sujet ?

Dans la négative, quand le gouvernement aura-t-il fini de délibérer sur cette question ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Quand il aura pris une décision.

Par M. Normand.—1. Le gouvernement actuel a-t-il continué à procéder contre M. Ernest Pacaud, dans la cause maintenant pendante à la Cour Suprême pour recouvrement des cent mille piastres touchées dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs ?

2. Le gouvernement a-t-il écrit à ses avocats, dans cette cause, leur donnant instructions de ne pas continuer les procédures ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Au mois de septembre dernier, le gouvernement a constaté que la cause de la Reine vs. Pacaud n'était pas inscrite sur la liste des causes à être plaidées au terme d'octobre de la Cour Suprême. Le Procureur-général a alors donné avis à M. Drouin, l'avocat du gouvernement dans la dite cause, de discontinuer d'agir comme avocat de l'Intimé devant la Cour Suprême, vu qu'il entendait conduire cette cause lui-même. Il a aussi, pour les mêmes raisons, notifié M. Stuart, conseil du gouvernement dans la dite cause, qu'il se dispenserait, à l'avenir, de ses services.

2. Le prochain terme de la Cour Suprême a lieu au mois de février prochain, 1898.

Par M. Grenier.—1. At-il été payé quelque bonus ou somme quelconque à M. Turcotte, pronotaire, à Montréal, depuis le 22 mai dernier ?

2. Dans l'affirmative, combien ?

3. A même quel crédit ce montant a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. et 2. Il a été remboursé à M. Turcotte une somme de \$3,500.00, retenue injustement sur le salaire auquel il avait droit, du premier janvier 1894 au premier juillet 1897, lequel remboursement a été reconnu comme juste, et devant être fait par le Procureur-général de l'administration qui a précédé la présente administration.

3. A même l'item " Divers " de l'administration de la justice.

Par M. Bouffard.—1. M. A.-J. Learmonth occupe-t-il une position officielle au palais de justice, comme sténographe ?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été nommé par le gouvernement ?

3. Quel est son salaire ?

4. Par qui est-il payé ?

5. Est-il payé à la journée ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Non.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents se rapportant à l'achat d'un certain nombre de copies de l'ouvrage de M. A.-N. Montpetit, intitulé : " Les poissons d'eau douce du Canada."

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—tous documents, à cette date, relatifs à l'obtention de subventions à la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ou à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud. pour relier directement Lévis à Sorel, et, par là, Québec à Montréal, par la voie qui longe la Rive Sud du Saint-Laurent.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier, (Rimouski).

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout rapport, motion, règlement, résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, recommandant la nomination d'un inspecteur général des écoles, ou d'un inspecteur des inspecteurs des écoles dans cette Province.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout rapport, motion, règlement, résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptés depuis le 10 mai dernier, fixant le minimum de traitement pour les instituteurs et institutrices dans cette Province.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission, du consentement unanime de la Chambre, de retirer le Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Robidoux, Turgeon, Pelletier, Parent, Stephens, LeBlanc et Atwater, MM. Bisson, Marion, Tessier (Rimouski), Normand, Béland, Roy, Ball, Weir et Laliberté soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des Impressions, savoir : Les honorables MM. Marchand, Flynn, Nantel, Dechêne, Duffy, et MM. Robitaille, McDonald, McCorkill, Garneau, Rainville et Bouffard agiront, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité conjoint des Impressions.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi des corporations de ville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill érigeant la paroisse de Notre-Dame du-Bon-Conseil en municipalité, et l'annexant au comté de Drummond, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et référé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, mardi, le 14 de décembre courant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les Bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendait la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation *The North Shore Power Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie du

Conservatoire de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmar-teau *alias* Alexandre Desmar-teau, en sa qualité de tuteur à Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmar-teau, son frère mineur, à vendre en bloc ou séparément, les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmar-teau, son père ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation le village de Grand'Mère ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill réformant la loi organique de l'hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The First Church of*

Christ Scientist, Montreal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés :

Bill constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec ;

Bill régularisant la cléricature de Joseph-Hormisdas Lemoine, médecin, de Saint-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot, province de Québec ;

Et Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Hector-Homer Joyal, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature."

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du juge des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingt-dix-sept piastres et quatre-vingt-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du séquestre des chemins de fer du Lac Supérieur et de la Baie-des-Chaleurs ; honoraires des avocats de la Couronne en ces causes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille seize piastres et six centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dépenses d'exploitation : frais payables par la Couronne *re* arbitrage Paquin, Fleury, Paré et Dufresne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental: J. B. Hamel, notaire; règlement final de sa réclamation pour services professionnels *re* actes d'expropriations; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du juge des sessions de la paix, Québec; magistrats de police, Montréal, savoir: leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingt-dix-sept piastres et quatre-vingt-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du séquestre des chemins de fer du Lac Supérieur et de la Baie-des-Chaleurs; honoraires des avocats de la Couronne en ces causes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille seize piastres et six centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dépenses d'exploitation: frais payables par la Couronne *re* arbitrage Paquin, Fleury, Paré et Dufresne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental: J. B. Hamel, notaire; règlement final de sa réclamation pour services professionnels *re* actes d'expropriations; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898;

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées, jeudi, le 9 décembre courant, du comité des subsides :

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent soixante-quatre piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour payer le coût des valises des Conseillers, non compris dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour payer le coût des valises des Députés, non compris dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cent soixante-dix-neuf piastres et quatre-vingt-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil, pour payer la Caisse d'Economie, Québec, comptes divers pour papeterie fournie par J.-A. Langlais, tel que défini par O. en C. No 394 du 20 mai 1897; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 17 décembre 1897.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de "*The Ladies Hebrew Benevolent Society*" pour l'année 1897.—(*Documents de la session No 17.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table.

Par M. Bisson,—la pétition du docteur Marcolin Meloche et autres, de Valleyfield.

M. Garneau, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le second rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

M. Bisson, du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu Monsieur Elie-H. Bisson, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les délais pour la réception des pétitions relatives aux bills privés, pour la présentation des bills privés et pour la réception des rapports sur les bills privés, soient prolongés jusqu'au vingt-neuvième jour de décembre courant.

Votre comité a examiné les bills suivants, et à l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill constituant en corporation *The Union Brewery*.

Et Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les délais pour la réception des pétitions se rapportant aux bills privés, la présentation des bills privés, et la réception des rapports sur les bills privés soient prolongés jusqu'au vingt-neuvième jour du mois de décembre courant."

Sur motion de M. Bisson secondé par l'honorable M. Dechêne,

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier et M. Chauret, soient ajoutés au comité spécial permanent pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de M. Décarie, secondé par M. Chauret,

Ordonné, Que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à la pétition de H. Hogan *et al*, de la cité de Montréal.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant une loi pour amender la charte de la cité de Montréal en ce qui concerne l'élargissement de la rue Notre-Dame-Est.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1048 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial permanent nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Gosselin ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 887 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu une première fois et renvoyé au comité spécial chargé de prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu une première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill abrogeant l'article 1622 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux corporations de villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill amendant les dispositions des Statuts révisés de Québec relatives à la tempérance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 29 novembre 1897, demandant :—
1. Copie du jugement du conseil privé de Sa Majesté, rendu depuis le mois de juin dernier, relativement aux droits de pêche des provinces dans les eaux intérieures, savoir :—rivières, lacs, etc.

2. Copie de toutes les instructions données à des avocats depuis le 25 de mai dernier, et copie de tous rapports et de toute correspondance au sujet de cette référence ou appel du Gouvernement du Canada au Conseil privé.—(*Document de la session No. 50.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897, demandant :—1. Copie de l'arrêté en conseil démettant de ses fonctions, comme registrateur, Alphonse Sasseville, de Sainte-Anne-des-Monts, et le remplaçant par Joseph Thibault.

2. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance à ce sujet.—(*Document de la session No. 53.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 décembre 1897, demandant copie de toutes correspondances, ordres en con-

seil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à M. Stephen Valin, employé du bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, pour transcription de livres dans ce bureau.—(*Document de la session No. 54.*)

Aussi,—la réponse à une ordre de cette Chambre du 10 décembre 1897, pour copie du rapport de M. Laroche, touchant le bureau du député-shérif des Iles de-la-Madeleine.—(*Document de la session No. 55.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 14 décembre 1897, pour un tableau mentionnant : 1. l'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897, (service intérieur.)

2. L'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897, (service extérieur). —(*Document de la session No. 56.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante et une piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de chemins de fer ; règlement final de la réclamation Sauriol, capital et intérêts, *re* droits de passage substitué ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille sept cent cinquante-deux piastres et soixante et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration (Dette publique) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Et la Chambre, ayant continué de siéger en comité jusqu'à six heures P. M., M. l'Orateur reprend le fauteuil, et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre

Sur motion de M. Rocheleau, secondé par M. Dessaulles,

Ordonné, Que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill constituant en corporation la ville de Saint-Lambert.

Ordonné, Que M. Rocheleau ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la corporation de la cité de Québec et la cour du Recorder de la dite cité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau durant la présente séance de la Chambre.

Les bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre, lus séparément une deuxième fois et référés au comité spécial permanent des divers Bills privés, savoir :

Bill modifiant la charte de la cité de Hull ;

Bill amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Geneviève de Batiscan à Saint-Narcisse ;

Et Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal.

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Robitaille,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le huitième rapport du comité spécial permanent des Ordres permanents présenté à cette Chambre, jeudi, le seizième jour de décembre courant.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Garneau,

Ordonné, Que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle se rapporte au Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain, de Sainte-Geneviève à Saint-Stanislas.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

La Chambre se remet en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression et reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., Art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante et une piastres et quatre-vingt deux centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de chemins de fer ; règlement final de la réclamation Saurio, capital et intérêts *re* droits de passage substitué ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille sept cent cinquante-deux piastres et soixante et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration, — (Dette publique) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression et reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., Art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, vendredi, le 10 de décembre courant, du comité des subsides :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe-Claire, pour construction ; 2ème et dernier paiement, — (Voté de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Cercles agricoles et de l'encouragement à l'agriculture, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition des Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Société d'agriculture de Richmond, en vertu de l'ordre en Conseil, No. 479, du 14 novembre 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription de registres, bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest ; en vertu de l'O. en C. No. 276 du 17 avril 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre-vingt-quatorze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations etc., des édifices publics, en général ; pour payer les primes d'assurances non portées dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille neuf cent quarante-sept piastres et cinquante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour payer les primes d'assurances non portées dans les prévisions budgétaires de l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; palais de justice temporaires, Rimouski et Montréal, installation, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, lundi, le 13 décembre courant, du comité des subsides :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec : prix d'achat de la partie de terrain acquise des héritiers Chs. Panet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quarante-trois piastres et quarante-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec : partie des frais payables par la Couronne *re* réclamation de J. P. Whelan soumise à l'arbitrage et qui a été rejetée ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice de Montréal : meubles, sujet à arbitrage ; pour l'année finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de ponts en fer dans les municipalités : réclamation Maquet, montant reconnu et promis par lettre officielle du 13 février 1897 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept piastres et quatre-vingt-dix-centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la réclamation Emery Lafontaine : taxe de témoin *re* Bacon *vs.* la Reine. (Pont de la rivière Saint-Pierre du Sud) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la ferme modèle de Compton : prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1897, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898 ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées jeudi, le 16 décembre courant, du comité des subsides :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du juge des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal, savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingt-dix-sept piastres et quatre-vingt-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du séquestre des chemins de fer du Lac Supérieur et de la Baie-des-Chaleurs ; honoraires des avocats de la Couronne en ces causes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille seize piastres et six centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dépenses d'exploitation : frais payables par la Couronne *re* arbitrage Paquin, Fleury, Paré et Dufresne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental : J. B. Hamel, notaire ; règlement final de sa réclamation pour services professionnels *re* actes d'expropriations ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898 ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 89, 853 et 1196 du Code de procédure civile, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Tellier.—Est-ce l'intention du Gouvernement de présenter, durant cette session, une loi à l'effet d'abolir les taxes sur les successions ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—À l'étude.

Par M. Delaney.—Combien d'acres de terre ont été achetés du capitaine John Tristram-Coffin par les tenanciers des Iles-de-la-Madeleine, l'année dernière ?

2. Quelles sont les sommes qui ont été payées au nommé E.-A. Brasset, en vertu de la loi autorisant tel achat ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Monsieur Brasset, le fidéicommissaire en cette affaire, en vertu de la 58 Vict., ch. 45, n'a pas fait de rapport à ce sujet au département.

2.—\$536.57 le 30 juin 1897.—\$4.17 le 29 août 1897.—\$1.06 le 8 octobre 1897 et \$5.17 le 20 octobre 1897.

Par M. Carbray.—Si quelques-uns des employés publics destitués sur des déclarations *ex parte*, ou sans enquête, démontrent qu'ils ne sont pas coupables de ce dont ils sont accusés, le Gouvernement réinstallerait-il celui ou ceux de ces employés qui établiraient leur non-culpabilité ?

Dans l'appréciation de la preuve qui serait faite sous ce rapport, le Gouvernement accorderait-il le bénéfice du doute à l'accusé ?

Et objection étant faite, par l'honorable M. Robidoux,—Que la dite question n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide que cette interpellation est hors d'ordre, parce qu'elle est argumentatrice et fondée sur une hypothèse, ce qui est contraire aux règles de la Chambre. Les interpellations ne peuvent être posées en cette forme, car cela conduirait à de graves abus.

Par M. d'Auteuil.—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'attribuer une somme d'argent pour aider à l'entretien du chemin Saint-Urbain, dans les comtés de Charlevoix et de Chicoutimi durant la présente saison ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon,—1. Oui. 2. \$175.00.

Par M. D'Auteuil.—Est-ce l'intention du gouvernement d'attribuer une somme d'argent, pour aider à l'entretien du chemin des Caps dans les comtés de Montmorency et Charlevoix durant la présente saison ?

2. Dans l'affirmative quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1.—Oui.—2.—\$90.00.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Béland,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous rapports d'architectes ou autres, de toute recommandation et de toute correspondance au sujet de l'item dix-sept (17). (Palais de Justice de Montréal : meubles) dans le Budget supplémentaire de l'année courante.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi amendant de nouveau le Code municipal," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant la tenue des termes de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi concernant la tenue de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la corporation de la cité de Québec et la cour du Recorder de la dite cité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fautenil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et, alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 décembre 1897.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Bédard,—la pétition de Abson-G. Moore et autres, de Danville, comté de Richmond.

Par M. Chauret,—la pétition de J.-Avila Légault et autres, de Dorval, comté de Jacques-Cartier,—la pétition de Dosithée Deslauriers et autres, de Dorval,—la pétition de Joseph de Bellefeuille et autres, aussi de Dorval,—et la pétition de Benjamin Descarries et autres, du village de la Présentation de la Vierge, tous du comté de Jacques-Cartier.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Marcelin Meloche et autres, de Sainte-Cécile, comté de Beauharnois, demandant que le Bill abrogeant l'acte 27 Victoria, chapitre 33 ne devienne pas loi.

Sur motion de M. Ball, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Que la 49^{ième} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux-Sang de Nicolet.

Ordonné, Que M. Ball ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Que la 49^{ième} règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle se rapporte au Bill amendant la loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme, à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

Ordonné, Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Audet, Berthiaum, Bryson, Dorion, Gilman, Prévost, Ross, Sylvestre et Wood, membres du comité pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative dans leur message.

Ordonné, Que M. Major ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lislois ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 582a du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les corporations de villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 1352 et 1361, du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The First Church of Christ Scientist, Montreal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Béland fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Les amendements étant lus la première fois ;

Ordonné, Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill constituant en corporation la ville de Saint-Lambert, étant lu ;

Le bill est en conséquence lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Chênevert.—1o Le gouvernement Taillon a-t-il acheté des exemplaires d'une brochure intitulée "La politique Cartier-Macdonald," conférence prononcée au club Cartier-Macdonald, le 1er mars 1894, par le président, M. J.-E. Prince, avocat ?

2o Dans l'affirmative, combien d'exemplaires. 3o et pour quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1o Oui.—2o 669 exemplaires. 3o—\$100.00.

Par M. d'Auteuil.—Est-ce l'intention du gouvernement de révoquer l'ordre de suspension des travaux et réparations dans la route du rang St-George à Saint-Urbain, comté de Charlevoix, démolie par l'eau dans le cours du printemps dernier ?

Dans l'affirmative, quand ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Cette question recevra l'attention du gouvernement d'ici à ce que la nouvelle saison permette de commencer les travaux.

Par M. d'Auteuil.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une somme d'argent pour indemniser les victimes de la débâcle de la rivière Malbaie dans le village de la Malbaie, comté de Charlevoix, pour les dommages éprouvés dans le cours du printemps dernier.

Dans l'affirmative, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Aucune demande n'a été faite au Gouvernement actuel touchant cette indemnité, et la question n'a pas été, non plus, l'objet de l'attention du Gouvernement.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 novembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques, concernant la destitution de L-Solymes Forgues, comme registrateur du comté de Bellechasse.—(*Document de la session No 57.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 3 décembre 1897, pour un état détaillé indiquant le coût de la refonte du Code de procédure civile, et pour un état du coût de l'impression et de la reliure du dit code.—(*Document de la session No 58.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un collège commercial à Acton Vale.—(*Document de la session No 59.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 14 décembre 1897, demandant production de toute correspondance, depuis deux mois, relativement au changement des termes de la Cour de Circuit et de la Cour Supérieure pour le district de Rimouski.—(*Document de la session No 60.*)

Et aussi —la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 15 décembre 1897, demandant,—copie de tous arrêtés en conseil, papiers, documents et de toute correspondance relativement à la destitution du docteur Brophy, comme médecin de l'Institut vaccino-génie de Québec.—(*Document de la session No 61.*)

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Dessaulles.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant au paiement fait à Arthur Turcotte, protonotaire de Montréal, d'une certaine somme depuis le 20 mai dernier.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Gouin.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports, ordres en conseil, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,063.66 fait à l'honorable A. Chauveau, représentant l'augmentation de son traitement depuis le 1er juillet 1891 au 31 août 1896.

Sur motion de M. Chauret, secondé par M. Décarie.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copies de tous ordres en conseil, correspondances, documents et état détaillé des sommes d'argent payées en rapport avec le concasseur du Gouvernement à l'Île Bizard.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand :

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill à l'effet de développer le suffrage électoral, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 288 du Code de procédure civile, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à l'Instruction publique.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Qu'à partir de mercredi, le 22 décembre courant, inclusive-ment, cette Chambre ait deux séances distinctes, par jour : la première, depuis 3 heures jusqu'à 6 heures P. M., et la seconde, depuis 7½ heures jusqu'à l'ajournement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de la résolution rapportée vendredi, le 17 décembre courant, du comité des subsides ;

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante et une piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux

dépenses de chemins de fer : règlement final de la réclamation Sauriol, capital et intérêts *re* droits de passage substitué ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi concernant la tenue des termes de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle," étant lu ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Dechêne,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École des aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigide, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des pauvres; Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hôpital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du

Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année finissant le 30 juin 1899.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Weir informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. Weir rapporte, alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la maison de refuge de Sainte-Cunégonde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Léfrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne, de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues une seconde fois, demain.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre, d'aujourd'hui, renvoyant à un comité de toute la Chambre pour demain, sur le bill du Conseil législatif intitulé : "Loi amendant la loi concernant la tenue des termes de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle," soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être pris en considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain,

Jeudi, 21 décembre 1897.

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre :

Par l'honorable M. Guerin,—la pétition des Frères de la Doctrine Chrétienne, de Maisonneuve, comté d'Hochelaga.

M. Watts, du comité spécial permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport que M. Watts a été choisi pour son président, à la place de feu V. Gladu, écr.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. deGrosbois, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements :

Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce ;
Loi amendant et consolidant la loi d'incorporation de la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, telle qu'amendée par la loi 59 Victoria, chapitre 97 ;

Loi à l'effet d'amender et consolider la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, telle qu'amendée par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47, 54 Victoria, chapitre 76 et 55-56 Victoria, chapitre 76.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente aussi à la Chambre, le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec ;

Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 12, en retranchant les sections 12 et 13 de la formule du serment mentionnée dans la section 29 de la loi électorale de Québec.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter avec amendements :

Loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. Bisson, du comité spécial permanent des Ordres permanents présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de Henry Hogan et autres, demandant une loi amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14, du chapitre 49 de la loi 59 Victoria, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité désire recommander la suspension de la 49e règle afin que le bill puisse être présenté.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier, (Rimouski), du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill transférant le chef-lieu du comté de Bellechasse, de Saint-Michel à Saint-Raphaël, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péages dans la paroisse de Sainte-Cécile ;

Bill amendant la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield ;

Bill constituant en corporation *William Dow & Comprny*.

Le promoteur du Bill constituant en corporation la *Lawyer's Title Insurance Company*, ayant déclaré qu'il ne désirait pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soit remises moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de siéger ce soir à 7 heures 30 m., durant la séance de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 novembre 1897, demandant copie de toutes lettres et décisions du Commissaire des Terres. Forêts et Pêcheries et de tous ordres en conseil, depuis le 25 mai dernier, au sujet du temps ou du délai accordé pour le paiement de la rente foncière de droits de coupe et autres sommes payables par les porteurs de licence de coupe de bois, ainsi que de toute correspondance, depuis la même date, sur le même sujet.—(*Document de la session No 62.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 novembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 25 mai dernier, et de toute correspondance au sujet de la nomination d'un surintendant de gardes-forestiers.—(*Document de la session No 63.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil, papiers, documents, et toute correspondance au sujet de la destitution du Dr Hackett, comme médecin de l'Asile de la Longue-Pointe.—(*Document de la session No 64.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour un état détaillé indiquant :

1. Le nombre des personnes employées comme clercs-écrivains et messagers surnuméraires, durant la session de 1896-1897 :

2. Le salaire de chacun d'eux et le montant total payé par jour, pour salaire à ces différents employés ;

3. Le nombre des personnes employées comme écrivains, messagers et surnuméraires durant la présente session ;

4. Le montant total payé, par jour, pour salaire, à ces différents employés.—(*Document de la session No 65.*)

Ordonné, Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1816a du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Décarie, secondé par M. Chauret,

Ordonné, Que la 49ième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte au Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14 du chapitre 49 de la loi 59 Victoria.

Ordonné, Que M. Décarie ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du

Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent, en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Stat. Ref. P. Q. Titre 7, chap. 3, sec. 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, y compris \$500 pour inspection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres et licences ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la loi des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30), autrefois " Loi des manufactures de Québec ;" pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registrateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de voyage d'un employé spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent (O. C., No 51, du 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Association provinciale de tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la part de la province de Québec dans l'entretien de l'Institut impérial de Londres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à l'Institut McKay (Retraite Belmont) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument national, Montréal, aide à cette entreprise dirigée par " l'Association Saint-Jean-Baptiste " de cette cité (constituée en corporation par la loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'amendée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 85) ; 2ème paiement sur 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No. 187 du 29 mai 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit lu aujourd'hui.

M. Weir informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre, se formera, de nouveau, en le dit comité.

M. Weir rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour

la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent, en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Stat. Ref. P. Q. Titre 7, chap. 3, sec. 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, y compris \$500 pour inspection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres et licences ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la loi des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30), autrefois "Lois des manufactures de Québec" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registrateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de voyage d'un employé spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent (O. C., No 51, du 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Association provinciale de tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la part de la province de Québec dans l'entretien de l'Institut impérial de Londres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à l'Institut McKay (Retraite Belmont) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument national, Montréal, aide à cette entreprise dirigée par "l'Association Saint-Jean-Baptiste" de cette cité (constituée en corporation par la loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'amendée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 85) ; 2ème paiement sur 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No. 187 du 29 mai 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité des subsides, lundi, le 20 de décembre courant, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la

Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des pauvres ; Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centimes soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse " ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé avec un amendement dans la version anglaise, le bill, intitulé : " Loi concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Turgeon, secondé par l'honorable M. Parent,

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec," lequel est lu la première fois.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les ingénieurs civils ;

Et la question étant mise aux voix, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demain le son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le comité général au Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal, étant lu.

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la *First Church of Christ Scientist*, Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McCorkill fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The Union Brewery*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des Bills privés.

Bill constituant en corporation "Les Sœurs du Précieux-Sang", de Nicolet.

Et Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et dépendances.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill "Loi de l'Instruction publique," étant lu;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois;

L'honorable M. Flynn propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants, "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Stephens,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 22 décembre 1897

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des honorables juges de la Cour Supérieure, siégeant en révision, en conformité de l'Acte des élections contestées de Québec, un rapport et un jugement dans la contestation d'élection du district électoral de Terrebonne, lesquels sont lus.

Et il est ordonné que les dits rapport et jugement soient insérés dans les Journaux de cette Chambre, comme suit :

ÉLECTION CONTESTÉE DE TERREBONNE,

CHAMBRE DES JUGES.

Palais de Justice.

Montréal, 1er décembre 1897.

A l'honorable JULES TESSIER,

Orateur de l'Assemblée législative,

Province de Québec.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, ci-inclus, une copie officielle du jugement rendu par nous, le trente novembre dernier (1897), dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Terrebonne.

Et, conformément à la loi, Nous avons l'honneur de faire rapport, qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) CHARLES GILL, J.C.S.,
LOUIS TELLIER, J.C.S.,
CHS.-C. DELORIMIER, J.C.S.

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE,
EN RÉVISION.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES ET AMENDEMENTS.

In re : Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Terrebonne, tenue les quatrième et onzième jours de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation ;

Le trentième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

PRÉSENTS :—L'hon. juge GILL,
 " " TELLIER,
 " " DE LORIMIER.

LÉON MATHIEU, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville,
dans le district de Terrebonne,

Pétitionnaire,

vs.

GUILLAUME-ALPHONSE NANTEL, avocat, des cité et district de Montréal et député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Terrebonne,

Défendeur.

La cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a fait aucune preuve des allégations de sa dite pétition d'élection ;

Renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

A.-H. COLLARD,
député-protonotaire C. S.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Charet, —la pétition de Léandre Renaud et autres, de la ville de Saint-Louis, comté, de Jacques-Cartier.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Abson-G. Moore et autres, de Danville, comté de Richmond, demandant des amendements à la loi des licences ;

De J. Avila Legault et autres, de la paroisse de la présentation de la Vierge, —de Joseph de Bellefeuille et autres, de Dorval, —de Dosithé Des-

lauriers, et autres, de Dorval, et de Benj. Décarry, fils, et autres, de Dorval, tous du comté de Jacques-Cartier, demandant que le Bill concernant la Compagnie des chemins à barrières de Dorval ne devienne pas loi.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill abrogeant la loi 50 Vict., chap. 77, en autant que la dite loi affecte les droits du dit William Ellegood-Philips ;

Bill concernant la Compagnie des chemins à barrières de Dorval ;

Bill amendant la loi 52 Victoria, chap. 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'asile des aliénés de la Longue-Pointe ;

Bill amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal.

Et Bill concernant la *Canadian Savings, Loan and Building Association*.

M. Rainville, du comité spécial nommé pour examiner le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, présente, à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, et a l'honneur de le rapporter avec un amendement.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 5537 des Statuts révisés de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant les lois concernant les sociétés de beurre et de fromage.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Tellier.—Le gouvernement se propose-t-il d'abroger la loi obligeant les municipalités à contribuer aux frais d'entretien des aliénés dans les asiles publics de cette Province ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Pas cette année.

Par M. Tellier.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire adopter, durant cette session, une loi validant l'enregistrement des actes de transport d'immeubles effectués après les délais, et accordant un délai additionnel pour l'enregistrement des actes de même nature qui n'ont pas encore été enregistrés ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Oui.

Par M. Tellier.—Quel est le montant des deniers votés pour les chemins de colonisation, que le gouvernement a distribués et payés, cette année dans le comté de Joliette ?

2. Quels ont été les conducteurs des travaux ?
3. Quel montant a été dépensé par chaque conducteur ?
4. Qui a recommandé ces divers octrois ?
5. Qui a recommandé les conducteurs qui ont fait exécuter les travaux ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. \$670.00.

2. et 3. Olivier St-George, \$670.00 ; Frs. Neilan, \$400.00 ; Ernest Labrie, \$197.87.

4. Par M. J.-M. Tellier et plus tard par M. V.-O. Dugas.

5. M. St-George a été recommandé par M. Tellier et MM. Neilan et Labrie par M. Dugas.

Par M. Roy :—1. Qui était président du Conseil législatif, le premier janvier 1897 ?

2. Quel était son salaire ?
3. Qui était président du Conseil législatif, le 26 mai 1897 ?
4. Quel était son salaire ?
5. Quand avait-il été nommé ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. L'honorable Ths Chapais.

2. \$3,000.00 par année.

3. L'honorable V.-W. Larue.

4. \$3,000.00 par année.

5. Le 12 janvier 1897.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à la Cour du Banc de la Reine," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif intitulé : " Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à la Cour du Banc de la Reine," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—les Statistiques municipales ou Rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1896.—(*Document de la session No. 20.*)

Aussi,—par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1896-97.—(*Document de la session No 5.*)

Et aussi,—l'honorable M. Robidoux présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil et de toutes correspondances depuis le 25 mai dernier, au sujet de la destitution des médecins de prisons dans la Province.—(*Document de la session No 67.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 16 décembre 1897, demandant copie de tous rapport, motion, règlement, résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, recommandant la nomination d'un inspecteur général des écoles, ou d'un inspecteur des inspecteurs des écoles, dans cette Province.—(*Document de la session No 68.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 décembre 1897, pour tous documents à cette date relatifs à l'obtention de subventions à la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, ou à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud pour relier directement Lévis à Sorel, et par là Québec à Montréal, par la voie qui longe la Rive Sud du Saint Laurent.—(*Document de la session No 69.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 16 décembre 1897, demandant copie de tous rapport, motion, règlement,

résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptés depuis le 10 mai dernier, fixant le minimum de traitement pour les instituteurs et institutrices dans cette Province.—(*Document de la session No 70*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus, concernant les sociétés d'agriculture; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les médecins et les chirurgiens; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général afin d'examiner le Bill amendant de nouveau la loi électorale de Québec, 1895; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le comité général au Bill amendant l'acte 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des commissaires, étant lu;

Et la question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient maintenant lus une seconde fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

Ordonné Que les dits amendements soient considérés de nouveau à la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill à l'effet d'amender le Code municipal afin de permettre l'imposition d'une taxe sur les hypothèques, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 4892 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la cour des commissaires ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill abrogeant l'article 1622 du Code civil ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux corporations de villes ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille huit cent soixante et une piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné. Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné. Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte, alors, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu. Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille huit cent soixante et une piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné. Que la dite résolution soit lue une seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

8 heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération le Bill constituant en corporation *The First Church of Christ Scientist*, Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le dit bill, et y a fait un amendement.

Ordonné. Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant et consolidant la loi d'incorporation de la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, telle qu'amendée par la loi 59 Victoria, chapitre 97 ; et, après avoir ainsi siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lislois, fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général afin d'examiner le Bill transportant de Saint-Michel à Saint-Raphaël, le chef-lieu du comté de Bellechasse, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier, (Rimouski), fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en fait rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill à l'effet d'amender et consolider la loi constituant en corporation la "Compagnie royale d'électricité", 47 Victoria, chapitre 55, telle qu'amendée par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47, 54 Victoria, chapitre 76, et 55-56 Victoria, chapitre 76 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin, président du dit comité, fait rapport qu'objection ayant été faite, par M. Weir, que ce bill n'est pas rédigé conformément au paragraphe 3 de la 57^e règle de cette Chambre, il a rejeté la question d'ordre, et qu'appel a été fait de sa décision.

M. l'Orateur informe alors la Chambre qu'il réserve sa décision.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *William Dow & Company* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péage dans la paroisse de Sainte Cécile ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendement la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la Compagnie des chemins à barrières de Dorval ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendement la loi 52 Victoria, chapitre 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'Asile des aliénés de la Longue-Pointe ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la *Canadian Savings Loan and Building Association* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant la charte de la ville de Chicoutimi, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit récindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14 du chapitre 49 de la loi 59 Victoria étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe,

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 843 et 925 des Statuts refondus de Québec ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une deuxième fois, et renvoyés au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes :

Bill amendant le Code de procédure civile,

Et Bill amendant la loi concernant les Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Duplessis.—M. J.-N. Castonguay, employé au département de la Colonisation et des Mines, a-t-il fait au département des Terres, Forêts et Pêcheries, ou à aucun autre département, un rapport de son voyage à Shawinigan, relativement au règlement de certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du huitième rang de Shawinigan et ceux du septième rang de Saint-Elie.

1. Dans l'affirmative, quelle est la date de ce rapport et à qui a-t-il été fait ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1.—Oui.—2.—Le 23 avril 1897, au Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, l'honorable M. Nantel.

Par M. Dufresne,—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide aux victimes de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, pour pertes éprouvées lors de la tempête de grêle qui s'est abattue sur cette paroisse, dans le cours de l'été dernier ?

2. Dans l'affirmative, pour quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne :—Le gouvernement regrette que l'état des finances de la Province ne lui permette pas de venir en aide aux personnes mentionnées dans cette interpellation.

Sur motion de M. Dufresne, secondé par M. Bouffard.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des pétitions de la part des habitants de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, demandant des secours au gouvernement à l'occasion des dommages causés à la moisson et aux constructions, par la grêle, dans le cours de l'été dernier, et aussi copie de la réponse faite par le gouvernement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections et explorations, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent quatre-vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe, aussi, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections et explorations, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent quatre-vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné, Que les dites résolutions, soient lues la seconde fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 23 décembre 1897.

Trois heures P. M.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne pour permettre au comité spécial permanent des Bills privés de continuer ses travaux.

Huit heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Léandre Renaud et autres, de la ville de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, s'opposant à la loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

M. Garneau, du comité spécial permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander fortement à la considération du gouvernement de la Province, le sujet des abattoirs et des réfrigérateurs.

M. de Grosbois, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour incorporer *The St-Lawrence Power Company*, et a l'honneur de faire le rapport suivant concernant le dit bill ;

L'honorable promoteur du bill ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre

honorables Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre, le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis ;

Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal.

Bill modifiant la charte de la cité de Hull.

Votre comité a aussi examiné le Bill concernant la succession de feu François-Antoine-Edouard-Norbert Hénault, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry-J. Elliott au nombre de ses membres, après avoir obtenu le degré de bachelier en droit civil et après examen ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé, au nombre de ses membres, après examen ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre Bouffard, au nombre de ses membres ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-David Dupuis à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Napoléon Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile Thibaudon à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examen ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William-James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Desgagné à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill régularisant la cléricature de Joseph-Hormisdas Lemoine, médecin, de Saint-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot, province de Québec ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Hector-Homer Joyal, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Urgèle Labelle à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Pierre-Léonard-Delphis Gironard au nombre de ses membres ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Henri-Alphonse Hamel, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Boucher à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Louis-Onézime Gauthier à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Et Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Quant au Bill autorisant l'admission de Louis-Ephrem Larose au nombre des membres de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que le promoteur ne désire pas procéder sur ce bill.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre de ses membres, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

En rapportant les bills ci-dessus, concernant les professions libérales, votre comité a l'honneur d'annexer à ce présent rapport une motion proposée par l'honorable M. L. P. Pelletier, qui se lit comme suit :

“ Que les pétitions pour bills privés, pour admission aux professions, “ qui sont maintenant soumises au comité soient décidées d'après les règles “ suivantes, quant à la présente session :

“ Peuvent être admis :

“ 1. Ceux au sujet desquels le bureau-chef de la profession intéressée “ donne son consentement ;

“ 2. Ceux qui ont produit des certificats démontrant qu'ils sont porteurs des degrés de B. A.

“ Sont refusés :

“ 1. Ceux qui n'ont pas fait leur cours d'études et qui n'ont pas de raisons graves de ne s'être pas présentés pour examen à l'étude.

“ 2. Ceux qui ne sont pas dans les deux catégories mentionnés en premier lieu.”

Laquelle motion a été adoptée sur la division suivante :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Watts.— 0</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Chénévert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Roy.—8</i>

Votre Comité a aussi examiné le Bill refondant et modifiant la loi concernant les Clercs-Paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Loi amendant la loi relative à l'administration des biens des fabriques ;
Loi amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec des amendements :

Loi amendant la loi d'anatomie ;
Loi concernant les ingénieurs civils.

M. l'Orateur (sur l'objection faite, mercredi, le 22 décembre courant, en comité général, sur le Bill à l'effet d'amender et consolider la loi cons-

tituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, tel qu'amendée par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47, 54 Victoria, chapitre 76 et 55-56 Victoria, chapitre 76, que ce bill n'est pas conforme à la 3e section de la 57e règle de cette Chambre), décide comme suit :

" La question d'ordre soulevée, hier, lors du Comité général sur le Bill à l'effet d'amender et consolider la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, tel qu'amendée par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47 ; 54 Victoria, chapitre 76 et 55-56 Victoria, chapitre 76, est que ce bill n'est pas conforme à la 3e section de la 57e règle, qui dit que les bills de cette nature doivent mentionner les localités où ces compagnies feront des affaires.

" Il a été objecté, en comité, qu'il était trop tard pour soulever ce point d'ordre parce que le comité des Ordres permanents n'a pas, suivant la huitième section de la 57e règle, fait rapport que ce bill (No 126) était sujet aux dispositions de la dite 57e règle, et que les dispositions de la 3e section n'avaient pas été suivies.

" Je suis d'opinion que cette omission du Comité des Ordres permanents ne préjudicie point au droit de tout honorable membre de cette Chambre de soulever la question d'ordre qui m'a été référée.

" Le point d'ordre " que les bills privés ne sont point conformes aux règles de cette Chambre " peut être soulevé à toutes les phases de la procédure sur ces bills.

" Le bill dont il s'agit est un projet de loi à l'effet d'amender et consolider la loi constituant en corporation la " Compagnie royale d'électricité," 47 Victoria, chapitre 55, tel qu'amendée par des actes subséquents.

" Les pouvoirs nouveaux demandés par ce projet de loi ne tombent aucunement sous le coup de la 3e section de la 57e règle, et la section 6 visée par l'objection est, moins les mots " et l'utilisation " une reproduction textuelle de la section 2 du chapitre 55 de la quarante-septième Victoria, qui ne se trouve dans le projet de loi qu'à titre de consolidation.

" Or, en référant à Endlich, — *On the interpretation of Statutes*, paragraphe 490, — je trouve le principe suivant énoncé " *Re-enactment not a repeal in spite of express repealing clause,*" et il est dit qu'une loi abrogeant une loi existante, mais la répétant dans les mêmes termes, n'est, en réalité, que la continuation de la même loi et qu'elle n'est pas considérée comme une nouvelle.

" Je n'ai pas besoin de dire que la Chambre peut, si elle le juge à propos, amender le projet de loi même dans ses dispositions anciennes et en disposer suivant sa volonté.

" Je ne me crois pas justifiable de demander à la Chambre de renverser la décision rendue par le Président du comité."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant et consolidant la loi d'incorporation de la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, ch a

pitre 73, telle qu'amendée par la loi 59 Victoria, chapitre 97; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lislois fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill à l'effet d'amender et consolider la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, telle qu'amendée par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47; 54 Victoria, chapitre 76 et 55-56 Victoria, chapitre 76; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le Comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en comité général pour examiner le Bill abrogeant la loi 50 Victoria, chapitre 77, en autant que la dite loi affecte les droits du dit William Ellegood-Phillips; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. deGrosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1897 demandant,—copie de toute correspondance, etc, depuis le 1er janvier

1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à construire un chemin entre le rang Saint-Elzéar et le rang Saint-Martin, dans la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval.—(*Document de la session No. 4.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, demandant la production de tous ordres en conseil distribuant, pour l'exercice financier de 1897-98, les octrois de la colonisation dans cette Province, tant avant qu'après le 26 mai.—(*Document de la session No. 71.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 15 décembre 1897, demandant copie de l'ordre en conseil nommant MM. Bergeron, Lapointe et Foran comme sténographes officiels du district de Québec.—(*Document de la session No. 72.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 6 décembre 1897, pour copies de tous les documents et de la correspondance se rapportant au mouvement du sable qui s'est produit dans la paroisse de Saint-Jérusalem, comté d'Argenteuil, ainsi qu'à toutes mesures prises par le gouvernement pour arrêter le progrès destructeur de ce mouvement du sable.—(*Document de la session No. 73.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 13 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs à la nomination de Godfroy Boileau, comme régistrateur conjoint des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier.—(*Document de la session No. 74.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 décembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance, papiers et documents quelconques en rapport avec la destitution de Philadelphie Gosselin, employé permanent au palais de justice de Québec.—(*Document de la session No. 75.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 10 décembre 1897, pour la correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes des Îles-de-la-Madeleine concernant l'affaire du chemin appelé chemin de colonisation de la Plage Sud et Pointe-Basse.—(*Document de la session No. 76.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 13 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents quelconques relatifs à la séparation des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.—(*Document de la session No. 77.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 6 décembre 1897, pour un état des différentes recettes et paiements de toutes sources de la

province de Québec, depuis le premier juillet dernier jusqu'à la date du 8 décembre courant.—(*Document de la session No. 78.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 15 décembre 1897, pour copie de tous papiers, documents et correspondances échangés entre le Ministre de la justice et le Procureur-général au sujet de la nomination des Conseils de la Reine.—(*Document de la session No. 79.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 15 décembre 1897, demandant copie de tout ordre en conseil, papiers, documents et correspondance, depuis le 22 mai dernier, au sujet de la poursuite du gouvernement contre M. Ernest Pacaud, pour les cent mille piastres touchées dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs.—(*Document de la session No. 80*)

L'ordre du jour étant lu, pour la considération ultérieure des amendements faits par le comité général au Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des commissaires ;

Et la question étant mise aux voix,—que les dits amendements soient maintenant pris en considération, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>McCorkill,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gurin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Latonde,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Weir.—33</i>
<i>Chauret,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagneau,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Turgeon.—21.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la conciliation ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. McDonald.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil destituant M. J.-Antoine Beaudoin comme registrateur du comté de Joliette, ainsi que copie de toutes lettres, papiers, requêtes et documents se rapportant à la dite destitution.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil destituant M. J.-Ulric Gervais comme geôlier du district de Joliette, ainsi que copie de toutes lettres, papiers, enquêtes, et documents, se rapportant à la dite destitution.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. McDonald,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre—copie de tous les rapports d'inspection de la prison et du palais de justice du district de Joliette, par l'inspecteur des prisons, depuis l'an 1885, inclusivement, jusqu'à la date de la destitution du geôlier J.-Ulric Gervais, en octobre dernier.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les rapports d'inspection du bureau d'enregistrement, depuis le 8 mars 1892, jusqu'à la date de la destitution du registrateur J.-Antoine Beaudoin, en octobre dernier.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec,” étant lu ;

Les dits amendements, sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses

de réparations aux palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant la 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent vingt sept piastres et huit centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la Grande-Rivière; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière La-Rouge; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 3e paiement sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, Quebec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

— — —

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-et-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent vingt-sept piastres et huit centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la Grande-Rivière; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la rivière La-Rouge; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université

Laval, à Montréal, 3e paiement sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5 *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Garneau,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le cinquième rapport du comité spécial permanent des divers Bills privés, présenté à cette Chambre vendredi le 17 décembre courant.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 24 décembre 1897.

M. de Grosbois, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter avec amendements :

Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas.

Ordonné, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu une première fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux

Résolu, Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à trois heures P. M.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des commissaires, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McCorkill fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Loi amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation des églises et presbytères, et l'ouverture et le maintien des cimetières."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant les ingénieurs civils; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le Bill modifiant la charte de la *Royal Paper Mills Company*, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill constituant en corporation *The Executors' Trust Company*;

Bill constituant en une corporation spéciale le curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec;

Et Bill amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre à la pratique du notariat, après examen, Jean-Baptiste-Trefflé Richard".

Et le Bill intitulé: "Loi autorisant Gustave Massue-Drolet à porter le nom de Gustave Drolet-Massue."

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi autorisant la *Church Society of the Diocese of Quebec*, à administrer, d'une façon spéciale, certains fonds qu'elle a en mains, et pour d'autres fins ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill, est en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Watts, secondé par M. Robitaille,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant la *Church Society of the Diocese of Quebec*, à administrer, d'une façon spéciale, certains fonds qu'elle a en mains, et pour d'autres fins ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Dufresne,—M. Pérodeau, qui vient d'être nommé Conseiller législatif, est-il le même M. Pérodeau qui a loué au gouvernement un immeuble, pour servir d'annexe au palais de justice de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Oui, avant d'être nommé Conseiller législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs, de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin, fait rapport que le Comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la charte de la ville de Hull; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Doris, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Henry-J. Elliott, au nombre de ses membres, après avoir obtenu le degré de bachelier en droit civil et après examen; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec, à admettre Pierre Bouffard, au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Petit, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre au nombre de ses membres Louis-Onésime Gauthier ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill consolidant et amendant la loi concernant " Les Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. d'Auteuil fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, demandant,—copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant des coroners de leurs fonctions et copie de toute correspondance à ce sujet.—(*Document de la session No 81.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 décembre 1897, pour un état mentionnant :—1. Le nombre d'acres de terre vendus par M. Delaney, agent des terres de la Couronne, dans les Iles-de-la-Madeleine ;

2. Les sommes d'argent perçues par le dit agent et provenant des dites ventes ;

3. Le nombre d'acres de terre vendus par Azade Arseneau, agent des terres de la Couronne, dans les Iles-de-la-Madeleine ;

4 La somme d'argent perçue par le dit Arseneau et provenant des ventes faites par lui ;

5. Le montant d'argent payé au dit Azade Arseneau, pour ses services et ses dépenses ayant rapport à sa dite agence.—(*Document de la session No 82.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 27 décembre 1897.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la qualification des membres du Conseil législatif," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif, informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant le Code du notariat," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la qualification des membres du Conseil législatif," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif : " Loi amendant le Code du notariat " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Duffy,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre, s'ajournera, à cette séance, elle le soit jusqu'à demain, à trois heures de l'après-midi.

Nazaire-Nicolas Ollivier, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de Lévis, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé, devant les commissaires, le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Qu'en admettant Narcisse-Nicolas Ollivier, écuyer, élu pour représenter le district électoral de Lévis, à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu une première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 4178 des Statuts Refondus.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission d'introduire un Bill amendant l'article 4216 des Statuts refondus de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Ordonné, Que M. Caron ait la permission d'introduire un Bill amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyée au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-David Dupuis à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre Joseph-David Dupuis à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité afin d'examiner le Bill régularisant la cléricature de Joseph-Hormisdes Lemoine, médecin, de Saint-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot, province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Urgèle Labelle à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie," étant lu.

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en une corporation spéciale le cure de la paroisse de Saint-Roch de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Grenier,

Résolu. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents se rapportant à la nomination de Paul Fortier et autres, de Saint-Jean, Isle d'Orléans, et à la révocation de la nomination de Nestor Lachance, Joseph Thivierge et autres, comme conseillers.

Ordonné. Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Robitaille,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des noms des Conseils de la Reine nommés par le Gouvernement de cette Province, depuis le 1er juillet 1867, avec l'indication de leur résidence, par district.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Tellier,

Ordonné. Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport fait par M. J.-N. Castonguay, le 23 avril 1897, au Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, l'honorable M. Nantel, relativement à certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du 8ième rang de Shawinigan et ceux du 7ième rang de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal, auquel il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, étant lu ;

Le bill est en conséquence lu une seconde fois et renvoyé au comité général de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant le Code civil, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Ordonné, que MM. Ball et Ollivier, soient ajoutés au comité spécial permanent des divers Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour

la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant, le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la *Poultry Association*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Champagne informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Champagne, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la *Poultry Association*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 28 décembre 1897.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 novembre 1897, demandant copie de toutes lettres démettant de leurs fonctions des gardes-forestiers, avec copie de toutes plaintes, de tous affidavits, de tous rapports, ainsi que de toute correspondance au sujet de telles destitutions. (*Document de la session No. 83.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à la Banque Jacques-Cartier, pour payer une certaine lettre de crédit, en date du 24 janvier 1891, payable à l'ordre de Joseph Dussault, et par ce dernier transportée à la Banque Jacques-Cartier.—(*Document de la session No. 84.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 6 décembre 1897, pour un état détaillé des montants suivants, savoir : 1. Comment et à qui a été payée la somme de \$88,000, représentée par le mandat spécial en date du 29 mai 1897 ;

2. Etat détaillé démontrant comment ont été dépensés, et à qui ont été payés les items, par les Travaux Publics, par le Procureur Général, par le Secrétaire de la Province, par le Commissaire de la Colonisation et des Mines, sur et à même le mandat spécial No 17 ;

3. Etat détaillé démontrant comment et à qui a été payé le montant représenté par le mandat spécial, No 18 ;

4. Etat détaillé démontrant comment et à qui ont été payés les items de \$1,000, \$7,200 et \$2 200 sur et à même le mandat spécial No 19 ;

5. Etat détaillé démontrant comment et à qui ont été payés les montants représentés par les mandats spéciaux numéros 20, 21, 22, 25 et 30 ;

6. Etat détaillé démontrant comment et à qui ont été payés les items \$712.18, \$1,070, \$1,650 et \$325 compris dans le mandat spécial No 24. — (*Document de la session No. 85.*)

Aussi, —la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 novembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance, plainte, papiers et documents quelconques en rapport avec l'emploi de sténographes officiels, devant les cours de justice de cette province. — (*Document de la session No. 86.*)

Aussi, —la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 décembre 1897, pour une copie de tous documents se rapportant à l'achat d'un certain nombre de copies de l'ouvrage de M. A.-N. Montpetit, intitulé : " Les Poissons d'eau douce du Canada. " — (*Document de la session No. 87.*)

Aussi, —la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 décembre 1897, pour un état donnant : 1. Le nombre des personnes incarcérées dans la prison des Iles-de-la-Madeleine, au cours des cinq dernières années.

2. La durée de la détention de chaque prisonnier ;

3. Le coût du chauffage de la dite prison pour chacune des cinq dernières années ;

4. Les autres dépenses se rapportant à l'entretien, à la réparation et à l'élargissement de la dite prison durant les cinq dernières années ;

5. La requête du gardien de la dite prison, demandant une augmentation de l'allocation accordée pour le chauffage de la dite prison, ainsi que la réponse faite à cette requête. — (*Document de la session No. 88.*)

Aussi, —la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 novembre 1897, pour la production des documents suivants : —Copie de toutes lettres déchargeant de leurs fonctions des gardes-feu et des surintendants des gardes-feu, avec copie de toutes plaintes, de tous affidavits et de toute correspondance au sujet de telles destitutions, le tout depuis le 25 mai dernier. (*Document de la session No. 89.*)

Aussi, —la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour toute correspondance, documents et instructions, rapports d'explorateurs, ou autres officiers du département des Terres se rapportant à la vente ou à la location des pouvoirs d'eau du St-Maurice, fournis par les chûtes Shawinigan, et ce, depuis mai 1896. — (*Document de la session No. 90.*)

Et aussi, —la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour copie de tous documents se rapportant à la vente des limites à bois et de certains pouvoirs d'eau fixée au 28 avril dernier, comprenant les instructions du Commissaire ou de son assistant, le rapport des explorateurs, toutes les correspondances échangées à ce sujet, et l'ordre motivé du Commissaire pour la suspension de la dite vente ; aussi les documents relatifs à la vente fixée au 15 juin dernier et les instructions du Commissaire actuel annulant l'ordre de son prédécesseur. — (*Document de la session No. 91.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les deux bills suivants, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements."

Et Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi relative aux honoraires des constables."

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi relative aux honoraires des constables", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant l'organisation des départements.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux tarifs applicables à certaines causes, devant la Cour de Circuit de Montréal.

Résolu, Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'organisation des départements.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, seconde par l'honorable M. Dechêne,

Ordonné, Qu'à partir de vendredi prochain, le 31 décembre 1897, inclusivement, il y ait trois séances distinctes, par jour : la première de 11 heures a. m., à 1 heure p. m. ; la deuxième de 3 heures p. m., à 6 heures p. m. ; et la troisième depuis 7.30 heures p. m. jusqu'à l'ajournement de la Chambre ; et que les mesures du gouvernement aient la préséance, à chacune de ces séances.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendante la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement ; " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski), fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14 du chapitre 49, de la loi 59 Victoria.

Et Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri.

Sur motion de l'honorable M. LeBanc, secondé par l'honorable M. Nantel,

Ordonné, Que les bills suivants, soient ré-imprimés, tel qu'amendés par le comité spécial permanent des divers Bills privés :

Bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Et Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14, du chapitre 49, de la loi 59 Victoria.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à la Cour du Banc de la Reine " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lors de la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

Louis-Jules Allard, écuyer, membre pour le district électoral de Yamaska, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé, devant les Commissaires, le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'en admettant Louis-Jules Allard, écuyer, élu pour représenter le district électoral de Yamaska à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent au Bill amendant la loi relative à la juridiction de la Cour Supérieure, dans le district de Québec :

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, mardi, le 21 décembre courant, à la question —Que le Bill—Loi de l'Instruction publique—soit maintenant lu la seconde fois ; lequel amendement comporte,—que le mot “ maintenant,” soit retranché, et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui,” soient ajoutés à la fin de la question.

Et le débat se continuant,

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 29 décembre 1897.

Première séance.

L'honorable M. Stephens, du comité spécial permanent de Législation, et lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les bilis suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Loi amendement la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents ;

Loi amendant l'article 288 du Code de procédure civile ;

Loi amendant la loi relative aux corporations de villes ;

Votre comité a aussi l'honneur de rapporter les bills suivants, avec amendements :

Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile ;

Loi amendant la loi relative aux Compagnies d'assurance mutuelles ;

Votre comité a l'honneur de faire rapport, également, qu'il a rejeté les bills suivants :

Loi amendant la loi des licences de Québec ;

Loi amendant la loi concernant la Cour des Commissaires ;

Loi amendant l'article 4892 des Statuts refondus ;

Loi amendant le Code de procédure civile, quant à la clôture des inventaires.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport que le promoteur du Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, demande la permission de retirer le dit bill.

Votre comité, relativement au Bill concernant la conciliation, a l'honneur de faire rapport à votre Honorable Chambre que, vu son importance et sa nouveauté, votre comité est d'avis que ce projet de loi devrait être remis à la prochaine session.

Sur motion de l'honorable M. Stephens, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 552 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill relatif aux compagnies d'empierrement de chemins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à la corporation des huissiers du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir,

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Bouffard,—1. Le gouvernement a-t-il augmenté le nombre des gardiens du Parc National. Dans l'affirmative, quels sont les nouveaux titulaires et quels sont leurs salaires ?

2. Le montant des salaires payés pour le soin de ce Parc a-t-il été augmenté depuis mai dernier et, dans l'affirmative, de quel montant ?

3. Sur la recommandation de qui les nouveaux gardiens, s'il y en a, ont-ils été nommés ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Non.

2. Depuis mai dernier, le montant des salaires payés pour le soin du Parc National, loin d'être augmenté a été diminué, par suite du renvoi d'un gardien qui n'a pas été remplacé.

3. Il n'y a pas eu de nouveaux gardiens de nommés.

Sur motion de M. Girard, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé au Lac Saint-Jean, depuis le 1er juillet dernier ; copie des diverses instructions données à chaque conducteur employé depuis cette date, ainsi que copie des paie-listes, et rapports fournis par tout conducteur de travaux, à Saint-Gédéon.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil nommant MM. Lavoie et Guilbault régistrateur-conjoint du comté de Joliette, et copie de toutes requêtes, lettres, papiers et documents se rapportant à cette nomination.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de Henry O'Sullivan, *re* exploration du territoire compris entre le Lac Saint-Jean et la Baie James.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes propositions ou requêtes, ainsi que de toute correspondance, depuis le 25 mai dernier, relativement à la construction du chemin de fer dit de la Baie-des-Chaleurs, jusqu'au Bassin de Gaspé, et au contrat passé entre la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur et le gouvernement, au mois de mai dernier.

Ordonné, Qu'il soit devant cette Chambre,—1. Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes, de ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse du Cap de la Malbaie No. 1 et de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai dernier.

2. Copie de toute correspondance avec le Commissaire de la Colonisation, le Commissaire des Travaux publics, ou aucun autre membre du Gouvernement, depuis le 25 mai dernier, au sujet des travaux de routes et de ponts dans le comté de Gaspé.

Sur motion de M. Ball, secondé par M. Dufresne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toutes circulaires et instructions du Procureur-général ou du Secrétaire de la Province, touchant la publication des lois 44-45 Victoria, chapitre 16, 46 Victoria, chapitre 25, et 47 Victoria, chapitre 15.

2. Copie de toute correspondance à ce sujet entre ces ministres et les officiers mentionnés aux dits actes.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Tellier,

Réolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, de tous contrats, et de toute correspondance au sujet de la conversion de la dette en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 2.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance concernant l'emploi et la dépense en rapport avec l'item 74, (aide pour ouvrages sur autres ponts \$5,000) des estimés pour l'année 1897-1898, chapitre 1, 60 Victoria.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Pierre-Léonard-Delphis Girouard, au nombre de ses membres, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

Sur motion de M. Dessaulles, secondé par M. Rocheleau,

Ordonné Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Pierre-Léonard-Delphis Girouard au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Chênevert,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant l'admission de Louis-Ephrem Larose au nombre des membres de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. McDonald,

Ordonné, Que le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre des membres, après examen, soit remis sur l'ordre du jour, pour être considéré en comité général de la Chambre.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Panneton,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill régularisant la cléricature de Joseph-Hormidas Lemoine, médecin, de Saint-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot, province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le bill a été retiré.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant les dispositions des Statuts révisés de Québec, relatives à la tempérance ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les sociétés de beurre et de fromage, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour la production de toutes instructions données, depuis janvier 1892, aux officiers du département des Terres, branche des pêcheries, pour établir un système efficace de protection de la chasse et de la pêche dans cette Province et augmenter les revenus du Trésor, provenant de location des territoires de chasse et de pêche déjà concédés et de ceux à créer et à concéder ;

Egalement, copie des plaintes et rapports venant de particuliers, de clubs de chasse et de pêche, ou d'officiers du département et autres, en rapport avec la destruction du gibier et du poisson dans cette Province.—(*Document de la session No. 92.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 décembre, 1897, demandant copie de l'ordre en conseil destituant M. J.-Antoine Beaudoin comme registrateur du comté de Joliette, ainsi que toutes lettres papiers, requêtes et documents se rapportant à la dite destitution.—(*Document de la session No. 93.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 décembre 1897, demandant production de l'ordre en conseil destituant M. J.-Ulric Gervais, comme geôlier du district de Joliette, ainsi que toutes lettres, papiers, enquêtes et documents, se rapportant à la dite destitution.—(*Document de la session No 94.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 décembre 1897, demandant copie de tout rapport d'architectes ou autres, de toutes recommandations et de toute correspondance au sujet de l'item dix-sept (17).—(Palais de Justice de Montréal: meubles) dans le Budget supplémentaire de l'année courante.—(*Document de la session No 95.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi remplaçant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, par la loi générale des Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à

admettre David-Henri Dubé, au nombre de ses membres, après examen; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre David-Henri Dubé, au nombre de ses membres, après examen".

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Desgagné à la pratique de la médecine et de la chirurgie; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rocheleau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la *Royal Paper Mills Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The Executors' Trust Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Ollivier, fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général, pour examiner le Bill amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le dit bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général, pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Chauret, fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lors de la prochaine séance de la Chambre.

M. Tessier, (Rimouski), du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation *The Shawinigan Water and Power Company*, auquel il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill érigeant la paroisse de Notre-Dame du Bon-Conseil en municipalité et l'annexant au comté de Drummond, pour les fins municipales scolaires, de comté, judiciaires et d'enregistrement.

Bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux-Sang de Nicolet.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a trouvé que leur préambule n'a pas été prouvé :

Bill autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri à imposer une taxe sur certains biens ;

Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Genève de Batiscan à Saint-Narcisse ;

Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Genève à Saint-Stanislas.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix

Huit heures P. M.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général afin d'examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Hector-Homer Joyal, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit retiré.

M. Weir propose, secondé par M. Bickerdike, —Que le Bill abrogeant la loi 50 Victoria, chapitre 77, en autant que la dite loi affecte les droits de William Ellegood-Phillips, soit mis de nouveau sur l'ordre du jour, pour être considéré en comité général de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, la chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Ottivier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chénaveert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—37</i>
<i>Décarie,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Watts.—25</i>
<i>Cardin,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le bill soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, mardi, le 21 décembre courant, à la question, — Que le Bill—Loi de l'Instruction publique—soit maintenant lu la seconde

fois ; et lequel amendement comporte que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la question.

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 30 décembre 1897.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—19</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gossetin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—44</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale, étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, renversée.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Jeudi, 30 décembre 1897.

L'honorable M. Duffy dépose, sur le bureau de la Chambre,—les Etats' rapports et statistiques, pour l'année 1896-97, de quelques compagnies de chemins de fer, conformément aux articles 5176 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec.—(*Document de la session No. 96.*)

M. deGrosbois, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière.

L'honorable M. Hackett, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Loi amendant l'article 4216 des Statuts refondus.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le bill suivant, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec et la cour du recorder de la dite cité.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi concernant la corporation de la cité de Québec et la cour du recorder de la dite cité; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Francis-caines de Marie.

Bill concernant la succession de feu Edouard-Narcisse de Lorimier.

Et Bill constituant en corporation le village de Grand'Mère.

Ordonné. Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi du Barreau de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné. Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 5888 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les sténographes officiels.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné. Que l'honorable M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'admission à l'étude de certaines professions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Roy,—Une somme quelconque a-t-elle été payée à l'honorable Frs Laugelier, de Québec, avocat, depuis le premier mai dernier ?

Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il payé cette somme après jugement sur pétition de droit, et quand cette pétition de droit a-t-elle été accordée ?

Quels ont été les procureurs du gouvernement, quand le jugement a-t-il été rendu, et pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui.

2. Cette somme a été payée après jugement sur pétition de droit. Cette pétition de droit a été accordée le 11 mars 1-97.

3. H.-A. Turcotte, C. R.—Jugement 2 juin 1897—\$2,207.33.

M. Lalonde propose secondé par M. Champagne,

Que le Bill amendant la loi concernant la cour des commissaires, soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général ;

Et objection étant faite, par l'honorable M. Stephens,—Que la motion n'est pas dans l'ordre, vu que la question a été décidée par le comité spécial permanent de Législation et lois expirantes qui a rejeté le bill,

M. l'Orateur décide que le rejet du bill, par le comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, ne prive pas la Chambre du droit

d'en ordonner de nouveau l'inscription sur l'ordre du jour, pour le considérer en comité général.

La pratique est constante que même les bills, qui ne sont pas rapportés par les comités généraux de la Chambre, sont fréquemment réinscrits. C'est une question qui doit être laissée à la volonté de la Chambre.

Et la question étant, de nouveau, proposée ;

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion est, du consentement unanime de la chambre, retirée.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Garneau,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Napoléon Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit jusqu'à trois heures P. M., lundi le 3 janvier 1898.

M. deGrosbois, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill constituant en corporation la " Caisse Générale."

Bill amendant la loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et dépendances.

Votre comité a aussi examiné le Bill constituant en corporation la ville de Saint-Lambert, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Aussi, le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant la *Church Society of the Diocese of Quebec*, à administrer d'une façon spéciale certains fonds qu'elle a en mains, et pour d'autres fins," et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, le Bill amendant et refondant la charte de la ville de Maison-neuve, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec ; et après

avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre, mercredi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Loi transférant de Saint-Michel à Saint-Raphaël, le chef-lieu du comté de Bellechasse."

Bill intitulé : "Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation la *North Shore Power Company*."

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens."

Bill intitulé : "Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec, 1895."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation *William Dow & Company*."

Bill intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill suivant avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois la concernant."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois ladant concernant," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 3 janvier 1898

3 Heures P. M.

William-Henry Clapperton, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de Bonaventure, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'en admettant William-Henry Clapperton, écuyer, élu pour représenter le district électoral de Bonaventure à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 3 janvier 1898

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du quatrième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, et adressé à P. Gaévremont, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Yamaska, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de Victor Gladu, écuyer, décédé, Louis-Jules Allard, écuyer, avocat, de Saint-François du Lac, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L'Honorable

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 3 janvier 1898.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-neuvième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à L.-N. Carrier, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Lévis, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de François-Xavier Lemieux, écuyer,

nommé Juge de la Cour Supérieure de la province de Québec, Nazaire-Nicolas Ollivier, écuyer, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS.

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L'Honorable

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

de la Province de Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski, pour l'année 1897.—(*Documents de la session No. 17.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Union Brewery.* "

Bill intitulé : " Loi autorisant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations ; "

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat ; "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec ; "

Bill intitulé : " Loi concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée) ; "

Et bill intitulé : " Loi refondant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Union Brewery,* " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant les Commissaire

d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée), " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi refondant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à la Cour du Banc de la Reine " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour examiner le Bill intitulé: "Loi de l'Instruction publique," étant lu;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé: "Loi changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, et refondant et amendant les lois la concernant," étant lu;

Les dits amendements, sont, en conséquence, lus la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Canseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile Thibaudeau à la pratique de la médecine et de la chirurgie; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le dit bill passe et que le titre soit: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile Thibaudeau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examen ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le fauteuil et M. Béland fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William-James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William-James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens

de la province de Québec, à admettre Henri-Alphonse Hamel, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Clapperton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Henri-Alphonse Hamel, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Boucher, à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Boucher, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M.

l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bil soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation *The Shawinigan Water and Power company* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill érigeant la paroisse de Notre-Dame du Bon-Conseil en municipalité, et l'annexant au comté de Drummond pour les fins municipales, scolaires, de comté, judiciaires et d'enregistrement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux-Sang, de Nicolet ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Noël-Eusèbe Guillet, au nombre de ses membres, après examen ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général, pour examiner le Bill abrogeant la loi 50 Vict., chap. 77, en autant que la dite loi affecte les droits de William Ellegood-Phillips ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour examiner le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rocheleau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et dépendances ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill, du Conseil législatif, intitulé: "Loi autorisant la *Church Society of the Diocese of Quebec*, à administrer d'une façon spéciale, certains fonds qu'elle a en mains, et pour d'autres fins;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Ollivier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill de l'Instruction publique.

Et la Chambre, ayant continué de siéger, en comité, jusqu'après minuit, mardi matin;

Mardi, 4 janvier 1898.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, cette nuit, elle le soit jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mardi, 4 janvier 1898.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la *Montreal Ladies Benevolent Society* pour 1897.—(*Documents de la session No. 17.*)

L'honorable M. Stephens, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements :

Loi amendant l'article 4178 des Statuts révisés.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il a rejeté ce bill :

Loi amendant la loi concernant les corporations de villes.

M. deGrosbois, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'hôtel Victoria, à Québec ;

Bill concernant la succession de feu Owen McGarvey.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant les tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs de feu Joseph-Henri Cadorette, à disposer de gré à gré et sans autorisation judiciaire des immeubles appartenant aux dits mineurs, et a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a rejeté le dit bill, étant d'opinion que l'intervention de la Législature dans cette matière n'est pas désirable.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour un tableau mentionnant, depuis janvier 1892, le mouvement de la colonisation dans les diverses parties de la Province reconnues comme régions de colonisation de cette Province, avec indication :

1. Du nombre de colons demandant à s'établir dans chacune de ces régions sur les terres de la Couronne ou ailleurs.

2. Du nombre de colons effectivement établis sur telles terres.—(*Document de la session No. 99.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 décembre 1897, demandant copie de tous comptes, rôles de paie, ordres en conseil, dépositions et rapports se rapportant à l'item 67 du budget pour l'année expirant le 30 juin 1897, intitulé : " Palais de justice et prison du district de Montmagny, pour appareil de chauffage, \$3,000."—(*Document de la session No. 100.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 novembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques en rapport avec la destitution de M. Fortin, comme registrateur du comté de Charlevoix et son remplacement par M. Garié y.—(*Document de la session No. 101.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour copie de toute correspondance, requêtes, pétitions et documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi de \$1,000.00 accordé au comté de Terrebonne par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté; et aussi la liste de la distribution de ces deniers, telle que faite par le département, avec le nom des directeurs de ces travaux, et le rapport de ces directeurs au département.—(*Document de la session No. 102.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 décembre 1897, demandant copie de tous les ordres en conseil, correspondances, documents et papiers et documents quelconques en rapport avec la destitution de L.-C. Bourgeois, huissier-audiencier de la cour d'Appel —(*Document de la session No. 103.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, rapports, ordres en conseil, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,066.66 fait à l'honorable A. Chauveau représentant l'augmentation de son traitement depuis le 1er juillet 1891, au 31 août 1896. (*Document de la session No. 104.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 décembre 1897, pour copie du rapport fait par M. J.-N. Castonguay, le 23 avril 1897, au commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, l'honorable M. Nantel, relativement à certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du 8ième rang de Shawinigan et ceux du 7ième rang de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice.—(*Document de la session No. 105.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 décembre 1897, demandant copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant au paiement fait à Arthur Turcotte, protonotaire de Montréal, d'une certaine somme depuis le 20 mai dernier.—(*Document de la session No. 66.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1897, pour production de tous les rapports d'inspection du bureau d'enregistrement depuis le 8 mars 1892 jusqu'à la date de la destitution du registrateur J.-Antoine Beaudoin, en octobre dernier.—(*Document de la session No. 97.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 14 décembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil pourvoyant

aux octrois d'argent pour la construction de ponts sur les chemins publics, et aux subsides aux compagnies de chemins de fer du 1er janvier au 25 mai dernier, et de toutes correspondances et requêtes s'y rapportant (*Document de la session No. 98.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill de l'Instruction publique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Union Brewery* " ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations " ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat " ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi amendant la loi

constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec " ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi refondant la loi organique de l'hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements " ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides, (Limitée) " ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que M. Bickerdike a soulevé le point d'ordre que la première section de la deuxième clause n'est point couverte par les avis publics requis pour ce bill ; et, qu'en conséquence, comme président du comité, il fait rapport de l'objection soulevée par M. Bickerdike.

M. l'Orateur déclare à la Chambre que, dans son opinion, ce bill devrait être, sur ce point, référé de nouveau au comité des Ordres permanents, et suggère à la Chambre de faire cette référence.

L'honorable M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Duffy,

Que l'ordre de cette Chambre, du 28 décembre dernier, renvoyant à un comité de toute la Chambre le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, soit rescindé, et que ce bill soit renvoyé au comité spécial permanent des Ordres permanents, avec instructions de faire rapport sur la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé par le comité spécial permanent des divers Bills privés, est conforme aux avis.

L'honorable M. Atwater propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Hackett, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots :

" le bill soit référé de nouveau au comité spécial permanent des Ordres permanents, avec instruction de faire rapport sur la question de savoir si la clause insérée par le comité des Bills privés, sous-section 1 de

la section 2, est conforme aux avis donnés par les requérants de la cité de Montréal ”.

M. Gouin propose, comme sous-amendement, secondé par M. Rainville,—Que les mots “ le bill soit référé de nouveau au comité spécial permanent des Ordres permanents, avec instruction de faire rapport sur la question de savoir si la clause insérée par le comité des Bills privés, sous-section 1 de la section 2, est conforme aux avis donnés par les requérants de la cité de Montréal ”, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ cette Chambre se déclare suffisamment renseignée, et que le bill soit renvoyé à un comité général de la Chambre ”.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton.</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tubot,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—49.</i>
<i>Cherrier,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Weir.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement,

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau en comité général pour examiner le Bill de l'Instruction publique.

Et la Chambre, ayant continué de siéger, en comité, jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 5 janvier 1898.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de cette Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 5 janvier 1898.

Onze heures P. M.

M. deGrosbois, du comité spécial permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill accordant à Ninian-C. Smillie certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile, dans le comté de Gaspé, et trouve que le préambule du bill n'a pas été prouvé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières," sans amendement, mais qu'il a fait certains changements dans le titre pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Résolu, Que les changements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières," soient adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre concoure dans les dits changements.

Ordonné, Que M. Ollivier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux corporations de cités, de villes et autres corporations,

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Duplessis,—Les gardes-forestiers nommés par le Commissaire des Terres depuis le 25 mai 1897, ont-ils subi leurs examens comme mesureurs de bois, et ont-ils obtenu leurs certificats ou licences comme tels ?

2. Dans la négative, quels sont ceux qui n'ont pas obtenu tels certificats ou licences ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Tous les gardes-forestiers nommés par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, depuis le 25 mai dernier, et qui ont reçu instruction d'agir en cette qualité, ont subi l'examen requis par la loi ou sont munis de certificats de mesureurs de bois.

2. Les messieurs suivants, savoir : Michel Bourassa, Sylvestre Bernard, Elisée Béchard, Geo.-T. Harbour, Alfred Dumas, Jno.-S. Allan et W. Leblanc n'ayant pas subi l'examen requis, n'ont pas été autorisés à agir comme gardes-forestiers.

La règle du département exige que les gardes-forestiers qualifiés soient seuls employés, et des instructions, en conséquence, ont été données

Par M. d'Auteuil,—Par une lettre du 4 juin 1897, adressée par l'honorable M. Parent, commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, à l'honorable M. Bryson, conseiller législatif, il a été accordé un délai à MM. Gilmour & Hughson, pour le paiement à la couronne de leurs redevances sur bois de construction, etc.

1. A quelle date ont-ils payé ?

2. Quel était le montant de la somme payée ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Le montant n'a été payé que le 6 juillet, bien que le délai n'ait été accordé que jusqu'au 28 de juin.
2. \$16,448.00.

Par M. Smith :—Le gouvernement a-t-il, le ou vers le 17 avril 1897, remis la moitié de l'intérêt ainsi que la moitié des droits de coupe sur les limites à bois de King Bros, dans Gaspé ?

2. Quel a été le montant remis ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Le gouvernement a fait remise de la moitié des droits de coupe sur les opérations forestières de King Bros, dans les agences de Bonaventure-Est, et Gaspé-Est, en 1895-96, et de tout l'intérêt depuis le 30 novembre 1896 au 17 avril 1897

2. Le montant remis a été de \$1,034.42.

Par M. deGrosbois.—Le gouvernement de cette Province a-t-il été mis en position d'adopter des procédures en extradition contre l'italien Frenza, accusé d'avoir tué un nommé Alfred Marks, à Chambly-Canton, le 28 novembre 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Non.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Bouffard,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous mémoires, requêtes ou correspondances transmis à l'honorable Commis-

saires des Terres de la Couronne, depuis le premier janvier 1897, jusqu'à cette date, demandant une réduction du prix des terres incultes dans les comtés de Wolfe et Compton.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et toute correspondance entre le Commissaire de la Colonisation et des Mines, ou aucun autre membre du gouvernement, ainsi que copie de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, le tout relativement à des travaux d'arpentages et de cadastres dans le comté de Gaspé.

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Hackett,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état supplémentaire des recettes et des dépenses de toutes sources, de manière à compléter l'état déjà produit devant la Chambre et à embrasser tous les jours depuis le 8 jusqu'au 31 décembre courant, inclusivement.

Sur motion de M. d'Autenil, secondé par M. Bédard,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que la corporation constituée par ce bill a pour objet une œuvre de charité.

Sur motion de M. Chauret, secondé par M. Décarie,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Hector-Homer Joyal à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Rainville,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péage, dans la paroisse de Sainte-Cécile, soit remis, moins les frais d'impression et traduction, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill constituant en corporation la *First Church of Christ, Scientist*, Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le dit bill a été rejeté.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Chênevert,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Geneviève à Saint-Stanislas, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Décarie, secondé par M. Chauret,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri à imposer une taxe sur certains biens, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Roy.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill modifiant la charte de la ville de Chicoutimi telle que refondue par la loi 57 Victoria, chapitre 66, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Ball, secondé par M. Dufresne,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux-Sang de Nicolet, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que la dite corporation est une institution de bienfaisance.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Rainville,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill refondant la loi organique de l'hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une institution de charité.

Sur motion de M. Major, secondé par M. Talbot,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill autorisant les tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs de feu Joseph-Henri Cadorette, à disposer de gré à gré et sans autorisation judiciaire, des immeubles appartenant aux dits mineurs, soit remis moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Dessaulles, secondé par M. Rocheleau,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill constituant en corporation la *Saint Lawrence Paving Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Lalonde,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, et refondant et amendant les lois la concernant, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que la dite association est une association de charité et de bienveillance.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a joint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

• *Résolu*, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 288 du Code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. l'anneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi relative aux corporations de ville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours,

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi relative aux Compagnies d'assurance mutuelle ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les Sociétés de beurre et de fromage; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 4216 des Statuts refondus; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 1816a du Code civil, étant lu;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 5537 des Statuts révisés de Québec;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif aux compagnies d'empierrement des chemins;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte amendant la loi concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi du Barreau de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution de la somme de \$50,000 votée pour les fins d'éducation élémentaire, par l'acte 60 Victoria, chapitre 3.

2. Copies de tous rapports du département du Conseil de l'Instruction publique et de toute correspondance entre ce département et le gouvernement, au sujet de telle distribution.—(*Document de la session No. 106.*)

L'honorable M. Hackett, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre, le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Loi pour amender les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter avec amendements :

Loi pour amender la loi concernant les cimetières et inhumations et exhumations ;

Loi pour amender le Code civil.

Votre comité a rejeté le bill suivant :

Loi pour amender les articles 1994, 1997, 2009 et 2084 du Code civil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill "Loi de l'Instruction publique" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. Bisson, du comité spécial permanent nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No. 153) amendant le Code municipal ;

Bill (No. 94) amendant le Code municipal ;

Bill (No. 105) amendant le Code municipal ;

Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No. 92) amendant le Code municipal ;

Bill (No. 164) amendant le Code municipal ;

Bill (No. 155) amendant le Code municipal ;

Bill (No. 174) amendant l'article 582a du Code municipal.

Votre comité, tout en rapportant ces dits bills, a l'honneur de les soumettre refondus en un seul, de manière qu'ils soient pris en considération par votre honorable Chambre comme un seul et même bill, sous le numéro 105 et sous le titre suivant : " Loi amendant le Code municipal."

Votre comité, ayant pris communication des nombreux bills qui lui ont été référés, est d'opinion que, dans l'intérêt du bon gouvernement municipal, il est désirable que le Code municipal ne soit pas amendé, à cette première session du Parlement, autrement que par les quelques bills que votre comité a adoptés, et que tous les autres amendements, actuellement projetés, restent à l'étude jusqu'à la prochaine session.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill " Loi de l'Instruction publique " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les dits amendement, étant lus la première fois ;

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre Bouffard au nombre de ses membres ;"

Et Bill intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry-J. Elliott au nombre de ses membres, après avoir obtenu le degré de bachelier en droit civil et après examen."

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus, concernant les sociétés d'agriculture," sans amendement, mais avec un changement dans le titre, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Résolu. Que le changement fait par le Conseil législatif au titre du Bill intitulé : "Loi amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture" soit adopté.

Ordonné. Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe leur Honneurs que cette Chambre concoure dans le dit changement.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1897, savoir :

De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec et de l'Hôpital Saint-Jérôme.— *Documents de la session No. 17).*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné. Que le comité ait la permission de siéger de nouveau durant la présente séance de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits en comité général au Bill "Loi de l'Instruction publique", étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer une certaine résolution relative à l'Instruction publique ;

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, avec un traitement annuel n'excédant pas trois mille piastres, chacun, des inspecteurs généraux chargés de surveiller et de contrôler le

travail des inspecteurs d'écoles, de s'assurer s'il y a uniformité d'appréciations dans les rapports des inspecteurs d'écoles qui sont sous leur surveillance, de faire un rapport annuel au ministre de l'Instruction publique et Secrétaire de la Province, et de remplir toutes les autres fonctions qui peuvent leur être attribuées par le Conseil de l'Instruction publique de leur croyance religieuse.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Rainville fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, avec un traitement annuel n'excédant pas trois mille piastres, chacun, des inspecteurs généraux chargés de surveiller et de contrôler le travail des inspecteurs d'écoles, de s'assurer s'il y a uniformité d'appréciations dans les rapports des inspecteurs d'écoles qui sont sous leur surveillance, de faire un rapport annuel au ministre de l'Instruction publique et Secrétaire de la Province, et de remplir toutes les autres fonctions qui peuvent leur être attribuées par le comité du Conseil de l'Instruction publique de leur croyance religieuse.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que la dite résolution soit renvoyée de nouveau à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, avec un traitement annuel n'excédant pas trois mille piastres, chacun, deux inspecteurs généraux chargés de surveiller et de contrôler le travail des inspecteurs d'écoles, de s'assurer s'il y a uniformité d'appréciations dans les rapports des inspecteurs d'écoles qui sont sous leur surveillance, de faire un rapport annuel au ministre de l'Instruction publique et Secrétaire de la Province, et de remplir toutes les autres fonctions qui peuvent leur être attribuées par le comité du Conseil de l'Instruction publique de leur croyance religieuse.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que ce comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Rainville fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, avec un traitement annuel n'excédant pas trois mille piastres, chacun, deux inspecteurs généraux chargés de surveiller et de contrôler le travail des inspecteurs d'écoles, de s'assurer s'il y a uniformité d'appréciations dans les rapports des inspecteurs d'écoles, qui sont sous leur surveillance, de faire un rapport annuel au ministre de l'Instruction publique et Secrétaire de la Province, et de remplir toutes les autres fonctions qui peuvent leur être attribuées par le comité du Conseil de l'Instruction publique de leur croyance religieuse

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer le Bill " Loi de l'Instruction publique " afin d'examiner la clause basée sur la résolution concernant l'éducation, adoptée à la présente séance par un comité général de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. LeBlanc propose comme amendement à la motion secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Il soit résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, cette mesure n'est pas celle qui a été promise aux électeurs de cette Province par le chef du gouvernement actuel ;

Qu'en effet, l'honorable Premier ministre a promis à l'électorat que, s'il arrivait au pouvoir, il porterait l'octroi pour l'éducation élémentaire à un chiffre beaucoup plus élevé que sous le gouvernement conservateur, et qu'il le porterait même à un chiffre de \$200,000.00 de plus ;

Que, loin de porter à un chiffre plus élevé cet octroi, cette mesure impose de nouvelles charges ou obligations au peuple de cette Province ;

Que, de plus, ce projet de loi, en substituant comme il le fait, à un surintendant, un chef politique, dans la personne d'un ministre, avec les

pouvoirs que lui donne ce bill, change la direction donnée aux matières d'éducation par les lois antérieures, et entraîne sur le terrain des luttes de parti un sujet d'une importance vitale et qui devrait être soustrait à l'ingérence politique ;

Que, dans les circonstances, il n'est pas de l'intérêt public, et en particulier de la cause de l'éducation, que ce projet de loi soit adopté en troisième délibération."

M. McDonald propose, comme sous-amendement, secondé par M. Panneton,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : " D'autant plus que ce bill comportant une refonte, ou une codification des lois de l'instruction publique, avec des modifications importantes, tant sur des matières de principes que sur des détails, devrait rester plus longtemps à l'étude."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—19.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaules,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Watts</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—19.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinaalt,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décurie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille.</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Watts</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question originale, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décurie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—48.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.</i> —19.
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce ; "

Bill intitulé : " Loi concernant la *Canadian Savings' Loan and Building Association* ; "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 52 Victoria, chapitre 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'Asile des aliénés de la Longue-Pointe ; "

Bill intitulé : " Loi amendant et refondant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur ; "

Et Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal ; "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi instituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : Loi concernant la *Canadian Savings' Loan and Building Association* ; et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi 52 Victoria

chapitre 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'Asile des aliénés de la Longue-Pointe," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi refondant et amendant les actes concernant les Clercs Paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 décembre 1897, demandant copie : 1, De tous arrêtés en conseil adoptés depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la Province.

2. De tous arrêtés en conseil, depuis la même date, du gouvernement du Canada, sur le même sujet, et transmis au gouvernement de Québec.

3. De toute correspondance, depuis la même date, entre les deux gouvernements, ou aucun de ses membres, relativement à la même question.

4. De tous rapports ou mémoires, sur le même sujet, de l'assistant-commissaire des Terres, ou des Terres, Forêts et Pêcheries, et du surintendant des arpentages, aussi depuis le 21 décembre 1891.—(*Document de la session No 107.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 9 décembre 1897, demandant copie de toutes requêtes, correspondances et arrêtés en conseil relatifs à la révocation de Richard Dickinson, comme registrateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur.—(*Document de la session No 108.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 10 décembre 1897, demandant copie de toutes pétitions, correspondances, télégrammes, ordres en conseil, depuis le 1er janvier 1896 jusqu'au 25 mai 1897, relativement au fonds d'emprunt municipal des paroisses de Saint-Armand-Ouest et de Saint-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi et le canton de Bolton, dans le comté de Brome.—(*Document de la session No. 109.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents se rapportant à la nomination de Paul Fortier et autres, de Saint-Jean, Isle d'Orléans, et à la révocation de la nomination de Nestor Lachance, Joseph Thivierge et autres, comme conseillers.—(*Document de la session No 110.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897 pour copie du rapport de Henry O'Sullivan, *re* exploration du territoire compris entre le Lac Saint-Jean et la Baie James.—(*Document de la session No. 111.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897, pour un état indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé au Lac Saint-Jean, depuis le 1er juillet dernier ; copie des diverses instructions données à chaque conducteur employé depuis cette date, ainsi que copie des paie-listes, et rapports fournis par aucun conducteur de travaux à Saint-Gédéon.—(*Document de la session No. 112.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897, pour copie de l'ordre en conseil nommant MM. Lavoie et Guilbault régistrateur-conjoint du comté de Joliette, et copie de toutes requêtes, lettres, papiers et documents se rapportant à cette nomination.—(*Document de la session No. 113.*)

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à vendredi, le 7 courant, à onze heures de l'avant-midi.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 7 janvier 1898

Onze heures A. M.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill légalisant certains enregistrements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill concernant la vente de terres pour taxes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Turgeon.

Résolu, Que, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité, pour considérer certaines résolutions relatives à l'agriculture et aux cercles agricoles

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Turgeon.

Résolu. Que, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions relatives à la Compagnie d'exposition de Montréal.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hunt fait rapport que le comité a examiné le bill, et y fait un amendement.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. McCorkill, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Loi amendant l'article 5537 des Statuts révisés de Québec.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, et a l'honneur de faire rapport que le dit bill a été rejeté :

Loi amendant le Code civil, relativement au droit de rétention des aubergistes et autres.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tellier.—Est-ce l'intention du gouvernement, après l'adoption et la sanction du Bill J. " Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-gouverneur en conseil, à la cour du Banc de la Reine, " maintenant devant la Chambre, de soumettre à la Cour d'appel, toute question de validité ou de légalité de l'arrêté en conseil et du contrat touchant la garantie d'intérêt en faveur de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, pour un chemin de fer sur la rive sud du Saint-Laurent, entre Sorel et Lévis, et en faveur du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Jusqu'à ce que le dit bill devienne loi, le gouvernement ne croit pas qu'il est expédient de déterminer les cas particuliers qui pourraient être référés à la Cour d'appel, en vertu de la dite loi.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Hunt,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J.-O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, ainsi que tous certificats et recommandations attachés à ce compte.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Lalonde,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à l'établissement de stations expérimentales fruitières dans cette Province.

Sur motion de M. D'Auteuil, secondé par M. Bédard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondance et de toutes décisions du Commissaire des Terres, depuis le 21 décembre 1891, à venir au 25 mai dernier, relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, en faveur de MM. King Bros, pour leurs limites, dans le district de Gaspé.

Sur motion de M. Bédard, secondé par M. D'Auteuil.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondances et de toute décision du Commissaire des Terres, relativement à aucune remise de droit de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de M. W. King, Bros, pour leurs limites dans le district de Gaspé, depuis janvier 1887 au 21 décembre 1891.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Hunt,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de tous documents ayant rapport à la classification des dossiers, pour la branche est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, faite en 1895, par les employés de la dite branche, avec copie des certificats donnés par M. Rivard, l'un en date du 15 novembre 1894, et l'autre en date du 26 février 1895, celui de M. Alphonse Dumais en date du 5 mars 1895, et ceux de M. Taché et de M. Rouillard recommandant l'exécution de ce travail.

2. Copie de tous comptes payés à MM. Dumais et Duval, en mai dernier 1897, ayant rapport à la classification des dossiers pour l'année 1896, avec copies de tous documents s'y rattachant.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en une corporation spéciale, le curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec, soit remis, moins les frais d'impression, et de traduction, vu que ce bill a pour but un œuvre de bienfaisance.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Marion,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Cathéchistes de Saint-Viateur, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que la dite corporation est une institution d'éducation et de bienfaisance.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant la *Canadian Savings Loan and Buildings Association* ", étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la loi 52 Victoria,

chapitre 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'Asile des aliénés de la Longue-Pointe", étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois, et sont adoptés

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la " Caisse générale " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Et la question étant proposée,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'honorable M. Stephens propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes,"—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la ville de Saint-Lambert ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi d'anatomie ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé " Loi refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Panneton,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans les amendements, en retranchant les mots : " mais le conseil de la dite corporation pourra, par règlement, changer à volonté son siège d'affaires."

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général, afin de considérer une certaine résolution relative aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit du district de Montréal, étant lu ;

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que, dans les causes qui auraient été de la compétence de la Cour de magistrat pour la cité de Montréal, si elle n'avait pas été abolie, et qui doivent maintenant être intentées à la Cour de circuit du district de Montréal, les frais, honoraires et déboursés seront ceux fixés par les tarifs applicables aux procédures devant la Cour de circuit.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pinault fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Pinault fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que, dans les causes qui auraient été de la compétence de la Cour de magistrat pour la cité de Montréal, si elle n'avait pas été abolie, et qui doivent maintenant être intentées à la Cour de circuit du district de Montréal, les frais, honoraires et déboursés seront ceux fixés par les tarifs applicables aux procédures devant la Cour de circuit.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal, étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur a ourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : Loi amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : "Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec ;

et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant proposée,—Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération ;

M. Gouin propose comme amendement, secondé par M. Robitaille, Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ ce bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre pour l'amender en retranchant dans le troisième paragraphe du bill, les mots : “ Rien non plus ” et les suivants jusqu'à et y compris le mot “ officinales,” et en y ajoutant les mots suivants : “graines de plantain, gomme d'épinette, racine de réglisse, huile camphrée, térébentine, salsepareille, poudre de sedlitz, goudron, eau distillée, peppermint, vaseline, absinthe, belle angélique, herbe-à-chat, centaurée, chien-dent, verge d'or, savoyane, dent-de-lion, sureau blanc, frêne-piquant, guimauve, herbe-à-la-clef, herbe-à-dinde, hièble, marrube, prêle, romarin, sauge, trèfle blanc, trèfle rouge, eau de Vichy et toutes les eaux minérales, sel de Vichy, et toute médecine brevetée, ainsi que les essences pour usages culinaires et les articles de toilette.”

L'honorable M. Pelletier propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Flynn : Que les mots suivants soient ajoutés dans l'amendement : “ et les matières suivantes : huile d'olive, camphre, gélatine, mousse d'Irlande, gomme d'épinette, huile camphrée, térébentine, goudron, eau distillée, vaseline, trèfle rouge, trèfle blanc, salsepareille, *pain killer*, *Radway ready relief*, eau de chaux.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre pour l'amender en retranchant dans le troisième paragraphe du bill, les mots, “ Rien non plus ” et les suivants jusqu'à et y compris le mot “ officinales,” et en y ajoutant les mots suivants : “ graines de plantain, gomme d'épinette, racine de réglisse, huile camphrée, térébentine, salsepareille, poudre de sedlitz, goudron, eau distillée, peppermint, vaseline, absinthe, belle angélique, herbe-à-chat, centaurée, chien-dent, verge d'or, savoyane, dent-de-lion, sureau blanc, frêne-piquant, guimauve, herbe-à-la-clef, herbe-à-dinde, hièble, marrube, prêle, romarin, sauge, trèfle blanc, trèfle rouge, eau de Vichy et toutes les eaux minérales, sel de Vichy, et toute médecine brevetée, ainsi que les essences pour usages culinaires et les articles de toilette ; et les matières suivantes : huile d'olive, camphre, gélatine, mousse d'Irlande, gomme d'épinette, huile camphrée, térébentine, goudron, eau distillée, vaseline, trèfle rouge, trèfle blanc, salsepareille, *pain killer*, *Radways' ready relief*, eau de chaux.

La Chambre en conséquence se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert, fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant proposée,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération ;

M. Tellier propose, comme amendement, secondé par M. McDonald, Que tous les mots après “ bill,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour le reconsidérer, avec pouvoir de l’amender généralement.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Chicoyne.</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>D’Auteuil,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Weir.—34.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Stephens</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Watts.—26.</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Latiberté,</i>		

Ainsi il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour le reconsidérer avec pouvoir de l’amender généralement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l’Orateur ajourne la Chambre jusqu’à huit heures P. M., aujourd’hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant la succession de feu Owen McGarvey ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général afin d'examiner le Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, étant lu ;

M. Major propose, secondé par M. Talbot,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et objection étant faite, par M. Smith, qu'en vertu de la 51^{ème} règle de cette Chambre, ce bill est un bill privé et que, conséquemment, la Chambre ne peut le considérer comme bill public.

M. l'Orateur remet sa décision à plus tard.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général, afin de considérer certaines résolutions relatives à l'agriculture et aux cercles agricoles, étant lu ;

L'honorable M. Dechêne informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que l'allocation annuelle, prise sur la somme de \$50,000 affectée par l'article 1667 des Statuts refondus au paiement des allocations aux sociétés d'agriculture, à laquelle chaque cercle agricole aura droit, sera de cinquante centins par membre, de telle sorte, cependant, qu'elle ne soit pas moindre que \$25.00 ni plus élevée que \$50.00 ;

2. *Résolu*, Que chaque membre des cercles aura, en outre, droit de recevoir le *Journal d'Agriculture et d'Horticulture*.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Champagne rapporte, en conséquence, les deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que l'allocation annuelle, prise sur la somme de \$50,000 affectée par l'article 1667 des Statuts refondus au paiement des allocations aux sociétés d'agriculture, à laquelle chaque cercle agricole aura droit, sera de cinquante centins par membre, de telle sorte, cependant, qu'elle ne soit pas moindre que \$25.00 ni plus élevée que \$50.00 ;

2. *Résolu*, Que chaque membre des cercles aura, en outre, droit de recevoir le *Journal d'Agriculture et d'Horticulture*.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Dechêne ait la permission de présenter un Bill relatif aux cercles agricoles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre, du 7 janvier courant, pour la deuxième lecture de la résolution relative aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de Circuit du district de Montréal, soit rescindé.

Ordonné, Que la dite résolution soit remise sur l'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général afin de la reconsidérer.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité. La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que, dans les causes qui auraient été de la compétence de la Cour de magistrat, pour la cité de Montréal, si elle n'avait pas été abolie, et qui doivent maintenant être intentées à la Cour de circuit du district de Montréal, les frais, honoraires et déboursés seront fixés par le tarif

applicable aux procédures dans ces causes, lors de l'entrée en vigueur de la loi 56 Victoria, chapitre 25, ou par tout tarif qui sera de temps à autre fait par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de l'article 2710 des Statuts refondus.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Pinault fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que, dans les causes qui auraient été de la compétence de la Cour de magistrat, pour la cité de Montréal, si elle n'avait pas été abolie, et qui doivent maintenant être intentées à la Cour de circuit du district de Montréal, les frais, honoraires et déboursés seront fixés par le tarif applicable aux procédures dans ces causes, lors de l'entrée en vigueur de la loi 56 Victoria, chapitre 25, ou par tout tarif qui sera de temps à autre fait par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de l'article 2710 des Statuts refondus.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit du district de Montréal. ”

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme maintenant en comité général, afin de considérer certaines résolutions relatives à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public, étant lu ;

L'honorable M. Marchand informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

EN COMITÉ.

Attendu qu'il est à propos et nécessaire de pourvoir au paiement de la dette flottante de la province de Québec et des subsides auxquels auront droit certaines compagnies de chemin de fer ;—qu'il soit :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à se procurer, sur le crédit de la Province, de temps en temps, suivant que les besoins de la Province le requerront, de l'argent aux fins de payer la dette flottante de la Province et les subsides de chemins de fer, pour un montant n'excédant pas \$1,500,000, au moyen d'obligations ou rentes inscrites.

2. *Résolu*, Que ces obligations, ou rentes inscrites, porteront un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, et seront émises pour les montants, porteront les dates, et seront payables, tant en ce qui regarde le capital que les intérêts, aux temps et lieux, que pourra déterminer le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. *Résolu*, Que l'intérêt et le capital de ces obligations, ou rentes inscrites, constitueront une charge sur le fonds consolidé du revenu de la Province.

4. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil déterminera les conditions auxquelles il sera disposé de ces obligations ou rentes inscrites, et que le produit en sera affecté au paiement de la dette flottante de la Province et des subsides de chemins de fer qui deviendront dus en vertu d'octrois faits par la Législature de la Province.

5. *Résolu*, Que les obligations ou rentes inscrites, émises en vertu de la loi basée sur ces résolutions, seront sujettes aux dispositions de la loi de cette Province 60 Victoria, chapitre 2, relative à la dette publique et à sa conversion.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Watts fait, en conséquence, rapport des dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il est à propos et nécessaire de pourvoir au paiement de la dette flottante de la province de Québec et des subsides auxquels auront droit certaines compagnies de chemins de fer ;—qu'il soit :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier de la Province à se procurer, sur le crédit de la Province, de temps en temps, suivant que les besoins de la Province le requerront, de l'argent aux fins de payer la dette flottante de la Province et les subsides de chemins de fer, pour un montant n'excédant pas \$1,500,000, au moyen d'obligations ou rentes inscrites.

2. *Résolu*, Que ces obligations, ou rentes inscrites, porteront un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, et seront émises pour les montants, porteront les dates, et seront payables, tant en ce qui regarde le capital que les intérêts, aux temps et lieux, que pourra déterminer le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. *Résolu*, Que l'intérêt et le capital de ces obligations ou rentes inscrites, constitueront une charge sur le fonds consolidé du revenu de la Province.

4. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil déterminera les conditions auxquelles il sera disposé de ces obligations ou rentes inscrites, et que le produit en sera affecté au paiement de la dette flottante de la Province et des subsides de chemins de fer qui deviendront dus en vertu d'octrois faits par la Législature de la Province.

5. *Résolu*, Que les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la loi basée sur ces résolutions, seront sujettes aux dispositions de la loi de cette Province, 60 Victoria, chapitre 2, relative à la dette publique et à sa conversion.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi concernant les ingénieurs civils," avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant les ingénieurs civils," lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi corporatives des compagnies à fonds social ; "

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social" ;

Le bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la qualification des membres du Conseil législatif."

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code du notariat."

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements " ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant de nouveau la loi relative aux honoraires des constables ", étant lu ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à samedi, à onze heures de l'avant-midi.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 8 janvier 1898.

Onze heures, A. M.

M. McCorkill, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter avec amendement.

Loi amendant la loi du Barreau de la province de Québec.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a rejeté :

Loi amendant le Code de procédure civile.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec" sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau *alias* Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur à Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc ou séparément les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas."

Et bill intitulé : "Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria chapitre 55, telle qu'amendée par les lois 51-52 Victoria, chapitre 116 ; 52 Victoria, chapitre 47 ; 54 Victoria, chapitre 76 et 55-56 Victoria, chapitre 76."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé ; "Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure, quant aux comtés de Berthier et de Verchères," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : "Loi autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau *alias* Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur à Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc ou séparément les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père" ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas" ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria chapitre 55, telle qu'amendée par les lois 51-52 Victoria, chapitre 116 ; 52 Victoria, chapitre 47 ; 54 Victoria, chapitre 76 et 55-56 Victoria,

chapitre 76 " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure quant aux comtés de Berthier et de Verchères," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et, M. deGrosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Sur motion de M. Béland, secondé par M. Smith,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans les amendements faits par le Conseil législatif à ce bill, à l'exception de l'amendement fait au second paragraphe et qui se lit comme suit :

" Dans la clause 4, après le mot " municipalité," dans la 32^e ligne, insérer les mots suivants : "et des propriétaires, syndics et administrateurs de chemins, en tant que ces chemins sont affectés."

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la qualification des membres du Conseil législatif " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en comité général pour examiner le Bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi corpora-

tive des compagnies à fonds social ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendaut de nouveau la loi relative aux honoraires des constables " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code du notariat ; " et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la Cour de Révision, la Cour Supérieure et la Cour de Circuit " ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 6 décembre 1897, pour un état donnant le nom de tous les employés permanents ou temporaires, nommés au palais de justice de Québec et au palais de justice de Montréal, depuis le 22 mai dernier, avec leur salaire.—(*Document de la session No. 114.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er décembre 1897, demandant la production des documents suivants :—

1. Instructions données à M. L.-A. Vallée, directeur des chemins de fer, lors de son inspection au village de Saint-André, les 10 et 11 mai dernier.
2. Copie de tous ordres en conseil passés par l'ancienne administration relativement à 60 Vict., chap. 4, sect. 12.
3. Rapport du directeur des chemins de fer sur sa dite inspection, dans la paroisse de Saint-André.
4. Etat de toutes les sommes payées par la Province au chemin de fer de Lachute et Saint-André (maintenant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée d'Ottawa), en vertu de la 60e Victoria, chapitre 4.—(*Document de la session No 115*).

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant les opérations, dans cette Province, des sociétés de secours mutuels et des associations de bienfaisance hors de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport qu'objection a été faite, par l'honorable M. LeBlanc,—que le premier paragraphe de la troisième clause du dit bill n'est pas couvert par les avis publics requis par les règles de cette Chambre, et que lui, (président de ce comité), a maintenu la question d'ordre et qu'appel a été fait de sa décision à M. l'Orateur.

M. l'Orateur déclare qu'il renvoie la question d'ordre.

La Chambre se remet en comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les dits amendements étant lus la première fois ;

Ordonné, Que la seconde lecture soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle le soit jusqu'à onze heures a. m., lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 10 janvier 1898.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat suivant :

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 10 janvier, 1898.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-neuvième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à L.-P. LeBel, écuyer, officier rapporteur pour le district électoral de Bonaventure dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de François-Xavier Lemieux, écuyer, nommé juge de la Cour supérieure de la province de Québec, William-Henry Clapperton, de Maria, P. Q., a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

de la Province de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la charte de la *Paper Royal Mills Company* .

Aussi, le Conseil législatif a agréé l'amendement fait par l'Assemblée législative à l'amendement fait par le Conseil législatif au bill, intitulé : " Loi refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur " .

Et aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi remplaçant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal, par la loi générale des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés " ;

Et bill intitulé : " Loi amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi remplaçant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal, par la loi générale des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : "Loi amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières" ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolue, Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Sur motion de l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Guérin,

Résolu, Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le prolongement des délais accordés pour le parachèvement des chemins de fer.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la Cour de Révision, la Cour Supérieure et la Cour de Circuit ;" et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec divers amendements pour lesquels elle demande leur concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure " ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cardin,—M. E.-E. Taché, assistant-commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, a-t-il fait des ouvrages *extra* depuis le 1er septembre 1891, au 1er juin 1897 ? Dans l'affirmative, quelle a été la nature de ces travaux et à la demande de qui ont-ils été faits ? Quels sont les montants qui lui ont été payés pour ces *extra* en sus de son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Monsieur E.-E. Taché n'a fait aucun ouvrage *extra* pour le département des Terres de la Couronne depuis 1867 ; il n'a, en conséquence, reçu aucun montant *extra* en sus de son salaire.

Par M. Cardin,—M. le Dr Turcot, du département des Terres, Forêts et Pêcheries, a-t-il produit un compte de \$100.00 pour une prétendue classification de dossiers pour l'année 1897 ? Ce compte a-t-il été approuvé par le surintendant de la branche des ventes, section-est du dit département ? Dans l'affirmative, à la demande de qui ce compte a-t-il été approuvé ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—A la première question : Oui. A la seconde et à la troisième :—Ce compte n'a pas été approuvé par le surintendant de la branche des ventes, section-est. Le Surintendant a seulement certifié que le travail a été fait.

Sur motion de M. Lacombe, secondé par M. Clapperton,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Le montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif pour le district de Montréal ;

2. Le personnel de ce bureau en 1890 ;

3. Le salaire de chaque employé, à cette époque ;

4. Depuis le 8 mars 1892, les changements quant aux salaires de quelques employés ;

5. Le nom des employés dont le salaire a été diminué et le nom de ceux dont le salaire a été augmenté.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état démontrant :

1. Le chiffre du montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif pour le district de Québec ;

2. Le personnel de ce bureau ;

3. Le salaire de chaque employé.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les opérations, dans cette Province, des sociétés de secours mutuel et des associations de bienfaisance constituées hors de la Province ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme maintenant en comité général pour considérer certaines résolutions, concernant le délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer ;

L'honorable M. Duffy informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, alors, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur les chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, de la Baie-des-Chaleurs, et du Grand-Nord sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1899.

2. *Résolu*, Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gosselin fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Gosselin, rapporte, alors, les dites deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur les chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, de la Baie-des-Chaleurs, et du Grand-Nord sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1899.

2. *Résolu*, Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu, pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, vendredi, le 7 janvier courant, relatives à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Stephens, secondé par l'honorable M. Robidoux.

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures, P. M.

M. l'Orateur (sur l'objection faite, par M. Smith, le 7 de janvier courant, qu'en vertu de la 51e règle de cette Chambre, le Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, est un bill privé, et que, conséquemment, la Chambre ne peut le considérer comme bill public), décide comme suit :

"Objection a été faite, l'autre jour, que le Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, n'est pas dans l'ordre, attendu qu'il est contraire à la 51e règle de cette Chambre.

“ Cette règle dit que l'on devra procéder suivant les formalités des bills privés, lorsqu'il s'agit de la division d'un comté pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté.

“ Le projet de loi actuel tombe sous le coup de cette règle, attendu qu'on demande le déplacement d'un bureau public.

“ Il s'agit cependant d'amender une loi qui a été passée à la dernière session. Cette loi statuait la division du comté d'Ottawa pour les fins municipales et d'enregistrement, en deux divisions. Cette loi était aussi, lors de sa représentation, sujette aux objections de la règle 51, tel que le projet actuel.

“ Cependant, la Chambre a cru devoir suspendre ses règles et permettre de procéder, l'année dernière, sur cette loi comme s'il s'était agi d'un bill public.

“ Est-ce là une raison pour permettre de procéder à amender cette loi au moyen d'un bill public ? Je crois que non.

“ La Chambre, qui est toute puissante, a pris, en cette occasion, une décision dans ce sens, l'année dernière. Il y avait peut-être pour cela des raisons particulières qui ne sont pas expliquées dans le Journal de cette Chambre.

“ Mais je crois à la sagesse de nos règles, en autant qu'elles statuent que les intérêts privés des citoyens doivent être respectés et, qu'avant d'y porter atteinte, les parties intéressées doivent avoir l'occasion d'être entendues.

“ Le bill actuel doit donc être considéré comme un bill privé.”

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Urgele Labelle à la pratique de la médecine et de la chirurgie, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits en comité de toute la Chambre au Bill amendant la charte de la cité de Montréal, étant lu ;

M. Rainville propose, secondé par M. Gouin,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

L'honorable M. Atwater propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Hackett,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit renvoyé, de nouveau, à un comité de toute la Chambre, avec pouvoir de l'amender généralement.”

M. Rainville propose comme sous-amendement, secondé par M. Gouin,—Que les mots “ le bill soit renvoyé, de nouveau, à un comité de toute la Chambre, avec pouvoir de l'amender généralement,” soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender en retranchant les dits amendements.”

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, à la dernière séance, — Que les résolutions rapportées, le 7 de janvier courant, du comité de toute la Chambre, concernant l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public soient maintenant lues la seconde fois ;

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 11 janvier 1898.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Ottivier,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—44.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bull,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—13.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Les dits résolutions sont en conséquence lues une seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la chambre s'ajourne.

Mardi, 11 Janvier 1898.

Onze heures A. M.

Ordonné, Que M. Pinault ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 3978 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les médecins et chirurgiens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre, du 10 janvier courant, ordonnant la deuxième lecture de certaines résolutions relatives aux chemins de fer soit rescindé.

Ordonné, Que les dites résolutions soient replacées sur l'ordre du jour pour que la Chambre les considère de nouveau en comité général.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur les chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, de la Baie-des-Chaleurs, du Grand-Nord et de la Montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1899.

Résolu, 2. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Garneau rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur les chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, de la Baie-des-

Chaleurs, du Grand-Nord et de la Montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1899.

Résolu, 2. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Et la question étant mise aux voix —Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill concernant le délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social ” ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laliberté fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social ” ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chénervert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux compagnies d'assurance mutuelle," avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux compagnies d'assurance mutuelle ", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lors de la prochaine séance de la Chambre.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de l'Asile des Orphelines de l'église d'Angleterre, pour l'année 1897.—(*Documents de la session No. 17.*)

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social," tel qu'amendé par le comité général, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill avec l'amendement passent.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social," étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill avec l'amendement passent.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant le délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Guerin,— Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit de Montréal, étant lu ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand, Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Dessaullles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—44</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Bouffard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier.—15.</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif aux cercles agricoles ;

L'honorable M. Dechêne propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, —Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. McDonald propose comme amendement, secondé par M. Panneton, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et remplacés par les mots suivants : "tout en consentant à la deuxième lecture de ce bill, et en reconnaissant qu'il est à propos d'attribuer une somme fixée à chaque cercle, pour son allocation annuelle, afin que ces associations sachent d'avance sur quoi elles peuvent compter pour leurs opérations, cette Chambre regrette que le montant accordé à chaque cercle, annuellement, soit réduit à cinquante piastres, comme chiffre maximum, de soixante-quinze piastres qu'il était jusqu'à présent."

M. Robitaille, propose, comme sous-amendement, secondé par M. Watts, Que tous les mots "tout en consentant à la deuxième lecture de ce bill, et en reconnaissant qu'il est à propos d'attribuer une somme fixée à chaque cercle, pour son allocation annuelle, afin que ces associations sachent d'avance sur quoi elles peuvent compter pour leurs opérations, cette Chambre regrette que le montant accordé à chaque cercle, annuellement, soit réduit à cinquante piastres, comme chiffre maximum, de soixante-quinze piastres qu'il était jusqu'à présent," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "en votant la seconde lecture de ce bill, cette Chambre est d'avis que les lois existantes accordent moins aux cercles agricoles que le projet de loi maintenant soumis."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton.</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir — 44,</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier.—19.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Ball,—1. Le gouvernement Mercier at-t-il fait aucune remise à MM. King Bros., pour droits de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites dans le district de Gaspé?

5. Dans l'affirmative, à quelle date, et quel a été le montant de telle remise?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Oui.

2. Le 13 novembre 1891, la somme de \$5,951.17 pour les quatre années "1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91."

Par M. Lacombe,—1. M. A.-Réal Angers, ex-lieutenant-gouverneur de la province de Québec, a-t-il été nommé par le dernier gouvernement, ou celui qui l'a précédé, comme arbitre pour examiner les réclamations que Gilbert-H. Thibaudeau et autres prétendaient avoir contre le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, combien de temps a-t-il occupé cette position?

3. Combien a-t-il retiré comme salaire pour ses services?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui.

2. Du 29 mars au 23 avril 1897 *in re* Thibaudeau ; et *in re* Paquin Fleury, Paré et Dufresne, du 13 mai au 12 août 1897, bien qu'il fut notifié que le gouvernement avait abandonné toutes procédures le 2 août 1897.

3. \$197.00 par le gouvernement *re* Thibaudeau.

\$197.00 par M. Thibaudeau.

Par M. Smith,—1. Est-ce que King Brothers ont, par un ordre en conseil, en date du 17 avril 1897, fait un arrangement pour les droits de coupe de bois exigibles sur leurs limites, dans les agences de Bonaventure et Gaspé, durant la saison de 1896-97 ?

2. Quelle réduction a-t-il été accordée, s'il y en a eu une ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui.—2. \$1355.84.

Par M. Lislois,—Le gouvernement Flynn a-t-il fait aucune remise à MM. Gagnou et Frère, pour droit de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites dans la division du Saguenay ?

Dans l'affirmative, à quelle date, et qu'il a été le montant de cette remise ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui.—2. 18 décembre 1896. —\$7068.92.

Par M. Lislois,—Le gouvernement Flynn a-t-il fait aucune remise à M. Joseph Vermette, jr, de Québec, représentant les créanciers de T.-J. Lamontagne pour droits de coupe, rentes foncières, etc., relativement à certaines limites dans la division du Saguenay ?

Dans l'affirmative, à quelle date et quel a été le montant de cette remise ?

Réponse par l'honorable M. Parent : — 1. Oui. — 2. 5 mai 1897. \$20,485.30.

Par M. Weir,—Le gouvernement Taillon a-t-il fait aucune remise à MM. A. Fraser & Co. pour droits de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites dans le district du Lac Saint-Jean ?

Dans l'affirmative, à quelle date, et quel a été le montant de telle remise ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui.—2. Le 22 octobre 1894, \$4,000.00.

Par M. Duplessis,—N'y a-t-il eu aucune correspondance au sujet du Bill (No 3) intitulé : "Loi de l'Instruction publique" entre aucun des archevêques ou évêques de la province de Québec et l'honorable Premier Ministre, ou aucun autre membre du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Oui, mais le gouvernement n'a pas jugé que ces communications fussent destinées à la publicité.

Cependant, si les auteurs de ces communications y consentent, le gouvernement sera heureux de les déposer sur le bureau de la Chambre.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi, le 10 janvier courant, du comité de toute la Chambre, relatives à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions ;

M. Marion propose, comme amendement, secondé par M. Normand,—Que tous les mots après “ Que ” dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ cette Chambre constate que le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter \$1,500,000, alléguant que c'est pour payer la dette flottante et des subsides auxquels certaines compagnies peuvent avoir droit ;

“Que, dans l'état de ces obligations que l'honorable Trésorier et Premier ministre a communiqué verbalement à cette Chambre, il a inclus erronément dans la somme totale des subsides au montant de \$1,121,967.03, une somme de \$482,963.57, représentant les subventions en terres converties en argent à dix sept cents et demie l'acre et non encore gagnées, et pour laquelle l'acte de la dernière session, 60 Victoria, chap. 4, autorise un emprunt ;

“ Que, dans l'état produit devant cette Chambre et indiquant les détails des dépenses de certains services pour l'année 1898-99, le gouvernement a estimé à \$50,000 l'intérêt à payer sur un emprunt à faire pour un montant de \$1,250,000, et qu'il n'a pas estimé l'intérêt à payer sur un emprunt de \$1,500,000, ce qui fait une différence en plus, pour l'intérêt annuel, de \$10,000 :

“ Que, d'après le chiffre des recettes et des dépenses pour l'année commencée le 1er juillet dernier, jusqu'au 8 décembre dernier, il y a un déficit de plus de \$400,000, non compris le remboursement des dépôts de garantie de chemins de fer, et les subventions aux chemins de fer ;

“ Que, certains crédits, tels que ceux des arpentages et de la protection des forêts, votés pour l'année courante, sont déjà épuisés, et le gouvernement n'a fait aucune provision pour payer les comptes dus et ceux qui le seront d'hui à la fin de juin prochain pour ces services ;

“ Que les résolutions ne spécifient pas les engagements particuliers qu'il s'agit de rencontrer par cet emprunt, et si ces résolutions deviennent loi, le gouvernement pourra se servir de cet emprunt pour solder les déficits qu'il se prépare pour l'année courante et les années prochaines ;

“ Que le gouvernement n'a pas indiqué les voies et les moyens nécessaires pour faire face à la situation financière, telle qu'il nous l'annonce, et qu'il n'indique pas les retranchements qui, d'après lui, doivent être faits dans les articles du budget ;

“ Que les renseignements et explications de l'honorable Trésorier ne sont pas satisfaisants et ne justifient pas cette Chambre d'adopter les résolutions pour autoriser l'emprunt en question ;

“ Que, du reste, toute la conduite du parti maintenant au pouvoir, lorsqu'il était dans l'opposition, proteste contre sa politique d'aujourd'hui ; En conséquence, cette Chambre refuse son concours à ces résolutions.”

M. Robitaille propose, en sous-amendement, secondé par M. Watts, Que tous les mots :

“ cette Chambre constate que le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter \$1,500,000, alléguant que c'est pour payer la dette flottante et des subsides auxquels certaines compagnies peuvent avoir droit ;

“ Que, dans l'état de ces obligations que l'honorable Trésorier et Premier ministre a communiqué verbalement à cette Chambre, il a inclus erronément dans la somme totale des subsides au montant de \$1,121,967.03, une somme de \$482,963.57, représentant les subventions en terres convertis en argent à dix-sept cents et demie l'acre et non encore gagnées, et pour laquelle l'acte de la dernière session, 60 Victoria, chap. 4, autorise un emprunt.

“ Que, dans l'état produit devant cette Chambre et indiquant les détails des dépenses de certains services pour l'année 1898-99, le gouvernement a estimé à \$50,000 l'intérêt à payer sur un emprunt à faire pour un montant de \$1,250,000, et qu'il n'a pas estimé l'intérêt à payer sur un emprunt de \$1,500,000, ce qui fait une différence en plus, pour l'intérêt annuel, de \$10,000 ;

“ Que, d'après le chiffre des recettes et des dépenses pour l'année commencée le 1er juillet dernier, jusqu'au 8 décembre dernier, il y a un déficit de plus de \$400,000, non compris le remboursement des dépôts de garantie de chemins de fer, et les subventions aux chemins de fer ;

“ Que certains crédits, tels que ceux des arpentages et de la protection des forêts, votés pour l'année courante, sont déjà épuisés, et le gouvernement n'a fait aucune provision pour payer les comptes dus et ceux qui le seront d'hui à la fin de juin prochain pour ces services ;

“ Que les résolutions ne spécifient pas les engagements particuliers qu'il s'agit de rencontrer par cet emprunt, et si ces résolutions deviennent loi, le gouvernement pourra se servir de cet emprunt pour solder les déficits qu'il se prépare pour l'année courante et les années prochaines ;

“ Que le gouvernement n'a pas indiqué les voies et les moyens nécessaires pour faire face à la situation financière, telle qu'il nous l'annonce, et qu'il n'indique pas les retranchements qui, d'après lui, doivent être faits dans les articles du budget ;

“ Que les renseignements et explications de l'honorable Trésorier ne sont pas satisfaisants et ne justifient pas cette Chambre d'adopter les résolutions pour autoriser l'emprunt en question ;

“ Que, du reste, toute la conduite du parti maintenant au pouvoir, lorsqu'il était dans l'opposition, prateste contre sa politique d'aujourd'hui ;

“ En conséquence, cette Chambre refuse son concours à ces résolutions ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ cette Chambre, confiante dans la déclaration du gouvernement que le produit de cet emprunt ne sera employé que pour solder les obligations

créées par, ou résultant de la politique ministérielle antérieure à l'avènement du gouvernement actuel à la direction des affaires, consent à concourir dans les dites résolutions."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—47.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—47.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	

CONTRE :

Messieurs

Atwater,
Ball,
Bédard,
Bouffard,
Chicoyne,

Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Hackett,

LeBlanc,
McDonald,
Marion,
Nantel,

Normand,
Panneton,
Pelletier
Tellier.—17.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix :

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill relatif à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Duffy, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Audet comme son président, et recommande que le quorum soit fixé à cinq membres.

Votre comité a examiné avec soin une partie des documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants :

No. 24.—Réponse à une adresse.—Copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur (Baie-des-Chaleurs) relativement à la construction du chemin dit "de la rive Sud" et celui de la Baie-des-Chaleurs et relativement à toute question de garantie d'intérêt sur les débentures de cette compagnie et le paiement de subventions, et cela, de puis le 25 de mai dernier, etc., etc.

No. 25.—Réponse à un ordre.—Etat du coût total du nouveau Code de procédure civile.

No. 28.—Réponse à une adresse.—Copie de tout ordre en conseil nommant l'honorable A.-R. Angers, avocat, de Montréal, arbitre unique dans les causes de D.-G. Thibaudeau et autres contre le gouvernement de la province de Québec.

No. 31.—Réponse à une adresse.—Copie de tous arrêtés en conseil distribuant, par comté, la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation (item 53 du budget pour l'année 1897-98), avec copie de tous états ou listes les accompagnant.

No. 36.—Réponse à une adresse.—Copie de toutes demandes de subventions pour chemins de fer et de toute correspondance à ce sujet avec le gouvernement ou aucun de ses membres depuis le 25 mai dernier.

No. 40.—Réponse à une adresse.—1. Copie de tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le vingt-cinq mai dernier, autorisant le paiement de subventions à des compagnies de chemins de fer.

2. Un état indiquant les sommes payées, pour telles subventions, avec mention des compagnies à qui elles ont été payées depuis le 1er juillet dernier.

No. 48.—Réponse à une adresse.—Copie de tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la Province, etc., etc.

No. 49.—Réponse à un ordre.—Etat des montants payés aux sténographes dans tous les districts judiciaires de la Province, pour salaires et dépenses contingentes, du premier avril au premier octobre 1897, sous l'empire de la loi 60 Vict., chapitre 51.

Aussi, un état des montants reçus par les protonotaires des différents districts de la province, pour honoraires des sténographes, sous l'empire de la loi 60 Vict., chapitre 51, depuis le 1er avril au 1er octobre 1897.

No. 56.—Réponse à un ordre.—Tableau montrant : 1. L'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897 ; (service intérieur) ;

2. L'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897 ; (service extérieur).

No. 63.—Réponse à une adresse.—Copie de tous rapport, motion, règlement, résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, recommandant la nomination d'un inspecteur général des écoles, ou d'un inspecteur des inspecteurs des écoles dans cette Province.

No. 69.—Réponse à un ordre.—Copie de tous documents à cette date relatifs à l'obtention de subventions pour la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, ou pour la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud afin de relier directement Lévis à Sorel, et par là, Québec à Montréal, par la voie qui longe la rive sud du Saint-Laurent.

No. 70.—Réponse à une adresse.—Copie de tous rapports, motions, règlements, résolutions du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptés depuis le 10 mai dernier, fixant le minimum du traitement pour les instituteurs et institutrices dans cette province.

No. 90.—Réponse à un ordre.—Copie de toute correspondance, documents et instructions, rapports d'explorateurs ou autres officiers du département des Terres se rapportant à la vente ou à la location des pouvoirs d'eau du Saint-Maurice fournis par les chûtes Shawinigan, et ce, depuis mai 1896.

No. 91.—Réponse à un ordre.—Copie de tous documents se rapportant à la vente des limites à bois et de certains pouvoirs d'eau fixée au 28 avril dernier, comprenant les instructions du Commissaire ou de son assistant, le rapport des explorateurs, toutes les correspondances échangées à ce sujet, et l'ordre motivé du Commissaire de la suspension de la dite vente. Aussi les documents relatifs à la vente fixée au 15 juin dernier et les instructions du Commissaire actuel annulant l'ordre de son prédécesseur.

No. 92.—Réponse à un ordre.—Copie de toutes instructions données depuis janvier 1892, aux officiers du département des Terres, branche des pêcheries, pour établir un système efficace de protection de la chasse et de la pêche dans cette province et augmenter les revenus du Trésor, provenant de la location des territoires de chasse et de pêche déjà concédés et de ceux à créer et à concéder.

Egalement, copies des plaintes et rapports venant de particuliers, de clubs de chasse et de pêche ou d'officiers du département et autres, en rapport avec la destruction du gibier et du poisson dans cette province.

No. 100.—Réponse à une adresse.—Copie de tous comptes, rôles de paie, ordres en conseil, dépositions et rapport se rapportant à l'item 67 du budget pour l'année expirant le 30 juin 1897, intitulé : " Palais de justice et prison du district de Montmagny, pour appareil de chauffage, \$3,000."

No. 105.—Réponse à un ordre.—Copie du rapport fait par M. J.-N. Castonguay, le 23 avril 1897, au commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, l'honorable M. Nantel, relativement à certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du 8ième rang de Shawinigan et ceux du 7ième rang de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice.

No. 106.—Réponse à une adresse.—Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution de la somme de \$50.000 votée pour les fins d'éducation élémentaire, par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, etc., etc.

No. 107.—Réponse supplémentaire à une adresse.—Copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la Province, etc , etc.

No. 115.—Réponse à une adresse.—Copie des instructions données à M. L.-A. Vallée, directeur des chemins de fer, lors de son inspection, au village de Saint-André, les 10 et 11 mai dernier, etc., etc.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorables M. Shehyn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn, —Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires pour le service public, mais regrette de constater que le gouvernement, pour se donner le mérite apparent d'une politique d'économie et de retranchements, se soit cru obligé de diminuer les octrois de la plus grande importance, au point de vue du progrès et de l'avancement véritable de notre pays, savoir : le budget de l'agriculture qui est diminué de \$53,998.17 ; celui de la colonisation et des sociétés de colonisation diminué de \$27,000.00, ainsi que celui de l'instruction publique diminué de \$6,250.00 ; tout en laissant subsister intacts d'autres chapitres du budget d'une moindre importance, et que cette politique ne mérite pas l'approbation de cette Chambre ni du pays."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

CONTRE :

*Atwater,
Ball,
Bédard,
Bouffard,
Chicoyne,*

*Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Hackett,*

*LeBlanc.
McDonald,
Marion,
Nantel,*

*Normand,
Panneton,
Pelletier,
Tellier.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Béland,
Bickerdike,
Bisson,
Blanchard,
Bourbonnais,
Cardin,
Caron,
Champagne,
Chaurel,
Chênevert,
Cherrier,*

*Clapperton,
Décarie,
Dechéne,
DeGrosbois,
Delaney,
Dessaulles,
Duffy,
Garneau,
Gillies,
Girard,
Girouard,
Gosselin,*

*Gouin,
Hunt,
Lacombe,
Laliberté,
Lislois,
Major,
Marchand,
McCorkill,
Ollivier,
Parent,
Pinault,
Rainville,*

*Robidoux,
Robitaille,
Rocheleau,
Roy,
Shehyn,
Smith,
Stephens,
Talbot,
Tessier (Rimouski),
Turgeon,
Watts,
Weir.—48.*

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Qu'aujourd'hui, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face au traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Duplessis propose comme amendement, secondé par M. Tellier.—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soit retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette beaucoup que le gouvernement, ayant jugé à propos de révoquer la distribution faite par le gouvernement précédent des \$100,000 votées à la dernière session, pour la colonisation, pour l'année commencée le premier de juillet dernier, ait privé, soit pour le tout, soit pour partie, (voir *Document No. 31* de cette session) les comtés suivants, des octrois qui leur avaient été attribués par la décision ainsi révoquée, savoir :

Champlain.....	\$1,300 00
Chicoutimi et Saguenay.....	2,200 00
Compton	500 00
Dorchester.....	2,000 00
Gaspé.....	3,500 00
Iles de-la-Madeleine.....	500 00
Joliette.....	200 00
Laprairie.....	500 00
Matane.....	1,200 00
Montcalm.....	500 00
Montmorency	650 00
Nicolet.....	500 00
Ottawa	3,500 00
Richmond.....	700 00
St-Hyacinthe.....	200 00
Saint-Maurice	500 00
Témiscouata.....	1,200 00
Terrebonne.....	1,500 00
Wolfe.....	1,800 00

Cette Chambre regrette, de plus, que le gouvernement ait réservé, sur cet octroi de \$100,000, une aussi forte somme que celle de \$32,000 pour "visites et explorations."

Et l'amendement étant mis au voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ottivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—49.</i>
<i>Clapperton,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides) ;

M. Normand propose, comme amendement, secondé par M. Marion, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement ait jugé à propos, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le 25 mai jusqu'au 30 juin dernier, et à la veille même de l'expiration de l'année fiscale 1896-97, d'émettre des mandats spéciaux pour un montant de \$281,628.00, sans l'urgence voulue, et de manière à charger cette année fiscale de dépenses qui eussent pu être, plus utilement pour le trésor et sans inconvénient, portées à l'année ou aux années suivantes."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs.

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier.</i>	<i>Tes-ier (Rimouski ,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil

La Chambre, en conséquence, se forme, en le dit comité

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face au traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte, alors la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Bédard propose, comme amendement, secondé par M. d'Auteuil.—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre est prête à voter les deniers nécessaires pour le service public, mais désire constater que le parti libéral, lorsqu'il était dans l'opposition, était d'opinion que l'utilité du Conseil législatif avait cessé, et maintenant qu'il est au pouvoir, il n'adopte aucune politique dans ce sens, mais s'en tient à celle du parti conservateur.”

Et l'amendement étant mis au voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution étant lue la seconde fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides);

L'honorable M. Nantel propose comme amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires pour le service public, mais regrette de constater que tout le programme d'économie et de retranchement du gouvernement consiste à diminuer, dans son budget de 1898-99, les octrois de la colonisation, de l'agriculture, de l'instruction publique, et qu'à part cette diminution déplorable pour les populations rurales, la différence entre les estimations budgétaires de 1897-98 et celles de 1898-99 provient de l'exécution de travaux d'une nature permanente opérés ou à opérer en 1897-98, tandis que de tels travaux ne seront pas nécessaires, l'an prochain, ainsi que les suivants, entre autres :

Nouveaux édifices de la Législature : lampes gazo-électriques.....	\$ 1500 00
Nouveaux édifices de la Législature : cave pour le charbon.....	1000 00
Nouveaux édifices pour la Législature, trottoirs et avenue en asphalte.....	8520 00
Nouveau palais de justice et prison de Hull, murs d'enceinte, nivellement, lumière électrique, etc.....	3000 00
Palais de justice et prison de Montmagny, appareil de chauffage.....	3000 00
Palais de justice et prison, district de Terrebonne, appareil de chauffage.....	3000 00
Palais de justice, Montréal, voûte pour le Protonotaire.....	10000 00
Palais de Justice, Montréal, meubles.....	14000 00
Nouveau palais de justice, Québec, ascenseur.....	4500 00
Ecole Normale Jacques-Cartier, réparation aux murs, etc..	10000 00
Ecole Normale Jacques-Cartier, nouvelle aile.....	6000 00
Aide à la construction de certains ponts détruits par les inondations du printemps de 1896.....	8500 00
Aide aux travaux sur certains ponts.....	5000 00

Cette Chambre est d'opinion que ce prétendu programme d'économie n'est pas celui que le parti au pouvoir a promis au peuple de cette Province, aux dernières élections."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chaurel,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—48</i>

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.
Alors, la question principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Résolu, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;)

M. Chicoyne propose comme amendement, secondé par M. Normand, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" cette Chambre est prête à voter les deniers nécessaires pour le service public, mais désire constater que, lorsque le parti libéral était dans l'opposition, il n'a cessé de préconiser une politique d'abolition et de réduction de dépenses en rapport avec Spencer-Wood, et aujourd'hui qu'il est au pouvoir, il maintient l'état de choses qui existait lorsque les conservateurs étaient au pouvoir."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guirneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Résolu, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte du comité des subsides la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Ball propose, comme amendement, secondé par M. Dufresne—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais qu'elle tient à constater que 1. malgré les dépenses considérables que cette Province vient de faire pour agrandir et meubler le palais de justice de Montréal, le gouvernement actuel ait cru devoir, sous le prétexte d'agrandir encore le dit palais de justice, louer, à un prix exorbitant, un immeuble voisin appartenant à un de ses amis politiques ; 2. qu'enon-seulement le dit immeuble a été loué trop cher et pour un temps trop long, mais que M. Pérodeau, le propriétaire, a même été indûment favorisé jusqu'au point de l'exempter des réparations à faire comme tous les propriétaires y sont tenus d'après la loi et la coutume ;

3. Que cette Province ne devrait pas payer pour réparer un immeuble appartenant à M. Pérodeau ;

4. Que, pour arriver à conclure ce marché regrettable, le gouvernement a même consenti à faire la construction d'un viaduc coûteux pour mettre le dit palais de justice en communication avec l'immeuble de M. Pérodeau ;

5. Que toute cette transaction, faite dès l'arrivée du gouvernement actuel au pouvoir, mérite d'être censurée, et qu'elle est une violation des promesses d'économie faites à l'électorat."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gironard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Bickerdike informe, aussi, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte, alors, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. Panneton, propose comme amendement, secondé par M. McDonald,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre est prête à voter, les subsides à Sa Majesté, mais qu'au préalable, il convient de déclarer :

1. Qu'il appert par les Procès-Verbaux de l'Assemblée législative de la dernière session de cette Législature (page 385 éd. angl.) qu'une motion a été faite au sujet de la publication des annonces judiciaires et que cette motion comportait entr'autres choses ce qui suit : “ Cette Chambre regrette l'ingérence et l'immixtion du gouvernement dans les affaires judiciaires dans un but de favoritisme et de partisanerie politique qui est toujours préjudiciable à la bonne administration de la justice et de nature à amoindrir le respect dû aux tribunaux et à ses officiers.”

Que, contrairement à cette loi et usage et aussi aux déclarations et représentations formelles des shérifs, le Procureur-général et les officiers de son département ont, sans raison ni aucune justification, donné ordre et enjoint particulièrement aux shérifs d'Arthabaska, de Saint-Jean, Montréal et Québec, de publier ces avis dans d'autres journaux que ceux indiqués et choisis par les parties.”

2. Que les membres du gouvernement actuel qui formaient alors partie de cette Chambre ont voté pour la dite motion, prenant par là l'engagement de suivre la ligne de conduite indiquée dans la dite motion, s'ils arrivaient au pouvoir ;

3. Que, pendant le cours de la session actuelle, le gouvernement a été interpellé à plusieurs reprises à ce sujet ; qu'il a refusé de dire à quelle décision il en était arrivé, et qu'il n'a même pas voulu dire quand il prendrait une décision ;

4. Que cette Chambre invite le gouvernement à remplir les promesses qu'il a faites aux contribuables de la Province.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Atwater,
Ball,
Bédard,
Bouffard,
Chicoyne,

D'Auteuil,
Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Hackelt,

LeBlanc,
McDonald,
Marion,
Nantel,

Normand,
Panneton,
Pelletier,
Tellier.—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Ry,</i>
<i>Blanchard</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Paren,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—48.</i>

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service des juges des sessions de la Paix, Québec : magistrats de police, Montréal ; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec ; magistrats de police, Montréal,

savoir : leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La dite résolution, étant lue la seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Hull ; "

Et bill intitulé : " Loi amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal. "

Et, aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'assurance sur la vie, par les maris et parents ; "

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe, au nombre de ses membres ; "

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux corporations de ville. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Hull. " lesquels sont lus une première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lors de la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal, " lesquels sont lus une première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, hier, le 10 janvier courant, à la question, — Que les amendements faits en comité général au Bill amendant la charte de la cité de Montréal,

soient maintenant lus la seconde fois, lequel amendement comportait que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec pouvoir de l'amender généralement," et lequel sous-amendement était, que les mots " le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec pouvoir de l'amender généralement," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender en retranchant les dits amendements."

Et le débat se continuant ;

M. Rainville propose, secondé par M. Gouin,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

Et l'heure fixée pour la considération des Bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

L'honorable M. Marchand informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, 1. Que toutes les dispositions de la loi des licences de Québec relatives aux cirques, s'appliqueront également aux organisations connues sous le nom de *Wild West Shows* et autres semblables.

Résolu, 2. Que, en sus de l'honoraire payable au percepteur du revenu de la Province, par la personne sollicitant une licence, en vertu de l'article 878 des Statuts refondus, il sera payé, sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance :

Dans la cité de Montréal, cinquante piastres ;
Dans un territoire organisé, dix piastres ;
Dans un territoire non organisé, cinq piastres.
Sur chaque licence de colporteur, cinquante piastres.

Résolutions à rapporter.

— — —

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Rainville rapporte, du comité, les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que toutes les dispositions de la loi des licences de Québec relatives aux cirques, s'appliqueront également aux organisations connues sous le nom de *Wild West Shows* et autres semblables.

Résolu, 2. Que, en sus de l'honoraire payable au percepteur du revenu de la Province par la personne sollicitant une licence, en vertu de l'article 878 des Statuts refondus, il sera payé, sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance :

Dans la cité de Montréal, cinquante piastres ;
Dans un territoire organisé, dix piastres ;
Dans un territoire non organisé, cinq piastres.
Sur chaque licence de colporteur, cinquante piastres.
Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill concernant les licences

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions relatives à la Compagnie d'exposition de Montréal.

L'honorable M. Dechêne informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que, par l'arrêté en conseil No. 648 du 20 décembre 1889, approuvé par la loi 53 Victoria, chapitre 96, section 20, le Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation fut autorisé à passer, pour le gouvernement, un contrat avec la Compagnie d'exposition de Montréal, dans lequel il serait, entre autres choses, stipulé :

(a) Que le gouvernement louerait à cette compagnie, pour dix-huit années, à raison d'une piastre par année, le terrain connu sous le nom de : "Champ d'exposition du Mile-End," plus au long décrit dans l'arrêté susdit, et les bâtiments qui y étaient érigés ;

(b) Que la compagnie aurait le droit d'acheter, dans les cinq années qui suivraient, ce terrain et ces bâtiments à leur valeur réelle constatée par des arbitres ;

Et (c) que, dans le cas où elle ne les achèterait pas, le gouvernement lui payerait, à l'expiration du bail, la plus value, constatée par des arbitres, qui serait donnée à l'immeuble par les bâtisses nouvelles qu'elle y érigerait avec le consentement du gouvernement ;

Attendu qu'un contrat, dans ce sens, fut passé le 17 octobre 1890 ;

Attendu que par un acte de convention en date du 6 mai 1895, autorisé par la loi 58 Victoria, chapitre 5, section 2, le gouvernement s'engagea en considération de l'abandon que fit la compagnie de son droit d'acheter le dit immeuble :

(a) De payer à la compagnie pendant treize années à partir de 1895, chaque année qu'une exposition serait tenue, une somme suffisante mais ne dépassant pas \$15,000.00, pour l'indemniser de la perte qu'elle subirait par suite de la tenue de l'exposition, tout en se réservant le droit de lui prescrire la manière dont elle emploierait \$2,000.00 des \$12,000.00 qu'elle s'obligerait de donner en prix ;

Et (b) de payer à la compagnie la valeur, à dire d'arbitres, des bâtiments qu'elle avait érigés et améliorations qu'elle avait faites sur le dit immeuble, et de ceux qu'elle y érigerait et ferait à l'avenir, à même son capital, moins la somme de \$25,600.00, valeur attribuée par des arbitres aux améliorations existant lors de la prise de la possession de l'immeuble par la compagnie ;

Attendu que, par un autre acte de convention en date du 10 juillet 1896, approuvé par la loi 60 Victoria, chapitre 8, section 1, le contrat suscité du 6 mai 1895 fut modifié, et qu'il fut, entre autres choses, stipulé :

(a) Que le gouvernement payerait à la compagnie \$15,000.00 pour l'indemniser des pertes qu'elle avait encourues par suite de la tenue d'une exposition, en 1895 ;

(b) Que la compagnie serait tenue, à la réquisition du gouvernement, de consentir, sous dix-huit mois, un contrat par lequel le gouvernement s'engagerait à lui remettre \$13,000.00, chaque année qu'une exposition serait tenue, au lieu de lui rembourser ses pertes jusqu'à concurrence de \$15,000.00 :

Et (c) que le gouvernement ne serait tenu de payer que la somme de \$13,000.00 pour chaque exposition tenue pendant les dix-huit mois accordés pour l'exécution de ce contrat ;

Attendu que la loi 60 Victoria, chapitre 8, contenait, outre l'approbation de l'acte de convention du 10 juillet 1896 autorisation pour le gouvernement de mettre fin, avec le consentement de la compagnie, au contrat du 6 mai 1895 et aux conventions intervenues depuis, aux conditions énoncées comme suit dans cette loi :

“(a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir \$34,000.00, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie pendant l'été de 1896 ;

“(b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments, conformément au dit contrat du 6 mai 1895, mais le gouvernement ne sera, en aucun cas, tenu de payer pour ces bâtiments, à la suite du dit arbitrage, une somme excédant \$60,000.00 ;

“(c) Le gouvernement sera, pour l'avenir, déchargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie pour la tenue d'une exposition ;

“(d) Le gouvernement pourra payer jusqu'à concurrence de \$60,000.00, le montant fixé par l'arbitrage, le ou avant le 1er août 1897, mais le paiement n'aura lieu qu'après déduction de \$25,600.00 lui revenant, pour la valeur des bâtiments qui existaient, lorsque la compagnie est entrée en possession des terrains ;

“(e) Le montant qui est ainsi payable à la compagnie, après la dite déduction, sera pris à même le produit de la vente des terrains de l'exposition, mais si cette vente n'a pas eu lieu au dit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré, sur le produit de la dite vente, le montant nécessaire pour payer la somme revenant à la compagnie, le gouvernement payera l'intérêt à 4 pour cent, pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1897 et le 1er janvier 1898, et ultérieurement, à six pour cent, jusqu'à paiement ;

“(f) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement, pour quelque cause que ce soit, sauf pour le montant lui revenant à raison du dit arbitrage, et pour la somme de \$13,000.00, mentionnée dans le contrat ratifié par la section 1 de cette loi, à raison de la tenue de l'exposition de 1896.”

Attendu que le contrat projeté, mentionné dans l'acte du 10 juillet 1896, par lequel le gouvernement se serait obligé au paiement annuel de \$13,000.00, n'a jamais été passé ;

Attendu que la compagnie refuse de devenir partie à la transaction autorisée par la loi 60 Victoria, chapitre 8, section 2, qui mettrait fin aux obligations du gouvernement envers elle, pour le motif que la limitation, à \$60,000.00, du montant qui pourrait lui être accordé pour les améliorations, a été insérée dans cette loi malgré ses protestations ;

Attendu, en conséquence, que le gouvernement est encore tenu à l'exécution du contrat approuvé par la loi 58 Victoria, chapitre 5, et qu'il peut être appelé à combler, pendant dix années encore, jusqu'à concurrence de \$15,000.00 par année, les déficits de la compagnie, et à payer, à l'expiration de ces dix années, la valeur réelle de la plus-value donnée à l'immeuble par la compagnie en la manière susmentionnée ;

Attendu que l'excédent des dépenses de l'exposition sur les recettes est, d'année en année, devenu plus considérable, et qu'il y a lieu de croire que le gouvernement devra, à chaque exposition, payer à la compagnie la somme entière de \$15,000.00, soit : pour les dix années à courir, un montant de \$150,000.00 ;

Attendu que la résiliation immédiate des divers contrats entre le gouvernement et la compagnie, en par le gouvernement remboursant maintenant à cette dernière la valeur réelle des améliorations susdécrites, le libérerait de l'obligation de payer ces \$150,000.00, tout en n'aggravant pas la charge qu'il sera tenu d'acquitter après le paiement de cette somme, si ces contrats continuent à subsister ;

Attendu, pour ces raisons, qu'il est dans l'intérêt public que les conditions prescrites par la loi 60 Victoria, chapitre 8, soient modifiées de manière que la compagnie les accepte et consente à la résiliation immédiate des contrats entre elle et le gouvernement,—qu'il soit :

Résolu, Que, si la Compagnie d'exposition de Montréal y consent, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de résilier tous les contrats entre le gouvernement et cette compagnie aux conditions suivantes :

(a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir \$34,000.00, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie des bâtiments sur le dit terrain, qui a eu lieu dans le courant de l'été de 1896 ;

(b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments et des améliorations conformément au contrat du 6 mai 1895 ;

(c) Le gouvernement pourra payer, le ou avant le 1er août 1898, le montant fixé par l'arbitrage, moins la somme de \$25,600.00 revenant au gouvernement pour les bâtiments qui existaient lors de l'entrée en possession du dit immeuble par la compagnie ;

(d) Le montant payable à la compagnie sera pris à même la vente du dit terrain, mais si cette vente n'a pas eu lieu au dit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré, sur le produit de la dite vente, une somme suffisante pour le payer, le gouvernement payera l'intérêt à quatre pour cent, pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1898 et le 1er janvier 1899, et ultérieurement, à six pour cent, jusqu'à payement ;

(e) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement, sauf pour le montant lui revenant à raison du dit arbitrage, et, notamment, le gouvernement sera, pour l'avenir, déchargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie, à raison de la tenue d'une exposition.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 12 janvier 1898.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Rimouski) fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que, par l'arrêté en conseil No. 648 du 20 décembre 1889, approuvé par la loi 53 Victoria, chapitre 96, section 20, le Commissaire de l'agriculture et de la colonisation fut autorisé à passer pour le gouvernement, un contrat avec la Compagnie d'exposition de Montréal, dans lequel il serait, entre autres choses, stipulé :

(a) Que le gouvernement louerait à cette compagnie, pour dix-huit années, à raison d'une piastre par année, le terrain connu sous le nom de : " Champ d'exposition du Mile-End, " plus au long décrit dans l'arrêté susdit, et les bâtiments qui y étaient érigés ;

(b) Que la compagnie aurait le droit d'acheter, dans les cinq années qui suivraient, ce terrain et ces bâtiments à leur valeur réelle constatée par les arbitres ;

Et (c) que, dans le cas où elle ne les achèterait pas, le gouvernement lui payerait, à l'expiration du bail, la plus-value, constatée par des arbitres, qui serait donnée à l'immeuble par les bâtisses nouvelles qu'elle y érigerait, avec le consentement du gouvernement ;

Attendu qu'un contrat, dans ce sens, fut passé le 17 octobre 1890 ;

Attendu que par un acte de convention en date du 6 mai 1895, autorisé par la loi 58 Victoria, chapitre 5, section 2, le gouvernement s'engagea, en considération de l'abandon que fit la compagnie de son droit d'acheter le dit immeuble :

(a) De payer à la compagnie, pendant treize années à partir de 1895, chaque année qu'une exposition serait tenue, une somme suffisante mais ne dépassant pas \$15,000.00, pour l'indemniser de la perte qu'elle subirait par suite de la tenue de l'exposition, tout en se réservant le droit de lui prescrire la manière dont elle emploierait \$2,000 des \$12,000.00 qu'elle s'obligeait de donner en prix ;

Et (b) de payer à la compagnie la valeur, à dire d'arbitres, des bâtiments qu'elle avait érigés et améliorations qu'elle avait faites sur le dit immeuble, et de ceux qu'elle y érigerait et ferait à l'avenir, à même son capital, moins la somme de \$25,000.00, valeur attribuée par des arbitres aux améliorations existant lors de la prise de possession de l'immeuble par la compagnie.

Attendu que, par un autre acte de convention en date du 10 juillet 1896, approuvé par la loi 60 Victoria, chapitre 8, section 1, le contrat suscité du 6 mai 1895 fut modifié, et qu'il fut, entre autres choses, stipulé :

(a) Que le gouvernement payerait à la compagnie \$15,000.00 pour l'indemniser des pertes qu'elle avait encourues par suite de la tenue d'une exposition en 1895 ;

(b) Que la compagnie serait tenue, à la réquisition du gouvernement, de consentir, sous dix-huit mois, un contrat par lequel le gouvernement s'engagerait à lui remettre \$13,000.00, chaque année qu'une exposition serait tenue, au lieu de lui rembourser ses pertes jusqu'à concurrence de \$15,000.00 ;

Et (c) que le gouvernement ne serait tenu de payer que la somme de \$13,000.00 pour chaque exposition tenue pendant les dix-huit mois accordés pour l'exécution de ce contrat ;

Attendu que la loi 60 Victoria, chapitre 8, contenait, outre l'approbation de l'acte de convention du 10 juillet 1896, autorisation pour le gouvernement de mettre fin, avec le consentement de la compagnie, au contrat du 6 mai 1895 et aux conventions intervenues depuis, aux conditions énoncées comme suit dans cette loi ;

" (a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir \$34,000.00, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie pendant l'été de 1896 ;

" (b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments, conformément au dit contrat du 6 mai 1895, mais le gouvernement ne sera, en aucun cas, tenu de payer pour ces bâtiments à la suite du dit arbitrage, une somme excédant \$30,000.00 ;

" (c) Le gouvernement sera, pour l'avenir, déchargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie pour la tenue d'une exposition ;

" (d) Le gouvernement pourra payer jusqu'à concurrence de \$60,000.00 le montant fixé par l'arbitrage, le ou avant le 1er août 1897, mais le payment n'aura lieu qu'après déduction de \$25,600.00 lui revenant, pour la valeur des bâtiments qui existaient, lorsque la compagnie est entrée en possession des terrains ;

" (e) Le montant qui est ainsi payable à la compagnie, après la dite déduction, sera pris à même le produit de la vente des terrains de l'exposition, mais si cette vente n'a pas eu lieu au dit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré, sur le produit de la dite vente, le montant nécessaire pour payer la somme revenant à la compagnie, le gouvernement payera l'intérêt à 4 pour cent, pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1897 et le 1er janvier 1898, et ultérieurement, à six pour cent jusqu'à paiement.

" (f) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement, pour quelque cause que ce soit, sauf pour le montant lui revenant à raison du dit arbitrage, et pour la somme de \$13,000.00, mentionnée dans le contrat ratifié par la section 1 de cette loi, à raison de la tenue de l'exposition de 1896."

Attendu que le contrat projeté, mentionné dans l'acte du 10 juillet 1896, par lequel le gouvernement se serait obligé au paiement annuel de \$13,000.00, n'a jamais été passé ;

Attendu que la compagnie refuse de devenir partie à la transaction autorisée par la loi 60 Victoria, chapitre 8, section 2, qui mettrait fin aux

obligations du gouvernement envers elle, pour le motif que la limitation, à \$60,000.00, du montant qui pourrait lui être accordé pour les améliorations, a été insérée dans cette loi malgré ses protestations ;

Attendu, en conséquence, que le gouvernement est encore tenu à l'exécution du contrat approuvé par la loi 58 Victoria, chapitre 5, et qu'il peut être appelé à combler, pendant dix années encore, jusqu'à concurrence de \$15,000.00 par année, les déficits de la compagnie, et à payer, à l'expiration de ces dix années, la valeur réelle de la plus-value donnée à l'immeuble par la compagnie en la manière susmentionnée ;

Attendu que l'excédant des dépenses de l'exposition sur les recettes est, d'année en année, devenu plus considérable, et qu'il y a lieu de croire que le gouvernement devra, à chaque exposition, payer à la compagnie la somme entière de \$15,000.00, soit : pour les dix années à courir, un montant de \$150,000.00 ;

Attendu que la résiliation immédiate des divers contrats entre le gouvernement et la compagnie, en par le gouvernement remboursant maintenant à cette dernière la valeur réelle des améliorations susdécrites, le libérerait de l'obligation de payer ces \$150,000.00, tout en n'aggravant pas la charge qu'il sera tenu d'acquitter après le paiement de cette somme, si ces contrats continuent à subsister ;

Attendu, pour ces raisons, qu'il est dans l'intérêt public que les conditions prescrites par la loi 60 Victoria, chapitre 8, soient modifiées de manière que la compagnie les accepte et consente à la résiliation immédiate des contrats entre elle et le gouvernement,—qu'il soit :

Résolu, Que, si la Compagnie d'exposition de Montréal y consent, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de résilier tous les contrats entre le gouvernement et cette compagnie aux conditions suivantes :

(a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir : \$24,000.00, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie des bâtiments sur le dit terrain, qui a eu lieu dans le courant de l'été de 1896 ;

(b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments et des améliorations conformément au contrat du 6 mai 1895 ;

(c) Le gouvernement pourra payer, le ou avant le 1er août 1898, le montant fixé par l'arbitrage, moins la somme de \$25,600.00, revenant au gouvernement, pour les bâtiments qui existaient lors de l'entrée en possession du dit immeuble par la compagnie ;

(d) Le montant payable à la compagnie sera pris à même la vente du dit terrain, mais si cette vente n'a pas eu lieu au dit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré, sur le produit de la dite vente, une somme suffisante pour le payer, le gouvernement payera l'intérêt à quatre pour cent, pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1898 et le 1er janvier 1899, et ultérieurement, à six pour cent, jusqu'à paiement ;

(e) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement, sauf pour le montant lui revenant à raison du dit arbitrage, et, notamment, le gouvernement sera, pour l'avenir, dé

chargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie, à raison de la tenue d'une exposition.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Grenier propose comme amendement, secondé par M. Bouffard,—Que tous les mots après “ Que ” dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ cette Chambre constate que le gouvernement, par la loi de la session, 60 Vict., ch. 8, ne pouvait être condamné à payer pour la valeur des bâtiments plus de \$30,000, après déduction de \$25,600, pour valeur de bâtiments existant lorsque la compagnie est entrée en possession, et que par la présente résolution, l'arbitrage pourra avoir lieu sans maximum pour l'évaluation des bâtiments et des améliorations, ce qui pourra avoir pour effet d'entraîner une condamnation contre le gouvernement.

En conséquence, cette Chambre regrette que le gouvernement ne prenne pas plus de précautions pour protéger l'intérêt public, et proteste d'avance contre les conséquences, pour le trésor, de l'arbitrage sans maximum et sans les précautions voulues. ”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc.</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—46.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Dechêne ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre,

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Loi amendant le Code civil, relativement aux substitutions,” pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le bill, du Conseil législatif, intitulé : “ Loi amendant le Code civil, relativement aux substitutions,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre, d'aujourd'hui, renvoyant à la prochaine séance la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la cité de Hull,” soit rescindé.

Ordonné, Que ces amendements soient maintenant lus la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à

des concours et récompenses, et à l'achat des meilleurs ouvrages publiés dans cette Province, et particulièrement ceux destinés à l'enseignement des écoles élémentaires, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17.—Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques; cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899;

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899;

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899;

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899;

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899;

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des Cercles agricoles et de l'encouragement à l'agriculture, en général, et amélioration aux chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et de l'inspection des syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement

de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs des beurreries et fromageries de la Province, etc., etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'établissement de l'industrie linière dans la Province, 1er de 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Exposition de Paris ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses courantes du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts, par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Resolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le secrétaire de la Province, à des concours et récompenses, et à l'achat des meilleurs ouvrages publiés dans cette Province, et particulièrement ceux destinés à l'enseignement des écoles élémentaires, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17 — Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles, de l'encouragement à l'agriculture, en général, et de l'amélioration aux chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et de l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs des beurreries et fromageries de la Province etc., etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'établissement de l'industrie linière dans la Province, 1er de 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition de Paris ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses courantes du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

19. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la seconde résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise au cours de cette séance.

La troisième et la quatrième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la cinquième résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise au cours de cette séance.

La sixième résolution et les suivantes, jusqu'à la neuvième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la dixième résolution, étant lue la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise au cours de cette séance

La onzième résolution et les suivantes jusqu'à la dix-septième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions, étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise au cours de cette séance.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution suivante rapportée du comité des subsides, aujourd'hui, laquelle avait été ajournée ; et elle est de nouveau lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

L'honorable M. Atwater propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Hackett,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre constate que le crédit de \$12,000 voté pour l'année courante, (1897-98), était complètement dépensé au 8 décembre dernier et que le gouvernement n'a fait aucune provision, pour les dépenses de ce service, jusqu'au 30 de juin prochain.

En conséquence, cette Chambre proteste contre toute dépense par mandat spécial et contre tout engagement, en l'absence d'un vote régulier de cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée ;—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M. Ball propose comme amendement, secondé par M. Dufresne, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à concourir dans cette résolution, mais regrette d'avoir à constater que le gouvernement a rétabli la charge de surintendant des gardes-forestiers, laquelle avait été abolie par le gouvernement conservateur."

M. Tellier propose, comme sous-amendement, secondé par M. Duplessis,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : "et que cette charge, surtout avec les fonctions extraordinaires qui ont été assignées à cet officier, devra faire encourir à la Province des dépenses de plusieurs mille piastres par année."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Apléssis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaine résolution rapportée, aujourd'hui, du comité des subsides, et la dite résolution, est de nouveau lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques. dans cette somme, sera retenu, chaque année, pour être distribué dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, -- Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

L'honorable M. Hackett propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Atwater, -- Que tous les mots après " Que " dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

" cette Chambre, tout en concourant dans cette résolution, constate que le gouvernement n'a pas tenu les promesses faites à l'électorat par le Premier ministre lui-même, par les membres de son administration ainsi que par son parti, à l'effet que l'octroi pour l'éducation élémentaire, serait porté à un chiffre beaucoup plus élevé."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.</i> —18.
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.</i> —43.
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi la proposition est résolue négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ; .

Résolu, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaine résolution, rapportée aujourd'hui, du comité des subsides, laquelle avait été ajournée ; et elle est de nouveau lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des cercles agricoles, de l'encouragement à l'agriculture, en général, et de l'amélioration aux chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M. Bouffard propose, comme amendement, secondé par M. Ball,

Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre, tout en concourant dans cette résolution, regrette de constater que le gouvernement, contrairement à ses promesses à l'électorat, ait cru devoir retrancher \$14,600.00 sur cet article du budget."

M. Normand, propose, comme sous-amendement, secondé par M. Marion, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : " tout en laissant intacts d'autres articles du budget moins importants."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement, à la motion originale, est mis aux voix et la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaine résolution rapportée aujourd'hui du comité des subsides, et qui avait alors été ajournée, et elle est lue de nouveau comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

M. Tellier propose, comme amendement, secondé par M. McDonald,—Que tous les mots après "Que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : " cette Chambre, tout en concourant dans cette

résolution, constate qu'elle n'est que pour \$20,000, au lieu de \$40,000, pour l'année courante, et que par l'état des recettes et des dépenses produit devant cette Chambre, cette somme de \$40,000 était déjà complètement dépensée au 8 décembre dernier, et que par un état de travaux autorisés et des engagements pris (voir *Document No 47*), le montant mentionné en cette résolution se trouve plus qu'absorbé ; et, en conséquence, cette Chambre proteste d'avance contre toute dépense que le gouvernement pourra juger à propos de faire par mandat spécial, après la présente session, pour cause d'insuffisance de ce crédit."

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chaurel,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix.

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaine résolution rapportée, aujourd'hui, du comité des subsides, qui avait alors été ajournée, et la dite résolution est lue de nouveau comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M. D'Auteuil propose, comme amendement, secondé par M. Bédard,—Que tous les mots après “ Que ” dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ cette Chambre est prête à concourir dans cette résolution, mais exprime l'espoir que le gouvernement se conformera à la règle préconisée par le parti libéral, lorsqu'il était dans l'opposition, à l'effet que les octrois de la colonisation devraient être distribués équitablement, sans partisanerie politique, et de manière à promouvoir la cause de la colonisation.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR : .

Messieurs.

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Téllier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs.

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale, étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaine résolution rapportée aujourd'hui, du comité des subsides et qui avait alors été ajournée, et la dite résolution est de nouveau lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

M. McDonald propose, en amendement, secondé par M. Tellier,—Que tous les mots après “Que,” dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : “cette Chambre est prête à concourir dans cette résolution mais désire constater qu'elle est pour le même montant (\$36,000) que celui voté pour l'année courante, sous le gouvernement précédent, et cette Chambre conclut de ce fait et de l'attitude du gouvernement, qu'il renonce au programme du parti libéral d'après lequel les inspecteurs d'écoles devaient être abolis et remplacés par un système plus efficace et plus économique.”

M. Panneton propose en sous-amendement, secondé par M. Duplessis,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : “d'autant plus que le gouvernement actuel prétend que la situation financière de la Province exige une politique de retranchement tout-à-fait effective.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et es noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—44</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, vendredi, le 17 décembre dernier, du comité des subsides, étant lu :

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas quinze mille sept cent cinquante-deux piastres et soixante-dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression et reliure par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., Art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et sont adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, mardi, le 21 décembre dernier, du comité des subsides, étant lu :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent, en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Stat. Ref. P. Q., Titre 7, chap. 3, sec. 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, y compris \$500 pour inspection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres et licences ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la loi des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30), autrefois "Lois des manufactures de Québec" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registrateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de voyage d'un employé spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (O. C., No. 51, du 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Association provinciale de tir, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la part de la province de Québec à l'entretien de l'Institut impérial de Londres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvention à l'Institut McKay (Retraite Belmont) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument national, Montréal, aide à cette entreprise dirigée par "l'Association Saint-Jean-Baptiste" de cette cité (constituée en corporation par la loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'amendée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 85) ; 2ème paiement sur 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No. 187 du 29 mai 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et sont adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, mercredi, le 22 de décembre dernier, du comité des subsides, étant lu :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille huit cent soixante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, y compris \$7,594.00 pour taxes d'eau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections et explorations, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent quatre-vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, mardi, le 27 décembre dernier, du comité des subsides, étant lu :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la Faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Poultry Association*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la publication de cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, aujourd'hui, du comité des subsides, lesquelles sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face au traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service des juges des sessions de la Paix, Québec ; magistrats de police, Montréal ; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions sont alors adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, au cours de cette séance, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise au cours de cette séance.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure de la résolution suivante rapportée, aujourd'hui, du comité des subsides, et elle est lue de nouveau comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ;

M. Dufresne propose, comme amendement, secondé par M. Ball,—Que tous les mots après "Que," dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : " cette Chambre, tout en concourant dans cette résolution, regrette d'avoir à constater que le gouvernement ait cru devoir retrancher \$10,000 sur cet item destiné à promouvoir l'éducation agricole."

M. Bédard propose, comme sous-amendement secondé par M. Bouffard,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement ; " tout en laissant intacts d'autres articles du budget moins importants."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Atwater,
Ball,
Bédard,
Bouffard.
D'Auteuil,

Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Grenier,
Hackett,

LeBlanc,
McDonald,
Marion,
Nantel,

Normand,
Panneton,
Pelletier,
Tellier.—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la question principale, étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure d'une résolution rapportée aujourd'hui du comité des subsides, et qui avait alors été ajournée, et elle est lue de nouveau comme suit :

Résolu Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux :

Résolu, Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant la loi relative aux compagnies d'assurance mutuelle."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse du 6 décembre 1897, pour copies de tous arrêtés en conseil, documents, bails, correspondances et papiers quelconques en rapport avec la location, de M. Pérodeau, d'un immeuble avoisinant le palais de justice de Montréal ;

2. Un état détaillé du coût des réparations faites au dit édifice ;

3. Etat détaillé du coût de la construction du viaduc qui relie cet édifice au Palais de Justice, et de toutes les dépenses faites en conséquence de la dite location et du dit viaduc.—(*Document de la session*, No. 118.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 janvier 1898, pour copie de tous mémoires, requêtes ou correspondances, transmis à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, depuis le premier janvier 1897, jusqu'à cette date, demandant une réduction du prix des terres incultes, dans les comtés de Wolfe et Compton.—(*Document de la session* No. 117.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 7 janvier 1898, pour copie de tous documents ayant rapport à la classification des dossiers, pour la branche-est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, faite en 1895, par les employés de la dite branche, avec copie des certificats donnés par M. Rivard, l'un en date du 15 novembre 1894, et l'autre en date du 26 février 1895, celui de M. Alphonse Dumais, en date du 5

mars 1895, et ceux de M. Taché et de M. Rouillard, recommandant l'exécution de ce travail.

2. Copie de tous comptes payés à MM. Dumais et Duval, en mai dernier 1897, ayant rapport à la classification des dossiers pour l'année 1896, avec copies de tous documents s'y rattachant.—(*Document de la session No. 116*).

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un tableau montrant l'emploi de la somme de \$1,500,000 que le gouvernement se propose d'emprunter.

Sur motion de l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Nantel,

Résolu, Que cette Chambre est d'opinion que la ville de Montréal devrait, sous le plus bref délai possible, pourvoir à l'agrandissement de ses marchés, de manière à donner aux cultivateurs l'espace nécessaire pour y exposer commodément leurs produits, sans encombrer les rues de cette ville.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 12 Janvier 1898.

Onze heures A. M.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Que l'indemnité de M. Clapperton, lui soit payée, comme s'il eut pris son siège depuis l'ouverture de la session, et eut siégé pendant plus de trente jours, laissant à déduire de la somme de huit cents piastres, le nombre de jours pendant lesquels il n'a pas assisté aux séances, depuis le commencement de la session.

Ordonné, Que l'indemnité de M. Ollivier, lui soit payée, comme s'il eut pris son siège depuis l'ouverture de la session, et eut siégé pendant plus de trente jours, laissant à déduire de la somme de huit cents piastres, le nombre de jours pendant lesquels il n'a pas assisté aux séances, depuis le commencement de la session.

Ordonné, Que l'indemnité de M. Allard lui soit payée comme s'il eut pris son siège à l'ouverture de la session, et eut siégé pendant plus de trente jours, laissant à déduire de la somme de \$800, le nombre de jours pendant lesquels il n'a pas assisté aux séances, depuis l'ouverture de la session.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Marion,
Ordonné, Que la réduction de cinq piastres par jour, mentionnée à l'article 149 des Statuts refondus de Québec ne sera pas faite pour huit jours dans le cas de députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill, amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme maintenant en comité général, pour considérer certaines résolutions relatives à certains officiers de justice.

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il le jugera convenable, mettre à traitement fixe un ou plusieurs des officiers de justice mentionnés à l'article 2702 des Statuts refondus, dans un ou plusieurs des districts y mentionnés, et nommer, également avec un traitement fixe, les députés de ces officiers et les écrivains nécessaires, nul traitement ne devant excéder deux mille cinq cents piastres, par année ;

2. *Résolu*, Que ces traitements seront payés à même le fonds d'honoraires des officiers de justice du district pour lequel ces officiers seront nommés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Rainville fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il le jugera convenable, mettre à traitement fixe un ou plusieurs des officiers de justice mentionnés à l'article 2702 des Statuts refondus, dans un ou plusieurs des districts y mentionnés, et nommer, également avec un traitement fixe, les députés de ces officiers et les écrivains nécessaires, nul traitement ne devant excéder deux mille cinq cents piastres, par année ;

2. *Résolu*, Que ces traitements seront payés à même le fonds d'honoraires des officiers de justice du district pour lequel ces officiers seront nommés.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens,—Que les dites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné. Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill relatif à certains officiers de justice.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi relative à l'administration des fabriques, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Flynn, propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier.—Que tous les mots après " maintenant," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la première clause."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Watts.—38.</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Hackett,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Goun,</i>	<i>Major,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Ollivier,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Weir.—28.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède à la considération de ce bill tel que modifié ;

Et les amendements étant lus la première fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Etant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de Dame E. Middleton et autres, de Québec et autres lieux.

M. McCorkill, du comité spécial permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, suivant l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 7 janvier courant, a examiné le Bill constituant en corporation "La Caisse Générale," et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de la résolution suivante, rapportée, mardi le 11 janvier courant, du comité des subsides, étant lu ;

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

L'honorable M. Marchand propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion : " Pourvu qu'aucune partie de cette somme ne soit payée à MM. L.-J. Demers & Frère, en exécution du contrat passé devant maître H.-O. Roy, notaire, le 18 mars 1897, entre l'honorable M. F. Hackett, es-qualité, et les dits L.-J. Demers & Frère."

Et objection étant faite, par l'honorable M. LeBlanc, que la motion en amendement ne peut pas être faite dans ces termes, parcequ'elle réfère à des documents qui n'ont pas été déposés sur le bureau de cette Chambre.

M. l'Orateur réserve sa décision à plus tard.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales," étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

La Chambre reprend le débat ajourné le 10 de janvier courant, sur le sous-amendement de M. Rainville proposé à l'amendement de l'honorable M. Atwater fait à la motion portant,—Que les amendements faits en comité général au Bill amendant la charte de la cité de Montréal, soient maintenant lus la seconde fois ;

Et le débat se continuant ;

Le sous-amendement et l'amendement sont retirés du consentement unanime de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

M. Rainville propose comme amendement, secondé par M. Bisson,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instructions de l'amender :

1. En retranchant la sous-section 1 de la clause 2 ;
2. En retranchant la clause 3 ;
3. En retranchant la clause 8.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>LeBlanc.</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Weir.—42.</i>
<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Laliberté,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Lalonde,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Major,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau.—21.</i>
<i>Chauret,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14 du chapitre 49 de la loi 59 Victoria ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Bickerdike propose, comme amendement, à la motion, secondé par M. Weir,—Que le mot “maintenant,” soit retranché, et que les mots “dans six mois, à dater d'aujourd'hui,” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Dechéne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Dessaulles,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—29.</i>
<i>Dufresne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Caron,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Major,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bouffard</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Talbot.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur, sur l'objection soulevée, à la séance précédente, par l'honorable M. LeBlanc, au sujet de l'amendement de l'honorable M. Marchand fait à la motion que la résolution suivante :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899, soit maintenant lue la seconde fois ; et lequel amendement comportait que les mots suivants fussent ajoutés à la motion : " Pourvu qu'aucune partie, de cette somme ne soit payée à MM. L. J. Demers & Frère, en exécution du contrat passé devant maître H. O. Roy notaire, le 18 mars 1897, entre l'honorable M. F. Hackett, ès-qualité, et les dits L. J. Demers & Frère ; " et laquelle objection était, que la motion ne peut être faite dans ces termes, parce qu'elle réfère à des documents qui n'ont pas été déposés sur le bureau de cette Chambre,—décide que l'objection est bien fondée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'Hôtel Victoria, à Québec ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la " Caisse Générale," et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et spécialement la section 14 du chapitre 49 de la loi 59 Victoria ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Stephens propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : "cette Chambre ne continuera à prendre ce bill en considération que lorsqu'une évaluation exacte du coût des améliorations projetées aura été produite."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Un bill concernant la loi des licences est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la compagnie d'exposition de Montréal étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code civil relativement aux substitutions. "

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de l'instruction publique ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant certains officiers de justice ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de la résolution suivante, rapportée, mardi, le 11 de janvier courant, du comité des subsides :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente-neuf mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-huit mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles industrielles et de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

3. *Résolu* Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bickerdike informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau,

Résolu, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente neuf mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante huit mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles industrielles et de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899 ;

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Les dites résolutions étant, lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des Voies et Moyens.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$82,198.47, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,989,299.87, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Bickerdike fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$82,198.47. pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,989,299.87, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1898 et le 30 juin 1899 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au Bill amendant la loi relative à l'administration des biens des fabriques, étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Ordonné, Que le concours dans ces amendements soit remis à la prochaine séance

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général afin d'examiner le Bill amendant l'article 4216 des Statuts refondus, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Tellier propose comme amendement secondé par M. Duplessis, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois, à dater d'aujourd'hui ".

Et l'amendement étant mis aux voix,

Objection est faite, par l'honorable M. Pelletier, que la Chambre ne peut considérer ce bill parce qu'il n'est pas imprimé.

M. l'Orateur renvoie la question d'ordre, parce que le bill devant la Chambre a été ainsi rapporté par le comité de législation, auquel il avait été référé, et sa réimpression n'a pas été ordonnée par la Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dessaulles,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—33.</i>
<i>Duffy,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—31.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Marchand,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour examiner le Bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, étant lu ;

M. Chauret propose, secondé par M. Décarie,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant les cimetières, les inhumations et exhumations; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant le Code civil, étant lu;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Girouard,—Que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans les six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la question.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin;

Jeudi, 13 janvier 1898.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Ollivier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pelletier</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens.</i> —16.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dessaullles,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McCorkill,</i>	<i>Weir.—42.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Guerin,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel : Que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instructions de l'amender, en y ajoutant la clause suivante :

"La présente loi ne s'appliquera pas aux baux existants."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Chauvet,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Ollivier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Stephens.—17.</i>
<i>Caron,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McCorkill,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dessaullles,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>D'Auteuil</i>	<i>Girard,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix :

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant l'anatomie ;"

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux-Sang, de Nicolet ;"

Bill intitulé : "Loi amendant la loi autorisant les Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et dépendances ;"

Bill intitulé : "Loi érigeant la paroisse de Notre Dame du Bon-Conseil en municipalité, et l'annexant au comté de Drummond, pour les fins municipales, scolaires, de comté, judiciaires et d'enregistrement."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière";

Et bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins."

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé au nombre de ses membres, après examen ;"

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal ;"

Et bill intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal ;"

Et aussi, le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill intitulé : "Loi amendant le Code de procédure civile", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant le Code de procédure civile" soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi autorisant le Barreau

de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé au nombre de ses membre, après examen”;

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: “Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal”;

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: “Loi constituant en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal”; lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 5537 des Statuts refondus de Québec”; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: “Acte amendant la loi concernant le foin croissant sur les grèves.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi du Barreau de la province de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: “Acte amendant la loi du Barreau.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative à la juridiction de la Cour Supérieure dans le district de Québec, étant lu;

M. Pinault propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Béland propose comme amendement à la motion, secondé par M. Watts,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui,” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'ensuivant ;

Le bill est retiré, du consentement de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'admission à l'étude de certaines professions, étant lu ;

M. Chênevert propose, secondé par M. Pinault,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 3978 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les médecins et chirurgiens ”.

M. Pinault propose, secondé par M. Chênevert,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Cardin,—M. E.-E. Taché, assistant-commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, a-t-il été autorisé à faire certains voyages en rapport avec le département des Terres, etc ?

Dans l'affirmative, qui a autorisé ces voyages, et quels sont les montants qu'il a reçus pour chacun de ces voyages ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1. Oui.

2. Les différents commissaires qui se sont succédés depuis le 15 mai 1869 jusqu'au 27 avril 1897. Les montants reçus sont comme suit :

1869—15 mai.—A Montréal	\$ 15 10
1869— 1 juin.—Balance de compte, Montréal.....	7 50
1869—18 août.—St-Thomas et Montréal.....	21 50
1870—21 septembre.—Montréal.....	35 00
1873—17 mars.—Ottawa.....	50 00
1876— 6 novembre.—Montréal et Joliette.....	20 00
1877— 5 septembre.—Montréal.....	11 50
1878— 8 juillet.—Montréal.....	12 00
1879—14 février.—Trois-Rivières	7 00

1881— 5 décembre.—Sherbrooke.....	14 68
1883—11 juillet.—Montréal.....	30 00
1883—29 novembre.—Ottawa.....	21 90
1886—21 juin.—Ottawa.....	25 00
1887—17 janvier.—Ottawa.....	24 65
1889— 8 mars.—2 voyages, Ottawa.....	51 85
1889— 8 mai.—Ottawa.....	29 00
1891—27 février.—Montréal.....	22 50
1893—28 juin.—Montréal.....	17 00
1894—30 mars —Ottawa	26 35
1897—27 avril.—Montréal.....	16 45

Par M. Cardin,—Quels sont les montants payés à M. Victor Derome, comptable du département des Terres, Forêts et Pêcheries, depuis sa nomination comme comptable du dit département, pour ouvrages *extra*. Le cas échéant, par qui ces travaux ont-ils été autorisés et les paiements recommandés ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1. 5 décembre 1892, \$150.00 ; 1893, 30 juin, \$25.00 ; 13 septembre, \$175.00 ; 1895, 1^{er} février, \$100.00 ; 1896, 3 mars, \$100.00 ; 2 mai, \$200.00 ; 1897, 12 janvier, \$200.00, 12 octobre, \$20.00 ;

2. Par l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, et les paiements recommandés par M. l'Assistant-Commissaire.

Par M. Cardin.—M. Jules Taché, ci-devant du département des Terres de la Couronne, a-t-il reçu quelqu'argent pour ouvrages *extra*, en sus de son salaire.

2. Dans l'affirmative, quels sont ces montants et quels sont ces travaux pour lesquels il aurait été ainsi payé ?

3. Par qui ces travaux ont-ils été autorisés ?

4. Qui en a recommandé le paiement ?

Réponse par l'honorable M. Parent : 1. Oui.

2. 6 juillet, 1880, services rendus en rapport avec la carte de la Province de 1880, et voyage à Montréal, pour corrections et additions à cette carte, \$46.05 ; 2 juillet 1884, pour 2,500 copies cartes de Gaspé, \$625.00 ; 9 juillet 1884, pour 131 copies cartes de Gaspé \$39.30 ; 2 juillet 1889 à 22 septembre 1891, pour ouvrage fait à la grande carte de la province de Québec, \$2,639.32 ; 7 août 1893, pour 5 mille copies de la carte du district du Lac St Jean, \$1,250.00.

3. Par les divers commissaires depuis le 6 juillet 1880, au 7 août 1893.

4. L'item du 6 juillet 1880 et les items des 2 et 9 juillet 1884, et l'item du 7 août 1893, par l'assistant commissaire ;

L'item du 2 juillet 1889, au 22 septembre 1891, par le commissaire des Terres, l'honorable M. Duhamel.

Par M. Béland,--Le gouvernement Taillon a-t-il fait aucune remise à MM. Ross, Beemer et Scott, pour droits de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites dans la division du Lac St-Jean ?

Dans l'affirmative, à quelle date et quel a été le montant de cette remise ?

Réponse par l'honorable M. Parent : 1. Oui ; 2. le 11 octobre 1894 ; 3. \$20,937.12.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Lalonde,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous rapports, correspondance, etc., concernant les sténographes nommés depuis le 26 mai 1897.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant : 1. Le prix d'achat de toute machine à chemins, concasseur, etc., depuis le 1er janvier 1896, au 26 mai 1897 ;

2. Le coût de réparation des dites machines, durant la même période, les frais de transport des dites machines et les dépenses encourues par les personnes employées pour les faire fonctionner ;

3. Longueur de milles de chemins réparés d'après les rapports produits ;

4. Le nombre de machines, etc., payées depuis le 26 mai dernier ;

5. Le nombre d'applications reçues pour machines à chemins, concasseurs, etc. ;

6. Le nombre de milles de chemins réparés depuis le 26 mai dernier, d'après les rapports produits.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Pelletier :

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette, jr, de Québec, représentant les créanciers de T.-J. Lamontagne pour droits de coupe, rentes foncières, etc, pour certaines limites dans la division du Saguenay ;

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents se rapportant à aucune remise faite à MM. Gagnon et Frère, pour droit de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites dans la division du Saguenay ;

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents relatifs à aucune remise faite à MM. A. Fraser & Co pour droits de coupe, rentes foncières, etc., en rapport avec leurs limites dans le district du Lac St-Jean.

Sur motion de M. Lislois, secondé par M. Allard,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, requêtes, ordre en conseil, se rappor-

tant à la nomination, par le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller pour la ville de Montmagny, en août 1895.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Béland,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill accordant à Ninian-C. Smillie, certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile, dans le comté de Gaspé, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens, de la province de Québec à admettre Emile Thibaudeau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Geneviève de Batiscan à Saint-Narcisse soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce Bill a été rejeté.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Chênevert, secondé par M. Pinault,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill concernant la succession de feu François-Antoine-Edouard-Norbert Hénault, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Delaney,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Urgèle Labelle au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Chauret,

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry-J. Elliott, a nombre de ses membres après avoir obtenu le degré de bachelier en droit civil. et après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 13 janvier 1898.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1897, pour production de tous les rapports d'inspections de la prison et du palais de justice du district de Joliette, par l'inspecteur des prisons, depuis l'an 1885, inclusivement, jusqu'à la date de la destitution du geôlier J.-Ulric Gervais, en octobre dernier.—(*Document de la session No. 119.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 décembre 1897, pour une liste des noms des Conseils de la Reine nommés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er juillet 1867, avec l'indication de leur résidence par district.—(*Document de la session No. 120.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 29 décembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil, de tous contrats, et de toute correspondance au sujet de la conversion de la dette, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 2.—(*Document de la session No. 121.*)

Aussi,—la réponse additionnelle à un ordre de cette Chambre, du 5 janvier 1898, pour copie de tous mémoires, requêtes ou correspondances, transmis à l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, depuis le premier janvier 1897, jusqu'à cette date, demandant une réduction du prix des terres incultes dans les comtés de Wolfe et Compton.—(*Document de la session No 122.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 janvier 1898, pour un état supplémentaire des recettes et des dépenses de toutes sources, de manière à compléter l'état déjà produit devant la Chambre et à embrasser tous les jours depuis le 8 jusqu'au 31 décembre dernier inclusivement. — (*Document de la session No. 123.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 7 janvier 1898, pour copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J.-O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section-est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, ainsi que tous certificats et recommandations attachés à ce compte.—(*Document de la session No 124.*)

Sur motion de l'honorable M. Robidoux secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné, Que le Bill amendant de nouveau le Code municipal soit remis sur les ordres du jour, pour la deuxième lecture.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile."

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation, la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, tel qu'amendée par la loi 59 Victoria, chapitre 97."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant et refondant la loi constituant en corporation la compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, tel qu'amendée par la loi 59 Victoria, chapitre 97 ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Un Bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, est en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la considération ultérieure des amendements faits en comité général au Bill amendant la loi relative à l'administration des biens des fabriques, étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour prendre en considération les amendements faits en comité général, hier, au Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, étant lu ;

M. Gouin propose, secondé par M. Allard,—Que le bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération.

Et un débat s'en suivant.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, Que la Chambre se formera en comité général, à la prochaine séance, pour considérer certaines résolutions concernant l'administration de la justice dans le district de Québec.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill, du Conseil Législatif, intitulé : "Loi amendant le Code de procédure civile" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé au nombre de ses membres, après examen" ; et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal"; et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Loi pour constituer en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal"; et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Cardin,—M. E.-E. Taché, assistant-commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries a-t-il reçu quelques compensations du département des Travaux publics pour ouvrages *extra*. Dans l'affirmative, quels sont ces montants et ces travaux pour lesquels il aurait été ainsi payé?

Réponse par l'honorable M. Duffy:—Oui, M. Taché a reçu les sommes suivantes, pour plans, etc., ayant rapport à la construction des édifices du Parlement, à Québec, savoir:

Février 1876.....	\$ 600 00
Novembre 1877.....	800 00
Juillet 1881.....	1,100 00
	<hr/>
	\$2,500 00

Par M. Chauret,—1. Quel est le nombre de ponts en fer construits par le gouvernements Mercier?

2. Quels sont les noms des municipalités où ces ponts en fer ont été construits?

3. Quel est le montant payé par le gouvernement pour le coût de chaque pont dans chaque municipalité?

4. Le gouvernement a-t-il exigé de toute municipalité où il construisait un pont, une contribution en argent ou autrement?—

Dans l'affirmative, quel montant?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—1. Quarante huit. 2. et 3.

MUNICIPALITÉS.	COMTÉS.	Montants payés par les municipalités.	Montants payés par le gouvernement.
Saint-Clotilde de Horton	Arthabaska	Inconnu	1,000 00
St-Romuald et St-Nicholas (Gar- neau)	Lévis	O	86,303 09
Coteau, Station	Soulanges	Inconnu	2,000 00
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	"	5,000 00
Bryson	Pontiac	"	2,000 00
Howick	Châteauguay	"	938 25
Saint-Jérôme	Terrebonne	"	500 00
Stanford	Arthabaska	"	2,300 00
Sabrevoix	Iberville	"	423 75
Saint-Joachim	Shefford	"	1,921 00
Chambly	Chambly	"	500 00
Saint-Etienne de la Malbaie	Charlevoix	1,856 00	9,805 95
Saint-François	Montmagny	2,166 00	7,033 50
Saint-Césaire	Rouville	2,166 00	1,000 00
Très-Saint-Sacrement	Châteauguay	2,166 00	15,792 55
Kamouraska	Kamouraska	900 00	5,045 65
Plessisville	Mégantic	360 00	1,926 80
Saint-Joseph	Chambly	250 00	1,628 00
Saint-Raymond	Portneuf	1,740 00	5,250 07
Rivière Ouelle	Kamouraska	Inconnu	35,810 81
Saint-Pie-de-Déguire	Yamaska	225 00	1,145 07
Sainte-Anne-du-Sault	Arthabaska	1,360 00	4,808 56
Huntingdon	Huntingdon	Inconnu	400 00
Saint-Jean Chrysostôme (p. Willey, " " (p. Aubrey) " " (riv. Noire)	Châteauguay	"	957 00
	"	"	776 00
	"	"	573 00
Saint-Michel	Bellechasse	233 80	5,950 74
Saint-Luc	Saint-Jean	1,380 00	5,451 86
Saint-Paul	Joliette	360 00	2,008 75
St-Victor-de-tring	Beauce	325 00	2,168 15
St-Mathias	Rouville	Inconnu	500 00
Farnham	Missisquoi	3,650 00	16,159 65
Brompton Falls	Richmond	1,960 00	14,627 72
L'Islet	L'Islet	710 00	6,563 88
Louiseville	Maskinongé	330 00	750 00
Isle Bizarre	Jacques-Cartier	3,142 00	35,144 59
St-Eugène	L'Islet	950 00	7,395 42
St-Pierre	Montmagny	4,000 00	26,281 41
St-Thomas	"	2,950 00	5,243 26
St-Joseph d'Alma	Lac St Jean	2,000 00	20,607 60
Valcartier	Québec	3,800 00	17,330 14
St-Ephrem d'Upton	Bagot	4,650 00	8,415 37
Ecureuils et Cap Santé	Portneuf	O	14,219 56
Roxton Fall	Shefford	3,000 00	9,629 70
Cowansville	Missisquoi	2,250 00	4,213 90
Chicoutimi	Chicoutimi	3,600 09	8,745 71
Tingwick	Compton	Inconnu	1,099 55
Massicotte	Champlain	Inconnu	500 00

12 janvier 1898.

J.-E. GARNEAU

W.-G. PETRY, Comptable,

4. Oui, dans la plupart des municipalités.

D'abord, le gouvernement, avant d'entreprendre la construction d'un pont métallique, imposa aux municipalités l'obligation de construire les culées et les piles en pierre et de payer une somme équivalente au coût de la superstructure en bois. Plus tard, il exigea des municipalités le dépôt du prix des travaux de maçonnerie aussi bien que du coût de la superstructure en bois, de sorte que le gouvernement a entrepris de faire la maçonnerie de même que la superstructure métallique.

Le montant payé par le gouvernement et par les municipalités apparaît en regard du nom de chacune, dans la cédule annexée, là où il a été impossible d'établir la valeur de ces contributions, nous avons inséré le mot "inconnu."

Là où il n'y a pas eu de contribution municipale, nous avons indiqué le fait par le signe "O."

M. Major propose, secondé par M. Cherrier,—Que le Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, et que les règles 49, 51, 53, 55, 56, 57, 58 et 59, de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles concernent le dit bill, vu que la loi à être amendée par ce bill a été présentée comme bill public, à la dernière session, et que tous les intérêts privés qui s'y trouvent impliqués ont été dûment sauvegardés.

Et objection étant faite, par l'honorable M. LeBlanc, que la motion n'est pas dans l'ordre, parcequ'elle n'invoque pas l'urgence pour la suspension des règles qui y sont mentionnées ;

M. l'Orateur décide que la question d'ordre n'est pas fondée ; avis de la motion ayant été régulièrement donné, il n'est pas nécessaire d'y alléguer l'urgence ; c'est à la Chambre à juger si elle doit suspendre ses règles et ordonner d'inscrire le bill de nouveau sur l'ordre du jour.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que ce bill soit remis sur l'ordre du jour.

Et un débat s'ensuivant.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel,

• Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897, pour copie de toutes pétitions ou requêtes ainsi que de toute correspondance depuis le 25 mai dernier, relativement à la construction du chemin de fer dit de la Baie-des-Chaleurs, jusqu'au Bassin de Gaspé et au contrat passé entre la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur et le gouvernement, au mois de mai dernier.—(*Document de la session No. 125*).

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. LeBlanc,—Le gouvernement a-t-il ratifié, par un ordre en conseil, la résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique du 20 mai 1897, fixant à \$100.00 le minimum du salaire des instituteurs et institutrices dans les écoles primaires ? S'il en est ainsi, à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Le 13 septembre dernier (1897), un arrêté en conseil a été approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, conformément à une lettre de l'honorable P. Boucher de la Bruère, surintendant de l'Instruction publique, en date du 21 mai 1897, priant le secrétaire de la Province de vouloir bien recommander à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver un règlement du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, selon la motion suivante de l'honorable M. Masson :

“ Que ce comité fixe un minimum de traitement pour les instituteurs et institutrices, et que la subvention scolaire soit retranchée à toute municipalité qui ne se conformera pas au règlement adopté à cet effet. “ Et qu'à ce minimum soit fixé à cent piastres en sus de toutes charges ou “ avantages attachés à l'école.”

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année 1897.—(*Documents de la session No. 17*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : “ Loi autorisant l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public ”;

Bill intitulé : “ Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 4, relativement au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer ”;

Bill intitulé : “ Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales ”;

Et bill intitulé : “ Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri ”.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Allard,

Ordonné, Que le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, soit remis sur l'ordre du jour pour réception du rapport du comité général.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif. intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile " ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bil soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant l'administration de la justice dans le district de Québec,

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'il a été nécessaire, dans l'intérêt de l'administration de la justice dans le district de Québec, de remplacer le protonotaire conjoint de la Cour supérieure de ce district ;

Attendu que, vu le grand âge et les longues années de service des personnes qui remplissent cette charge, il est juste de leur accorder une pension de retraite ;

Attendu que l'arrêté en conseil No. 6 du 10 janvier 1898, qui relève, à leur demande, ces personnes de leurs fonctions, leur accorde une pension de retraite, sauf ratification par la Législature ;

Attendu que la mise à la retraite des personnes qui remplissaient cette charge, et leur remplacement par un seul officier, ont diminué les dépenses, et que ces dépenses deviendront encore m indres à mesure que les pensions cesseront d'être payées.

Attendu qu'il convient de ratifier l'arrêté en conseil susdit, en ce qui concerne la pension des officiers retraités,—qu'il soit, en conséquence :

Résolu 1. Que l'arrêté en conseil No. 6 du 10 janvier 1898, par lequel sont accordées, comme pension annuelle, leur vie durant, \$2,000 à M. J. H.-R. Burroughs ; \$1,000 à M. L.-J.-C. Fiset et \$1,200 à M. Archibald Campbell, sera ratifié.

Résolu 2. Que ces sommes seront insaisissables, et seront payées à même le fonds consolidé du revenu, chaque année, en quatre versements égaux, le premier devenant dû le 10 janvier 1898, et les autres versements de trois mois en trois mois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Pinault fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il a été nécessaire, dans l'intérêt de l'administration de la justice dans le district de Québec, de remplacer le protonotaire conjoint de la Cour supérieure de ce district ;

Attendu que, vu le grand âge et les longues années de service des personnes qui remplissent cette charge, il est juste de leur accorder une pension de retraite ;

Attendu que l'arrêté en conseil No. 6 du 10 janvier 1898, qui relève, à leur demande, ces personnes de leurs fonctions, leur accorde une pension de retraite, sauf ratification par la Législature ;

Attendu que la mise à la retraite des personnes qui remplissaient cette charge, et leur remplacement par un seul officier, ont diminué les dépenses, et que ces dépenses deviendront encore moindres à mesure que les pensions cesseront d'être payées ;

Attendu qu'il convient de ratifier l'arrêté en conseil susdit, en ce qui concerne la pension des officiers retraités,—qu'il soit, en conséquence :

Résolu 1. Que l'arrêté en conseil No. 6 du 10 janvier 1898, par lequel sont accordées, comme pension annuelle, leur vie durant, \$2,000 à M. J. H.-R. Burroughs ; \$1,000 à M. L.-J.-C. Fiset, et \$1,200 à M. Archibald Campbell, sera ratifié.

Résolu 2. Que ces sommes seront insaisissables, et seront payées à même le fonds consolidé du revenu, chaque année, en quatre versements égaux, le premier devenant dû le 10 janvier 1898, et les autres versements de trois mois en trois mois.

Ordonné. Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois,

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné. Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant l'administration de la justice dans le district de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Et la question était mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 3978 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les médecins et chirurgiens, étant lu ;

M. Pinault propose, secondé par M. Gosselin,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill, et la modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, à la prochaine séance.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, étant lu ;

M. Chauret propose, secondé par M. Décarie,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite, par l'honorable M. Pelletier, que le bill n'est pas dans l'ordre parce qu'il est un bill privé, et qu'il ne peut être considéré comme bill public ;

M. l'Orateur remet sa décision à plus tard.

L'honorable M. Dechêne, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné avec soin les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression des documents suivants, savoir :

No. 104.—Réponse à une adresse.—Copie de toute correspondance, rapports, ordres en conseil, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,056.66 fait à l'honorable A. Chauveau représentant l'augmentation de son traitement depuis le 1er juillet 1891 au 31 août 1896.

No. 111.—Réponse à un ordre.—Copie du rapport de Henry O'Sullivan *re* exploration du territoire compris entre le Lac Saint-Jean et la Baie James.

No. 118.—Réponse à une adresse.—Copie de tous arrêtés en Conseil, documents, baux, correspondances et papiers quelconques en rapport avec la location, de M. Pérodeau, d'un immeuble avoisinant le palais de justice de Montréal ;

2. Un état détaillé du coût de la construction du viaduc qui relie cet édifice au palais de justice, et de toutes les dépenses faites en conséquence de la dite location et du dit viaduc.

No. 121.—Réponse à une adresse.—Copie de tous ordres en conseil, de tous contrats et de toute correspondance au sujet de la conversion de la dette provinciale, en vertu de l'Acte 60 Victoria, chap. 2.

Votre comité est aussi d'avis que les numéros suivants des dits documents ne devraient pas être imprimés :

No. 25.—Réponse à un ordre.—Etat du coût total du nouveau Code de procédure civile.

No. 37.—Réponse à une adresse.—Copie de toute correspondance, ordres en conseil, depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être payée à la municipalité de Grenville et de l'augmentation, à titre d'indemnité, pour dépenses se rapportant à la construction d'un pont métallique sur la rivière La-Rouge.

No. 65.—Réponse à un ordre.—Etat détaillé indiquant :

1. Le nombre des personnes employées comme clers-écrivains et messagers surnuméraires, durant la session de 1896-1897 ;

2. Le salaire de chacun d'eux et le montant total payé par jour, pour salaire à ces différents employés ;

3. Le nombre des personnes employées comme écrivains, messagers et surnuméraires durant la présente session ;

4. Le montant total, par jour, pour salaire à ces différents employés.

No. 114.—Réponse à un ordre.—Etat donnant le nom de tous les employés permanents ou temporaires, nommés au palais de justice de Québec et au palais de justice de Montréal, depuis le 22 mai dernier, avec leur salaire.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents relatifs à aucune remise de droits de coupe à MM. Ross, Beemer et Scott, sur leurs limites dans la division du Lac St-Jean.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe cette Chambre qu'il a passé les bills suivants sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal."

Et bill intitulé : "Loi amendant la loi des licences de Québec."

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : "Loi concernant les opérations, dans cette Province, des sociétés de secours mutuel et des associations de bienfaisance constituées hors de la Province."

Bill intitulé : "Loi amendant, de nouveau, la loi concernant les cercles agricoles."

Bill intitulé : "Loi relative aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de Circuit du district de Montreal."

Et bill intitulé : "Loi amendant le Code municipal."

Et aussi, le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a agréé les amendements qu'elle a faits aux bills suivants du Conseil, savoir :

Bill intitulé : "Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social."

Bill intitulé : "Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social."

Et bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant la Cour de révision la Cour supérieure et la Cour de circuit."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : "Loi concernant les opérations dans cette Province des sociétés de secours mutuel et des associations de bienfaisance constituées hors de la Province", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les cercles agricoles," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : "Loi relative aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de Circuit du district de Montréal," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé "Loi amendant le Code municipal", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné aujourd'hui sur la question proposée,—Que le Bill : "Loi amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa," soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, et que les règles 49, 51, 53, 55, 56, 57, 58, 59 de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles concernent le dit bill, vu que la loi à être amendée par ce bill a été présentée comme bill public, à la dernière session, et que tous les intérêts privés qui s'y trouvent impliqués ont été dûment sauvegardés.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Roy.

Ordonné, Que le débat soit ajourné, de nouveau.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 14 janvier 1898.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de l'Hôpital Saint-Patrice de Montréal, pour l'année 1897.—(*Documents de la session No. 17*).

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Dame E. Middleton et autres, de Québec et autres lieux, demandant des amendements à la loi des licences.

M. l'Orateur maintient la question d'ordre soulevée, à la séance d'hier, par l'honorable M. Pelletier, à la motion pour seconde lecture du Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, et laquelle objection était,—que le bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il est un bill privé et qu'il ne peut être considéré comme bill public.

M. Chauret propose, secondé par M. Decarie,—Que, vu l'urgence, la règle 51ème de cette Chambre soit suspendue, en ce qui regarde le bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, et que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Pelletier, que ce bill ayant été déclaré être un bill privé par M. l'Orateur, cette décision a fait disparaître le dit bill de l'ordre du jour comme bill public, et qu'on ne peut faire une motion pour suspendre une règle de la Chambre au sujet d'un bill qui se trouve ainsi rejeté et qui n'est plus sur l'ordre du jour.

M. l'Orateur renvoie la question d'ordre, parceque, d'après la 69ième règle de cette Chambre, la motion alléguant l'urgence peut être faite sans avis.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Pelletier secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

La Chambre en conformité de l'ordre reprend le débat sur la question proposée hier,—Que le Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, soit remis sur l'ordre du jour pour comité général, et que les règles 49, 51, 53, 55, 56, 57, 58 et 59 de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles concernent le dit bill, vu que la loi à amender par ce bill a été présentée comme bill public, à la dernière session, et que tous les intérêts privés qui s'y trouvent impliqués ont été dûment sauvegardés.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Weir.—36</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Carbray,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier.—11</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant l'article 2005 du Code civil ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand.

Ordonné, Que le bill, du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant l'article 2005 du Code civil ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivante :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre de ses membres, après examen. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " *The Shawinigan Water and Power Company.* "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre de ses membres, après examen, " lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation " *The Shawinigan Water and Power Company*," lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 janvier 1898, pour un état démontrant 1. Le montant d'affaires transigées, annuellement, dans le bureau du shérif, pour le district de Montréal.

2. Le personnel de ce bureau en 1890 ;
3. Le salaire de chaque employé, à cette époque ;
4. Depuis le 8 mars 1892, les changements quant aux salaires de quelques employés ;
5. Le nom des employés dont le salaire a été diminué et le nom de ceux dont le salaire a été augmenté.—(*Document de la session No. 126.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 12 janvier 1898, pour copie de tous documents, requêtes, ordres en conseil, se rapportant à la nomination par le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller pour la ville de Montmagny, en août 1895.—(*Document de la session No. 127.*)

Aussi,—la réponse partielle à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897, pour :—1 Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes et de ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse-du-Cap, de la Malbaie No. 1 et de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai dernier.

2. Copie de toute correspondance avec le Commissaire de la Colonisation, le Commissaire des Travaux Publics ou aucun autre membre du gouvernement, depuis le 25 mai dernier, au sujet des travaux de routes et de ponts, dans le comté de Gaspé.—(*Document de la session No. 128.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 janvier 1898, pour un état démontrant. 1. Le chiffre du montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif pour le district de Québec :

2. Le personnel de ce bureau ;
3. Le salaire de chaque employé.—(*Document de la session No. 129.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897, pour :—1 Copie de toutes circulaires et instructions du procureur-général ou du secrétaire de la Province, touchant la publication des lois 44-45 Victoria, ch. 16 ; 46 Victoria, ch. 25, et 47 Victoria, ch. 15.

2. Copie de toute correspondance à ce sujet, entre ces ministres et les officiers mentionnés aux dits actes.—(*Document de la session No. 130.*)

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie, et dépendances, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Roy,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 94, concernant les Sœurs de la Charité de la Providence et l'asile des aliénés de la Longue-Pointe, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une maison de charité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 3978 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les médecins et chirurgiens ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin, fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité général concernant le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, étant lu ;

M. Gouin propose, secondé par M. Rainville,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Béland propose comme amendement, secondé par M. Dechêne,

Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" cette Chambre ne désire pas créer un monopole en faveur des pharmaciens ou des épiciers ; qu'elle n'est pas suffisamment renseignée, et qu'elle croit opportun de remettre à six mois la réception de ce rapport, afin qu'elle ait le temps de bien se renseigner sur la liste des médicaments

qui sans être toxiques, seraient préjudiciables à la santé publique, s'ils étaient vendus, indifféremment, par tout le monde."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Ollivier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pelletier.—12.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Pinault.</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robitoux,</i>	<i>Weir.—29</i>
<i>Clapperton,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée.

M. DeGrosbois propose, comme amendement, secondé par M. Bissonnette,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre, pour l'amender généralement."

L'honorable M. Pelletier propose comme sous-amendement, secondé par M. Duplessis,—Que les mots " pour l'amender généralement," dans l'amendement, soient retranchés et que les mots suivants soient ajoutés : " avec instructions de l'amender de manière à ce que le bill se lise tel que rapporté du comité spécial."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix :—il est résolu affirmativement.

Alors, la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender de manière à ce que ce bill se lise tel que rapporté du comité spécial.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant proposée,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

L'honorable M. Pelletier, propose comme amendement, secondé par M. Normand.

Que tous les mots après " bill " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre pour l'amender, en ajoutant après le mot " *brévetées*," les mots " *non officinales*."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Ollivier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Talbot.—27,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Weir.—15.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robitaille,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité, de l'ordre se forme en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant l'article 2005 du Code civil," et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Ollivier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre reprend le débat ajourné sur la question proposée, à la première séance, aujourd'hui,—Que le Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé: "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, soit maintenant lu une deuxième fois; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance.

M. Robitaille propose, secondé par M. Bouffard,

Que l'indemnité de feu Victor Gladu, écr, ex-député du comté d'Yamaska, soit payée à sa veuve, laissant à déduire de la somme de \$800.00, le nombre de jours qui se sont écoulés depuis le 28 décembre dernier (1897), date à laquelle son successeur, M. Jules Allard, a pris son siège; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre s'ajourne à 5.30 P. M.

Huit heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé: "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet

objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Guerin, secondé par l'honorable M. Duffy.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill concernant la succession de feu Owen McGarvey, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill abrogeant la loi 50 Victoria, chapitre 77, en autant que la dite loi affecte les droits du dit William Ellgood-Phillips, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Décarie, secondé par M. Chauret,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de la cité de Montréal et spécialement la section 14, du chapitre 49, de la loi 59 Victoria, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Bickerdike, secondé par M. Weir,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill concernant les chemins à barrières de Dorval, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par M. Tellier,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill de l'année 1892 "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Wesley-Blair au nombre de ses membres, après examens," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Béland, secondé par M. Robitaille,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre Bouffard au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé au nombre de ses membres après examens, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. Tellier.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre de ses membres, après examens, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Lacombe, secondé par M. Clapperton,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation la "Caisse Générale," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Lalonde, secondé par M. Champagne,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Chênevert, secondé par M. Pinault,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Boucher au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à admettre à la pratique du notariat, après examen, Jean-Baptiste-Trefflé Richard, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Chênevert,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Henri-Alphonse Hamel à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William-James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre, de ce jour, à l'effet que le Bill attendant l'ordonnance 3 Victoria, Chapitre XXXI, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent" soit lu la troisième fois, soit rescindée.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 15 janvier 1898.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1898 et le 30 juin 1899, et pour d'autres fins du service public, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le mois de janvier

1887 au 17 décembre 1891, accordant des remises pour droits de coupe, rentes foncières, etc., à des porteurs de licences ou marchands de bois.

2. Copie de toute décision ou lettre du Commissaire des Terres accordant telles remises.

3. Un état ou sommaire indiquant le montant remis dans chaque cas, avec mention de la personne ou des personnes à qui telles remises ont été faites.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de M. Pinault, secondé par M. Chênevert,

Ordonné, Que l'honoraire payé pour le Bill légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'hôtel Victoria, à Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill ne peut passer, durant cette session.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant certains officiers de justice" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Boucher à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Jean-Arthur Roy, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Emile Thibault à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William-James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre au nombre de ses membres Louis-Onésime Gauthier" ;

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-David Dupuis à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen."

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examen."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la ville de Saint-Lambert."

Bill intitulé : "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Henri-Alphonse Hamel à la pratique, de la médecine et de la chirurgie, après examens."

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation *"The Executors' Trust Company."*

Bill intitulé : "Loi amendant la loi de l'instruction publique."

Bill intitulé : "Loi concernant l'administration de la justice dans le district de Québec."

Bill intitulé : "Loi amendant, de nouveau, le Code municipal."

Bill intitulé : "Loi amendant le Code civil."

Bill intitulé : "Loi amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas."

Et Bill intitulé : "Loi amendant la charte de la cité de Montréal."

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Loi amendant la loi du Barreau."

Bill intitulé : "Loi amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile."

Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant le foin croissant sur certaines grèves."

Bill intitulé : "Loi refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve."

Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la *"Caisse générale."*

Aussi, le Conseil législatif, informe cette Chambre qu'il n'insiste pas sur le second amendement qu'il a fait au bill, intitulé : "Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce," et qu'il retire le dit amendement.

Aussi, le Conseil législatif, informe cette Chambre qu'il concourt dans les amendements fait par l'Assemblée législative au bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant le Code de procédure civile."

Et aussi, le Conseil législatif, informe cette Chambre qu'il a passé le bill intitulé : "Loi amendant la loi relative à l'enregistrement des sociétés," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Garneau,

Ordonné, Que le bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi relative à l'enregistrement des sociétés," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant le Barreau " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant le foin croissant sur certaines grèves ; " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve, " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Caisse Générale, " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 11 janvier, 1898, pour un tableau

indiquant l'emploi de la somme de \$1,500,000 que le gouvernement se propose d'emprunter.—(*Document de la session No. 131.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le Bill intitulé : "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1898 et le 30 juin 1899, et pour d'autres fins du service public," sans amendement.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, lequel s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

Loi amendant la loi concernant la tenue des termes de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle.

Loi autorisant la *Church Society of the Diocese of Quebec* à administrer, d'une façon spéciale, certains fonds qu'elle a en mains, et pour d'autres fins.

Loi amendant la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement.

Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure, quant aux comtés de Berthier et de Verchères.

Loi validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse.

Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant Gouverneur en conseil, à la Cour du Banc de la Reine.

Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social.

Loi amendant le Code du notariat.

-
- Loi amendant le Code civil, relativement aux substitutions.
- Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.
- Loi amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit.
- Loi amendant le Code de procédure civile.
- Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure.
- Loi amendant l'article 2005 du Code civil.
- Loi amendant la loi relative à l'enregistrement des sociétés.
- Loi concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec.
- Loi amendant de nouveau le Code municipal.
- Loi concernant la compagnie d'exposition de Montréal.
- Loi autorisant l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public.
- Loi concernant les opérations, dans la Province, des sociétés de secours mutuel et des associations de bienfaisance constituées hors de la Province.
- Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 4, relativement au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer.
- Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.
- Loi amendant la loi des licences de Québec.
- Loi amendant la loi concernant certains officiers de justice.
- Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations.
- Loi amendant de nouveau la loi concernant les cercles agricoles.
- Loi relative aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit du district de Montréal.
- Loi amendant la loi relative aux immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature.
- Loi amendant la loi concernant l'anatomie.
- Loi amendant de nouveau le Code municipal.
- Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri.
- Loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à admettre à la pratique du notariat, après examen, Jean-Baptiste-Trefflé Richard.
- Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux-Sang de Nicolet.
- Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Noël-Eusèbe Guillet au nombre de ses membres, après examens.
- Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Henri-Alphonse Hamel, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce.
- Loi amendant la loi concernant la corporation de la cité de Québec et la cour du Recorder de la dite cité.

Loi constituant en corporation *The Union Brewery*.

Loi constituant en corporation l'Institut des "Petites-Sœurs Franciscaines de Marie."

Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile Thibaudeau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.

Loi amendant la loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et dépendances.

Loi remplaçant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, par la loi générale des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Boucher à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albini Lacombe, de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat.

Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation *The North Shore Power Company*.

Loi transférant de Saint-Michel à Saint-Raphaël le chef-lieu du comté de Bellechasse.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William-James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé au nombre de ses membres, après examens.

Loi autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau, *alias* Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc, ou séparément, les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père.

Loi autorisant Gustave Massue-Drolet à porter le nom de Gustave Drolet-Massue.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre Bouffard au nombre de ses membres.

Loi concernant la succession de feu Edouard-Narcisse de Lorimier.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-David Dupuis à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examens.

- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry-J. Elliott au nombre de ses membres, après avoir obtenu le degré de bachelier en droit civil et après examen.
- Loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas.
- Loi constituant en corporation *The Shawinigan Water and Power Company*.
- Loi constituant en corporation la ville de Saint-Lambert.
- Loi amendant la *Canadian Savings Loan and Building Association*.
- Loi amendant la loi 52 Victoria, chapitre 94, concernant les Sœurs de Charité de la Providence et l'Asile des aliénés de la Longue-Pointe.
- Loi constituant en corporation la "Caisse Générale."
- Loi refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Cathéchistes de Saint-Viateur.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal.
- Loi constituant en une corporation spéciale le curé de la paroisse de Saint-Roch de Québec.
- Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.
- Loi amendant la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents.
- Loi amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture.
- Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.
- Loi érigeant la paroisse de Notre-Dame du Bon-Conseil en municipalité, et l'annexant au comté de Drummond pour les fins municipales, scolaires, de comté, judiciaires et d'enregistrement.
- Loi amendant de nouveau la loi électorale de Québec, 1895.
- Loi amendant le Code municipal.
- Loi amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation des églises et presbytères, l'ouverture et le maintien des cimetières.
- Loi concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides, (limitée).
- Loi constituant en corporation le village de Grand'Mère.
- Loi modifiant la charte de la cité de Hull.
- Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre au nombre de ses membres Louis-Onésime Gauthier, après examens.
- Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examens.
- Loi refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve.
- Loi constituant en corporation *The Executors Trust Company*.
- Loi amendant la charte de la *Royal Paper Mills Company*.
- Loi constituant en corporation *William Dow & Company*.
- Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

- Loi à l'effet d'amender et de refondre la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, 51-52 Victoria, chapitre 73, telle qu'amendée par la loi 59 Victoria, chapitre 97.
- Loi à l'effet d'amender et consolider la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, telle qu'amendée par les actes 51-52 Victoria, chapitre 116, 52 Victoria, chapitre 47, 54 Victoria, chapitre 76, et 55-56 Victoria, chapitre 76.
- Loi amendant la charte de la compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal.
- Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière.
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres, après examens.
- Loi amendant la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal.
- Loi constituant en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal.
- Loi changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois la concernant.
- Loi refondant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal et ses amendements.
- Loi amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières.
- Loi amendant la charte de la cité de Montréal.
- Loi amendant la loi concernant le foin croissant sur certaines grèves.
- Loi concernant les ingénieurs civils.
- Loi amendant le Code civil.
- Loi amendant la loi relative aux corporations de ville.
- Loi amendant la loi relative aux compagnies d'assurance mutuelle.
- Loi amendant la loi du Barreau.
- Loi amendant la loi concernant les compagnies pour l'empierrement des chemins.
- Loi amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas.
- Loi amendant la loi de l'instruction publique.
- Loi concernant l'administration de la justice dans le district de Québec.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

“ Qu'il plaise à Votre Honneur,

“ Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé : “ Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1893 et le 30 juin 1899 et pour d'autres fins du service

public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Permettez-moi de vous offrir mes remerciements pour la diligence dont vous avez fait preuve dans l'accomplissement de vos devoirs publics, durant cette session. Quoique cette députation soit composée, pour au moins une moitié, de membres nouveaux, elle a fait preuve d'une intelligence des procédures et des convenances parlementaires qui lui font mériter des éloges tout spéciaux.

Vos débats ont été marqués au coin de la plus stricte courtoisie, et l'étude sérieuse que vous avez apportée aux lois qui vous ont été soumises est une garantie de leur efficacité. J'ai surtout remarqué, avec une grande satisfaction, l'appui cordial que vous avez donné à mon gouvernement dans ses efforts pour réparer notre situation financière. Soyez persuadés que la population de cette Province vous en sera reconnaissante.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Agréez les remerciements que je vous offre, au nom de Sa Majesté, pour la générosité avec laquelle vous lui avez voté les subsides requis pour les différents services publics.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

En vous relevant de vos travaux législatifs et en vous renvoyant dans vos foyers, il me reste à vous annoncer que c'est la dernière fois que je viens vous rencontrer comme Chef de l'Exécutif de cette Province.

En me séparant de vous, en quittant le poste élevé que j'occupe depuis cinq ans et dont les devoirs m'ont été rendus faciles, grâce à votre intelligente et cordiale collaboration, le regret bien sincère que j'éprouve est heureusement tempéré par un grand sentiment de confiance que la Divine Providence continuera à notre belle Province sa bienveillante et visible sollicitude. Je prie Dieu de répandre ses bénédictions sur vous,

sur vos familles, sur vos biens, et sur tout l'héritage national dont vous avez la garde.

Que le Tout-Puissant vous donne cet esprit de discernement, de paix et d'union, et ces vertus civiques qui sont la meilleure garantie d'un progrès constant et solide dans la tranquillité et l'ordre.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif s'exprime ainsi :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le vingt-quatrième jour de février prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à vendredi, le vingt-quatrième jour de février prochain.

INDEX

DU

TRENTE-DEUXIÈME VOLUME

61 VICTORIA, 1897-98

ABATTOIRS de Montréal :—Voir *Union des—*, aussi *Bills*, No. 127.

ABATTOIRS ET RÉFRIGÉRATEURS :—Rapport du comité d'agriculture au sujet des—, 194.

ACTES DE SOCIÉTÉ, ENREGISTREMENT DES— :—Interpellation au sujet des—, 124.

ACTES DE TRANSPORT D'IMMEUBLES :—Bill, du Conseil législatif, validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191*a* des Statuts refondus et ses amendements, présenté par l'hon. M. Robidoux, 218. Voir *Bills*, P.

ACTES DE TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Interpellation, 184.

ACTES VALIDÉS :—Bill, du Conseil législatif, validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse; présenté par M. Robidoux, 152. Voir *Bills*, H.

ACTON VALE :—Motion de M. Robitaille pour documents depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un collège commercial à Acton Vale, 68; réponse à l'ordre de la Chambre, 151. (*Document No. 59*). Voir *Documents*, item 1.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :—

1. Résolutions de M. Robidoux concernant l'—, 372, 378 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 378 ; résolutions rapportées et lues la seconde fois ; adoptées sur division ; bill basé sur ces résolutions, 379. Voir *Bills*, No. 190.
2. Bill de M. Robidoux concernant l'—, dans le district de Québec, 379. Voir *Bills*, No. 190.

Adresses :

1. Motion de M. Béland proposant de présenter une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse au discours du Trône, 26 ; son adoption et sa présentation, 27.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur concernant l'adresse en réponse au discours du Trône, 74.

AFFICHES INDÉCENTES :—Bill de M. Weir prohibant les affiches indécentes, 37. Voir *Bills*, No. 85.

AGENTS DES TERRES :—Motion de M. Flynn pour copie de tous ordres en conseil, depuis le 25 mai 1897, démettant de leurs fonctions des agents et sous-agents des terres et des bois de la Couronne, 49 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No. 46*). Voir *Documents*, item 2.

AGRICULTURE :—M. Dechêne met devant la Chambre le rapport du Commissaire de l'— de la province de Québec pour 1897, 102. (*Imprimé*). (*Document No. 3*). Voir *Documents*, item 3.

AGRICULTURE ET CERCLES AGRICOLES :—Résolutions de M. Dechêne relatives à l'agriculture et aux —, 264, 272 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 272 ; résolutions rapportées ; lues la seconde fois et adoptées, 273 ; bill basé sur ces résolutions, 273. Voir *Bills*, No. 23.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 25, 29, 32 ; Premier rapport — nommant M. Garneau, président et demandant que le quorum soit réduit à sept membres, — adopté, 55 ; second, 138 ; troisième (recommandant le sujet des abattoirs et réfrigérateurs), 194 ; Bill renvoyé à ce comité, 109 ; membres ajoutés à ce comité, 118.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée législative*.

ALIÉNÉS : — Interpellation au sujet de leur entretien, 184.

ALLARD, LOUIS-JULES : — Prête serment et prend son siège, 220. Certificat de son élection, 234. Résolutions au sujet de son indemnité, 349, 390.

ANATOMIE : — Bill de M. Stephens concernant l'—, 37. Voir *Bills*, No. 28.

ANGERS, L'HON. A. R. :—

1. Motion de M. Robitaille pour copie de tout ordre en conseil nommant l'honorable A.-R. Angers, avocat, de Montréal, arbitre unique dans les causes de D.-G. Thibaudeau et autres contre le gouvernement de la province de Québec, 73 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 28*). *Impression ordonnée*, 299. Voir *Documents item*, 4.

2. Interpellation au sujet de l'arbitrage, G.-H. Thibaudeau, 294.

ANNONCES JUDICIAIRES :—

1. Motion de M. Pelletier pour copie de tout documents échangés, depuis le 22 mai 1897, entre les propriétaires de journaux et le shérif de Montréal et celui de Québec, et le département du Procureur général, au sujet de la publication des annonces judiciaires, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 112. (*Document No. 44*). Voir *Documents, item* 6.
2. Dans quels journaux publiées depuis 22 mai 1897 :—Interpellation, 47.
3. Voir *Votes pris en Chambre*, 1.

ANNONCES POUR VENTES JUDICIAIRES :—Interpellation, 77.

ANSE DU CAP :—Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes et de ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse du Cap, de la Malbaie No. 1 et de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai dernier, 223 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 380. (*Document No. 128*) Voir *Documents, item*, 5.

ARCHITECTES :—Bill de M. Gouin amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, 86. Voir *Bills*, No. 87.

 ARPENTAGES :—

1. Motion de M. Marion pour une liste des noms d'arpenteurs géomètres qui ont reçu instructions de faire des travaux d'arpentage, de cadastre ou d'exploration, depuis le 25 mai dernier, 69 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 119. (*Document No. 47*). Voir *Documents, item, 7*.
2. Voir *Votes pris en Chambre, 2*.

ASILES :—Interpellation au sujet de l'entretien des aliénés, 184.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; après l'élection de l'Orateur, 3 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 397.

Réunions et ajournements de la Chambre :

2. Continue à siéger après minuit, 288, 322, 363. En comité, 242, 248, 322.
3. Devant avoir deux séances le même jour, 152. Trois séances, 218.
4. Devant siéger le samedi, 263, 277 ; siége le samedi, 277, 393.
5. Ajourne à 11 hrs. A. M., au lieu de 3 hrs. P. M. 277.
6. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 188, 219, 227, 237, 245, 254, 255, 269, 316, 353, 356, &c.
7. Ajourne du 24 au 26 novembre, 29.
8. Ajourne du 30 décembre 1897, au 3 janvier 1898, 232.
9. Ajourne par respect pour la mémoire de Victor Gladu, décédé le 1er décembre 1897, 63.
10. Ajourne pour permettre à un comité de continuer ses travaux, 194.
12. Bill de M. McCorkill amendant la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec, 116. Voir *Bills, No. 99*.

ASSOCIATION BIENVEILLANTE DES POMPIERS :—Pétition de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, demandant à modifier sa charte, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills, No. 138*.

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE :—Bill de M. Robidoux concernant les opérations dans cette Province des sociétés de secours mutuels et des associations de bienfaisance constituées hors de la Province, 281. Voir *Bills, No 10*.

ASSOCIATION MINÈRE GÉNÉRALE :—Motion de M. Robitaille pour documents depuis le 1^{er} janvier 1897 au 1^{er} juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à l'Association minière générale de la province de Québec, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 112. (*Document No. 43*). Voir *Documents*, item 8.

ASSURANCE :—Bill de M. Watts amendant la loi concernant l'assurance de vie par les maris et parents, 76. Voir *Bills*, No. 88.

ASSURANCES DE BIENFAISANCE :—Pétition demandant un acte les constituant en corporation pour fins d'assurances, de bienfaisance et de fonds de pension, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 97. Voir *Bills*, No. 74.

ASSURANCES MUTUELLES :—

1. M. Marchand met devant la Chambre le quatorzième rapport de l'inspecteur des Compagnies d'—pour 1896, 86. (*Document No. 27*). Voir *Documents*, item 9.
2. Bill de M. Hackett amendant la loi relative aux compagnies d'assurance mutuelle, 131. Voir *Bills*, No. 170.

ATLANTIQUE & LAC SUPÉRIEUR :—

1. Motion de M. Nantel pour tous documents relatifs à l'obtention de subventions à la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ou à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, 132 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 185. (*Impression ordonnée*, 300.) (*Document No. 69*). Voir *Documents*, item 10.
2. Motion de M. Flynn pour copie de toutes pétitions depuis le 25 mai dernier, relativement à la construction du chemin de fer dit de la Baie des Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé et le contrat passé entre la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur et le gouvernement, au mois de mai dernier, 222 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 376. (*Document No. 125*). Voir *Documents*, item 11.
3. Interpellation au sujet du subside à cette compagnie, 89, 108.
4. Voir *Rive Sud*, *Baie des Chaleurs* et *Documents*, item 10, 11 et 125.

BAIE DES CHALEURS :—

1. Motion de M. Flynn pour copie de la correspondance relative à la construction du chemin dit "de la Rive Sud" et celui de la —, 49 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 75. (*Document No. 24*). (*Impression ordonnée*, 299.) Voir *Documents*, item 125.

-
2. Motion de M. Flynn pour copie de tous documents, relativement à la construction du chemin de fer dit de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, 222 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 376. (*Document No. 125.*) Voir *Documents*, *item 11*.
 3. Interpellation au sujet des procédures contre E. Pacaud, 131.
- BAIE JAMES :—Motion de M. Robitaille pour copie du rapport de Henry O'Sullivan, *re* exploration du territoire compris entre le Lac Saint-Jean et la Baie James, 222 ; réponse à l'ordre de la chambre, 263. (*Document No. 111.*) (*Impression ordonnée*, 380). Voir *Documents*, *item 104*.
- BAIE SAINT-PAUL :—*Hospice Sainte-Anne* :—Etat d'affaires, 61. Voir *Documents*, *item 81*.
- BANQUE JACQUES-CARTIER :—Motion de M. Robitaille pour copie de toute correspondance, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à la Banque Jacques-Cartier, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 216. (*Document No. 84.*) Voir *Documents*, *item 12*.
- BARREAU :—Bill de M. Gouin amendant la loi du Barreau de la province de Québec, 231. Voir *Bills*, *No. 179*.
- BATEAUX A VAPEUR :—Motion de M. Roy pour documents se rapportant à l'octroi d'une subvention annuelle à une ligne de bateaux à vapeur entre Montréal, Québec et les ports du comté de Gaspé, 67.
- BEAUCE :—Pétition de la Compagnie de téléphone de Beauce, demandant d'être constituée en corporation, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills*, *No. 36*.
- BEAUDOIN, J.-A. :—
1. Motion de M. Tellier pour copie de l'ordre en conseil destituant M. J.-Antoine Beaudoin comme registrateur du comté de Joliette, ainsi que copie de tous documents se rapportant à la dite destitution, 202 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 225. (*Document No. 93.*) Voir *Documents*, *item 14*.
 2. Motion de M. Tellier pour production de tous les rapports d'inspection du bureau d'enregistrement depuis le 8 mars 1892 jusqu'à la date de la destitution du registrateur J.-Antoine Beaudoin en octobre dernier, 202 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. (*Document No. 97.*) Voir *Documents*, *item 15*.

BEEMER, ROSS & SCOTT :—Voir *Ross, etc.*

BELLECHASSE : —

1. Pétition demandant un acte décrétant que le chef-lieu du comté de Bellechasse soit transféré de la paroisse de St-Michel en la paroisse de St-Raphaël, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 97. Voir *Bills, No. 54.*
2. Bill, du Conseil législatif, validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse ; présenté par M. Robidoux, 152. Voir *Bills, H.*

BERGERON, LAPOINTE ET FORAN : — Motion de M. Pelletier pour copie de l'ordre en conseil nommant MM. Bergeron, Lapointe et Foran, comme sténographes officiels du district de Québec, 125 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 72*). Voir *Documents, item, 147.*

BERTHIER ET VERCHÈRES : — Bill, du Conseil législatif, concernant la juridiction de la Cour Supérieure quant aux comtés de — ; présenté par M. Robidoux, 278. Voir *Bills, E.*

BEURRE ET FROMAGE : — Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant les sociétés de beurre et de fromage, 183. Voir *Bills, No. 176.*

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE : —

1. Comité conjoint de la —, membres nommés par le Conseil, 99 ; membres nommés par l'Assemblée, 133.
2. Rapport du conservateur de la —, 35. (*Imprimé, 35*). Voir *Documents, item, 16.*

BIENS DES FABRIQUES : — Bill de M. de Grosbois amendant la loi relative à l'administration des biens des fabriques, 84. Voir *Bills, No. 84.*

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi concernant la tenue des termes de la cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle, 147 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 147 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 152 ; ordre pour comité général, 152 ; ordre pour comité général rescindé ; bill considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 165 ; sanctionné, 397. (61 Vict, ch. 21).

C. Bill (du Conseil législatif)—Loi autorisant la *Church Society of the Diocese of Quebec* à administrer, d'une façon spéciale, certains fonds qu'elle

BILLS :—*Suite.*

a en mains, et pour d'autres fins, 206 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère et la 2e fois, et renvoyé au comité des bills privés, 206 ; rapporté, 232 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 242 ; sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 86). Pétition en faveur de ce bill, 31 ; rapport que les avis ont été donné, 60

D. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère et la 2e fois et renvoyé à un comité général, 168 ; considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 219 ; sanctionné, 397. (61 Vict., chap. 43).

E. Bill (du Conseil législatif)—Loi concernant la juridiction de la Cour Supérieure quant aux comtés de Berthier et de Verchères, 278 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère et la 2e fois et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 279 ; sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 19).

H. Bill (du Conseil législatif)—Loi validant certains actes dans le bureau d'enregistrement du comité de Bellechasse, 152 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 152 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 178 ; sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 10).

J. Bill (du Conseil législatif)—Loi autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à la Cour du Banc de la Reine, 185 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère et la 2e fois et renvoyé à un comité général, 185 ; considéré, rapporté progrès, 219 ; considéré de nouveau, rapporté, lu la 3e fois et passé, 236 ; sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 11).

K. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi concernant la qualification des membres du Conseil législatif, 209 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 209 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 276 ; considéré, le comité se lève sans faire rapport, 279.

L. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social, 206 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 206 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 276 ; considéré et rapporté progrès, 279 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amendements adoptés, 290 ; bill lu la 3e fois sur division et passé, 291 ; amendements agréés par le Conseil législatif, 382 ; bill sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 36).

M. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, 206 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 206 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général,

BILLS :—*Suite.*

276 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, 290 ; bill lu la 3e fois sur division et passé, 291 ; amendements agréés par le Conseil législatif, 382 ; bill sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 35.)

N. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant le Code du Notariat, 209 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 209 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 276 ; considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 280 ; bill sanctionné, 397. (61 Vict., ch. 28.)

O. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant le Code civil, relativement aux substitutions, 326 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 326 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 358 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 44.)

P. Bill (du Conseil législatif)—Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements, 218 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 218 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 197 ; sanctionné, 393. (61 Vict., ch. 9.)

R. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant de nouveau la loi relative aux honoraires des constables, 218 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 218 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 277 ; considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 280 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 23.)

S. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit, 269 ; sur motion de M. Robidoux, lu la 1ère fois, 269 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 280 ; considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 283 ; amendements agréés par le Conseil législatif, 382 ; bill sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 20.)

T. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant le Code de procédure civile, 365 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 365 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, considéré et rapporté progrès, 372 ; considéré de nouveau, 393 ; amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 378 ; amendements agréés par le Conseil législatif, 395 ; bill sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 47.)

U. Bill (du Conseil législatif)—Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure, 269 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 269 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, considéré, lu la 3ème fois et passé, 284 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 48.)

BILLS :—*Suite.*

V. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant l'article 2005 du Code civil, 385 ; sur motion de M. Rainville, lu la 1ère et la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 385 ; considéré, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 390 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 46).

X. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi relative à l'enregistrement des sociétés, 395 ; sur motion de M. Robitaille, lu la 1ère et la 2ème fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 395 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 42).

1. Loi relative à la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Marchand), présenté et lu la 1ère fois *pro forma*, 23.

2. Bill concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec (l'hon. M. Parent)—lu la 1ère fois, 37 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 66 ; considéré, rapporté progrès, 82 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 87 ; passé par le Conseil législatif avec un amendement dans la version anglaise, 179 ; amendement lu la 1ère fois, 179 ; lu la 2ème fois et adopté, 202 ; bill sanctionné, 398. (62 Vict., ch. 6).

3. Bill.—Loi de l'Instruction publique (l'hon. M. Robidoux)—présenté et lu la 1ère fois, 106 ; motion pour 2ème lecture ; amendement pour renvoyer la seconde lecture à 6 mois, débat, 180 ; ajourné, 181 ; débat repris et ajourné de nouveau, 220 ; débat repris, amendement négatif ; bill lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 228 ; considéré et rapporté progrès, 227 ; considéré de nouveau, 242, 254, 255 ; amendé, rapporté, amendements lus la 1ère fois, 255 ; lus la 2ème fois et adoptés, 256 ; résolution *re* inspecteur général, amendée, rapportée, adoptée, 257, 258 ; motion pour 3ème lecture, amendement de M. LeBlanc et sous-amendement de M. McDonald négatifs, 259 ; motion principale adoptée, 260 ; bill lu la 3ème fois, après vote, et passé, 261.

4. Bill concernant l'organisation des départements (l'hon. M. Robidoux)—présenté et lu la 1ère fois, 218.

5. Bill pour amender le Code municipal, (l'hon. M. Dechêne)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 95 ; considéré, amendé, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 102 ; passé par le Conseil législatif, 147 ; sanctionné, 398. (31 Vict., ch. 51).

7. Bill concernant la Compagnie d'exposition de Montréal, (l'hon. M. Dechêne)—présenté, lu la 1ère fois, 324 ; lu la 2ème et la 3ème fois et passé, 358 ; passé par le Conseil législatif, 381 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 4).

BILLS :—*Suite.*

8. Bill relatif à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public, l'hon. M. Marchand—présenté et lu la 1ère fois, 299 ; lu la 2ème fois et la 3ème fois sur division et passé, 317 ; passé par le Conseil législatif, 377 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 2). 19

10. Bill concernant les opérations, dans cette Province, des sociétés de secours mutuels et des associations de bienfaisance constituées hors de la Province, l'hon. M. Robidoux—présenté et lu la 1ère fois, 281 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 285 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, considérés et adoptés, 382 ; bill sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 39). 20

11. Bill concernant le délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, (l'hon. M. Duffy)—présenté et lu la 1ère fois, 290 ; lu la 2ème fois sur division, lu la 3ème fois et passé, 291 ; passé par le Conseil législatif, 377 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 3). 21

13. Bill amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales, (l'hon. M. Marchand)—présenté et lu la 1ère fois, 350, lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 353 ; considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 358 ; passé par le Conseil législatif, 377 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 15). 22

14. Bill concernant les licences, (l'hon. M. Marchand)—présenté et lu la 1ère et la 2ème fois et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, 318 ; bill lu la 3ème fois et passé, 357 ; passé par le Conseil législatif, 382 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 14). 23

16. Bill relatif à certains officiers de justice, (l'hon. M. Robidoux)—présenté et lu la 1ère fois, 351 ; lu la 2ème fois et la 3ème fois sur division et passé, 359 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 24). 24

18. Bill amendant l'article 4178 des Statuts refondus, (M. Normand)—présenté, lu la 1ère et la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 215 ; rapporté amendé, 243. 25

19. Bill amendant l'article 4216 des Statuts refondus de Québec, (M. Gouin)—présenté, lu la 1ère et la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 210 ; rapporté, 230 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 253 ; motion pour comité général ; amendement de M. Tellier pour renvoyer le comité général à six mois, adopté, 361. 26

20. Bill amendant la loi relative à la corporation des huissiers du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir, (M. Rain-

BILLS :—*Suite.*

ville)—présenté et lu la 1ère et la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 221.

21. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Panneton)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité de législation, 204 ; bill rejeté par le comité, 278.

22. Bill pour amender la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations, (M. Caron)—présenté et lu la 1ère et la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 211 ; rapporté amendé, 254 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 363 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 25.)

23. Bill relatif aux cercles agricoles, (l'hon. M. Dechêne)—présenté et lu la 1ère fois, 273 ; motion pour 2ème lecture, amendement de M. McDonald, sous-amendement de M. Robitaille adopté ; motion principale adoptée, bill lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 294 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 382 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 382 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 17.)

26. Bill relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit de Montréal, (l'hon. M. Robidoux)—présenté et lu la 1ère fois, 274 ; lu la 2ème fois sur division, lu la 3ème fois et passé, 292 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 382 ; amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, 382 ; bill sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 22.)

27. Bill amendant la loi concernant les immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature (l'hon. M. Stephens)—présenté et lu la 1ère fois, 33 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 82 ; considéré, rapporté, et passé, 87 ; passé par le Conseil législatif, 136 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 12.)

28. Bill amendant la loi concernant l'anatomie, (l'hon. M. Stephens)—présenté et lu la 1ère fois, 37 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 95 ; rapporté amendé, 197 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 267 ; passé par le Conseil législatif, 365 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 29.)

29. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (l'hon. M. Robidoux)—présenté, lu la 1ère fois en renvoyé au comité du Code municipal, 210 ; ordre que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour deuxième lecture 371 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 372 ; passé que le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 50)

BILLS :—*Suite.*

31. Bill amendant la charte de la cité de Saint-Henri, (M. Décarie)—présenté et lu la 1ère fois, 85 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 219 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 267 ; passé par le Conseil législatif, 377 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 55.)

32. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Trefflé Richard à la pratique du notariat, après examen, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95 ; rapporté amendé, 114 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois sur division et passé, 127 ; passé par le Conseil législatif, 205 ; sanctionné, 398 ; honoraire remis, 392. (61 Vict., ch. 98.)

33. Bill constituant en Corporation les Sœurs du Précieux-Sang, de Nicolet (M. Ball)—présenté et lu la 1ère fois, 148 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 180 ; rapporté, 227 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 240 ; honoraire remis, 251 ; bill passé par le Conseil législatif, 365 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 89.)

34. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Noël-Eusèbe Guillet, au nombre de ses membres, après examen, (M. Panneton)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapport que la préambule n'est pas prouvé, 196 ; motion pour remettre ce bill sur l'ordre du jour pour comité général, adoptée, 224 ; bill considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 241 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 385 ; amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, 386 ; sanctionné, 398 ; honoraire remis, 392. (61 Vict. ch. 105)

35. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Henri-Alphonse Hamel, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté amendé, 196 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 238 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 398 ; honoraire remis, 392. (61 Vict., ch. 106.)

36. Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone de Beauce, (M. Béland)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 96 ; rapporté amendé, 166 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 188 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 261 ; amendements lus la 1ère fois, 261 ; lus la 2e fois et amendés, 279 ; le

Conseil n'insiste pas sur le 2e amendement, 395 ; bill sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 69).

38. Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec et la Cour du Recorder de la dite cité, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté amendé, 130 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 142 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 230 ; amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, 230 ; sanctionné, 398. (61 Vict., ch. 52).

39. Bill constituant en corporation *The Union Brewery*, (l'hon. M. Guérin)—présenté et lu la 1ère fois, 98 ; lu 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté, 139 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 180 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 235 ; amendements lus la 1ère fois, 235 ; lus la 2e fois et adoptés, 245 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 78).

40. Bill concernant la succession de feu Francis-Antoine-Edouard Hénault, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1ère fois, 64 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95 ; rapport, préambule non prouvé, 195 ; honoraire remis, 370.

41. Bill constituant en corporation l'Institut des Petites-Sœurs Franciscaines de Marie, (M. D'Auteuil)—présenté et lu la 1ère fois, 85 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté, 129 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 149 ; passé par le Conseil législatif, 230 ; honoraire remis, 250 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. ch. 90).

42. Bill autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St. Henri, comté d'Hochelaga, à émettre des obligations, (M. Décarie)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté 114 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 126 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 235 ; amendements lus la 1ère fois, 235 ; lus la 2e fois et adoptés, 245 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 62).

43. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Emile Thibaudeau à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 237 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 399 ; honoraire remis, 370. (61 Vict., ch. 108).

BILLS :—*Suite.*

44. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Jean-Arthur Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 62 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95 ; rapporté amendé, 196 ; considéré en comité général, lu la 3e fois et passé, 238 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; honoraire remis, 370 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 107).

45. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Arthur-Noé Chabot à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté et amendé, 196 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 239 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 399 ; honoraire remis, 392. (61 Vict., ch. 100).

47. Bill amendant la loi autorisant les syndics de la paroisse de St-Jérôme, à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et dépendances, (l'hon. M. Nantel)—49e règle suspendue, bill présenté et lu la 1ère fois, 148 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 180 ; rapporté, 232 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 241 ; passé par le Conseil législatif, 365 ; sanctionné, 399 ; honoraire remis, 387. (61 Vict., ch. 63).

48. Bill remplaçant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal par la loi générale des Compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 114 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté, amendé, 195 ; considéré en comité général ; rapporté, lu la 3e fois et passé, 225 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 282 ; amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, 283 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 72).

49. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph-Pierre-Léonard-Delphis Girouard au nombre de ses membres, (M. Dessaulles)—présenté et lu la 1ère fois, 62 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté avec amendements, 196 ; bill retiré, 223 ; honoraire remis, 223.

50. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Boucher à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté amendé, 196 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé ; 239 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 399 ; honoraire remis, 392. (61 Vict., ch. 99).

BILLS :—*Suite.*

51. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Geo. Albini Lacombe, à l'étude du droit, sans examen, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 91 ; rapporté, 114 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 179 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 235 ; amendements lus la 1ère fois, 236 ; lus la 2e fois et adoptés, 245 ; honoraire remis, 392 ; bill sanctionné, 399. (41 Vict., ch. 96).

52. Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 77, constituant en corporation *The North Shore Power Company*, (M. Normand)—présenté et lu la 1ère fois, 64 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 96 ; rapporté, 120 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 134 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 399. (61 Vict. ch. 71).

53. Bill autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de St-Henri à imposer une taxe sur certains biens, (M. Décarie)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté, préambule non prouvé, 227 ; honoraire remis, 251.

54. Bill transportant de St-Michel à St-Raphaël, le chef lieu du comté de Bellechasse, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 99 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté, 166 ; motion pour comité général adoptée sur division ; bill considéré, rapporté, lu la 3-me fois sur division et passé, 189 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 7).

55. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William-James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 64 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 91 ; rapporté, amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 238 ; honoraire remis, 392 ; bill passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 103),

56. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre David-Henri Dubé, au nombre de ses membres, après examen, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 62 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 225 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 365 ; amendements lus la 1ère fois, 365 ; lus la 2ème fois et adoptés, 373 ; honoraire remis, 392 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 94).

57. Bill autorisant l'admission de Louis-Ephrem Larose au nombre des membres de l'Association pharmaceutique de la province de Québec,

BILLS :—*Suite.*

(M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 90 ; rapport que le promoteur ne désire pas procéder sur ce bill, 196 ; bill retiré ; honoraire remis, 224.

58. Bill autorisant Joseph-Alexandre-Adolphe Birtz dit Desmarteau, *alias* Alexandre Desmarteau, en sa qualité de tuteur à Louis-Joseph-Arthur Birtz dit Desmarteau, son frère mineur, à vendre en bloc, ou séparément les biens de la succession de feu Charles Birtz dit Desmarteau, son père, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 85 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté, 121 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 135 ; passé par le Conseil législatif avec amendement, 278 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 278 ; bill sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 92).

59. Bill autorisant Gustave Massue-Drolet à porter le nom de Gustave Drolet-Massue, (M. Cardin)—présenté et lu la 1ère fois, 61 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 76 ; rapporté, 114 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 127 ; passé par le Conseil législatif, 205 ; sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 109).

60. Bill légalisant la construction et autorisant le maintien du viaduc de l'Hôtel Victoria, à Québec, (M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 116 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 243 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois sur division et passé, 356 ; honoraire remis, 394.

61. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1898 et le 30 juin 1899, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Marchand)—présenté et lu la 1ère fois, 361 ; lu la 2ème et la 3ème fois et passé, 393 ; pssé par le Conseil législatif, 397 ; sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 1).

62. Bill autorisant la barreau de la province de Québec à admettre Pierre Bouffard au nombre de ses membres (M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 85 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 268 ; passé par le Conseil législatif, 255 ; sanctionné, 399 ; honoraire remis, 392. (61 Vict., ch. 93).

63. Bill concernant la succession de feu Edouard-Narcisse de Lormier, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1re fois, 64 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté, amendé, 114 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 128 ; passé par le Conseil législatif, 230 ; sanctionné, 399. (61 Vict., ch. 91).

64. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-David Dupuis à la pratique de la médecine et

BILLS :—*Suite.*

de la chirurgie, (M. Talbot)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 211 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 399 ; honoraire remis, (61 Vict., ch. 102). 27

65. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henry-J. Elliott au nombre de ses membres, après avoir obtenu le degré de bachelier en droit civil et après examen, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 62 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 95 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 207 ; passé par le Conseil législatif, 256 ; sanctionné, 400 ; honoraire remis, 370. (61 Vict., ch. 95.) 28

66. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Urgèle Labelle à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Gosselin)—présenté et lu la 1ère fois, 85 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté amendé, 196 ; considéré en comité général, rapporté, 211 ; bill retiré, 287 ; honoraire remis, 370 29

67. Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière Boas (M. Dessaulles)—présenté et lu la 1ère fois, 130 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 167 ; rapporté amendé, 204 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 212 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 278 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 278 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 81). 30

68. Bill constituant en corporation *The Shawinigan water and power company*, (M. Duplessis)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 227 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 240 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 385 ; lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 386 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 70). 31

69. Bill concernant la succession de feu Owen McGarvey, (l'hon. M. Guerin)—présenté et lu la 1ère fois, 98 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 243 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 272 ; honoraire remis, 391. 32

70. Bill constituant en corporation la ville de Saint-Lambert, (M. Rocheleau)—49ème règle suspendue, bill présenté et lu la 1ère fois, 141 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 150 ; rapporté amendé, 232 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 267 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 60). 33

BILLS :—*Suite.*

71. Bill concernant *The Canadian Savings Loan & Building Association* (M. Weir)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 83 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté amendé, 183 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 191 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 261 ; amendements lus la 1^{ère} fois, 241 ; lus la 2^{ème} fois et adoptés, 266 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., chap. 74).

73. Bill amendant la loi 52 Victoria, chapitre 94, concernant les Sœurs de charité de la Providence et l'asile des aliénés de la Longue-Pointe, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 99 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 183 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 190 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 261 ; amendements lus la 1^{ère} fois, 261 ; lus la 2^{ème} fois et adoptés, 266 ; bill sanctionné, 400 ; honoraire remis, 387. (61 Vict., ch. 88).

74. Bill constituant en corporation la "Caisse Générale," (M. Lacombe)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 98 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté, 232 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 267 ; renvoyé au comité de législation, 267 ; rapporté, 353 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 357 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 395 ; considérés et adoptés, 396 ; sanctionné, 400 ; honoraire remis, 392. (61 Vict., ch. 75).

75. Bill refondant et amendant les actes concernant les Clercs paroissiaux ou Cathéchistes de St. Viateur, (M. Tellier) — présenté et lu la 1^{ère} fois 61 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 95 ; rapporté amendé 197 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 261 ; amendements lus la 1^{ère} fois, 262 ; lus la 2^{ème} fois et amendés, 268 ; amendements de la Chambre adoptés par le Conseil législatif, 282 ; bill sanctionné, 400 ; honoraire remis, 266. (61 Vict., ch. 87).

76. Bill concernant la Compagnie de chemins à barrières de Dorval, (M. Bickerdike)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 91 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté, amendé, 183 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 190 ; honoraire remis, 391. Diverses pétitions contre ce bill, 182, 183.

77. Bill régularisant la cléricature de Joseph-Hormisdas Lemoine, médecin, de St-Théodore d'Acton, dans le comté de Bagot, province de Québec, (M. McDonald)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 121 ; lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 136 ; rapporté amendé, 196 ; bill retiré, 211 ; honoraire remis, 224.

BILLS :—*Suite.*

78. Bill constituant en corporation la Compagnie de téléphone des marchands de Montréal, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 64 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 96 ; rapporté amendé, 130 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus la 1ère fois, 149 ; lus la 2ème fois et adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 180 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 261 ; amendements lus la 1ère fois, 261 ; lus la 2ème fois et adoptés, 269 ; bill sanctionné, 400 ; (61 Vict., ch. 68).

79. Bill constituant en corporation spéciale le curé de la paroisse de St-Roch de Québec, (l'hon. M. Shehyn.)—présenté et lu la première fois, 114 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 136 ; rapporté amendé, 205 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 212 ; passé par le Conseil législatif, 278 ; sanctionné, 400. (61 Vict. ch. 85).

80. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Napoléon Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Roy.) présenté et lu la 1ère fois, 99 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 195 ; honoraire remis, 232. X

81. Loi modifiant la loi des corporations de ville, (M. Robitaille),—présenté et lu la 1ère fois, 56 ; lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 81 ; motion du comité général adoptée sur division ; bill considéré, rapporté progrès ; motion pour renvoyer le bill au comité de législation adoptée, 88 ; rapport contre ce bill, 120. X

82. Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile concernant la juridiction de la cour des commissaires, (M. de Grosbois).—présenté et lu la 1ère fois, 53 ; motion pour 2ème lecture ; amendement (M. Robitaille) pour renvoyer la seconde lecture à six mois, négativé par le vote prépondérant de M. l'Orateur, 88 ; bill lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 89 ; motion pour comité général ; amendements pour renvoyer le comité général à six mois, négativé, 117 ; bill considéré, amendé, 118 ; rapporté, amendements lus la 1ère fois, 126 ; lus la 2ème fois, 186 ; considérés et adoptés, 201 ; bill lu la 3ème fois et passé, 204. X

83. Bill amendant les statuts refondus relativement aux honoraires des huissiers de la cour des commissaires, (M. de Grosbois)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 81 ; rejeté par ce comité, 98.

84. Bill amendant la loi relative à l'administration des biens des fabriques, (M. de Grosbois)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 81 : rapporté, 197 ;

BILLS :—*Suite.*

considéré en comité général, rapporté, motion pour 3ème lecture ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté ; bill considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère fois, 351 ; lus la 2ème fois, 361 ; adoptés, 373 ; bill lu la 3ème fois et passé, 373.

X 85. Bill prohibant les affiches indécentes, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 37 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 81 ; rejeté par ce comité, 98 ; motion pour faire remettre ce bill sur l'ordre du jour négative, 109 ; motion pour renvoyer de nouveau ce bill au comité de législation,—objection—M. l'Orateur remet sa décision, 124 ; bill retiré, 133.

X 86. Bill à l'effet de développer le suffrage électoral, (M. Weir), présenté et lu la 1ère fois, 37 ; bill retiré, 152.

87. Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 86 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 118 ; ordre pour comité général rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 126 ; rapporté, 166 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 191 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 235 ; amendements lus la 1ère fois, 236 ; lus la 2e fois et adoptés, 245 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 33).

88. Bill amendant la loi concernant l'assurance de vie par les maris et parents, (M. Watts)—présenté et lu la 1ère fois, 76 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 94 ; rapporté, lu la 3e fois et passé, 251 ; passé par le Conseil législatif, 316 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 41).

5 89. Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 86 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité spécial, 118 ; rapporté amendé, 183 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 232 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, motion pour la réception du rapport ; amendement de M. Gouin et sous-amendement de M. Pelletier à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté, 270 ; bill renvoyé de nouveau à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendement Tellier pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général adopté après vote, bill considéré en comité, rapport de progrès, 271 ; considéré de nouveau, 272, 325 ; amendé, 361 ; motion pour la réception du rapport, débat, (non ajourné), 373 ; motion de M. Gouin pour remettre le bill sur l'ordre du jour pour réception du rapport du comité général, 377 ; motion pour réception du rapport du comité général, amendement de M. Béland pour le renvoi à six mois négative, autre amendement de M. deGrosbois et sous-amendement

BILLS :—*Suite.*

de M. Pelletier pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adoptés ; bill renvoyé à un comité général, considéré, amendé ; motion pour la réception du rapport, amendement-Pelletier pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté après vote, bill considéré, amendé, rapporté, amendements lus la 1^{ère} et la 2^e fois et adoptés, bill lu la 3^e fois et passé, 387 à 389.

90. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 66 ; ordre pour 2^e lecture rescindé, bill renvoyé au comité spécial sur code municipal, 97.

91. Bill amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des statuts refondus de la province de Québec, (M. Chauret) présenté et lu la 1^{ère} fois, 76 ; lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité d'agriculture, 109 ; rapporté amendé, 138 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 186 ; passé par le Conseil législatif avec changement dans le titre, 256. changement adopté par la Chambre, 256 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 16).

92. Bill amendant l'article 623a du code municipal (M. Duplessis)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 62 ; lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 81 ; ordre pour comité général rescindé, bill renvoyé au comité spécial sur code municipal, 96 ; bill rapporté refondu avec bill No. 105, 255.

93. Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens (M. DeGrosbois)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 76 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 103 ; rapporté amendé, 186 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 186 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 30). Pétition contre ce bill, 120.

94. Bill amendant le code municipal, (M. Watts)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 62 ; ordre pour 2^e lecture rescindé et bill renvoyé au comité spécial sur code municipal, 97 ; bill rapporté refondu avec bill No. 105, 255.

95. Bill amendant l'article 770a du Code municipal, (M. Rocheleau)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 91 ; ordre pour 2^e lecture rescindé et bill renvoyé au comité spécial sur code municipal, 103.

96. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, (M. Gouin)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 86 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 110 ; rapporté, 120 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 134.

97. Bill amendant le Code municipal, (M. DeGrosbois)—présenté lu la 1^{ère} fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 210.

BILLS :—*Suite.*

98. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; ordre pour 2e lecture rescindé et bill renvoyé de nouveau au comité spécial du Code municipal, 97.

99. Bill amendant la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec, (M. McCorkill)—présenté et lu la 1ère fois, 116 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 191 ; rapport que le promoteur désire retirer ce bill, 221.

100. Bill amendant les articles 843 et 925 des Statuts refondus de Québec, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 76 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 191 ; bill rejeté par ce comité 221.

101. Bill érigeant la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil en municipalité, et l'annexant au comté de Drummond, (M. Watts)—présenté et lu la 1ère fois, 76 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité des bills privés, 134 ; rapporté, 237 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 240 ; passé par le Conseil législatif, 245 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 8.)

103. Bill amendant la loi 60 Vict., ch. 21, en retranchant les sections 12 et 13 de la formule du serment mentionnée dans la section 29 de la dite loi, (M. Rainville)—présenté et lu la 1ère fois, 76 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 103 ; rapporté, 166 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 186 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 13.)

104. Bill amendant l'article 1048 du Code municipal, (M. Duplessis)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 139.

105. Bill amendant le Code municipal, (M. Caron)—présenté et lu la 1re fois, 92 ; ordre pour 2e lecture rescindé et bill renvoyé au comité spécial sur code municipal 118 ; rapporté refondu avec les bills Nos. 92, 94, 153, 155, 164 et 174, 255 ; lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, considéré, amendé, amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, bill lu la 3e fois et passé, 264 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 382 ; amendements lus la 1ère et la 2e fois et adoptés, 382 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 49.)

106. Bill concernant la conciliation, (M. Chicoyne)—présenté et lu la 1ère fois, 91 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 202 ; rapport que le bill devrait être renvoyé à la prochaine session, 221.

X

BILLS :—*Suite.*

104. Bill amendant les articles 89, 855 et 1196 du Code de procédure civile, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 91 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 145.

108. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 91 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité de législation, 179 ; rapporté amendé, 221 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 252

109. Bill amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation d'églises, presbytères, et cimetières, (M. D'Auteuil)—présenté et renvoyé au comité de législation, 126 ; rapporté, 197 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3e fois et passé, 205 ; passé par le Conseil législatif avec changement dans le titre, 248 ; changement accepté par la Chambre, 248 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 26).

110. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Ferdinand-Elzéar Roy à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 99 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 195 ; bill retiré, 211 ; honoraire remis, 232.

111. Bill modifiant la charte de Chicoutimi, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 130 ; bill retiré, 191 ; honoraire remis, 251. Pétition contre certaines parties de ce bill, 120.

112. Bill concernant la Compagnie de pulpe des Laurentides (limitée), (M. Bickerdike)—présenté et lu la 1ère fois, 62 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 95 ; rapporté amendé, 114 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 127 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 235 ; amendements lus la 1ère fois, 235 ; lus la 2ème fois et adoptés, 246 ; bill sanctionné, 400 ; (61 Vict., ch. 76.)

113. Bill constituant en corporation le village de "Grand'Mère," (M. Bickerdike)—présenté et lu la 1ère fois, 90 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté amendé, 121 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 135 ; passé par le Conseil législatif, 230 ; sanctionné, 400 ; (61 Vict., ch. 61.)

114. Bill modifiant la charte de la cité de Hull, (M. Major)—présenté et lu la 1ère fois, 62 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 142 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 207 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 316 ; amendements lus la 1ère fois, 316 ; lus la 2ème fois et adoptés, 326 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 56)

BILLS :—*Suite.*

115. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre au nombre de ses membres Louis-Onésime Gauthier, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 196 ; bill considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 104)

116. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François-Xavier Demers au nombre de ses membres, après examen, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 99 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 238 ; passé par le Conseil législatif, 394 ; sanctionné, 400 ; honoraire remis, 370. (61 Vict., ch. 101.)

118. Bill refondant et amendant la charte de la ville de Maisonneuve, (M. Lacombe), présenté et lu la 1ère fois, 114 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 232 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 242 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 395 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 396 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 57.)

119. Bill constituant en corporation *The Lawyers Title Insurance Company*, (M. Bickerdike)—présenté et lu la 1ère fois, 90 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapport que le promoteur désire retirer ce bill, 167 ; honoraire remis, 167.

120. Bill abrogeant la loi 50, Vict., chap. 77, en autant que la dite loi affecte les droits du dit William-Ellegood-Phillips. (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 83 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté amendé, 183 ; considéré en comité général, le comité se lève sans faire de rapport, 199 ; motion pour remettre ce bill sur l'ordre du jour, adoptée après vote, 228 ; bill considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 241 ; honoraire remis, 391.

121. Bill constituant en corporation *The Executors' Trust Company*, (M. Bickerdike)—présenté et lu la 1ère fois, 91 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 205 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 226 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 73.)

122. Bill amendant la charte de la *Royal Paper Mills Company*, (M. Panneton)—présenté et lu la 1ère fois, 116 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté, 205 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 226 ; passé par le Conseil législatif, 282 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 77.)

BILLS :—*Suite.*

123. Bill constituant en corporation *William Dow and Company*, (M. Guerin)—présenté et lu la 1ère fois, 116 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 167 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 189 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 79.) 77

124. Bill amendant la charte de la ville de St.-Louis, (M. Décarie)—présenté et lu la 1ère fois, 116 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 207 ; passé par le Conseil législatif, 276 ; bill sanctionné, 400. (61 Vict., ch. 58.) Pétitions contre ce bill, 194. 91

125. Bill amendant et consolidant l'acte constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly 51-5 Victoria, chapitre 97, (M. Rainville)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 106 ; rapporté amendé, 166 ; considéré en comité général, 188, 198 ; amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 199 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 372 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 372 ; bill sanctionné, 501 ; (61 Vict., ch. 65.) 4

126. Bill amendant et consolidant l'acte constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, 47 Victoria, chapitre 55, tel qu'amendé par les actes 51-52 Victoria, chapitre 76, (M. Rainville)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 106 ; rapporté amendé, 166 ; considéré en comité général—objection en comité, le président rejette la question d'ordre, appel de sa décision, M. l'Orateur réserve sa décision, 189 ; maintient la décision du président du comité, 197 ; bill considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 199 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 278 ; amendements lus la 1ère fois et la 2ème fois et adoptés, 278 ; bill sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 66.)

127. Bill amendant la charte de la Compagnie de l'Union des abat-toirs de Montréal, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1ère fois, 86 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté, amendé, 183 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 199 ; considéré de nouveau, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 207 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 316 ; amendements, lus la 1ère fois, 316 ; amendements lus la 2ème fois et adoptés, 357 ; bill sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 80.) 57

128. Bill constituant en corporation "*The St. Lawrence Power Company*," (M. Dessaulles)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2ème fois et

BILLS :—*Suite.*

renvoyé au comité des chemins de fer, 106 ; rapport que le promoteur ne désire pas procéder sur ce bill, 194 ; honoraire remis, 251.

129. Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 130 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 142 ; rapporté, 230 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 341 ; passé par le Conseil législatif, 365 ; sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 64.)

130. Bill accordant à Ninian C. Smillie, certains privilèges pour l'exploitation de puits d'huile dans le comté de Gaspé, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté,—préambule non prouvé, 248 ; honoraire remis, 370.

131. Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Geneviève de Batiscan à Saint-Narcisse, (M. Roy)—présenté et lu la 1ère fois, 130 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 142 ; rapport,—préambule non prouvé, 227 ; honoraire remis, 370.

132. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Ernest Lapointe au nombre de ses membres, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 65 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté, lu la 3ème fois et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif, 316 ; sanctionné, 401 ; honoraire remis, 391 ; (61 Vict., ch. 97.)

133. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Hector-Homer Joyal, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Chauret)—présenté et lu la 1ère fois, 131 ; et renvoyé au comité des bills privés, 136 ; rapporté amendé, 196 ; bill retiré, 228 ; honoraire remis, 250.

134. Bill amendant la charte de la ville de Salaberry de Valleyfield, (M. Bisson)—présenté et lu la 1ère fois, 98 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 167 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 190 ; passé par le Conseil législatif, 233 ; sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 59.)

135. Bill autorisant les tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs de feu Jos.-Henri Cadorette à disposer, de gré à gré et sans autorisation judiciaire, des immeubles appartenant aux dit mineurs, (M. Bourbonnais)—présenté et lu la 1ère fois, 107 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 127 ; rapport contre ce bill, 243 ; honoraire remis, 251.

136. Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montréal, (M. Cherrier)—présenté et lu la 1ère fois, 130 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 142 ; rapporté amendé,

BILLS :—*Suite.*

213 ; considéré en comité général, 227, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 239 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 365 ; amendements lus la 1ère fois, 266 ; lus la 2ème fois et adoptés, 374 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 67.)

137. Bill pour constituer en corporation la Compagnie du Conservatoire de Montréal, (M. Champagne)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté, 121 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 134 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 365 ; amendements lus la 1ère fois, 366 ; lus la 2ème fois et adoptés, 374 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 84.)

138. Bill changeant le nom de l'Association bienveillante des pompiers de Montréal, refondant et amendant les lois la concernant, (M. Champagne)—présenté et lu la 1ère fois, 84 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 96 ; rapporté amendé, 114 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 127 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 233 ; amendements lus la 1ère fois, 233 ; lus la 2ème fois et adoptés, 237 ; bill sanctionné, 401 ; honoraire remis, 251. (61 Vict., ch. 83.)

139. Bill amendant la charte de la cité de Montréal et spécialement la section 14 du chapitre 49 de la loi 59 Victoria, (M. Décarie)—présenté et lu la 1ère fois, 168 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 191 ; rapporté amendé, 319 ; réimpression ordonnée, 219 ; motion pour comité général ; amendement pour renvoyer le comité général à six mois, négatif, 355 ; bill considéré, rapporté progrès, 356 ; considéré de nouveau ; motion pour 3ème lecture adoptée sur division ; bill lu la 3ème fois et passé, 357 ; honoraire remis, 391.

140. Bill refondant la loi organique de l'hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 85 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté amendé, 121 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 135 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 235 ; amendements lus la 1ère fois, 235 ; lus la 2me fois et adoptés, 246 ; honoraire remis, 251 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 82.)

141. Bill transférant le chef-lieu du comté de Champlain, de Sainte-Geneviève à St-Stanislas, (M. Robitaille)—51ème règle suspendue, bill présenté, lu la 1ère et la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 142 ; rapport—préambule non prouvé, 227 ; honoraire remis, 250.

142. Bill amendant les diverses lois concernant la corporation de la cité des Trois-Rivières, (M. Normand)—présenté et lu la 1ère fois, 116 ; lu

BILLS :—*Suite.*

la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 206 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 227 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 283 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 283 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 54.)

143. Bill constituant en corporation la *First Church of Christ, Scientist, Montreal*, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 83 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 105 ; rapporté amendé, 143 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 135 ; considéré de nouveau, 149, 180 ; le comité se lève sans faire de rapport, 188 ; honoraire remis, 250.

144. Bill abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, concernant les barrières de péage dans la paroisse de Sainte-Cécile, (M. Bisson)—présenté et lu la 1ère fois, 98 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté amendé, 166 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 190 ; honoraire remis, 250. Pétition contre ce bill, 149.

145. Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Desgagné à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 128 ; rapporté amendé, 195 ; considéré en comité général, rapporté, 226.

147. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, (M. Rainville)—présenté et lu la 1ère fois, 115 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 142 ; rapporté amendé, 219 ; réimpression ordonnée, 219 ; motion pour comité général, considéré—objection—appel de la décision du président, M. l'Orateur suggère de renvoyer le bill au comité des ordres permanents, 246 ; motion à cet effet ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté ; bill renvoyé à un comité général, 247 ; considéré, 256 ; considéré de nouveau ; amendé, rapporté ; amendements lus la 1ère fois, 281 ; motion pour 2ème lecture, amendements ; débats, 287 ; débats repris ; amendements retirés, 317 et 354 ; considéré de nouveau en comité, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 355 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 53.)

148. Bill abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55, (M. Lacombe)—présenté et lu la 1ère fois, 167 ; lu la 2ème fois, sur division, et renvoyé au comité de législation, 224.

149. Bill amendant le Code civil, (M. Chauret)—présenté et lu la 1ère fois, 183 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 213 ; bill rejeté par ce comité, 254.

BILLS :—*Suite.*

150. Bill amendant l'article 5537 des Statuts révisés de Québec, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 183 ; lu la 2ème fois, sur division, et renvoyé au comité de législation, 253 ; rapporté, 264 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 366 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 395 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 396 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 40).

151. Bill amendant les articles 100, 352, 793, 882, 560, 1,048, 802, 814, 834, 331, du Code municipal et abrogeant les articles 350, 351, 354, 360, 700, 1,043 et 1,046 du dit code, (M. Roy)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 106.

152. Bill à l'effet d'amender le Code municipal afin de permettre l'imposition d'une taxe sur les hypothèques, (l'hon. M. Stephens)—présenté et lu la 1ère fois, 107 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 187.

153. Bill amendant le Code municipal, (M. Normand)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du code municipal, 122 ; rapport, bill refondu avec le bill No. 105, 255.

154. Bill amendant l'article 288 du Code de procédure civile, (M. Tellier)—présenté et lu la 1ère fois, 122 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 152 ; rapporté, 221 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 252.

155. Bill amendant le Code municipal, (l'hon. M. Pelletier) — présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 122 ; rapporté, bill refondu avec le bill No. 105, 255.

156. Bill concernant les ingénieurs civils, (M. DeGrosbois)—présenté et lu la 1ère fois, 122 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 179 ; rapporté amendé, considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 205 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 276 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 276 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 32).

157. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (M. DeGrosbois) —présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 122.

158. Bill amendant la loi concernant la Cour des commissaires, (M. Lalonde)—présenté et lu la 1ère fois, (voir *errata*) ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 187 ; rapport, bill rejeté par le comité, 221 ; motion pour faire remettre ce bill sur l'ordre du jour

BILLS :—*Suite.*

pour comité général ; objection de l'hon. M. Stephens, rejetée par M. l'Orateur ; après débat, motion retirée du consentement de la Chambre, 231.

159. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (M. Lalonde)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 131.

160. Bill amendant le Code municipal, (M. Robitaille)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 116.

161. Bill amendant l'article 4872 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Robitaille)—présenté et lu la 1ère fois, 122 ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 187 ; rapporté, bill rejeté par ce comité, 221.

162. Bill amendant le Code municipal en ce qui concerne la législation des rôles d'évaluation pour les fins de comté, (M. Gillies)—présenté lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 116.

163. Bill amendant l'article 887 du Code municipal (M. Gosselin)—présenté, lu la première fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 139.

164. Bill amendant le Code municipal, (M. Panneton)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 140 ; rapporté, bill refondu avec le bill No. 105, 255.

165. Bill amendant l'article 826 du Code municipal, (M. Roy)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 122.

166. Bill abrogeant l'article 1622 du Code civil, (M. McCorkill)—présenté et lu la 1ère fois, 140 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 187 ; rapporté amendé, 254 ; considéré en comité général sur division et rapporté ; motion pour 3e lecture, amendement pour renvoyer la 3e lecture à six mois, négativé, autre amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé, bill lu la 3ème fois et passé, 363 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 45).

167. Bill amendant la loi relative aux corporations de ville, (M. McCorkill), présenté et lu la 1ère fois, 140 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 187 ; rapporté, 221 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 252 ; passé par le Conseil législatif, 316 ; sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 34).

168. Bill amendant les dispositions des Statuts revisés de Québec, relativement à la tempérance, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 140 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 224.

BILLS :—*Suite.*

169. Bill amendant le Code de procédure civile, (l'hon. M. Hackett)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 131 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 192 ; rapporté, bill rejeté par le comité, 221.

170. Bill concernant les Compagnies d'assurances mutuelles contre le feu, (l'hon. M. Hackett)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 131 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 192 ; rapporté amendé, 221 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 252 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 291 ; amendements lus la 1^{ère} fois, 291 ; lus la 2^e fois et adoptés, 348 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 38).

171. Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, (M. Major)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 149 ; lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 213 ; motion pour comité général.—objection—M. l'Orateur remet sa décision, 272 ; décide que le bill doit être considéré comme " bill privé," 286 ; autre motion pour comité général,—objection ; débat, ajourné, 376 ; débat repris et ajourné de nouveau, 383 ; débat repris, motion pour comité général adoptée sur vote ; bill considéré, amendé, rapporté, amendements lus la 1^{ère} et la 2^e fois et adoptés. bill lu la 3^e fois et passé, 384.

172. Bill modifiant la loi concernant les corporations de ville, (M. Chauret)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 149 ; lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 213 ; rapporté ; bill rejeté par le comité, 243.

173. Bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, (M. Chauret)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 149 ; lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 224 ; rapporté, 254 ; considéré en comité général, sur division, rapporté et lu la 3^{ème} fois, 362 ; passé, 372 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 395 ; amendements lus la 1^{ère} fois, 396.

174. Bill amendant l'article 582*a* du Code municipal (M. Lislois)—présenté, lu la 1^{ère} fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 149 ; rapporté, bill refondu avec Bill No. 105, 255.

175. Bill amendant l'article 1816*a* du Code civil, (M. Lacombe)—présenté, et lu la 1^{ère} fois, 168 ; lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé au comité de législation, 253 ; rapport ; bill rejeté par le comité, 265.

176. Bill amendant les lois concernant les sociétés de beurre et de fromage, (l'hon. M. Pelletier)—présenté et lu la 1^{ère} fois, 183, lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 224 ; considéré et rapporté progrès, 253.

BILLS :—*Suite.*

177. Bill abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 183.

λ 178. Bill amendant la loi relative à la juridiction de la Cour supérieure dans le district de Québec, (M. Pinault)—règles suspendues ; bill présenté et lu la 1ère fois, 220 ; motion pour 2ème lecture ; amendements pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois ; débat ; bill retiré, 366.

λ 179. Bill amendant la loi du barreau de la province de Québec, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 231 ; lu la 2ème fois, renvoyé au comité de législation, 254 ; rapporté amendé, 277 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 366 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 395 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 396 ; bill sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 27).

√ 180. Bill amendant l'article 5,888 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les Sténographes officiels, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 231.

λ 181. Bill amendant la loi concernant l'admission à l'étude de certaines professions, (M. Chênevert)—présenté et lu la 1ère fois, 231 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 367.

λ 182. Bill relatif aux compagnies d'empierrement des chemins, (M. Bickerdike)—présenté et lu la 1ère fois, 221 ; lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 253 ; passé par le Conseil législatif, 365, sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 37).

183. Bill amendant l'article 558 du Code municipal, (M. Petit)—présenté, lu la 1ère fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 221.

184. Bill amendant la loi relative aux corporations de cités, de villes et aux autres corporations, (M. Ollivier)—présenté et lu la 1ère fois, 248.

185. Bill concernant les ventes de terre pour taxes, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 263.

186. Bill légalisant certains enregistrements, (M. Weir)—présenté et lu la 1ère fois, 263.

λ 187. Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé ; " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, (M. Chauret) présenté et lu la 1ère fois, 263 ; motion pour 2ème lecture,—objection,—

BILLS :—*Suite.*

décision réservée, 380 ; question d'ordre maintenue ; motion (Chauret) pour suspendre la 51ème règle *re* 3ème lecture du bill, vû urgence ; objection (Pelletier) renvoyée par M. l'Orateur, débat sur motion principale ; motion (Pelletier) pour ajournement, 383 ; débat repris sur motion (Chauret) pour 2ème lecture ; motion adoptée sur division, bill lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 389 ; considéré, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 389 ; sur motion de (M. Pelletier) l'ordre pour la 3ème lecture du bill est rescindé et le bill est de nouveau renvoyé à un comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 393.

188. Bill amendant l'article 3978 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les médecins et chirurgiens, (M. Pinault)—présenté et lu la 1ère fois, 289 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 367 ; considéré amendé, 380 ; considéré, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 387 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 31.)

189. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (l'hon. M. Robidoux)—présenté, 350 ; lu la 2ème fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 358 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 18.)

190. Bill concernant l'administration de la justice dans le district de Québec, (l'hon. M. Robidoux), présenté, lu la 2ème fois sur division, lu la 3ème fois et passé, 379 ; passé par le Conseil législatif, 395 ; sanctionné, 401 ; (61 Vict., ch. 5.)

Bills (DIVERSES PROCÉDURES SUR—):—

1. La 3ème section de la 58e règle est suspendue en autant qu'elle s'applique aux bills de la présente session, 87.

2. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 196.

3. Présentés, lus la 1ère et la 2ème fois et renvoyés à un comité, 142, 168, 206, 210, 213, 221.

4. Bills présentés, lus les 3 fois et passés, 318, 380.

5. Motion pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, négative, 88, 180, 229.

6. Bill remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture, 224, 228, 371, 377.

BILLS (Diverses procédures sur—) :—*Suite.*

7. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité des bills privés, 134.
8. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité de législation, 81, 94, 187, 191, 202, 253.
9. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité d'agriculture, 109; à un comité spécial, 118.
10. Lu la 2ème fois sur division, lu la 3ème fois et passé, 291, 359.
11. Lus la 2ème fois, renvoyés à un comité général, considérés, rapportés, passés, 358, 371.
12. Lus la 2ème fois, renvoyés à un comité général, considérés, amendés, amendements adoptés, bills lus la 3ème fois et passés, 264, 358.
13. Lus la 2ème fois sur division, renvoyés à un comité général, considérés, amendés; amendements adoptés, lus la 3ème fois et passés 293.
14. Considérés en comité général, rapporté progrès, 82, 136, 142, 199, 227, etc.
15. Motions pour renvoyer à six mois le comité général, sur un bill, négatives, 117, 355; motion adoptée, 361.
16. Considérés en comité, amendés, rapportés, amendements lus la 1ère fois, 149, 281, 352.
17. Considérés en comité, amendés, rapportés, amendements lus la 1ère fois, 126, 352; lus la 2ème fois, concours dans les amendements remis à plus tard, 186, 361, 386; considérés et adoptés 201, 363; bill lu la 3ème fois et passé, 204, 373.
18. Motion pour renvoyer à 6 mois la 3ème lecture d'un bill, négative, 363.
19. Bill renvoyé à un comité spécial, 118.
20. Bills retirés, 133, 152, 191, 211, 223, 228, 243, 287, 367.
21. Bill ré-imprimé, 219.
22. Bills soumis au comité du Code municipal et refondus en un seul bill, 255.

BILLS (Diverses procédures sur—) :—*Suite.*

23. Bills du Conseil législatif, 147, 152, 168, 185, 206, 209, 218, 269, 326, 365, 385, 395.

24. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 283, 291, amendements adoptés par le Conseil, 395.

25. Bills sanctionnés, 397 à 401.

Bills privés ;

1. 57ème règle de la Chambre amendée, au sujet des bills pour l'admission à la pratique de certaines professions, 116.

2. Motion adoptée au sujet des bills relatifs aux professions, 197.

3. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 288, 317.

4. Comité permanent des divers bills privés, nommé 23, 29, 32. Premier rapport, nommant M. A. Tessier, président, et recommandant une réduction du quorum, quorum devant être de sept, 52. Membres ajoutés à ce comité, 47, 122, 213.

5. Rapports de ce comité sur divers bills, 114, 121, 130, 139, 166, 183, 295, etc.

6. Bills renvoyés à ce comité, 76, 90, 95, 105, 107, 133, 142, 150, etc.

7. La Chambre s'ajourne pour permettre au comité de continuer ses travaux, 194.

8. Honoraires pour bills, remboursés, 223, 224, 231, 250, 266, 370, 387, 391, 394,

9. Honoraire pour bill de la session de 1892 remis, 391.

10. Délai prolongé pour la présentation des bills privés, 139, 142.

11. Délai prolongé pour la présentation des rapports sur bills privés, 139, 142.

BIRTZ DIT DESMARTEAU, CHARLES :—Bill concernant la succession de feu—, 185. Voir *Desmarteau* aussi *Bills* 58.

BOAS, FEODOR :—Pétition de—, et autres, de Saint-Hyacinthe, demandant un acte les constituant en corporation, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 129. Voir *Bills* 67.

BOILEAU, GODFROY :—1. Motion de M. Chauret pour copie de tous documents quelconques relatifs à la nomination de Godfroy Boileau, comme registrateur conjoint des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, 109 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 74*). Voir *Documents, item 17*.

2. Interpellation au sujet de sa destitution, 66.

BOIS :—Motion de l'hon. M. Pelletier pour copie de tous arrêtés en conseil depuis janvier 1887 jusqu'au 17 décembre 1891, accordant des remises pour droits de coupe, rentes foncières, etc., à des porteurs de licences ou marchands de bois, 394.

BOIS, COUPE DE :—Motion de M. Bouffard au sujet du temps ou du délai accordé pour le paiement de la rente foncière de droits de coupe et autres sommes payables par les porteurs de licences de coupe de bois, 50 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 167. (*Document No. 62*). Voir *Documents, item 19*.

BOUCHER, NAPOLEON :—Pétition demandant un acte pour l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills, 50*.

BOUFFARD, JEAN :—Interpellation au sujet de son remplacement, 107.

BOUFFARD, PIERRE :—Pétition demandant son admission au Barreau, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills, 62*.

BOURGEOIS, L.-C. :

1. Motion de l'hon. M. Pelletier pour copie de tous documents quelconques en rapport avec la destitution de L.-C. Bourgeois, hussier audiencier de la cour d'appel, 104 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. (*Document No. 103*). Voir *Documents, item 20*.

2. Interpellation au sujet de sa destitution, 103.

BRASSET, M. :—Interpellation, 146.

BROPHY, DR :

1. Motion de l'hon. M. Hackett pour copie de tous documents et de toute correspondance relativement à la destitution du docteur Brophy, comme médecin de l'Institut vaccinogène de Québec, 125 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 151. (*Document No. 61*). Voir *Documents, item 21*.

2. Interpellation au sujet de sa destitution, 123.

BRYSON, L'HON. M. :—Interpellation, 249.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—Bill, du Conseil législatif, amendant la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement, 168 ; présenté par l'hon. M. Robidoux. Voir *Bills, D.*

CADORETTE, JOSEPH-HENRI :—Voir *Christin dit St. Amour* ; aussi *Bills, 135.*

CAISSE GÉNÉRALE :—Voir *Assurance de bienfaisance* ; aussi *Bills, 74.*

CANADIAN SAVINGS LOAN AND BUILDING ASSOCIATION :—Petition demandant une loi la constituant en corporation, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills, 71.*

CAPS, CHEMIN DES— :—Interpellation, 147.

CASTONGUAY, J.-N. :—Motion de M. Duplessis pour copie du rapport fait par M. J.-N. Castonguay, le 23 avril 1897, relativement à certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du 8ième rang de Shawinigan et ceux du 7ième rang de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice, 212 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. —(*Document No. 105*). *Impression ordonnée*, 301. Voir *Documents, item 22.*

CASTONGUAY, J.-N. :—Interpellation, 192.

CATÉCHISTES DE SAINT-VIATEUR :—Petition des Clercs paroissiaux ou—, demandant une loi pour refondre les actes concernant leur corporation, 26, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills, 75.*

CAUTIONNEMENTS :—M. Marchand met devant la Chambre un état des— donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 novembre 1896, jusqu'au 16 novembre 1897, 87. (*Document No. 26*). Voir *Documents, item 23.*

CERCLES AGRICOLES :

1. Résolutions de M. Dechêne relatives à l'agriculture et aux—, 264, 272 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 272 ; résolutions rapportées et adoptées, 273 ; bill basé sur ces résolutions, 273. Voir *Bills, 23.*
2. Bill de M. Dechêne amendant de nouveau la loi concernant les—, 273. Voir *Bills, 23.*
3. Interpellation au sujet des octrois aux—, 77.
4. Voir aussi *Votes pris en Chambre, 4.*

CHABOT, JOS.-ARTHUR-NOÉ :—Pétition demandant un bill l'admettant à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 45.

CHAMBLY :—Pétition de la Compagnie manufacturière de—, demandant à modifier sa charte, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 125.

CHAMBRES DE LA LÉGISLATURE :—Bill de l'hon. M. Stephens concernant les immunités et privilèges des deux—, 33. Voir *Bills*, 27.

CHAMPLAIN :

1. Pétition demandant un acte transférant le chef-lieu du comté de Champlain de Sainte-Geneviève à Saint-Narcisse, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 129. Voir *Bills*, 131.
2. Pétition demandant le transfert du chef-lieu du comté de Sainte-Geneviève à Sainte-Stanislas, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, recommandant la suspension de la 51ème règle, 129. Voir *Bills*, 141.

CHASSE ET PÊCHE :—1. Motion de l'hon. M. Nantel pour copie de l'ordre en conseil pour organiser le service établi dans cette Province pour la protection de nos pêches et chasses, et de l'ordre en conseil révoquant tel service, 73 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 29*). Voir *Documents*, item 109.

2. Motion de l'hon. M. Nantel pour la production de toutes instructions données depuis janvier 1892, aux officiers du département des terres, branche des Pêcheries, pour établir un système efficace de production de la chasse et de la pêche dans cette Province et augmenter les revenus du Trésor, provenant de la location des territoires de chasse et de pêche déjà concédés et de ceux à créer et à concéder, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 225.—(*Document No. 92*). Voir *Documents*, item, 24. (*Impression ordonnée*, 301.)

CHAUVEAU, L'HON. A. :—Motion de M. Champagne pour copie de toute correspondance, rapports, ordres en conseil, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,066.66 fait à l'honorable A. Chauveau représentant l'augmentation de son traitement depuis le 1er juillet 1891 au 31 août 1896, 151 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. (*Document No. 104*). (*Impression ordonnée*, 380.) Voir *Documents*, item 25.

CHEMINS :—1. Bill de M. Bickerdike relatif aux compagnies d'empierrement des chemins. 221. Voir *Bills*, 182.

2. Bill de M. Chauret amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, 263. Voir *Bills*, 187.

3. Motion de M. Champagne pour un état détaillé indiquant le prix d'achat de toute machine à chemins, concasseur, etc., 369.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Pétition demandant des amendements au Code municipal au sujet des chemins à barrières, 37.

CHEMINS A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des —, pour l'année 1897, 100. *Document No. 39*). Voir *Documents*, item 148.

CHEMINS DE COLONISATION :—1. Motion de M. Grenier pour une adresse demandant copie de tous arrêtés en conseil distribuant, par comtés la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation, 69 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 31*). (*Impression ordonnée*, 390.) Voir *Documents*, item 27.

2. Voir *Votes pris en Chambre*, 5.

CHEMINS DE FER :—1. Motion de l'hon. M. Flynn pour tous rapports, correspondance, depuis le 25 mai 1897, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relatifs aux dépôts de garanties des chemins de fer, 49.

2. Motion de l'hon. M. Flynn pour copie de toutes demandes de subventions pour chemins de fer depuis le 25 mai 1897, 49 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 102. (*Document No. 35*). Voir *Documents*, item 28.

3. Motion de l'hon. M. Flynn pour copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis le vingt-cinq mai dernier, autorisant le paiement de subventions à des compagnies de chemin de fer, etc., 68 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 111. (*Impression ordonnée*, 300). *Document No. 40*). Voir *Documents*, item 29.

4. L'honorable M. Duffy dépose, sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques, pour l'année 1896-97, de quelques compagnies de chemins de fer, conformément aux articles 5176 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 230. (*Document No. 96*.) Voir *Documents*, item 36.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

5. Résolutions de l'hon. M. Duffy concernant le prolongement des délais accordés pour le parachèvement des chemins de fer, 283, 285 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 285 ; résolutions rapportées, 286 ; ordre pour 2^e lecture récinde, résolutions renvoyés de nouveau à un comité général ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 289 ; résolutions rapportées, 289 ; lues la 2^{ème} fois sur division et adoptées sur division ; bill basé sur ces résolutions, 290. Voir *Bills*, 11.
6. Bill de l'hon. M. Duffy concernant le délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, 290. Voir *Bills*, 11.
7. Comité permanent des—nommé, 23, 29, 32. Premier rapport annonçant la nomination M. de Grosbois comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 53. Autres rapports, 114, 120, 129, 165, 194, 330. Bills renvoyés à ce comité, 96, 106, 142, 150.

CHUTES SHAWINIGAN :—1. Motion de M. Nantel pour tous documents se rapportant à la vente ou à la location des pouvoirs d'eau du St-Maurice, fournies par les chûtes Shawinigan, et ce, depuis mai 1896, 71 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. *Impression ordonnée*, 301.) *Document No. 90*). Voir *Documents*, item 32.

2. Interpellation au sujet de la vente des Chûtes Shawinigan, 66.
3. Interpellation au sujet du rapport de J.-N. Castonguay, 192.

CHICOUTIMI :—Pétition du Conseil de ville de la ville de—demandant des amendements à sa charte, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 129. Voir *Bills*, 111.

CHRISTIN DIT ST-AMOUR, ALBERONI :—Pétition demandant à être autorisé à vendre, sans autorisation judiciaire, les immeubles appartenant aux enfants mineurs de feu Joseph-Henri Cadorette, 75 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bills*, 135.

CHURCH SOCIETY OF THE DIOCESE OF QUEBEC :—2. Bill, du Conseil législatif, autorisant la—à administrer d'une façon spéciale certains fonds qu'elle a en mains et pour d'autres fins ; présenté par l'hon. M. Robidoux, 206. Voir *Bills*, C.

1. Pétition demandant un acte les autorisant à faire certaines transactions et pour autres fins, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 60. Voir *Bills*, C.

CHURCH OF CHRIST SCIENTIST :—Voir *First Church, &c.*

CIMETIÈRES :—1. Bill de M. D'Auteuil amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères,— etc, 106. Voir *Bills*, 109.

2. Bill de M. Caron pour amender la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations, 211. Voir *Bills*, 22.

CLAPPERTON, WILLIAM-HENRY :—Prête serment et prend son siège, 233 ; certificat de son élection, 282 ; Résolution au sujet de son indemnité, 349.

CLERCS PAROISSIAUX :—Voir *Catéchistes St-Viateur* ; Aussi *Bills*, 75.

CODE CIVIL :

1. Bill de M. McCorkill abrogeant l'article 1622 du Code civil, 140. Voir *Bills*, 166.

2. Bill de M. Lacombe amendant l'article 1816*a* du Code civil, 149. Voir *Bills*, 175.

3. Bill du Conseil législatif amendant l'article 2005 du Code civil ; présenté par M. Rainville, 335. Voir *Bills*, V.

4. Bill du Conseil législatif amendant le Code civil relativement aux substitutions ; présenté par M. Robidoux, 326. Voir *Bills*, O.

5. Bill de M. Chauret amendant le Code civil, 183. Voir *Bills*, 149.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Motion de M. Weir pour un état du coût total du nouveau Code de procédure civile, 58 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 81. (*Document No. 25.*) Voir *Documents*, item 43.

2. Motion de M. Roy, pour un état détaillé indiquant le coût de la refonte du Code de procédure civile, et pour un état du coût de l'impression et de la reliure du dit code, 67 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 151. (*Document No. 58.*) Voir *Documents*, item 34.

3. Bill de M. de Grosbois amendant l'article 59 du Code de procédure civile concernant la juridiction de la cour des commissaires, 53. Voir *Bills*, 82.

4. Bill amendant les articles 89, 853 et 1,196 du Code de procédure, civile, 91. Voir *Bills*, 107.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

5. Bill de M. Gouin pour amender l'article 599 du Code de procédure civile, 91. Voir *Bills*, 108.
6. Bill de M. Tellier amendant l'article 288 du Code de procédure civile, 122. Voir *Bills*, 154.
7. Bill de M. Hackett amendant le Code de procédure civile, 131. Voir *Bills*, 169.
8. Bill de M. Chauret amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, 149. Voir *Bills*, 173.
9. Bill de Panneton amendant le Code de procédure civile, 204. Voir *Bills*, 21.
10. Bill du Conseil législatif amendant le Code de procédure civile, présenté par M. Robidoux, 365. Voir *Bills*, T.

CODE DU NOTARIAT :—Bill du Conseil législatif amendant le Code du notariat, présenté par M. Marchand, 209. Voir *Bills*, N.

CODE MUNICIPAL :

1. Bill de M. Bisson amendant le Code municipal, 92. Voir *infra* 24. Voir *Bills*, 105.
2. Bill de M. Dechêne amendant de nouveau le Code municipal, 65. Voir *Bills*, 5.
3. Bill de M. Robidoux amendant de nouveau le Code municipal, 210. Voir *Bills*, 29.
4. Bill de M. Chênevert amendant de nouveau le Code municipal, 65. Voir *Bills*, 90.
5. Bill de M. Watts amendant le Code municipal, 82. Voir *Bills*, 94.
6. Bill de M. Rocheleau, amendant l'article 770a du Code municipal 91. Voir *Bills*, 95.
7. Bill de M. de Grosbois amendant le Code municipal, 210. Voir *Bills*, 97.
8. Bill de M. Chênevert amendant de nouveau le Code municipal, 65. Voir *Bills*, 98.
9. Bill de M. Duplessis amendant l'article 623a du Code municipal, 62. Voir *Bills*, 92.

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

10. Bill de M. Duplessis, amendant l'article 1048 du Code municipal, 104. Voir *Bills*, 104.
11. Bill de M. Roy amendant les articles 100, 352, 793, 832, 560, 1048, 802, 814, 834 et 331 du Code municipal et abrogeant les articles 350, 351, 354, 360, 705, 1043 et 1046 du dit code, 106. Voir *Bills*, 151.
12. Bill de M. Stephens à l'effet d'amender le Code municipal afin de permettre l'imposition d'une taxe sur les hypothèques, 107. Voir *Bills*, 152.
13. Bill de M. Normand amendant le Code municipal, 122. Voir *Bills*, 153.
14. Bill de M. Pelletier amendant le Code municipal 122. Voir *Bills*, 155.
15. Bill de M. de Grosbois amendant de nouveau le Code municipal, 122. Voir *Bills*, 157.
16. Bill de M. Lalonde amendant de nouveau le Code municipal, 131. Voir *Bills*, No. 159.
17. Bill de M. Robitaille amendant le Code municipal, 116. Voir *Bills*, 160.
18. Bill de M. Gillies amendant le Code municipal en ce qui concerne la légalisation des rôles d'évaluation, 116. Voir *Bills*, 162.
19. Bill de M. Gosselin amendant l'article 887 du Code municipal, 139. Voir *Bills*, 163.
20. Bill de M. Panneton amendant le Code municipal, 140. Voir *Bills*, 164.
21. Bill de M. Roy amendant l'article 826 du Code municipal, 122. Voir *Bills*, 165.
22. Bill de M. Lislois amendant l'article 582a du Code municipal, 149. Voir *Bills*, 174.
23. Bill de M. Petit amendant l'article 552 du Code municipal, 221. Voir *Bills*, 183.

-
24. Comité spécial pour examiner les amendements proposés au Code municipal, 96 ; premier rapport, nommant M. Bisson président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 139 ; second rapport, bills renvoyés au comité, refondus en un seul bill, 254. Voir *Bill No. 105*. Bills renvoyés à ce comité, 97, 103, 107, 116, 122, 139, 140. Membres ajoutés à ce comité, 118, 139.

COFFIN, JOHN-TRISTRAM :—Interpellation, 144.

COLLÈGE COMMERCIAL A ACTON VALE :—Voir *Acton Vale* ; aussi *Documents, item 1*.

COLONISATION :—Motion de M. Nantel pour une liste de toutes les demandes de secours, octrois, subventions pour aider à la colonisation dans cette Province pour les années 1896-1897 et pour l'année courante, 70.

2. Motion de M. Nantel pour un état montrant l'emploi des deniers de la colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, employés et non distribués, par ordre en conseil, 71.
3. Motion de M. Nantel pour la production de tous ordres en conseil distribuant, pour l'exercice financier de 1897-98, les octrois à la colonisation dans cette Province, tant avant qu'après le 26 mai, 71 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 71*). Voir *Documents, item 36*.
4. Motion de M. Nantel pour un tableau montrant, depuis janvier 1892, le mouvement de la colonisation dans les diverses parties de la Province, reconnues, comme régions de colonisation de cette Province, 72 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No. 99*). Voir *Documents, item 37*.
5. Interpellation au sujet de la répartition des deniers pour la colonisation, 89.
6. Interpellation au sujet des statistiques concernant la colonisation, 89.
7. Voir aussi *Votes pris en Chambre, 8*.

COLONISATION ET MINES :—M. Turgeon met devant la Chambre le rapport du Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec pour 1897, 27. *Imprimé. (Document No. 21)*. Voir *Documents, item 39*.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :

1. Bill, du Conseil législatif, amendant la loi corporative des compagnies à fonds social ; présenté par M. Robidoux, 206. Voir *Bills, L.*
2. Bill, du Conseil législatif, amendant la loi des clauses générales des compagnies à fonds social ; présenté par M. Robidoux, 206. Voir *Bills, M.*

COMPAGNIE D'EXPOSITION DE MONTRÉAL :

1. Résolution de M. Dechêne relative à la—, 264, 318 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 319 ; résolution rapportée ; motion pour 2ème lecture ; amendement de M. Grenier, négative ; motion principale adoptée, 325 ; résolution lue la seconde fois adoptée ; bill basé sur cette résolution, 326. Voir *Bills, 7.*
2. Bill de M. Dechêne concernant la Compagnie d'exposition de Montréal, 326. Voir *Bills, 7.*
3. Voir *Votes pris en Chambre, 9*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE DE LA CHAUDIÈRE :—Voir *Vallée de la Chaudière : Aussi Bills, 129.*

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE :—Bill de M. Hackett amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, 131. Voir *Bills, 170.*

COMPAGNIES D'EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Bill de M. Bickerdike relative aux compagnies d'empierrement des chemins, 221. Voir *Bills, 182.*

COMPAGNIE DE POUVOIR ÉLECTRIQUE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom—58 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 129 Voir *Bills, 136.*

COMPAGNIE DE POUVOIR DU ST-LAURENT :—Pétition de la—, demandant d'être constituée en corporation, 58 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills, 128.*

COMPAGNIE DE PULPE DES LAURENTIDES :

1. Pétition demandant un acte confirmant sa charte et pour d'autres fins, 21, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills, 112.*

2. Pétition demandant que la place appelée " Grand'Mère " soit érigée en municipalité de village, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 113.

COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE BEAUCE :—Pétition de Joseph Poirier et autres, de Saint-Joseph, comté de Beauce ; demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills*, 86.

COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DES MARCHANDS :—Pétition demandant une loi la constituant en corporation, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 78.

COMPAGNIE ROYALE D'ÉLECTRICITÉ :—Pétition de—, de Montréal, demandant à modifier sa charte, 58 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, No. 126.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 23. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 29. Rapport, 32. Voir *Agriculture*, *Bills privés*, *Chemins de fer*, *Comptes publics*, *Industries*, *Législation*, *Ordres permanents*, *Privilèges et Elections*, pour comités, etc, se rapportant à ces matières.
2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 99, 133 ; *Impressions*, 133, 148.
3. Comités spéciaux :—Voir *Code municipal*, 96 ; *Pharmacie*, 118.
4. Membres ajoutés à des comités, 47, 118, 213.
5. Motions pour comités généraux, 152, 218, 264, 373.
6. Comités généraux, 256, 289, 317, 318, 351, 378.
7. Un comité général sur bill se lève sans faire de rapport, 188, 199, 279.
8. Un comité reçoit la permission de siéger le soir, durant la séance de la Chambre, 167.

COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, RAPPORTS DES DIVERS—SAVOIR :

9. *Agriculture*, *Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 55 ; second, 138 ; troisième, 194.
10. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—: Membres nommés par le Conseil législatif, 99. Membres nommés par l'Assemblée législative, 133.

11. *Bills privés* :—Premier rapport, 52 ; second, 114 ; troisième, 121 ; quatrième, 130 ; cinquième, 139 ; sixième, 166 ; septième, 183 ; huitième, 195 ; neuvième, 205 ; dixième, 213 ; onzième, 219 ; douzième, 227 ; treizième, 231 ; quatorzième, 243 ; quinzième, 248.
12. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 53 ; second, 114 ; troisième, 120 ; quatrième, 129 ; cinquième, 165 ; sixième, 194 ; septième, 205 ; huitième, 230.
13. *Code de procédure civile* :—Comité conjoint nommé, 96 , premier rapport, 39 ; second, 51.
14. *Code municipal* :—Comité spécial nommé, 96 ; premier rapport, 138 ; second, 254.
15. *Comptes publics* :—Premier rapport, 53 ; second, 165.
16. *Impressions* :—Comité conjoint des—membres nommés par l'Assemblée, 133 ; membres nommés par le Conseil législatif, 148 ; premier rapport, 299 ; second, 380.
17. *Industries* :—Premier rapport, 55.
18. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 55 ; second, 98 ; troisième, 122 ; quatrième, 166 ; cinquième, 197 ; sixième, 220 ; septième, 230 ; huitième, 243 ; neuvième, 254 ; dixième, 264 ; onzième, 277 ; douzième, 353.
19. *Listes des députés devant faire partie des comités permanents* :—Rapport, 23, 29, 32.
20. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 53 ; second, 60 ; troisième, 63 ; quatrième, 82 ; cinquième, 97 ; sixième, 113 ; septième, 121 ; huitième, 129 ; neuvième, 139 ; dixième, 166.
21. *Pharmacie* :—Comité spécial nommé, 118 ; premier rapport, 183.
22. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 183.
23. COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES
RÉSOLUTIONS RELATIVES A :—

(Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index :)

1. Administration de la justice, 372, 378.
2. Agriculture et cercles agricoles, 264, 272.

3. Cercles agricoles, 264, 272.
4. Chemins de fer, 283, 285.
5. Compagnie d'exposition de Montréal, 264, 318.
6. Départements, 218.
7. Emprunt, 218, 274.
8. Instruction publique, 216.
9. Licences, 283, 317.
10. Officiers de justice, 350.
11. Tarifs de la Cour de Circuit, Montréal, 218, 268.

COMPTES PUBLICS :—1. M. Marchand met devant la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, 62 ; (*Imprimé*). (*Document No. 2*). Voir *Documents*, item 40.

2. Comité permanent nommé, 23, 29, 32. Premier rapport, nommant M. Watts président, et demandant que le *quorum* soit réduit à sept ; adopté, 53 ; second rapport, 165.

COMPTON :—Interpellation au sujet de la Ferme Modèle de—, 76. Voir aussi *Ecoles d'Agriculture*.

COMPTON ET WOLFE :—Motion de M. Chicoyne pour copie de toute correspondance transmise à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, depuis le premier janvier 1897, jusqu'à cette date, demandant une réduction du prix des terres incultes dans les comtés de Wolfe et Compton, 250 ; réponses à l'ordre de la Chambre, 348, 371. (*Documents Nos. 117 et 122*). Voir *Documents*, items 159 et 160.

CONCASSEUR :—Motion de M. Champagne pour un état détaillé indiquant le prix d'achat de toute machine à chemins, concasseur, etc, 369. Voir aussi *Ile Bizard*.

CONCILIATION :—Bill de M. Chicoyne concernant la conciliation, 91. Voir *Bills*, 106.

CONFÉRENCES AGRICOLES :—Interpellation au sujet du nombre de— depuis 23 mai 1897, 77.

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Interpellation au sujet du—, 377.

Conseil législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 133 ; au sujet de la Bibliothèque, 133.

Messages du Conseil :

2. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 93.
3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 148.
4. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 147, 152, 168, 185, 206, 209, 218, 269, 326, 365, 385, 395.
5. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 136, 147, 152, 205, 230, 233, 235, 255, 316.
6. Avec amendements, 179, 230, 233, 235, 256, 261, 291, 316.
7. Amendements du Conseil considérés de suite, 230, 256, etc.
8. Seconde lecture remise à plus tard, 179, 233, 235, 261, 291, 316.
9. Amendements lus la seconde fois et adoptés, 202, 237, 245, 255, 266, 269, 326, 348, 357.
10. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 268, 279. Amendements adoptés par le Conseil, 282, 395. Le Conseil n'insiste pas sur son amendement, 395.
11. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 283, 201. Amendements adoptés par le Conseil, 282, 395.
12. Bill, du Conseil législatif, amendant la loi concernant la qualification des membres du Conseil législatif, 209 ; présenté par M. Robidoux. Voir *Bills*, K.
13. Interpellation au sujet du Président du—, 184.
14. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 10.

CONSEILS DE LA REINE:

1. Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents et correspondances échangées entre le ministre de la justice et le Procureur.

reur-général au sujet de la nomination des Conseils de la Reine, 126 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 201. (*Document No. 79*). Voir *Documents*, *item 41*.

2. Motion de M. Tessier (Rimouski) pour une liste des noms des Conseils de la Reine nommés par le gouvernement de cette Province, depuis le 1er juillet 1867, avec l'indication de leur résidence, par district, 212 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Document No. 120*). Voir *Documents*, *item 42*.

CONSERVATOIRE :—Pétition du—, de Montréal, demandant à être constitué en corporation, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 137.

CONSTABLES :—Bill, du Conseil législatif, amendant de nouveau la loi relative aux honoraires des constables ; présenté par M. Robidoux, 218. Voir *Bills*, *R*.

CONVERSION DE LA DETTE :—Motion de M. Duplessis pour copie de tous ordres en conseil, de tous contrats, et toute correspondance au sujet de la conversion de la dette, en vertu de l'acte 60 Vict., chap. 2., 223 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Impression ordonnée*, 381). (*Document No. 121*). Voir *Documents*, *item 43*.

CORONERS :—Motion de M. Normand pour copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant de leurs fonctions des coroners et copie de toute correspondance à ce sujet, 73 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 209. (*Document No. 81*). Voir *Documents*, *item 44*.

CORPORATIONS :—Bill de M. Ollivier amendant la loi relative aux corporations de cité, de ville et autres corporations, 248. Voir *Bills*, 184.

CORPORATIONS DE VILLES :—

1. Bill de M. Robitaille modifiant la loi des —, 56. Voir *Bills*, 81.
2. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, 86. Voir *Bills*, 96.
3. Bill de M. McCorkill amendant la loi relative aux —, 140. Voir *Bills*, 167.
4. Bill de M. Chauret modifiant la loi concernant les corporations de ville, 149. Voir *Bills*, 172.

COUPE DE BOIS : —

1. Motion de M. D'Auteuil pour copie de toute correspondance relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, etc., en faveur de M. M. King Bros, 266.
2. Motion de M. Pelletier au sujet des remises (de janvier 1887 au 17 décembre 1891) pour droits de coupe, rentes foncières, etc, à des porteurs de licences ou marchands de bois, etc —, 394. Voir *Bois*; aussi *Documents, items* 18 et 19.

COUR DE CIRCUIT : — Bill, du Conseil législatif, amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit; présenté par M. Robidoux, 269. Voir *Bills, S.*

COUR DE CIRCUIT, Montréal : — Bill de M. Robidoux relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit de Montréal, 274. Voir *Bills, 26.*

COUR DE RÉVISION : — Bill, du Conseil législatif, amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit; présenté par M. Robidoux, 269. Voir *Bills, S.*

COUR DES COMMISSAIRES : —

1. Bill de M. De Grosbois amendant l'article 59 du Code de procédure civile, concernant la juridiction de la cour des commissaires, 53. Voir *Bills, 82.*
2. Bill de M. Lalonde amendant la loi concernant la Cour des commissaires, 122. Voir *Bills, 158.*

COUR DU BANC DE LA REINE : —

1. Bill, du Conseil législatif, amendant la loi concernant la tenue des termes de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle; présenté par M. Robidoux. Voir *Bills, B.*
2. Bill, du Conseil législatif, autorisant la soumission de certaines questions, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, à la Cour du Banc de la Reine, 185; présenté par M. Robidoux, 185. Voir *Bills, J.*

COUR DU RECORDER, QUÉBEC : —Pétition demandant un acte amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec et la Cour du Recorder de la dite cité, 36; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis—, 63. Voir *Bills, 38.*

COUR SUPÉRIEURE:—

1. Bill de M. Pinault amendant la loi relative à la juridiction de la Cour supérieure dans le district de Québec, 220. Voir *Bills*, 178.
2. Bill, du Conseil législatif, amendant la loi concernant la Cour de révision, la Cour supérieure et la Cour de circuit, présenté par M. Robidoux, 269. Voir *Bills*, S.

COWANS, ROBERT:—Petition de—, et autres, demandant un acte d'incorporation, 59; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis —, 83. Voir *Bills*, 128.

CURÉ DE ST. ROCH DE QUÉBEC:—Voir *Gauvreau, Rév. Ant.*; Aussi *Bills*, 79.

DESGAGNÉ, JOSEPH:—Pétition demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, 59; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 145.

DELANEY, M:—Voir *Iles de la Madeleine*; Aussi *Documents*, item 86.

DE LORIMIER:—Pétition de Joseph Robillard, demandant un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés appartenant à la succession de feu Edouard Narcisse de Lorimier, et pour autres fins, 31; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 63.

DEMERS, FRANÇOIS-XAVIER:—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine, 59; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 97. Voir *Bills*, 116.

DÉPARTEMENTS:—

1. Résolutions, de M. Robidoux, relatives à l'organisation des départements, 218.
2. Bill de M. Robidoux concernant l'organisation des—, 218. Voir *Bills*, 4.

DÉPÔTS DE GARANTIE DES CHEMINS DE FER:—Voir *Chemins de fer*; aussi *Documents*, item 31.

Députés :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 1, 210, 220, 233.
- 2. Certificats d'élection des députés pour Bellechasse, 9 ; Brome, 10 ; Chateauguay, 8 ; Lévis, 234 ; L'Islet, 8 ; St-Jean, 7 ; St-Sauveur, 9 ; Yamaska, 22, 234.
3. Aucune déduction ne sera faite pour moins de huit jours d'absence pour cette session, 350.
4. Indemnité payé à un député comme s'il eut pris son siège au commencement de la session, 349.
5. Un député (M. Victor Gladu), décède durant la session, résolution au sujet de son décès, 63 ; résolution au sujet de son indemnité, 390.
6. Bill de M. McCorkill amendant la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec, 116. Voir *Bills*, 99.

DEROME, VICTOR :—Interpellation au sujet de certains comptes, 368.

DESCHAMPS, C.-E. :—Interpellation relative à—, 108.

DESMARTEAU, CHS :—Pétition demandant l'autorisation de vendre certains biens appartenant à la succession de feu Chs. Birtz dit Desmarteau, 58 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 58.

DICKINSON, RICHARD :—Motion de M. McCorkill pour copie de la correspondance, relatif à la révocation de Richard Dickinson, registra-
teur de Missisquoi, et à la nomination de son successeur, 92 ;
réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 108*). Voir
Documents, item 45.

DISCOURS DU TRÔNE :

1. A l'ouverture de la session, prononcé par le Lieutenant-Gouverneur, au Conseil législatif, et lu en Chambre par M. l'Orateur, 23 ; devant être pris en considération, 25 ; adresse en réponse, 26, 27.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant ses remerciements pour l'adresse adoptée en réponse au discours du Trône, 74.
3. Discours de prorogation par le Lieutenant-Gouverneur, 402.

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

(REMARQUE—Le chiffre à gauche du document n'est pas le Numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence).

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
1. <i>Acton Vale</i> :—Documents depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un collège commercial à Acton Vale.... (Document No. 59.)	Adresse 68	151
2. <i>Agents des terres</i> :—Copie de tous ordres en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant de leurs fonctions des agents et sous-agents des terres, et des bois de la Couronne... (Document No. 46.)	Adresse 49	119
3. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'—de la province de Québec pour 1897..... (Document No. 3.)	Par ordre du Lt-Gouv.	102
4. <i>Angers, l'hon. A.-R.</i> :—Copie de tout ordre en conseil nommant l'honorable A.-R. Angers, avocat, de Montréal, arbitre unique dans les causes de D.-G. Thiбаudeau et autres, contre le gouvernement de la province de Québec. <i>Impression ordonnée, 299..... (Document No. 28.)</i>	Adresse 73	93
5. <i>Anse du Cap</i> :—Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux dans les municipalités de l'Anse du Cap, de la Malbaie No. 1 et de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai dernier..... (Document No. 128.)	Par ordre 223	280
6. <i>Annonces judiciaires</i> :—Documents quelconques échangés, depuis le 22 mai 1897, entre les propriétaires de journaux et le shérif de Montréal et celui de Québec, et le département du Procureur-général, au sujet de la publication des annonces judiciaires. (Document No. 44.)	Par ordre 48	112

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
7. <i>Arpentages</i> :—Liste des noms d'arpenteurs géomètres qui ont reçu instructions de faire des travaux d'arpentage, de cadastre ou d'exploration, depuis le 25 mai dernier.....(<i>Document No. 47.</i>)	Par ordre 69	119
8. <i>Association minière générale</i> : — Documents depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897 se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à l'Association minière générale de la province de Québec, pour lui permettre d'ouvrir à Montréal un bureau des Mines. (<i>Document No. 43.</i>)	* Adresse 79	112
9. <i>Assurances mutuelles</i> : — Quatorzième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurance mutuelle de la province de Québec, pour l'année 1896. (<i>Document No. 27.</i>)		86
10. <i>Atlantique et Lac Supérieur</i> :—Documents relatifs à l'obtention de subventions à la Compagnie de chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, où à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud pour relier directement Lévis à Sorel, et par là Québec à Montréal, par la voie qui longe la rive sud du Saint-Laurent.....(<i>Document No. 69.</i>) (<i>Impression ordonnée, 300.</i>) Voir aussi <i>Baie-des-Chaleurs et Rive Sud.</i>	Par ordre 132	185
11. <i>Baie-des-Chaleurs</i> : — Copie de toutes pétitions depuis le 25 mai dernier, relativement à la construction du chemin de fer dit de la Baie-des-Chaleurs, jusqu'au Bassin de Gaspé et au contrat passé entre la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur et le gouvernement, au mois de mai dernier. (<i>Document No. 125.</i>)	Par ordre 222	376

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
12. <i>Banque Jacques-Cartier</i> :—Correspondance, etc., se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent à la Banque Jacques-Cartier, p ur payer une lettre de crédit, payable à l'ordre de Joseph Dus-sault, et par ce dernier transportée à la Banque Jacques-Cartier. (<i>Document No. 84</i>).	Adresse 79	216
13. <i>Bateaux à vapeur</i> : — Documents se rap- portant à l'octroi d'une subvention annuelle à une ligne de — entre Mon- tréal, Québec et les ports du comté de Gaspé.	Adresse 67	
14. <i>Beaudoin, J.-A.</i> : — Copie de l'ordre en conseil destituant M. J.-Antoine Beau- doin comme registrateur du comté de Joliette, ainsi que tous documents se rapportant à la dite destitution. (<i>Document No. 93</i>)	Adresse 202	225
15. <i>Beaudoin J.-A.</i> : — Copie de tous les rap- ports d'inspection du bureau d'enre- gistrement depuis le 8 mars 1892 jus- qu'à la date de la destitution du régis- trateur J.-Antoine Beaudoin, en octo- bre dernier..... (<i>Document No. 97</i>).	Par ordre 202	244
16. <i>Bibliothèque de la Législature</i> : — Rapport du bibliothécaire pour 1897.	111e règle	35
17. <i>Boileau, Godfroy</i> : — Documents relatifs à la nomination de Godfroy Boileau, comme registrateur conjoint des comtés d'Hochelaga et Jacques-Car- tier..... (<i>Document No. 74</i>).	Adresse 109	200
18. <i>Bois</i> : — Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le mois de janvier 1887 au 17 décembre 1891, accordant des remises pour droits de coupe, rentes foncières,		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
etc., à des porteurs de licences ou marchands de bois, etc.	Adresse 394	
19. <i>Bois, coupe de</i> — : — Copie de toutes lettres et décisions du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, depuis le 25 mai dernier, au sujet du temps ou du délai accordé pour le paiement de la rente foncière de droits de coupe. (<i>Document No. 62.</i>)	Adresse 50	167
20. <i>Bourgeois, L.-C.</i> :—Documents et papiers quelconques en rapport avec la destitution de L.-C. Bourgeois, huissier audiencier de la cour d'appel. (<i>Document No. 103.</i>)	Adresse 104	244
21. <i>Brophy, Dr.</i> : — Documents relatifs à la destitution du docteur Brophy, comme médecin de l'Institut vaccinogène de Québec..... (<i>Document No. 61.</i>)	Adresse 125	151
22. <i>Castonguay, J. N.</i> :— Copie du rapport fait par M. J.-N. Castonguay, le 23 avril 1897, relativement à certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du 8ième rang de Shawinigan et ceux du 7ième rang de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice.	Par ordre 212	244
<i>Impression ordonnée, 301. (Document No. 105).</i>		
23. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 novembre 1896 jusqu'au 6 décembre 1897 inclusivement. (<i>Document No. 26.</i>)	Par acte	87
24. <i>Chasse et Pêche</i> :— Copie de toutes instructions données depuis janvier 1892, aux officiers du département des Terres, branche des pêcheries, pour établir un système efficace de protection de		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
la chasse et de la pêche dans cette Province et augmenter les revenus du Trésor, provenant de la location des territoires de chasse et de pêche déjà concédés et de ceux à créer et à concéder. (<i>Impression ordonnée</i> , 301.) (<i>Document No.</i> 92).	Par ordre 72	225
25. <i>Chauveau, l'hon. A.</i> —Documents se rapportant au paiement d'une somme de \$2,066.66 fait à l'honorable A. Chauveau représentant l'augmentation de son traitement depuis le 1er juillet 1891 au 31 août 1896. (<i>Impression ordonnée</i> , 380.) (<i>Document No.</i> 104).	Adresse 151	244
26. <i>Chemins</i> :—Etat détaillé indiquant le prix d'achat de toute machine à chemins, concasseur, etc., depuis le 1er janvier 1895, au 26 mai 1897.	Par ordre 369	
27. <i>Chemins de colonisation</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil distribuant, par comtés, la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation. (<i>Impression ordonnée</i> , 300.) (<i>Document No.</i> 31.)	Adresse 69	93
28. <i>Chemins de fer</i> :—Copie de toutes demandes de subventions pour chemins de fer depuis le 25 mai 1897. (<i>Impression ordonnée</i> , 300.) (<i>Document No.</i> 36.)	Adresse 49	102
29. <i>Chemins de fer</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le vingt-cinq mai dernier, autorisant le paiement de subventions à des compagnies de chemins de fer. (<i>Impression ordonnée</i> , 300.) (<i>Document No.</i> 40.)	Adresse 68	111
30. <i>Chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statistiques pour 1896-97 de quelques compagnies de chemins de fer, con-		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
formément à l'article 5176 et suivants des S. R. P. Q.....(<i>Document No. 96.</i>)	Par acte	230
31. <i>Chemins de fer</i> :—Correspondance depuis le 25 mai 1897, au sujet de l'applica- tion à aucune compagnie des actes relativement aux dépôts de garanties des chemins de fer.	Adresse 49	
32. <i>Chûtes Shawinigan</i> :—Documents se rap- portant à la vente, ou à la location des pouvoirs d'eau du St-Maurice fournis par les chûtes Shawinigan, et ce depuis mai 1896. <i>Impression ordonnée</i> , 301.....(<i>Document No. 90.</i>)	Par ordre 71	217
33. <i>Code de procédure civile</i> :—Etat du coût total du nouveau Code de procédure civile. <i>Impression ordonnée</i> , 300 ; <i>ordre rescindé</i> , 381. (<i>Document No. 25.</i>)	Par ordre 58	81
34. <i>Code de procédure civile</i> :—Etat détaillé indiquant le coût de la refonte du Code de procédure civile, et pour un état du coût de l'impression et de la reliure du dit code..(<i>Document No. 58.</i>)	Par ordre 67	151
35. <i>Colonisation</i> :—Etat montrant l'emploi des deniers de colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, em- ployés à quelqu'objet que ce soit et non distribués par ordre en conseil.	Par ordre 71	
36. <i>Colonisation</i> :—Production de tous ordres en conseil distribuant, pour l'exercice financier de 1897-98, les octrois à la colonisation dans cette province, tant avant qu'après le 26 mai. (<i>Document No. 71.</i>)	Adresse 71	200
37. <i>Colonisation</i> :—Tableau montrant, depuis janvier 1892, le mouvement de la		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
colonisation dans les diverses parties de la Province, reconnues comme régions de colonisation de cette province.....(<i>Document No. 99</i>).	Par ordre 72	243
38. <i>Colonisation</i> :—Liste de toutes les demandes de secours, octrois, subventions, pour aider à la colonisation dans cette Province, pour les années 1896-1897 et pour l'année courante.	Par ordre 70	
39. <i>Colonisation et des mines</i> :—Rapport du Commissaire de la—de la province de Québec pour 1897 ..(<i>Document No. 21</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	27
40. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1897...(<i>Document No. 2</i> .)	Par ordre du Lieut-Gouv.	62
41. <i>Conseils de la Reine</i> :—Documents et correspondances échangées entre le ministre de la justice et le procureur-général au sujet de la nomination des Conseils de la Reine.(<i>Document No. 79</i> .)	Par ordre 126	201
42. <i>Conseils de la Reine</i> :—Liste des noms des Conseils de la Reine nommés par le gouvernement de cette Province, depuis le 1er juillet 1867, avec l'indication de leur résidence, par district. (<i>Document No. 120</i>).	Par ordre 212	371
43. <i>Conversion de la dette</i> :—Copie de tous ordres en conseil, de tous contrats, et de toute correspondance au sujet de la conversion de la dette, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 2. <i>Impression ordonnée</i> , 351...(<i>Document No. 121</i>).	Adresse 223	571
44. <i>Coroners</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 25 mai dernier, démettant des coroners de leurs fonctions		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
et copie de toute correspondance à ce sujet.....(<i>Document No. 81</i>).	Adresse 73	209
45. <i>Dickinson, Richard</i> :—Documents relatifs à la révocation de Richard Dickinson, comme registrateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur.....(<i>Document No. 108</i>).	Adresse 92	262
46. <i>Droits de pêche</i> :—Copie du jugement du conseil privé de Sa Majesté, rendu depuis le mois de juin dernier, relativement aux droits de pêche des provinces dans les eaux intérieures. savoir: rivières, lacs' etc (<i>Document No. 50</i>).	Par ordre 49	140
47. <i>Ecoles d'agriculture</i> :—Correspondance, ordres en conseil, contrats actuellement existant et se rapportant aux écoles d'agriculture de Ste-Anne Lapocatière, l'Assomption, Oka et à la ferme modèle de Compton.	Adresse 71	
48. <i>Economie interne</i> :—Rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, du 25 juin 1897, et approuvé le 26 juin 1897, concernant la Commission de l'— de l'Assemblée législative. (<i>Document No. 13</i>).	Par message	28
49. <i>Education</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution de la somme de \$50,000 votée pour les fins d'éducation élémentaire, par l'acte 60 Victoria, chapitre 3. <i>Impression ordonnée</i> , 301. (<i>Document No. 106</i>).	Adresse 81	254
50. <i>Edy</i> :—Etat du coût de l'enquête au sujet du meurtre de plusieurs membres de la famille Edy, de Saint-Georges de Clarenceville, comté de Missisquoi.	Adresse 118;	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
51. <i>Elections</i> :—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur la neuvième élection générale et les élections partielles des députés de l'Assemblée législative de la province de Québec. <i>Imprimé</i> , 55. (<i>Document No. 10</i>).	Par acte	54
52. <i>Employés du service civil</i> :—Tableau montrant : 1. L'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897 ; (service intérieur). 2. L'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897 ; (service extérieur). <i>Impression ordonnée</i> , 300. (<i>Document No. 56</i>).	Par ordre 125	144
53. <i>Employés des Travaux publics</i> :—Documents relatifs à la destitution d'aucun employé des Travaux publics, depuis le 25 de mai 1897, avec copie de toute correspondance, depuis la même date, au sujet du renvoi de tous autres employés, ouvriers, journaliers, femmes de peine, et autres du même département (<i>Document No. 38</i>)	Adresse 50	102
54. <i>Employés des palais de justice</i> :—Etat donnant le nom de tous les employés permanents ou temporaires nommés au palais de justice de Québec et au palais de justice de Montréal, depuis le 22 mai dernier, avec leur salaire. <i>Pas imprimé</i> , 381. (<i>Document No. 114</i>).	Par ordre 80	280
55. <i>Employés surnuméraires</i> : — Etat détaillé indiquant le nombre des personnes employées comme clercs-écrivains et messagers surnuméraires, durant la session de 1896-1897 et le nombre des personnes employées comme écrivains,		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS
messagers et surnuméraires, durant la présente session et le montant total par jour, pour salaire, à ces différents employés. (<i>Document No. 65</i>). (<i>Impression ordonnée, 300 ; ordre révoqué, 381</i>).	Par ordre 70	167
56. <i>Emprunt</i> :— Tableau montant l'emploi de la somme de \$1,500,000.00 que le gouvernement se proposait d'emprunter. (<i>Document No. 131</i>).	Par ordre 349	397
57. <i>Estimés</i> :— Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, et Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1899, transmis à la Chambre et renvoyé au comité des subsides (<i>Imprimé</i>).....(<i>Document No. 1</i>).	Par message	96
58. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :— Documents depuis le 1er janvier 1896 jusqu'au 25 mai 1897, relativement au fonds d'emprunt municipal des paroisses de Saint-Armand-Ouest et de Saint-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi et le canton de Bolton, dans le comté de Brome...(<i>Document No. 109</i>).	Adresse 104	262
59. <i>Forgues, L.-Solymes</i> :— Documents concernant la destitution de L.-Solymes Forgues, comme registrateur du comté de Bellechasse.....(<i>Document No. 22</i>).	Adresse 34	73
60. <i>Réponse supplémentaire</i> :—(<i>Document No. 57</i>)	do	151
61. <i>Fortier, Paul</i> :— Documents se rapportant à la nomination de Paul Fortier et autres, de Saint-Jean, Isle d'Orléans, et à la révocation de la nomination de Nestor Lachance, Joseph Thivierge et autres, comme conseillers. (<i>Document No. 110</i>).	Adresse 212	263

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
62. <i>Fortin et Gariépy</i> :—Documents relatifs à la destitution de M. Fortin, comme registrateur du comté de Charlevoix et son remplacement par M. Gariépy. (<i>Document No. 101</i>).	Adresse 48	244
63. <i>Fraser, A., & Co.</i> :—Documents relatifs à aucune remise faite à MM. A. Fraser & Co., pour droits de coupe, rentes foncières, etc., en rapport avec leurs limites dans le district du Lac St-Jean.	Par ordre 369	
64. <i>Frontières nord, etc.</i> :—Copie de tous documents depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la Province. <i>Impression ordonnée, 300..(Document No. 48).</i>	Adresse 73	119
65. <i>Réponse supplémentaire</i> :— <i>Impression ordonnée, 300....(Document No. 107).</i>	do	262
66. <i>Gagnon & Frère</i> :—Documents se rapportant à aucune remise faite à MM. Gagnon & Frère, pour droit de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites dans la division du Saguenay.	Par ordre 369	
67. <i>Gardes-feu</i> :—Copie de toutes lettres déchargeant de leurs fonctions des gardes-feu et des surintendants des gardes-feu, depuis le 25 mai 1897. <i>(Document No. 89).</i>	Par ordre 48	217
68. <i>Gardes-forestiers</i> :—Copie depuis le 25 mai dernier, de toute correspondance au sujet de la nomination d'un surintendant de gardes-forestiers. <i>(Document No. 63).</i>	Adresse 50	167
69. <i>Gardes-forestiers</i> :—Copie de toutes lettres démettant de leurs fonctions des		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
gardes-forestiers, avec copie de toute correspondance au sujet de telles destitutions.....(<i>Document No. 83</i>).	Adresse 50	216
70. <i>Gaspé</i> :—Copie de toute correspondance ainsi que de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, le tout relativement à des travaux d'arpentage et de cadastre dans le comté de Gaspé.	Par ordre 250	
71. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du comité du Conseil Exécutif concernant la distribution de la—(<i>Document No. 12</i>).	Par message	27
72. <i>Gervais, J.-Ulric</i> :—Copie de l'ordre en Conseil destituant M. J. Ulric Gervais, comme géôlier du district de Joliette ainsi que tous documents, se rapportant à la dite destitution. (<i>Document No. 94</i>).	Adresse 202	225
73. <i>Gervais, J.-Ulric</i> :—Rapports d'inspection de la prison et du palais de justice du district de Joliette, depuis 1885, jusqu'à la date de la destitution du géôlier J.-Ulric Gervais, en octobre dernier.....(<i>Document No. 119</i>).	Par ordre 202	371
74. <i>Gosselin, Philadelphie</i> :—Documents quelconques en rapport avec la destitution de Philadelphie Gosselin, employé permanent au Palais de justice de Québec.....(<i>Document No. 75</i>).	Adresse 80	200
75. <i>Grenville</i> :—Correspondance se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être payée à la municipalité de Grenville et à l'augmentation, à titre d'indemnité pour dépenses se rapportant à la construction d'un pont métallique sur la rivière La-Rouge. (<i>Document No. 37</i>).	Adresse 68	102

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
76. <i>Hackett, Dr</i> :—Documents au sujet de la destitution du Dr. Hackett, comme médecin de l'Asile de la Longue-Pointe.....(<i>Document No. 64</i>).	Adresse 125	167
77. <i>Hochelaga et Jacques-Cartier</i> :—Documents relatifs à la séparation des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement. (<i>Document No. 77</i>).	Adresse 109	200
78. <i>Imprimeur de la Reine</i> : Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.....(<i>Document No. 14</i>).	Par message	28
79. <i>Inspecteur général des écoles</i> :—Copie de tous rapport, règlement, résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, recommandant la nomination d'un inspecteur général des écoles, ou d'un inspecteur des inspecteurs des écoles dans cette province. <i>Impression ordonnée, 300...</i> (<i>Document No. 68</i>).	Adresee 133	185
80. <i>Instituteurs</i> : — Copie de tous rapport, règlement, résolution du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptés depuis le 10 mai dernier, fixant le minimum du traitement pour les instituteurs et institutrices dans cette Province. <i>Impression ordonnée, 300.....</i> (<i>Document No. 70</i>).	Adresse 133	185

DOCUMENTS :—*Suite.*

81. *Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :*
—Rapports annuels, etc., de—ci-des-
sous mentionnés :

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Hospice Ste-Anne, Baie St-Paul		51
Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis.		51,377
Asiles des Dames Bienveillantes, Montréal.		138,243
Asile des Orphelins Protestants, do		75
Hôpital Général (Sœurs Grises), do		106
Hôpital Général, do		106
Hôpital Notre-Dame, do		51
Hospice de la Maternité, do		51
Hôpital protestant pour les aliénés, do		51
Hôpital St-Patrice, do		51,383
Institut Hervey, do		100
Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, do		51
Orphelinat Catholique Romain, do		106
Salle d'Asile St-Joseph, do		51
The Church Home, do		51
Young Men's Hebrew Benevolent Society, do		51
Hôtel-Dieu, Nicolet.		51
Asile du Bon Pasteur, Québec.		51
Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre do		291
Asile Ste-Brigitte, do		51
Asile Finlay do		51
Hospice de la Miséricorde, do		51
Hospice des Sœurs de la Charité, do		51
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, do		256
Ladies' Protestant Home, do		100
Ouvroir des Sœurs de la Charité, do		51
Union St. Joseph de St-Roch do		35
Women's Christian Association, do		51
Hospice des Sœurs de la Charité, Rimouski.		235
Asile de St-Ferdinand d'Halifax.		51
		256

DOCUMENTS :—*Suite.**Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :
—Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Hôpital de St-Jérôme.....		51
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe.....		51
Hospice du Sacré-Cœur, Sherbrooke.....		51
Hôpital protestant, do.....		51
Hôpital Général, Sorel.....		58
Union St-Joseph, do.....		58
Union St-Michel, do.....		51
Hôpital de Valleyfield.....		51
(Documents No. 17.)		
82a. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du surin- tendant de l'—pour l'année 1896-97. (imprimé)..... (Document No. 5)	Par ordre du Lt-Gouv.	185
82b. <i>Ile Bizard</i> :—Copies de tous ordres en conseil, correspondances, documents et état détaillé des sommes d'argent payées en rapport avec le concasseur du gouvernement à l'Ile Bizard.	Adresse 151	
83. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> :—Copie d'une lettre adressée, en septembre dernier, par le députés des Iles-de-la-Madeleine à l'honorable ministre de la Colonisa- tion et des Mines, au sujet de l'indi- gence en ces îles, et la réponse à cette lettre.....(Document No. 51.)	Par ordre 109	131
84. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> :— Copie du rapport de M. Laroche, touchant le bureau du député - shérif des Iles-de-la-Made- leine.....(Document No. 55).	Par ordre 105	144
85. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> : — Correspondance concernant l'affaire du chemin appelé chemin de colonisation, de la Plage sud et Pointe-Basse. (Document No 76.)	Par ordre 105	200
86. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> :— Etat donnant le nombre d'acres de terre vendus par		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
M. Delaney et par Arzade Arseneau, dans les Iles-de-la-Madeleine. (<i>Document No. 82.</i>)	Par ordre 105	209
87. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> :—Etat donnant le nombre des personnes incarcérées dans la prison des Iles-de-la-Made- leine, au cours des cinq dernières an- nées.(<i>Document No. 88</i>)	Par ordre 105	217
88. <i>Ile-Jésus</i> :—Rapport de la Commission des chemins à barrières de l'—pour l'année finissant le 31 décembre 1897. (<i>Document No. 39.</i>)	Par acte	51
89. <i>Journaux d'Agriculture</i> :—Arrêtés en con- seil et contrats depuis un an au sujet de la publication et de l'impression du "Journal d'Agriculture," ou du "Journal of Agriculture."	Adresse 92	
90. <i>King, Bros</i> :—Correspondance et toute décision du Commissaire des Terres relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de MM. King Bros., pour leurs limites dans le district de Gaspé, depuis janvier 1887 au 21 décembre 1891.	Adresse 266	
91. <i>King, Bros</i> :—Correspondance et toutes décisions du Commissaire des Terres, depuis le 21 décembre 1891, à venir au 25 mai dernier, relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, etc., en faveur de MM. King, Bros, pour leurs limites, dans le district de Gaspé.	Adresse 265	
92. <i>Laberge et Roy</i> :—Copie de tous docu- ments en rapport avec, 1o. la desti- tution de Philias Laberge, comme député registrateur de Québec; 2o. la nomination de Jos.-P. Roy, comme son successeur.	Adresse 33	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>93. <i>Lac Saint-Jean</i> :—Etat indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé au Lac Saint-Jean, depuis le 1er juillet dernier : copie des diverses instructions données à chaque conducteur employé depuis cette date, ainsi que copie des paie-listes, et rapports fournis par aucun conducteur de travaux à Saint-Gédéon. (<i>Document No. 112</i>).</p>	Par ordre 222	263
<p>94. <i>La liberté, Philéas</i> :—Documents en rapport avec la destitution de Philéas La-liberté, comme percepteur du revenu du district de Beauce, et la nomination de son remplaçant.</p>	Adresse 109	
<p>95. <i>Lavoie et Guilbault</i> :—Copie de l'ordre en conseil nommant MM. Lavoie et Guilbault, registrateur conjoint du comté de Joliette, et de toutes requêtes, lettres, papiers et documents se rapportant à cette nomination. (<i>Document No. 113</i>).</p>	Par ordre 222	263
<p>96. <i>Limites à bois</i> :—Copie de tous documents se rapportant à la vente des limites à bois et de certains pouvoirs d'eau, fixée au 2^e avril 1897. <i>Impression ordonnée, 30,1....</i>(<i>Document No. 91</i>).</p>	Par ordre 71	217
<p>97. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etat démontrant comment et à qui ont été payées les sommes représentées par les mandats spéciaux, Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25 et 30(<i>Document No. 85</i>).</p>	Par ordre 80	
<p>98. <i>Maniwaki</i> :—Documents depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un pont à Maniwaki, sur la rivière Gatineau.....(<i>Document No. 30</i>).</p>	Adresse 79	93

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
99. <i>Médecins de prisons</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil et de toutes correspondances depuis le 25 mai dernier, au sujet de de la destitution des médecins de prison dans la Province.....(<i>Document No. 67</i>)	Adresse 79	185
100. <i>Montcalm</i> :—Documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté de Montcalm, par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté.....	Par ordre 72	
101. <i>Montmagny</i> :—Copie de tous comptes, se rapportant à l'item 67 du budget, intitulé : " Palais de justice et prison du district de Montmagny pour appareil de chauffage, \$3,000.....(<i>Document No. 100</i>). <i>Impression ordonnée, 300.</i>	Adresse 125	243
102. <i>Montmagny</i> :—Documents, se rapportant à la nomination par le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller pour la ville de Montmagny, en août 1895 (<i>Document No. 127</i>).	Adresse 369	380
103. <i>Montpetit, A.-N.</i> :—Documents se rapportant à l'achat d'un certain nombre de copies de l'ouvrage de M. A.-N. Montpetit, intitulé : " Les Poissons d'eau douce du Canada ".....(<i>Document No. 87</i>).	Par ordre 132	217
104. <i>O'Sullivan, Henry</i> :—Copie du rapport de Henry O'Sullivan, re exploration du territoire compris entre le Lac Saint-Jean et la Baie James..(<i>Document No.111</i>). <i>Impression ordonnée, 380.</i>	Par ordre 222	263
105. <i>Ottawa</i> :—Documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté d'Ottawa par le présent gou-		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
vernement, pour les travaux de colonisation de ce comté.	Par ordre 72	
106. <i>Pacaud, Ernest</i> :—Documents depuis le 22 mai dernier, au sujet de la poursuite du gouvernement contre M. Ernest Pacaud, pour les cent mille piastres touchées dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs..... (<i>Document No. 80</i>).	Adresse 125	201
107. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Copie de tout rapport d'architectes ou autres, de toute recommandations et de toute correspondance au sujet de l'item dix-sept (17). (Le Palais de Justice de Montréal : meubles) dans le budget supplémentaire de l'année courante... (<i>Document No. 95</i>).	Adresse 147	275
108. <i>Parc National des Laurentides</i> :—Copie de toutes lettres destituant aucun gardien du Parc National des Laurentides..... (<i>Document No. 45</i>).	Par ordre 50	112
109. <i>Pêche et Chasse</i> :—Copie de l'ordre en conseil pour organiser le service établi dans cette Province pour la protection de nos pêches et chasses, et de l'ordre en conseil révoquant tel service. (<i>Document No. 29</i>).	Adresse 73	93
110. <i>Percepteurs du revenu</i> :—Arrêtés en conseil et toutes lettres renvoyant d'office des percepteurs et officiers du revenu, ainsi que tous arrêtés en conseil et lettres en nommant d'autres depuis le 25 de mai dernier, etc.	Adresse 68	
111. <i>Pérodeau, M.</i> :—Documents en rapport avec la location, de M. Pérodeau, d'un immeuble avoisinant le palais de justice de Montréal. (<i>Impression ordonnée, 381</i>). (<i>Document No 118</i>).	Adresse 80	348

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
112. <i>Petroleum Oil Trust</i> :— Correspondance au sujet de l'octroi de licences d'exploration, d'exploitation ou au sujet de l'acquisition de lots pour fins de mines par la compagnie dite <i>Petroleum Oil Trust</i> , de Gaspé. (<i>Document No. 41</i>)	Par ordre 71	111
113. <i>Pontiac</i> :— Documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté de Pontiac par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté.	Par ordre 72	
114. <i>Ponts</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la dépense au sujet de l'item 74, aide pour travaux à d'autres ponts \$5,000.00 du budget pour l'année 1897-98, 60 Victoria, chap. 1.	Adresse 223	
115. <i>Ponts et subsides aux chemins de fer</i> :— Copie de tous ordres en conseil pourvoyant aux octrois d'argent pour la construction de ponts sur les chemins publics et aux subsides aux compagnies de chemins de fer du 1er janvier au 25 mai derniers. (<i>Document No. 98.</i>)	Adresse 119	245
116. <i>Prisons, asiles, etc.</i> , :— Vingt-septième rapport des inspecteurs des—et bureaux publics de la province de Québec pour 1896..... (<i>Document No. 79.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	29
117. <i>Publication des lois</i> :— Copie de toutes circulaires et instructions du Procureur-général ou du Secrétaire de la province, touchant la publication des		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
lois 44-45 Victoria, ch. 16, 46 Victoria ch. 25, et 47 Victoria, ch. 15. (<i>Document No. 130</i>).	Par ordre 223	381
118. <i>Rapports du Conseil Exécutif</i> :— Etat des — et mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des S. R. de Québec, préparé par l'auditeur de la Province. (<i>Imprimé</i> , 38).	Par acte	37
119. <i>Recettes et dépenses</i> :— Etat supplémen- taire des recettes et des dépenses de toutes sources, de manière à complé- ter l'état déjà produit devant la Chambre et à embrasser tous les jours depuis le 8 jusqu'au 31 décembre der- nier inclusivement. (<i>Document No. 123</i>).	Par ordre 250	371
120. <i>Recettes et paiements</i> :— Etat des diffé- rentes recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, depuis le premier juillet dernier jus- qu'à la date du 8 décembre 1897. (<i>Document No. 78</i>).	Par ordre 80	200
121. <i>Remises d'amendes</i> :— Etat détaillé des droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gou- verneur en conseil, du 17 novembre 1896 au 23 novembre 1897. (<i>Document No. 19</i>).	Par acte	58
122. <i>Robitaille, L.-P.</i> :— Documents concer- nant la destitution de L.-P. Robitaille, comme employé permanent du départe- ment du Secrétaire de la Province. (<i>Document No. 16</i>).	Adresse 33	50
123. <i>Rimouski</i> :— Copie de la correspondance et des rapports relatifs à l'incendie		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
qui a consumé le palais de justice et la prison de Rimouski. en octobre dernier 1897.....(<i>Document No. 18</i>).	Par ordre 34	54
124. <i>Rimouski</i> : — Correspondance, depuis deux mois, relativement au changement des termes de la Cour de circuit et de la Cour supérieure pour le district de Rimouski. (<i>Document No. 60</i>).	Adresse 119	151
125. <i>Rive sud et Baie-des-Chaleurs</i> : — Correspondance entre le gouvernement et la Compagnie de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie-des-Chaleurs), relativement à la construction du chemin dit "de la Rive sud," et celui de la Baie-des-Chaleurs. (<i>Impression ordonnée, 298</i>).(<i>Document No. 24</i>).	Adresse 49	75
126. <i>Ross, Beemer et Scott</i> : — Documents relatifs à aucune remise de droits de coupe à MM. Ross, Beemer et Scott, sur leurs limites dans la division du Lac St-Jean.	Par ordre 381	
127. <i>Roxton</i> : — Copie du rôle de paie pour les travaux de colonisation faits dans le township de Roxton, dans le 5e rang du dit township, aussi copie de tous rapports, rôles de paie de M. Murray, conducteur, se rapportant à tels travaux.....(<i>Document No. 32</i>).	Par ordre 69	93
128. <i>Roxton</i> : — Correspondance au sujet de l'érection d'une maison d'école dans le cinquième rang du township de Roxton depuis le mois de février 1895. Aussi copie du rapport de l'inspecteur d'hygiène, Jos.-A. Beaudry, en date du 18 juin 1895, au sujet de la location de la dite maison d'école. (<i>Document No. 42</i>).	Adresse 69	112

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
129. <i>Saint-Hilaire</i> :—Copie des pétitions des habitants de Saint-Hilaire, (Rouville), demandant des secours au gouvernement à l'occasion des dommages causés à la moisson et aux constructions par la grêle dans le cours de l'été passé et aussi copie de la réponse faite par le gouvernement.	Adresse 193	
130. <i>Saint-Jérusalem</i> :—Documents et correspondance se rapportant au mouvement du sable qui s'est produit dans la paroisse de Saint-Jérusalem, comté d'Argenteuil.....(<i>Document No. 73</i>).	Par ordre 79	200
131. <i>Saint-Joachim</i> :—Correspondance, depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme à être dépensée en travaux sur la rivière Saint-Joachim, dans le comté des Deux-Montagnes. (<i>Document No. 52</i>).	Adresse 81	131
132. <i>Saint-Martin</i> :—Copie de toute correspondance, etc., se rapportant à l'octroi d'une somme pour aider à construire un chemin dans la paroisse de Saint-Martin comté de Laval. (<i>Document No. 4</i>).	Adresse 68	200
133. <i>Sasseville, Alphonse</i> :—Copie de l'arrêté en conseil démettant de ses fonctions, comme registrateur, Alphonse Sasseville de Sainte-Anne des Monts, et le remplaçant par Joseph Thibault. (<i>Document No. 53</i>).	Adresse 68	140
134. <i>Secrétaire et Registraire de la Province</i> :—Rapport du—pour l'exercice du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897. (<i>Document No. 6</i>).	Par ordre du Lt-Gouv.	130

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
135. <i>Service civil</i> :— Copie d'un rapport du comité du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le— (<i>Document No. 15</i>).	Par message	29
136. <i>Shefford</i> :—Etat détaillé indiquant, pour le comté de Shefford, les sommes dépensées pour travaux de colonisation depuis le premier juin 1896 au 11 mai 1897.....(<i>Document No. 33</i>)	Par ordre 69	93
137. <i>Shérif, Québec</i> :— Etat démontrant le chiffre du montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif pour le district de Québec ; le personnel de ce bureau ; le salaire de chaque employé.(<i>Document No. 129</i>)	Par ordre 285	389
138. <i>Shérif, Montréal</i> :— Etat démontrant le montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif, pour le district de Montréal, etc. (<i>Document No. 126</i>).	Par ordre 285	380
139. <i>Société de Pomologie</i> :— Rapport annuel de la Société de Pomologie et de culture des fruits de la province de Québec, pour 1896. (<i>Document No. 34</i>).	Par acte	102
140. <i>Société d'industrie laitière</i> :— Quinzième Rapport de la — de la province de Québec, pour 1896. (<i>Document No. 35</i>).	102
141. <i>Stations expérimentales</i> :— Correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à l'établissement de stations expérimentales fruitières dans cette province.	Adresse 265	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
142. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extrait des rapports—pour 1896....(<i>Document No. 11</i>).		29
143. <i>Statistiques municipales</i> : — Statistiques municipales ou Rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1896.....(<i>Document No. 20</i>).	Par acte	185
144. <i>Sténographes</i> :—Etat des montants payés aux sténographes dans tous les districts judiciaires de la Province, pour salaires et dépenses contingentes, du premier avril au premier octobre 1897, sous l'empire de la loi 60 Vict., chap. 51., etc., etc. <i>Impression ordonnée</i> , 300 ; (<i>Document No. 49</i>).	Par ordre 70	126
145. <i>Sténographes</i> : — Rapports, correspondance, etc., concernant les sténographes nommés depuis le 26 mars 1897.	Par ordre 369	
146. <i>Sténographes officiels</i> : — Documents en rapport avec l'emploi de sténographes officiels, devant les cours de justice de cette Province..... (<i>Document No. 86</i>).	Adresse 33	217
147. <i>Sténographes officiels</i> :—Copie de l'ordre en conseil nommant MM. Bergeron, Lapointe et Foran comme sténographes officiels du district de Québec. (<i>Document No. 72</i>).	Adresse 125	200
148. <i>Terrebonne</i> :—Etat des affaires de la Cie des chemins à barrières de Terrebonne, pour 1897.....(<i>Document No. 39</i>).	Par acte	100
149. <i>Terrebonne</i> : — Documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi de \$1,000.00 accordé au comté de		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Terrebonne par le présent gouverne- ment pour les travaux de colonisation de ce comté.....(<i>Document No. 102</i>).	Par ordre 72	244
150. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Rapport du Commissaire des—de la province de de Québec pour 1897. (<i>Imprimé</i>)......(<i>Document No. 8</i>).	Par ordre du Lt.-Gouv.	25
151. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J.-O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section-est du dé- partement des Terres. (<i>Document No. 124</i>).	Par ordre 265	371
152 <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Documents ayant rapport à la classification des dossiers, pour la branche-est du dépar- tement des Terres, Forêts et Pêcheries, faite en 1895, avec copie des certifi- cats donnés par M. Rivard, M. Alph. Dumais et ceux de M. Taché et de N. Rouillard recommandant l'exécution de ce travail.	Par ordre 266	348
Aussi, copie de tous comptes payés à MM. Dumais et Duval, en mai dernier 1897. (<i>Document No. 116</i>).		
153. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des—de la province de Québec pour 1897....(<i>Document No. 7</i>).	Par ordre du Lt.-Gouv.	27
154. <i>Trudel, David-Tancrède</i> :—Documents re- latifs à la destitution de David Tan- crède Trudel, comme registrateur du comté de Champlain. (<i>Document No. 23</i>).	Adresse 34	74
155. <i>Turcotte, l'hon. Arthur</i> :—Documents se rapportant au paiement fait à Arthur		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Turcotte, protonotaire de Montréal, d'une certaine somme depuis le 20 mai dernier.....(<i>Document No. 66</i>).	Adresse 151	244
156. <i>Valin, Stephens</i> :—Correspondances se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à M. Stephens Valin, employé du bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest. (<i>Document No. 54</i>).	Adresse 79	144
157. <i>Vallée, L.-A.</i> :—Instructions données à M. L. A. Vallée, directeur des chemins de fer, lors de son inspection au village de Saint-André, les 10 et 11 mai, 1897, etc. (<i>Impression ordonnée, 301.</i>) (<i>Document No. 115</i>).	Adresse 57	280
158. <i>Vermette, Joseph</i> :—Documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette, jr., de Québec, représentant les créanciers de T. J. Lamontagne pour droits de coupe, rentes foncières, etc., pour certaines limites dans la division du Saguenay.	Par ordre 369	
159. <i>Wolfe et Compton</i> :—Copie de toute correspondance, depuis le premier janvier 1897, demandant une réduction du prix des terres incultes dans les comtés de Wolfe et Compton. (<i>Document No. 117</i>).	Par ordre 250	348
160. <i>Wolfe et Compton</i> :—Réponse additionnelle.....(<i>Document No. 122</i>).	250	371

DORVAL :—Pétition de la Compagnie des chemins à barrières de Dorval, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills*, 76

- DOW & COMPAGNIE :—Pétition de P. Scott et autres demandant un acte les incorporant sous le nom de " William Dow & Compagnie," 26, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 123.
- DROITS DE COUPE DE BOIS :—Voir *Bois, coupe de*— ; aussi *Documents, items* 18 et 19.
- DROITS DE PÊCHE :—Motion de M. Flynn pour copie du jugement du Conseil privé de Sa Majesté, rendu depuis le mois de juin dernier, relativement aux droits de pêche des provinces dans les eaux intérieures, savoir :—rivières, lacs, etc., 49 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 140. (*Document No. 50.*) Voir *Documents, item* 46.
- DROLET, GUSTAVE MASSUE :—Pétition demandant un acte l'autorisant à porter le nom de Gustave Drolet Massue, 26, 21 ; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 64.
- DUBÉ, DAVID-HENRI :—Pétition demandant son admission au Barreau, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 56.
- DUMAIS, DUVAL & MARTINEAU :—Motion de M. Cardin, pour copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J. O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section-est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, 265 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Document No. 124.*) Voir *Documents, item* 151.
- DUPUIS, JOSEPH-DAVID :—Pétition demandant un acte l'admettant à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 59 ; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 64.
- DUSSAULT, JOSEPH : — Motion de M. Robitaille pour copie de la correspondance, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent à la Banque Jacques-Cartier, pour payer une lettre de crédit, en date du 24 janvier 1891, payable à l'ordre de Joseph Dussault, et par ce dernier transporté à la Banque Jacques-Cartier ; réponse à l'ordre de la Chambre, 216. (*Document No. 84.*) Voir *Documents, item* 12.
- DUVAL, DUMAIS ET MARTINEAU :—Motion de M. Cardin pour copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J.-O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section est du département des Terres, Forest et Pêcheries, 265 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Document No. 124.*) Voir *Documents, item* 151.

ÉCOLES D'AGRICULTURE :—1. Motion de M. Robitaille pour copie de la correspondance, etc., se rapportant aux écoles d'agriculture de Sainte-Anne Lapocatière, l'Assomption, Oka, et à la ferme modèle de Compton, 71.

2. Voir *Votes pris en Chambre*, 14.

ECONOMIE INTERNE :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'hon. Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, concernant la Commission de l'— de l'Assemblée législative, 28. Voir *Documents*, item 48.

EDUCATION :—Motion de M. Flynn pour documents au sujet de la distribution de la somme de \$50,000 votée pour les fins d'éducation élémentaire, etc.; aussi rapports du département du Conseil de l'Instruction publique, etc., au sujet de telle distribution, 81; réponse à l'ordre de la Chambre, 254. (*Impression ordonnée*, 301.) (*Document No. 106.*) Voir *Documents*, item 49.

EDUCATION ÉLÉMENTAIRE :— Voir *Votes pris en Chambre*, 15.

EDY :—Motion de M. McCorkill pour un état du coût de l'enquête au sujet du meurtre de plusieurs membres de la famille Edy, en la paroisse de St-Georges de Clarenceville, comté de Missisquoi, 118.

EGLISES :—Bill de M. D'Auteuil amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, 106. Voir *Bills*, 109.

Elections :

1. CERTIFICATS D'ÉLECTIONS :

Bellechasse.—L'hon. Ad. Turgeon, 9.

Bonaventure.—William-Henry Clapperton, écr., 282.

Brome.—L'hon. H.-T. Duffy, 10.

Châteauguay.—L'hon. J.-E. Robidoux, 8.

Lévis.—Nazaire-Nicolas Ollivier, Ecr, 235.

L'Islet.—L'hon. F.-G. M. Dechêne, 7.

Saint-Jean.—L'hon. F.-G. Marchand 7.

ELECTIONS :—*Suite.*

Saint-Sauveur.—L'hon. S.-N. Parent, 9.

Yamaska.—Victor Gladu, Ecr., 22.

Yamaska.—Louis-Jules Allard, Ecr., 234.

2.—MANDATS ÉMIS DURANT LA VACANCE :

DISTRICT ÉLECTORAL.	EN REMPLACEMENT DE	POURQUOI.
Bellechasse.....	L'hon. Ad. Turgeon.....	Nommé Com. de la Colonisation et des Mines, 9.
Brome.....	L'hon. H.-T. Duffy.....	Nommé Com. des Travaux Publics, 10.
Châteauguay.....	L'hon. J.-E. Robidoux...	Nommé Secrétaire de la Province, 8.
L'Islet.....	L'hon. F.-G.-M. Dechêne.	Nommé Com. de l'Agriculture, 8.
Saint-Jean.....	L'hon. F.-G. Marchand..	Nommé Trésorier de la Province, 7.
Saint-Sauveur.....	L'hon. S.-N. Parent.....	Nommé Com. des Terres, Forêts et Pêcheries, 9.
Yamaska.....	Albéric-Archie Mondou.	Election annulée, 11.

3.—MANDATS ÉMIS DURANT LA SESSION.

DISTRICT ÉLECTORAL.	EN REMPLACEMENT DE	POURQUOI.
Bonaventure.....	F.-X. Lemieux, écr.....	Remet son mandat, 51.
Lévis.....	F.-X. Lemieux, écr.....	Remet son mandat, 51.
Yamaska.....	Victor Gladu, écr.....	Décédé le 1er déc., 1897, 74.

4. M. l'Orateur met devant la Chambre le Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur la 9ième élection générale du 23 mai, 1897, 54. *Document No. 10. (Imprimé, 55.) Voir Documents item 51.*

5. Bill de M. Weir à l'effet de développer le suffrage électoral, 37 Voir *Bills*, 86.

ELECTIONS :—*Suite.*

6. Bill de M. McCorkill amendant la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec, 116. Voir *Bills*, 99.

ELECTIONS CONTESTÉES :—

Documents mis devant la Chambre relatifs aux districts électoraux suivants :

1. *Deux-Montagnes* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 20.
2. *Jacques-Cartier* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 14.
3. *Joliette* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 16.
4. *Montréal, division No. 4* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 15.
5. *Montréal, division No. 6* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 18.
6. *Terrebonne* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 181.
7. *Yamaska* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 11.

ELECTIONS GÉNÉRALES DERNIÈRES :—*Elections*, 4; *Greffier de la Couronne en Chancellerie*, 4; aussi Voir *Votes pris en Chambre*, 16.

ELLIOT, HENRI-J. :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, 26, 37; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis—, 60. Voir *Bills*, 65.

EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Bill de M. Bickerdike, relatif aux compagnies d'empierrement des chemins 221; Voir *Bills*, 182.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL :—Motion de M. Robitaille pour tableau montrant l'augmentation des salaires des employés du service civil, du 17 décembre 1891 au 1er juin 1897; service intérieur et service extérieur, 125; réponse à l'ordre de la Chambre, 144. *Document No 56. Impression ordonnée*, 300. Voir *Documents*, item, 52.

EMPLOYÉS DES PALAIS DE JUSTICE :—Motion de M. Pelletier pour un état donnant le nom de tous les employés permanents ou temporaires nommés aux palais de justice de Québec et de Montréal, depuis le 22 mai dernier, 80; réponse à l'ordre de la Chambre, 286. (*Docume No. 114*). Voir *Documents*, item, 54.

EMPLOYÉS DU PALAIS DE JUSTICE, QUÉBEC : — Interpellation au sujet des—, 56.

EMPLOYÉS DU PALAIS DE JUSTICE, MONTREAL : — Interpellation au sujet des—, 56.

EMPLOYÉS DES TRAVAUX PUBLICS : — Motion de M. Bouffard, pour copie de tous documents destituant aucun employé des Travaux publics, depuis le 25 de mai 1897, avec copie de toute correspondance, depuis la même date, au sujet du renvoi de tous autres employés, ouvriers, journaliers, femmes de peine, et autres du même département, 50 ; réponse à l'ordre de la Chambre 102 ; (*Document No. 38*) Voir *Documents*, item 53.

EMPLOYÉS PUBLICS : — Interpellation au sujet de leur destitution, 146.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES : — Motion de M. Roy, pour un état détaillé indiquant : le nombre des personnes employées comme clercs-écrivains et messagers surnuméraires, durant la session de 1896-1897, etc., et durant la présente session, et le montant total par jour, pour salaire à ces différents employés, 70 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 167. (*Impression ordonnée 300*) (*Document No 65*). Voir *Documents*, item 55.

EMPRUNT :

1. Motion de M. Nantel, pour un tableau montrant l'emploi de la somme de \$1,500,000 que le gouvernement se propose d'emprunter, 349 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 397 ; (*Document No. 131.*) Voir *Documents*, item 56.
2. Résolutions, de M. Marchand, relatives à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public, 218, 274 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 274 ; résolutions rapportées, 275 ; motion pour deuxième lecture ; débat ajourné, 284 ; débat repris ; motion adoptée, résolutions lues la seconde fois, 288 ; motion pour concours ; amendement de M. Marion, 296 ; sous-amendement de M. Robitaille, adopté, 298 ; motion principale adoptée ; bill basé sur ces résolutions, 299. Voir *Bills*, 8.
3. Bill de M. Marchand relatif à l'emprunt de certaines sommes requises pour le service public, 299. Voir *Bills*, 8.
4. Quel montant emprunté : — Interpellation, 57.

EMPRUNTS TEMPORAIRES : — Combien depuis 22 mai 1897 ; interpellation, 47.

ENREGISTREMENTS : — Bill de M. Weir légalisant certains enrégistrement, 263. Voir *Bills*, 186.

ENREGISTREMENT DES ACTES DE TRANSPORTS D'IMMEUBLES : — Interpellation au sujet de l'—, 184.

ENREGISTREMENT DES SOCIÉTÉS : — Bill, du Conseil législatif, amendant la loi relative à l'— ; présenté par M. Robitaille, 385. Voir *Bills*, X.

ENREGISTREMENT D'ACTES DE SOCIÉTÉS : — Interpellation au sujet de l'—, 124.

ENRIGHT, WILLIAM-JAMES : — Pétition demandant une loi pour l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 55.

ESTIMÉS : — Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant le budget supplémentaire pour l'année expirée le 30 juin 1898, et le budget pour l'année expirant le 30 juin 1899 ; renvoyé au comité des subsides, 86. (*Imprimé.*) (*Document No. 1.*) Voir *Documents*, item 65 ; aussi *Subsides*.

ETUDE DE CERTAINES PROFESSIONS : — Bill de M. Chênevert amendant la loi concernant l'admission à l'étude de certaines professions, 231. Voir *Bills*, 181.

EXECUTORS TRUST COMPANY : — Pétition de The — demandant à être constituée en corporation, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills*, 121.

EXHUMATIONS : — Bill de M. Caron pour amender la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations, 211. Voir *Bills*, 22.

FABRIQUES : — Bill de M. De Grosbois amendant la loi relative à l'administration des biens des fabriques, 84. Voir *Bills*, 84.

FIRST CHURCH OF CHRIST SCIENTIST : — Pétition de The — demandant à être constituée en corporation sous ce nom, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 123.

FOIN : — Bill de M. Robitaille amendant la loi concernant le—, croissant sur certaines grèves, 183. Voir *Bills*, 150.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL : — Motion de M. McCorkill pour documents relativement aux fonds d'emprunt municipal des paroisses de St-Armand-Ouest et de Saint-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi et le canton de Bolton, dans le comté de Brome, 104 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 109.*) Voir *Documents*, item 58.

FORÊTS. PROTECTION DES —:—Voir *Votes pris en Chambre* 33 et 34.

FORGUES, L.-SOLYMES :—Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents concernant la destitution de L. Solymes Forgues, comme registrateur du comté de Bellechasse, 34 ; réponses à l'ordre de la Chambre, 73, 151. (*Documents Nos. 22 et 57*). Voir *Documents*, item, 59 et 60.

FORTIER, PAUL :—Motion de M. Bouffard pour copie de tous arrêtés en conseil, documents se rapportant à la nomination de Paul Fortier et autres, de Saint-Jean, Isle d'Orléans, et à la révocation de la nomination de Nestor Lachance, Joseph Thivierge et autres, comme conseillers, 212 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 263. (*Document No. 110*). Voir *Documents*, item 61.

FORTIN ET GARIÉPY :—Motion de M. Pelletier pour documents en rapport avec la destitution de M. Fortin comme registrateur du comté de Charlevoix et son remplacement par M. Gariépy, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. (*Document No. 101*). Voir *Documents*, item, 62.

FRASER, A. & Co. :

1. Motion de M. Nantel pour copie de tous documents relatifs à aucune remise à MM. A. Fraser & Co., etc., pour remise de droits de coupe, 369.

2. Interpellation au sujet de la remise pour coupe de bois, 295.

FRENZA :—Interpellation au sujet du meurtre de Alfred Marks, 249.

FRONTIÈRES :

1. Bill de M. Parent concernant la délimitation des frontières nord, nord-ouest et nord-est de la Province de Québec, 37. Voir *Bills*, 2.
2. Motion de M. Flynn pour copie de tous documents depuis le 21 décembre 1891, au sujet de la ligne frontière nord, nord-ouest et nord-est de la province, 73 ; réponses à l'ordre de la Chambre, 119 et 262. (*Documents Nos. 48 et 107*.) (*Impression ordonnée*, 300.) Voir *Documents*, item 63 et 64.

GAGNÉ, JOSEPH :—Interpellation au sujet du coût du procès de—, 103.

GAGNON ET FRÈRE —1 Motion de M. Nantel pour copie de tous documents se rapportant à aucune remise faite à MM. Gagnon et frère, etc., pour droits de coupe, 369.

2. Interpellation au sujet de remise pour coupe de bois, 295.

GARDES-FEU :—Motion de M. Flynn pour copie de toutes lettres déchargeant de leurs fonctions des gardes-feu et des surintendants des gardes-feu, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. (*Document No. 89.*) Voir *Documents*, item 67.

GARDES-FORESTIERS :—1. Motion de M. Bédard pour copie depuis le 25 mai dernier, de toute correspondance au sujet de la nomination d'un surintendant des gardes-forestiers, 50 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 167. (*Documents No. 63.*) Voir *Documents*, item, 68.)

2. Motion de M. Bédard pour copie de toutes lettres démettant de leurs fonctions des gardes-forestiers, avec copie de toute correspondance au sujet de telles destitutions, 50 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 216. (*Document No. 83.*) Voir *Documents*, item 69.

3. Interpellation au sujet de l'examen des Gardes-forestiers, 248.

GARIÉPY, M. :—Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents en rapport avec la destitution de M. Fortin, comme registrateur du comté de Charlevoix et son remplacement par M. Gariépy, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. (*Document No. 101.*) Voir *Documents*, item 62.

GASPÉ :—Motion de M. Flynn pour copie de toute correspondance, ainsi que de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, relativement à des travaux d'arpentage et de cadastre dans le comté de Gaspé, 250.

GAUTHIER, LOUIS-ONÉSIME :—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 115.

GAUVREAU, RÉV. ANT. :—Pétition demandant un acte le constituant, lui et ses successeurs, en office, en personne civile sous le nom de : " Le curé de St-Roch de Québec," 26, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 79.

GAZETTE OFFICIELLE :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution de la—, 27. *Non imprimé.* (*Document No. 12.*) Voir *Documents*, item 71.

GERVAIS, J.-ULRIC :

1. Motion de M. Tellier pour copie de l'ordre en Conseil destituant M. J.-Ulric Gervais comme géolier du district de Joliette ainsi

que tous documents, se rapportant à la dite destitution, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 225. (*Document No. 94*). Voir *Documents, item 72*.

2. Motion de M. Tellier pour production de tous les rapports d'inspections de la prison et du palais de justice du district de Joliette, depuis 1885 jusqu'à la date de la destitution du geôlier J.-Ulric Gervais, en octobre dernier, 202 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 271. (*Document No. 119*). Voir *Documents, item 73*.

GILMOUR & HUGHSON :—Interpellation au sujet du délai accordé à—, 249.

GIROUARD, PIERRE-LÉONARD :—Pétition demandant un bill l'admettant à la pratique de la médecine, 36 ; rapport du comité de l'ordre permanent sur l'avis, 60. Voir *Bills, 49*.

GLADU, VICTOR :—Certificat d'élection de M.—, 22 ; décédé durant la session ; la Chambre s'ajourne par respect pour sa mémoire, 63. Son indemnité payée à sa veuve, 390.

GODBOUT, ALBERT :—Interpellation au sujet de sa destitution, 47.

GOSSELIN, PHILADELPHIE :

1. Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents en rapport avec la destitution de Philadelphie Gosselin, employé permanent au palais de Justice de Québec, 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 75*). Voir *Documents, item 74*.
2. Interpellations au sujet de Gosselin, Philadelphie, 56, 78, 124.

GRAND'MÈRE :—Pétition demandant que le village appelé "Grand'Mère" soit incorporé en ville, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills, No. 113*.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE ET GREFFIER DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

1. Administre le serment aux nouveaux députés, 1.
2. Certificats d'élection de MM. Marchand, Robidoux et Dechêne, 8 ; Parent et Turgeon, 9 ; Duffy, 10 ; Gladu, 22 ; Allard, 234 ; Ollivier, 235 ; Clapperton, 282.
3. Met sur la table de la Chambre un rôle contenant les noms des députés, 1.
4. Rapport du—sur la 9^e élection générale du 23 mai 1897 mis devant la Chambre, 54. (*Document No. 10 ; Imprimé, 55.*)

GRENVILLE:—Motion de M. Robitaille pour copie de toute correspondance, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être payée à la municipalité de Grenville et de l'augmentation à titre d'indemnité pour dépenses se rapportant à la construction d'un pont métallique sur la rivière La Rouge, 68; réponse à l'ordre de la Chambre, 102. (*Document No. 37.*) Voir *Documents*, item 75.

GRÈVES:—Bill de M. Robitaille amendant la loi concernant le toin croissant sur certaines grèves, 183. Voir *Bills*, 150.

GUILBAULT, A.-C.:—Assiste le Greffier de la Chambre dans l'administration du serment aux nouveaux députés, 1.

GUILLET, NOEL-EUSÈBE:—Pétition demandant une loi pour l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 55; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 34.

HACKETT, DR.:—Motion de M. Hackett pour copie de tous documents et toute correspondance au sujet de la destitution du Dr. Hackett, comme médecin de l'asile de la Longue-Pointe 125; réponse à l'ordre de la Chambre, 167. (*Document No. 64.*) Voir *Documents*, item 76.

HAMEL, HENRI-ALPHONSE:—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 36 rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 35.

HENAULT, JEAN-BAPTISTE-ARTHUR:—Pétition demandant une loi autorisant la vente et le partage de certains biens substitués, 54; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 40.

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER:—1. Motion de M. Chauret pour copie de tous documents relatifs à Godfroy Boileau, comme régistrateur-conjoint des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, 109; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 74.*) Voir *Documents*, item 17.

2. Motion de M. Chauret pour copie de tous documents quelconques relatifs à la séparation des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, 109; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 77.*) Voir *Documents*, item 77.

HONORAIRES DES CONSTABLES:—Bill, du Conseil législatif, amendant de nouveau la loi relative aux honoraires des constables; présenté par M. Robidoux, 218. Voir *Bills*, R.

HÔPITAL NOTRE-DAME:—Pétition de l'—, de Montréal, demandant à modifier sa charte, 58; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 140.

HÔTEL VICTORIA :—Pétition de la Cie de l'— de Québec, demandant un acte légalisant la construction et autorisant le maintien d'un viaduc, 86 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 118. Voir *Bills*, 60.

HUILE :—Pétition de N.C. Smillie demandant un acte lui accordant certains privilèges pour l'exploitation des puits d'huile, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 118. Voir *Bills*, 130.

HUISSIERS :—

1. Bill de M. de Grosbois amendant les Statuts refondus relativement aux honoraires des huissiers à la cour des commissaires 165. Voir *Bills*, 83.

2. Bill de M. Rainville amendant la loi relative à la corporation des—du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir, 221. Voir *Bills*, 20.

HULL :—Pétition de la corporation de la cité de—demandant des amendements à son acte d'incorporation, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 114.

HYPOTHÈQUES :—Bill de M. Stephens à l'effet d'amender le Code municipal afin de permettre l'imposition d'une taxe sur les hypothèques, 107. Voir *Bills*, 152.

LE BIZARD :—Motion de M. Chauret pour copie de tous documents et état détaillé des sommes d'argent payées en rapport avec le concasseur du gouvernement à l'Ile Bizard, 151.

ILES-DE-LA-MADELEINE :—

1. Motion de M. Delaney pour copie d'une lettre adressée, en septembre dernier, par le député des Iles-de-la-Madeleine à l'honorable ministre de la colonisation et des mines, au sujet de l'indigence en ces îles, et la réponse à cette lettre, 109 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 131. (*Document No. 51*). Voir *Documents*, item, 83.

2. Motion de M. Delaney pour copie du rapport de M. Laroche, touchant le bureau du shérif des Iles-de-la-Madeleine, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 144. (*Document No. 55*). Voir *Documents*, item 84.

3. Motion de M. Delaney pour la correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes des Iles-de-la-Madeleine concer-

ILES-DE-LA-MADELEINE :—*Suite.*

nant l'affaire du chemin de la Plage Sud et Pointe-Basse, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 76*). Voir *Documents, item 85*.

4. Motion de M. Delaney pour un état donnant le nombre d'acres de terre vendus par M. Delaney et par Azade Arseneau, dans les Iles de-la-Madeleine, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 209. (*Document No. 82*). Voir *Documents, item 86*.

5. Motion de M. Delaney pour un état donnant le nombre des personnes incarcérées dans la prison des Iles-de-la-Madeleine au cours des cinq dernières années, 105 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. ; *Document No. 88*). Voir *Documents, item 87*.

6. Interpellation au sujet des terres dans les—, 146.

ILE-JÉSUS :—Etat des affaires de la Commission des chemins à barrières de l'—, pour l'année finissant le 31 décembre 1897, 51 ; *Document No. 39*. Voir *Documents, item 88*.

IMPRESSIONS :—

1. Comité conjoint des impressions ; membres nommés par la Chambre, 132 ; membres nommés par le Conseil, 148 ; premier rapport, 299 ; second rapport, 380.

2. *Documents imprimés par ordre de la Chambre :—*

Rapport du Greffier de la Couronne en chancellerie, sur les élections générales du 11 mai 1897, 55.

Bill (No. 147) amendant la charte de la cité de Montréal, No. 219.

Bill (No. 139) amendant la charte de la cité de Montréal et spécialement la section 14, du chapitre 49, de la loi 59 Vic., 219.

3. *Documents dont l'impression est recommandée par le comité :*

No. 24.—Chemins de fer de la Rive sud et de la Baie-des-Chaleurs, 299.

No. 28.—Abritage Thibaudeau par A.-R. Augers, 299.

No. 31.—Chemins de colonisation, 300.

No. 36.—Subventions aux chemins de fer, 300.

No. 40.—Subventions aux chemins de fer, 300.

No. 48.—Frontières nord, nord-ouest et nord-est, 300.

No. 49.—Sténographes, 300.

No. 56.—Salaires des employés du service civil, 300.

- No. 68.—Inspecteur général des écoles, 300.
No. 69.—Chemin de la Rive sud, 300.
No. 70.—Traitements des instituteurs et institutrices, 300.
No. 90.—Chutes Shawinigan, 301.
No. 91.—Ventes des limites à bois, 301.
No. 92.—Protection de la chasse et de la pêche, 301.
No. 100.—Chauffage du palais de justice de Montmagny, 301.
No. 104.—Somme payée à l'hon. Alex. Chauveau, 380.
No. 105.—Rapport de J.-N. Castonguay, 301.
No. 106.—Distribution de la somme de \$50,000 pour fins d'éducation élémentaire, 301.
No. 107.—Frontières nord, nord-ouest et nord-est, 301.
No. 111.—Rapport de Henry O'Sullivan sur le Lac Saint-Jean, 381.
No. 115.—Inspection, au village Saint-André, par L.-A. Vallée, 301.
No. 118.—Location d'un immeuble de M. Pérodeau, 381.
No. 121.—Conversion de la dette provinciale, 381.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'— transmis à la Chambre au sujet de l'impression et de la distribution des Statuts de la dernière session, 28. (*Document No. 14.*) Voir *Documents*, item 78.

INDEMNITÉ DES DÉPUTÉS :— Voir *Députés*

INDENTURE :—Députés prennent leurs sièges en produisant leur indenture en double, 210, 220, 233.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 23, 29, 32. Premier rapport nommant M. Bickerdike, président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 55.

INGÉNIEURS CIVILS :—Bill de M. de Grosbois concernant les ingénieurs civils, 112. Voir *Bills*, 156.

INHUMATIONS :—Bill de M. Caron pour amender la loi concernant les cimetières, les inhumations et exhumations, 211. Voir *Bills*, 22.

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES ÉCOLES :—Motion de M. Robitaille pour copie de tout rapport, etc, du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, recommandant la nomination d'un inspecteur général des écoles, ou d'un inspecteur des inspecteurs des écoles dans cette Province, 133; réponse à l'ordre de la Chambre, 185. (*Impression ordonnée*, 300.) (*Document No. 68.*) Voir *Documents*, item 79.

INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES, ETC :—M. Robidoux dépose le 27^e rapport des— et bureaux publics pour 1896, 29. (*Imprimé.*) (*Document No. 9.*) Voir *Documents*, item 116.

INSPECTION DES ÉCOLES :— Voir *Votes pris en Chambre*, 20.

INSTITUTEURS : — Motion de M. Robitaille pour copie de tout rapport, règlement, résolution etc, du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptés depuis le 10 mai dernier, fixant le minimum de traitement pour les instituteurs et institutrices dans cette Province, 133 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 185. (*Impression ordonnée*, 300.) (*Document No. 70*). *Documents*, item 80.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES : — Interpellation au sujet de leur salaire, 377.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, HÔPITAUX : — Voir *Documents*, item 81.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. M. Robidoux dépose le Rapport annuel du Surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1896-97, 185. (*Imprimé*). (*Document No. 5*). Voir *Documents*, item 82a.
2. Résolution de M. Robidoux relative à l'Instruction publique ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 258 ; résolution rapportée, 257 ; renvoyée de nouveau à un comité, considérée, rapportée, 257 ; lue la seconde fois et adoptée, 258 ; considérée en comité avec le *Bill No. 3*, 258.
3. Bill de M. Robidoux, loi de l'Instruction publique, 106. Voir *Bills*, 3.
4. Bill de M. Robidoux amendant la loi de l'Instruction publique, 350. Voir *Bills*, 189.
5. Interpellation au sujet du bill de l'Instruction publique, 295.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE : — Faites par MM :

Ball, 124, 294.
Bédard, 123, 131.
Béland, 369.
Bickerdike, 57.
Blanchard, 47, 48.
Bouffard, 132, 222.
Carbray, 146.
Cardin, 284, 367, 368, 374.
Chauret, 53, 374, 375.
Chênevert, 107, 108, 150.
D'Auteuil, 146, 147, 150, 249.
DeGrosbois, 67, 78, 103, 104, 249.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Delaney, 104, 123, 146.
Dufresne, 123, 124, 192, 206.
Duplessis, 192, 248, 295.
Grenier, 123, 132.
Hackett, 123.
Lacombe, 294.
Laliberté, 108.
LeBlanc, 377.
Lislois, 295.
McDonald, 66.
Nantel, 89.
Normand, 66, 67, 124, 131.
Pelletier, 47, 56, 66, 77, 104.
Robitaille, 78.
Roy, 76, 184, 231.
Smith, 92, 249, 295.
Tellier, 77, 146, 184, 265.
Tessier (Rimouski) 33.
Weir, 295.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à : .

Actes de société, enregistrement des—, 124.
Actes de transports d'immeubles, 184.
Aliénés, au sujet de leur entretien, 184.
Angers, l'hon. A.-R. :—Arbitrage G.-H. Thibaudeau, 294.
Annonces judiciaires, 131.
Annonces judiciaires :—Dans quels journaux publiées depuis 22 mai 1897, 47.
Annonces pour ventes judiciaires, 77.
Asiles, au sujet de l'entretien des aliénés, 184.
Atlantique et Lac Supérieur, 108.
Atlantique et Lac Supérieur, au sujet du subside à cette compagnie, 89, 265.
Baie-des-Chaleurs, procédure contre E. Pacaud, 131.
Boileau, Godfroi, au sujet de sa destitution, 66.
Bouffard, Jean, au sujet de son remplacement, 107.
Bourgeois, M.-C., pourquoi a-t-il été destitué, 104.
Brasset, M. 146.
Brophy, Dr., au sujet de sa destitution, 123.
Bryson, l'hon. M. 249.
Deschamps, C.-E., 108.
Derome, Victor, au sujet de certains comptes, 368.
Caps, chemin des,—147.
Castonguay, J.-N., 192.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Cercles agricoles, octrois aux—, 77.
Coffin, John Tristram, 146.
Colonisation.—au sujet de la répartition des deniers pour la,—89.
Colonisation pour statistiques au sujet de la—, 89.
Compton, Ferme modèle de—, 76.
Conférences agricoles depuis le 23 mai 1897, 77.
Conseil de l'Instruction publique, 377.
Conseil législatif, au sujet du Président, 184.
Employés publics, au sujet de leur destitution, 146.
Employés du palais de justice, Montréal. 56.
Employés du palais de justice, Québec, 56.
Emprunt ; quel montant emprunté, 57.
Emprunts temporaires.—Combien depuis le 22 mai 1897 ? 47.
Enregistrement des actes de société, 124.
Enregistrement des actes de transports d'immeubles, 184.
Fraser, A. & Cie, remise de coupe de bois, 295.
Frenza, au sujet du meurtre d'Alfred Marks, 249.
Gagné, Joseph, au sujet du coût du procès de —, 103.
Gagnon & Frère, remise de coupe de bois, 245.
Gardes forestiers, examens des—, 248.
Gilmour & Hughson, délai accorde à—, 249.
Godbout, Albert, pourquoi a-t-il été destitué, 47.
Gosselin, Philadelphie, 56, 78, 124.
Iles-de-la-Madeleine, au sujet des terres. 146.
Instruction publique, au sujet du bill de l'—, 295.
Joliette, chemins de colonisation, 184.
Juges de paix ; au sujet des lois se rapportant aux—, 103.
King Bros, de Gaspé, 249.
King Bros, remise de coupe de bois, 294, 295.
Lachance, Emile, au sujet de la destitution—, 48.
Laliberté, Philéas, de Sainte-Maguerite, 66.
Lamarche, J. B., au sujet du procès de—, 103.
Langelier, Phon. F., au sujet d'un montant à lui payé, 78.
Learmonth, J., 132.
Lemieux, R., au sujet de l'achat de l'ouvrage de—, 124.
" Les poissons d'eau douce du Canada ;" combien de volume achetés, 67.
Malbaie, Rivière, au sujet de la débâcle de la—, 150.
Marks. Alfred, tué à Chambly, 249.
Mégantic, au sujet des terres dans le comté de—, 92.
Montpetit, A. N ;—Combien d'exemplaires achetés de son ouvrage sur les poissons, 67.
Montréal, employés du palais de justice, 56.
" Municipalités et paroisses," par C.-E. Deschamps, 108
Octrois aux cercles agricoles, 77.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Ouimet, l'hon. Gédéon, 108.
Pacaud, Ernest, procédures contre—, 131.
Palais de Justice, Montréal :—Immeuble loué près du—, 57.
Parc National, Gardiens du—, 222.
Patates et navets, poids marchand des—, 53.
Patton, Henry, Quelles sommes lui ont été payées, 104.
Pérodeau M., 206.
Pérodeau, Narcisse, 57.
Poids et mesures, pour amender l'acte des—, 53.
"Politique Cartier-Macdonald," La—, par J.-E. Prince, 150.
Ponts en fer, au sujet de la construction des—, 108.
Ponts en fer, combien construits par gouvernement Mercier, 367, 374, 375.
Prince, J.-E., 150.
Québec :—Employés du palais de justice, 56.
Raymond, Eugène, au sujet de la destitution de—, 48.
Rimouski, palais de justice et prison, au sujet des assurances, 33.
Rimouski, termes de la Cour, 123.
Ross, Beemer & Scott, remise de droits de coupe, 294, 369.
St-Hilaire, aide pour victimes de la grêle, 192.
St-Urbain, chemin, 146.
St-Urbain, au sujet de la route du rang St-George, 150.
Salaires des instituteurs et institutrices, 377.
Shawinigan, au sujet de la vente des chûtes, 64.
Shawinigan, rapport de M. J.-N. Castonguay, 192.
Statistiques au sujet de la Colonisation, 89.
Sténographes, 57.
Sténographes officiels, à Québec, quand nommés, 78.
Successions, au sujet de la taxe sur les—, 146.
Sweetsburg, combien de procès à—, en mars 1897, 103.
Taché, E.-E., a-t-il reçu aucun extra, 284, 274.
do au sujet de certains paiements, 367.
Taché, Jules, a-t-il reçu des *extra*, 368.
Taillon, gouv., au sujet des remises à Ross, Beemer et Scott, 369 ; à Fraser & Co. 295.
Taxes sur les successions, 146.
Thibault, Charles, quel montant reçu, 78.
Thibault, Charles, sommes payées à—, 103.
Timbres sur procédure, Montréal, 123.
Transports d'immeubles, enregistrement des actes de—, 184.
Turcotte, l'hon. Arthur, au sujet de son salaire, 123.
Turcotte, l'hon. A., a-t-il reçu aucun bonus, 132.
Turcot, Dr, au sujet d'un compte, 284.
Verdier, Philippe, 123.
Verge, Dr W., au sujet de sa démission, 67.
Vermette, Joseph, succession J.-T. Lamontagne, 295.

JACQUES-CARTIER :—Motion de M. Chauret, pour documents relatifs à la séparation des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, 109 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 77.*) Voir *Documents*, item 77

JOLIETTE :—Interpellation au sujet des chemins de colonisation de—, 184

JOURNAUX D'AGRICULTURE :—Motion de M. Flynn pour copie de tous ordres en conseil ou contrats depuis un an au sujet de la publication des—, 92.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—1. Entrée dans les—, au sujet de la 3e lecture d'un bill, rescindée, 393.

2. Documents relatifs aux élections contestées, entrés dans les— ; Deux-Montagnes, 20 ; Jacques-Cartier, 14 ; Joliette, 16 ; Montréal, Div. No. 4, 15 ; Montréal, Div. No. 6, 18 ; Terrebonne, 181 ; Yamaska, 11.

JOYAL, HECTOR-OMER :—Pétition demandant un bill l'admettant à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 121. Voir *Bills*, 133.

JUGES DE PAIX :—Interpellation au sujet des lois se rapportant aux—, 103.

JUSTICE, ADMINISTRATION DE LA :—Bill de M. Robidoux concernant l'— dans le district de Québec, 379. Voir *Bills*, 190.

KING BROS :—1. Motion de M. Bédard pour copie de toute correspondance relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de M. W. King Bros., pour leurs limites dans le district de Gaspé, 265.

2. Motion de M. D'Auteuil pour copie de toute correspondance, relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, etc., en faveur de MM. King Bros, pour leurs limites dans le district de Gaspé, 266.

3. Au sujet de remise pour coupe de bois :—interpellation, 249, 294, 295.

LABELLE, URGÈLE :—Pétition demandant à être admis à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 53 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 66.

LABERGE, PHILÉAS :— Motion de M. Pelletier pour copie de tous ordres, documents quelconques, concernant et en rapport avec : 1o. la destitution de Philéas Laberge, comme député régistrateur de Québec, 2o. la nomination de Jos. P. Roy, comme son successeur, 83.

LACHANCE, EMILE :—Interpellation au sujet de sa destitution, 48.

LACOMBE, GEORGE-ALBIN :—Pétition demandant une loi à l'effet de l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, 58; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 51.

LAC ST-JEAN :— Motion de M. Girard pour un état indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé au Lac St-Jean depuis le 1er juillet dernier, etc, 222; réponse à l'ordre de la Chambre, 263. (*Document No. 112.*) Voir *Documents*, item 93.

LALIBERTÉ, PHILÉAS :—

1. Motion de M. Pelletier pour documents, etc., en rapport avec la destitution de Philéas Laliberté, et la nomination de son remplaçant, 109.

2. Interpellation au sujet de la destitution de —, 66.

LAMARCHE, J.-B. :— Interpellation au sujet du procès de —, 103.

LANGELIER, L'HON. F. :— Interpellation au sujet d'un montant à lui payé, 78, 231.

LAPOINTE, ERNEST :— Pétition demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, 36; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 132.

“ LA POLITIQUE CARTIER-MACDONALD ” :— Interpellation au sujet de cet ouvrage, 150.

LAROCHE, M. :— Voir *Iles-de-la-Madeleine*; aussi *Documents*, item 84.

LAROSE, LOUIS-EPHREM :—Pétition demandant un acte autorisant son admission dans l'Association pharmaceutique de la province de Québec, 36; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 69. Voir *Bills*, 57.

LAVOIE ET GUILBAULT—Motion de M. Tellier.—Pour copie de l'ordre en conseil nommant MM. Lavoie et Guilbault, régistrateurs conjoints du comté de Joliette, et de toutes requêtes, lettres,

papiers et documents se rapportant à cette nomination, 222 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 263. (*Document No. 113.*) Voir *Documents, item, 95.*

LAYERS TITLE INSURANCE COMPANY :—Pétition de l'honorable A.-W. Ogilvie et autres demandant un acte les incorporant sous le nom de—, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills, 119.*

LEARMONTH, A. J. :—Interpellation au sujet de—, 132.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—

1. Comité permanent nommé, 23, 29, 32 ; premier rapport nommant l'honorable M. Robidoux, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq ; adopté, 55 second rapport, 98 ; autres rapports, 122, 166, 197, 220, 230, 243, 254, 264, 277, 353.
2. Membres ajoutés à ce comité, 56.
3. Bills renvoyés à ce comité, 81, 95, 103, 110, 126, 146, 179, 192.

LÉGISLATURE :—Bill de M. Stephens amendant la loi concernant les immunités et privilèges des deux Chambres de la Législature, 33. Voir *Bills, 27.*

LEMIEUX, R. :—Interpellation au sujet de l'achat d'un ouvrage de—, 124.

LEMOINE, JOSEPH-HORMISDAS :—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine, 55 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 121. Voir *Bills, 77.*

“ LES POISSONS D'EAU DOUCE DU CANADA ” :—Interpellation au sujet de l'achat des—, 67. Voir aussi *Montpetit et Documents, item 103.*

LÉVIS :—Hospice Saint-Joseph de la Délivrance :—Etat d'affaires, 51, 377. Voir *Documents, item 81.*

LICENCES :

1. Pétition demandant des amendements à la loi des—, 97, 129, 182, 383.
2. Résolutions de M. Marchand concernant les licences, 283, 317 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, le comité délibère, 317 ; résolutions rapportées et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 318. Voir *Bills, 14.*
3. Bill de M. Marchand concernant les licences, 318. Voir *Bills, 14.*

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la session, 23. Jour fixé pour la prise en considération, 25. Motion pour une adresse à Son Honneur, 25, 26, 27. Voir *Adresse*, 1.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 256, 263, 272, 274, 285, 289, 317, 318, 359, 378.
3. Sanctionne les bills, 397.
4. Son discours, à la clôture de la session, 402.

Messages de Son Honneur :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la session, 1 ; après l'élection de l'Orateur, 3 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 397.
6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 74.
7. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine, 28. Voir *Documents*, *item* 78.
8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 29. Voir *Documents*, *item* 124.
9. Transmettant les estimés, 86. Voir *Documents*, *item* 57.
10. Transmettant un rapport concernant la *Gazette Officielle*, 27. Voir *Documents*, *item* 71.
11. Transmettant la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de la Chambre, 28. Voir *Documents*, *item* 48.
12. Bill, du Conseil législatif, autorisant la soumission de certaines questions par le — en conseil, à la Cour du Banc de la Reine ; présenté par M. Robidoux, 185. Voir *Bills*, J.

LIMITES A BOIS :—Motion de M. Nantel, pour copie de tous documents se rapportant à la vente des limites à bois et de certains pouvoirs d'eau fixée au 28 avril 1897, 71 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. (*Impression ordonnée*, 301.) (*Document No.* 91). Voir *Documents*, *item* 96.

LOIS, publication des— :—Motion de M. Ball pour copie de toutes circulaires et instructions du procureur-général ou du secrétaire de la Province, touchant la publication des lois 44-45 Victoria, ch. 16, 46 Victoria, ch. 25, et 47 Victoria, ch. 15, 223 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 381. (*Document No. 130.*) Voir *Documents*, item 117.

MACHINES A CHEMINS:—Motion de M. Champagne, pour un état détaillé indiquant le prix d'achat de toute machine à chemins, concasseur, etc, 369. Voir *Ile Bizard*.

MAISONNEUVE :—Pétition demandant des amendements à la charte de la ville de—, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 118.

MALBAIE :—Motion de M. Flynn pour copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes, de ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse du Cap, de la Malbaie No 1 et de la Malbaie No 2, comté de Gaspé, 223 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 380. (*Document No. 128.*) Voir *Documents*, item 5.

MALBAIE, RIVIÈRE :—Au sujet de la débâcle de la—, 150.

MANDATS SPÉCIAUX :—1. M. Marchand dépose l'état des rapports du Conseil et mandats spéciaux émis durant la vacance, 37. (*Imprimé*, 38). Voir *Documents*, item 118.

2. Motion de M. Pelletier pour un état démontrant comment et à qui ont été payées les sommes représentées par les mandats spéciaux, Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 30 et 24, 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 216. (*Document No. 85.*) Voir *Documents*, item 97.

3. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 22.

MANIWAKI :—Motion de M. Robitaille pour copie de toute correspondance, depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque pour aider à la construction d'un pont à Maniwaki sur la rivière Gatineau 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 30.*) Voir *Documents*, item, 98.

MARCHÉS DE MONTRÉAL :—Résolution de M. LeBlanc, au sujet de l'agrandissement des—, adoptée par la Chambre, 349.

MARTINEAU, J.-O. :—Motion de M. Cardin pour copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J.-O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section-eat du département des Terres, Forêt et Pêcheries, 265 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Document No. 124.*) *Documents*, item 151.

MARKS, ALFRED :—Interpellation au sujet de—, tué à Chambly, 249

MCCREADY, JAMES :—Pétition demandant un acte amendant le testament de feu—, 59 ; rapport que les avis n'avaient pas été publiés, 129.

MCGARVEY, OWEN :—Pétition demandant une loi concernant la succession de feu—, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 69.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—1. Bill de M. de Grosbois amendant la loiⁱ concernant les—, 76. Voir *Bills*, 93.

2. Bill de M. Pinault amendant l'article 3978 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les médecins et chirurgiens, 289. Voir *Bills*, 188.

MÉDECINS DE PRISONS :—Motion de M. Hackett demandant copie de tous arrêtés en conseil, et toute correspondance, depuis le 25 mai dernier, au sujet de la destitution des médecins de prisons dans la Province, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 185. (*Document No. 67.*) Voir *Documents*, item 99.

MÉGANTIC :—Interpellation au sujet des terres dans le comté de—, 92.

MONTCALM :—Motion de M. Nantel pour copie de tous documents recommandant au département de la colonisation et des mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté de Montcalm par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté, 72.

MONTMAGNY :

1. Motion de M. Lislois pour copie de tous comptes, etc., se rapportant à l'item 67 du budget pour l'année expirant le 30 juin 1897 intitulé : " Palais de justice et prison du district de Montmagny pour appareil de chauffage, \$3,000." 125 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 243. (*Document No. 109.*) *Impressions ordonnée*, 300. Voir *Documents*, item 101.

2. Motion de M. Lislois pour copie de tous documents, requêtes, ordre en conseil, se rapportant à la nomination, par le Lieutenant-Gouverneur, d'un conseiller pour la ville de Montmagny, en août 1895, 369 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 38). (*Document No. 127.*) Voir *Documents*, item 102.

MONTPETIT, A.-N. :

1. Motion de M. Nantel pour copie de tous documents se rapportant à l'achat d'un certain nombre de copies de l'ouvrage de M. A.-N.

Montpetit, intitulé : " Les Poissons d'eau douce du Canada." 132 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. (*Document No. 87*) Voir *Documents, item 103.*

2. Interpellation au sujet de l'achat de son ouvrage sur les poissons, 67.

MONTREAL (CITÉ DE—) :

1. Pétition de la corporation demandant une loi concernant les finances de la cité, 75 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 147.
2. Résolution de M. LeBlanc, au sujet de l'agrandissement des marchés de Montréal ; adoptée par la Chambre, 349.
3. Rue Notre-Dame : Pétition de H. Hogan et autres, demandant l'élargissement de la rue Notre-Dame-Est ; reçue et lue, 139 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 156. Voir *Bills*, 139.
4. *Asiles des Dames bienveillantes* :—Etat d'affaires, 138, 243. Voir *Documents, item 81.*
5. *Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 54, rapport de l'avis sur ce bill, 113. Voir *Bills*, 48.
6. *Compagnie d'exposition de Montréal* :—Bill de M. Dechêne concernant la—de Montréal, 376. Voir *Bills*, 7 ; aussi *Compagnie d'exposition, Votes pris en Chambre*, 9.
7. *Cour de Circuit* :—Bill de M. Robidoux relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la—de Montreal, 274. Voir *Bills*, 26.
8. *Employés du Palais de Justice, Montréal* :—Interpellation au sujet des —, 56. Voir aussi *Documents, item 54.*
9. *Hôpital-Général* :—Etat d'affaires, 106. Voir *Documents item 81.*
10. *Hôpital Général (Sœurs Grises)* :—Etat d'affaires, 106 Voir *Documents, item 81.*
11. *Hôpital Notre-Dame* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents, item 81.*
12. *Hôpital protestant des aliénés* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents, item 81.*
13. *Hôpital Saint-Patrice* :—Etat d'affaires, 51, 383. Voir *Documents item 81.*

-
14. *Hospice de la Maternité* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
 15. *Institut Hervey* :—Etat d'affaires, 100. Voir *Documents*, item 81.
 16. *Marchés de Montréal* :—Résolution au sujet des—349.
 17. *Monastère Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
 18. *Orphelinat Catholique Romain* :—Etat d'affaires, 106. Voir *Documents*, item 81.
 19. *Salle d'Asile St-Joseph* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
 20. *Shérif de Montréal* :—Voir *Annonces du Shérif*, aussi *Shérif*.
 21. *Sœurs de la Providence* :—Demandant une loi à l'effet de les autoriser à construire et à mettre en opération un tramway, 75. Voir *Bills*, 73.
 22. *Tarifs de la Cour de circuit* :—Bill relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit, 274. Voir *Bills*, 26.
 23. *The Church Home* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
 24. *Union des Abattoirs* :—Voir *Bills*, 177 : aussi *Union des Abattoirs*.
 25. *Young Men's Hebrew Benevolent Society* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
- MUNICIPALITÉS ET PAROISSES :—Interpellation au sujet des—, par C.-E. Deschamps, 108.

NICOLET :

1. Pétition des Sœurs du Précieux-Sang, de—, demandant une loi les constituant en corporation, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 33.
 2. Etat d'affaires de l'Hôtel-Dieu, 51. Voir *Documents*, item 81.
- NOTARIAT :—Bill, du Conseil législatif, amendant le Code du notariat, présenté par M. Robidoux, 209. Voir *Bills*, N.
- NORTH SHORE POWER COMPANY :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 52.

NOTRE-DAME DU BON-CONSEIL :—Pétition demandant un acte à l'effet d'annexer la paroisse de—au comté de Drummond, pour toutes fins, 59. Voir *Bills*, 101.

OCTROIS DE COLONISATION :—Voir *Colonisation*, aussi *Documents*, *item* 36.

OCTROIS POUR AGRICULTURE :—Voir *Votes pris en Chambre*, 26.

OFFICIERS DE JUSTICE :

1. Résolutions relatives à certains officiers de justice ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 350 ; résolutions rapportées ; lues la seconde fois sur division ; bill basé sur ces résolutions, 351. Voir *Bills*, 16.
2. Bill de M. Robidoux amendant la loi concernant certains officiers de justice, 351. Voir *Bills*, 16.

OLLIVIER, NAZAIRE-NICOLAS :—Prête serment et prend son siège, 210 ; certificat de son élection, 234 ; résolution au sujet de son indemnité, 359.

Orateur :

1. L'hon. Jules Tessier, élu orateur de l'Assemblée législative, 2.
2. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 2 et 3, pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 397.
3. Il fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la session, 8.
4. Communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire, 35.
5. Communique à la Chambre le Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, sur la 9ème élection générale du 23 mai 1897, 54.
6. Communique à la Chambre divers rapports, 35, 51, 58, 75, 99, 100, 106, 138, 235, 243, 256, 291, 377, 383.
7. Met devant la Chambre les jugements et rapports dans les élections contestées des Deux-Montagnes, Jacques-Cartier, Joliette, Montréal, divisions Nos. 4 et 6, et Yamaska, 10 ; Terrebonne, 181.
8. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance dans les districts électoraux de Bellechasse, Brome,

Châteauguay, L'Islet, St. Jean et St. Sauveur, 4; Bonaventure et Lévis, 51; Yamaska, 74.

9. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats des députés de Bellechasse, 9; Bonaventure, 282; Brome, 10; Châteauguay, 8; Lévis, 234; L'Islet, 8; St. Jean, 7; St. Sauveur, 9; et Yamaska, 234.
10. *Décide sur des questions de forme et d'ordre*, 124, 146, 198, 231, 272, 281, 356, 362, 376, 383, 384; pour ces décisions, voir *Questions*.
11. Remet sa décision à plus tard, 124, 189, 353, 380.
12. Maintient la décision du Président d'un comité, 198.
13. Donne sa voix prépondérante sur une question, 88.
14. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 188, 219, 227, 237, 245, 254, 255, 269, 316, 353, 356.
15. Quitte le fauteuil à 6 heures; débat sur subside, 141.
16. Présente le bill des subsides, 401.

Ordres du jour :

1. Ordre pour 2^e lecture d'un bill rescindé, 97, 103, 118, 152, 191, 211
2. Ordre pour 2^e lecture de certaines résolutions rescindé, 289.
3. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 96, 103, 126, 165, 228.
4. Ordre pour 3^e lecture d'un bill, rescindé, 393.
5. Bill remis sur l'ordre du jour, 224, 228, 371, 377.
6. Ordres concernant les bills privés appelés en vertu de la règle 19, 134, 141.
7. Ordres du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 219.
8. L'heure pour la considération des bills étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 288, 317.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 23, 29, 32 ; premier rapport, nommant M. Bisson, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 53 ; second rapport, 60 ; autres rapports sur différentes pétitions, 63, 82, 97, 113, 121, 129, 139, 166.

2. Rapporte que les avis sont suffisants, 97, 113, 121.

3. Recommande la suspension de la 51^e règle, 113, 129.

4. Rapport du comité recommandant que les délais soient prolongés pour la réception des pétitions pour bills privés, la présentation des bills privés et la réception des rapports sur iceux, 139.

Ordres sessionnels :

1. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 152 ; Trois séances, 218.

2. La Chambre devant siéger le samedi, 263, 277.

3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre :
—Voir *Documents*.

O'SULLIVAN, JAMES :—Motion de M. Robitaille pour copie du rapport de Henry O'Sullivan. *re* exploration du territoire compris entre le lac Saint-Jean et la Baie James, 222 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 263. (*Document No. 111.*) (*Impression ordonnée*, 380.) Voir *Documents*, *item* 104.

OTTAWA :—1. Bill de M. Major amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, 149. Voir *Bills*, 171.

2. Motion de M. Nantel pour copie de tous documents recommandant au département de la colonisation et des mines l'emploi à faire de l'octroi de \$1,000.00 accordé au comté d'Ottawa par le présent gouvernement pour les travaux de colonisation de ce comté, 72.

OTTAWA ET GATINEAU :—Pétition au sujet du chemin de fer Ottawa et Gatineau, 37.

OUMET, L'HON. GÉDÉON :—Interpellation relative à—, 103.

PACAUD, ERNEST :—

1. Motion de M. Normand pour copie de tous documents et correspondance, depuis le 22 mai dernier, au sujet de la poursuite du gouvernement contre M. Ernest Pacaud, pour les cent mille piastres touchées dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs, 125 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 201. (*Document No. 80*). Voir *Documents, item 106*.

2. Interpellation au sujet des procédures contre Pacaud, Ernest, 131.

PALAIS DE JUSTICE :—Motion de M. Pelletier pour un état donnant le nom de tous les employés permanents ou temporaires, nommés au palais de justice de Québec et au palais de justice de Montréal, depuis le 22 mai dernier, avec leur salaire, 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 280. (*Document No. 114*). Voir *Documents, item 54*.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Motion de M. Marion, demandant copie de toutes recommandations et de toute correspondance au sujet de l'item dix-sept (17) (Palais de Justice de Montréal : meubles) dans le Budget supplémentaire de l'année courante, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 225. (*Document No. 95*). Voir *Documents, item, 107*.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Immeuble loué près du— ; Interpellation, 57.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—Motion de M. Bouffard pour copie de toutes lettres destituant aucun gardien du Parc national des Laurentides, 50 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 112. (*Document No 45*.) Voir *Documents, item 108*.

PARC NATIONAL :—Interpellation au sujet des gardiens, 222.

PATATES ET NAVETS :—Interpellation au sujet du poids marchand des—, 53.

PATTON, HENRY :—Interpellation au sujet de sommes payées à—, 104.

PÊCHE ET CHASSE :—1. Motion de M. Nantel pour copie de l'ordre en conseil pour organiser le service établi dans cette Province pour la protection de nos pêches et chasses, et de l'ordre en conseil révoquant tel service, 73 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 29*.) Voir *Documents, item 109*.

2. Motion de M. Nantel pour copie de toutes instructions données depuis janvier 1892, aux officiers du département des Terres,

branche des pêcheries, pour établir un système efficace de production de la chasse et de la pêche dans cette Province et augmenter les revenus du Trésor, provenant de la location des territoires de chasse et de pêche déjà concédés et de ceux à créer et à concéder, 147 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 225. (*Document No. 92.*) (*Impression ordonnée, 301.*) Voir *Documents, item 24.*

PERCEPTEURS DU REVENU :—Motion de M. Flynn pour copie de tous arrêtés en conseil et de toutes lettres renvoyant d'office des percepteurs et officiers du revenu, ainsi que tous arrêtés en conseil et lettres en nommant d'autres depuis le 25 de mai dernier, 68.

PÉRODEAU, M. :—1. Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents en rapport avec la location, de M. Pérodeau, d'un immeuble avoisinant le palais de justice de Montréal, etc., 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 348. (*Impression ordonnée, 381.*) (*Document No. 118.*) Voir *Documents, item 111.*

2. Interpellation au sujet de Narcisse Pérodeau, 57,206.

3. Voir aussi *Votes pris en Chambre, 28.*

PETITES-SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE :—Voir *Sœurs Franciscaines Bills, 41.*

PÉTITIONS :—

1. Pétitions lues et reçues le même jour, 139.

2. Délai prolongé pour la présentation des pétitions pour bills privés, 139.

PETROLIUM OIL TRUST :—Motion de M. Flynn pour copie de la correspondance, depuis le 25 mai dernier, entre aucun membre du gouvernement, et la compagnie dite du Petroleum Oil Trust, de Gaspé, au sujet de l'octroi de licences d'exploration, d'exploitation ou au sujet de l'acquisition de lots pour fins de mines, etc., 71 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 111. (*Document No. 41.*) Voir *Documents, item 112.*

PHARMACIE :—Bill de M. Gouin amendant la loi de pharmacie de Québec, 86. Voir *Bills, 89* ; Voir aussi *Votes pris en Chambre, 29, 30 et 31.*

PHILLIPS, WILLIAM ELLEGOOD :—Pétition demandant une loi abrogeant la loi 50 Vict., 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills, 120* ; aussi *Votes pris en Chambre, 32.*

POIDS ET MESURES :—Interpellation au sujet d'amender l'acte des —, 53

" POISSONS D'EAU DOUCE DU CANADA " :—Voir *Montpetit* ; aussi *Documents*, *item* 103.

" POLITIQUE CARTIER-MACDONALD " :—Interpellation au sujet de " La — par J. E. Prince, 150.

PONTIAC :—Motion de M. Nantel pour copie de la correspondances, etc., recommandant au département de la colonisation et des mines, l'emploi à faire de l'octroi accordé au comté de Pontiac par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté, etc, 72.

PONTS :—

1. Motion de M. Flynn pour copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la dépense au sujet de l'item 74, (aide pour travaux à d'autres ponts \$5,000.00), du budget pour l'année 1897-98, 60 Vict., chap. 1, 223.
2. Motion de M. Robitaille pour tous documents, etc., depuis le 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme pour aider à la construction d'un pont à Maniwaki, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 30.*) Voir *Documents*, *item* 98.

PONTS EN FER :—1. Interpellation au sujet de la construction des—, 108.

2. Interpellation au sujet du nombre construits sous le gouvernement Mercier, 367, 374, 375.

PONT SUR LA RIVIÈRE LA-ROUGE :—Voir *Grenville* ; aussi *Documents*, *item* 75.

PONTS ET SUBSIDES :—Motion de M. McCorkill pour copies de tous ordres en conseil pourvoyant aux octrois d'argent pour la construction de ponts sur les chemins publics et aux subsides aux compagnies de chemins de fer du 1er janvier au 25 mai derniers, 119 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 245. (*Document No. 98.*) Voir *Documents*, *item* 115.

PESBYTÈRES :—Bill de M. D'Auteuil amendant de nouveau la loi concernant la construction et la réparation d'églises, presbytères et cimetières, 106. Voir *Bills*, 109.

PRINCE, J. E. :—Interpellation, 150.

PRISONS, ASILES, ETC., INSPECTEURS DES— :—Voir *Inspecteurs des—*, etc ; aussi *Documents*, *item* 116.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 23, 29, 32. Premier rapport nommant M. Dechêne président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 55.

PROFESSIONS :—1. Motion de M. Pelletier au sujet des bills relatifs aux—, adoptée sur division, 196.

2. Bill de M. Chênevert amendant la loi concernant l'admission à l'étude de certaines professions, 231. Voir *Bills*, 181.

PROTECTION DES FORÊTS :—Voir *Votes pris en Chambre*, 33 et 34.

PUBLICATION DES LOIS :—Motion de M. Ball pour copie des instructions du Procureur-général ou du secrétaire de la Province touchant la publication des lois 44-45 Vict., ch. 16, 46 Vict., ch. 25, et 47 Vict. ch. 15, 223 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 381. (*Document No. 130*). Voir *Documents*, *item 117*.

PULPE DES LAURENTIDES :—Voir *Compagnie de —* ; aussi *Bills*, 112.

QUALIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Bill du Conseil amendant la loi concernant la — ; présenté par M. Robidoux, 209. Voir *Bills*, *K*.

QUÉBEC, CITÉ DE — :—

1. Pétition de la Corporation demandant des amendements à sa charte, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 38.

2. *Asile du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, *item 81*.

3. *Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires, 291. Voir *Documents*, *item 81*.

4. *Asile Ste-Brigitte* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, *item 81*.

5. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, *item 81*.

6. *Cour du Recorder* :—Bill de M. Robitaille amendant la loi concernant la — à Québec, 65. Voir *Bills*, 38.

7. *Employés du palais de justice* :—Interpellation au sujet des —, 56. Voir aussi *Documents*, *item 54*.

8. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, *item 81*.

9. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, *item 81*.

10. *Hospice des Sœurs de la Charité pour les veuves et les orphelins* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
11. *Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus* :—Etat d'affaires, 256. Voir *Documents*, item 81.
12. *Ladies Protestant Home* :—Etat d'affaires, 100. Voir *Documents*, item 81.
13. *Union St-Joseph, à St-Roch* :—Etat d'affaires, 35. Voir *Documents*, item 82.
14. *Ouvroir des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
16. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.

Questions :

1. Débats sur une question, ajournés, 120, 128, 134, 181, 220, 376 ; parce que M. l'Orateur quitte le fauteuil à une heure, 373 ; débats repris, 128, 134, 136, 220, 228, 316, 354, 390.
2. Question d'urgence pour un bill, 383.
3. Motion remplacée par un amendement, 270, 361.
4. Sous-amendements, 259, 270, etc.
5. Motions retirées, 317, 354.
6. A la motion, de M. Weir, pour renvoyer au comité de législation le Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et les places publiques, objection est faite (par M. Pelletier) qu'aucun avis n'en a été donné ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 124.
7. M. Carbray ayant fait une interpellation au sujet de la destitution de certains employés publics, objection est faite par M. Robidoux que la question n'est pas dans l'ordre.—M. l'Orateur décide que cette interpellation, étant fondée sur une hypothèse, n'est pas dans l'ordre, 146.
8. Lors du comité général sur le Bill à l'effet d'amender et de consolider la loi constituant en corporation la Compagnie royale d'électricité, objection est faite que ce bill n'est pas rédigé conformément au 3e paragraphe de la 57e règle de cette Chambre ; le

QUESTIONS :—*Suite.*

- Président rejette la question d'ordre et appel est fait de sa décision ; M. l'Orateur réserve sa décision, 189 ; M. l'Orateur maintient la décision du Président du comité, renvoyant l'objection, 209.
9. A la motion pour que le Bill amendant la loi concernant la cour des commissaires, soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général ; objection est faite (par M. Stephens)—que la motion n'est pas dans l'ordre, vu que la question a été décidée par le comité de législation qui a rejeté le bill ; M. l'Orateur décide que le rejet du bill, par le comité de législation ne prive pas la Chambre du droit d'en ordonner de nouveau l'inscription sur l'ordre du jour, pour la considération en comité général. C'est une question qui doit être laissée à la volonté de la Chambre. Après un débat, la motion est retirée, 231.
 10. Lors du comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, objection est faite (par M. Bickerdike) que la première section de la deuxième clause n'est point couverte par les avis publics requis pour ce bill ; le comité se lève ; M. de Grosbois, président du comité, fait rapport de l'objection soulevée ; M. l'Orateur déclare à la Chambre que, dans son opinion, ce bill devrait être, sur ce point, référé de nouveau au comité des ordres permanents, et suggère à la Chambre de faire cette référence, 246.
 11. Lors du comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, objection est faite, (par M. LeBlanc,) que le premier paragraphe de la troisième clause du dit bill n'est pas couvert par les avis publics requis par les règles de cette Chambre, (M. Robitaille, président de ce comité), maintient la question d'ordre et appel est fait de sa décision à M. l'Orateur ; M. l'Orateur déclare qu'il renvoie la question d'ordre, 281.
 12. A la motion pour comité général sur le Bill amendant la loi concernant le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, objection est faite, par M. Smith qu'en vertu de la 51e de cette Chambre, ce bill est un bill privé, et que la Chambre ne peut le considérer comme bill public ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 272 ; décide que c'est un bill privé, 226.
 13. Lors de la motion pour seconde lecture de la résolution des subsides relative aux dépenses de la *Gazette Officielle*, M. Marchand propose en amendement que certains mots soient ajoutés à la motion et objection étant faite (par M. LeBlanc,) que la motion en amendement ne peut pas être faite dans ces termes, parce-

QUESTIONS :—*Suite.*

- qu'elle réfère à des documents qui n'ont pas été déposés sur le bureau de cette Chambre ; M. l'Orateur réserve sa décision à plus tard, 353 ; décide que l'objection est bien fondée, 356.
14. Lors de la motion pour comité général pour examiner le Bill amendant l'article 4216 des statuts refondus, objection est faite, (par M. Pelletier,) que la Chambre ne peut considérer ce bill parcequ'il n'est pas imprimé, 361 ; M. l'Orateur renvoie la question d'ordre, parce que le bill devant la Chambre a été ainsi rapporté par le comité de législation, auquel il avait été référé, et sa réimpression n'a pas été ordonnée par la Chambre, 362.
15. Lors de la motion pour que certaines règles de la Chambre soient suspendues à l'effet que le Bill concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa soit remis sur l'ordre du jour, objection est faite, (par M. LeBlanc) que la motion n'est pas dans l'ordre parce qu'elle n'invoque pas l'urgence ; M. l'Orateur décide que la question d'ordre n'est pas fondée : avis de la motion ayant été régulièrement donné, il n'est pas nécessaire d'y alléguer l'urgence ; c'est à la Chambre à juger si elle doit suspendre ses règles et ordonner d'inscrire le bill de nouveau sur l'ordre du jour, 376.
16. Lors de la motion pour seconde lecture du Bill concernant l'amélioration des chemins publics dans le voisinage de la cité de Montréal, objection est faite, (par M. Pelletier,) que le bill n'est pas dans l'ordre parce que c'est un bill privé, et qu'il ne peut être considéré comme bill public ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 380 ; M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 383.
17. A la motion pour que le bill ci-dessus soit lu la seconde fois ; objection est faite (par M. Pelletier) que ce bill ayant été déclaré être un bill privé par M. l'Orateur, cette décision a fait disparaître le dit bill de l'ordre du jour comme bill public, et qu'on ne peut faire une motion pour suspendre une règle de la Chambre au sujet d'un bill qui se trouve ainsi rejeté et qui n'est plus sur l'ordre du jour ; M. l'Orateur renvoie la question d'ordre parce que, d'après la 69ième règle de cette Chambre, la motion alléguant l'urgence peut être faite sans avis, 384.

RAPPORTS DU CONSEIL :—M. Marchand dépose l'état des rapports du Conseil et mandats émis durant la vacance, 37. (*Imprimé*, 38). Voir *Documents*, *item* 118.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—M. Robidoux met devant la Chambre,—les statistiques municipales ou—pour 1896. (*Document No. 20.*) Voir *Documents*, *item* 143.

RAYMOND, EUGÈNE :—Interpellation au sujet de sa destitution, 48.

RECETTES ET DÉPENSES :—Motion de M. Atwater pour un état supplémentaire des recettes et des dépenses de toutes sources, de manière à compléter l'état déjà produit devant la Chambre et à embrasser tous les jours depuis le 8 jusqu'au 31 décembre courant inclusivement, 250 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Document No. 123.*) Voir *Documents, item 119.*

RECETTES ET PAIEMENTS :—Motion de M. Panneton pour un état des différentes recettes et paiements de toutes sources de la Province de Québec, depuis le premier juillet dernier jusqu'à la date du 8 décembre, 1897, 80 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No 78.*) Voir *Documents, item 120.*

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. 51e règle suspendue, 113, 116, 129.
2. 49e règle suspendue, 141, 148, 166, 168.
3. Règles suspendues par rapport à une pétition, 139 ; à un bill, 384.
4. 57e règle, section ajoutée, au sujet des bills pour admission à la pratique de certaines professions, 117.
5. 58e règle, la 3e section de cette règle est suspendue en autant qu'elle s'applique aux bills de la présente session, 87.

REMISES D'AMENDES :—M. Marchand dépose un état détaillé des droits taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 17 novembre 1896, au 23 novembre 1897, 58. (*Document No. 19.*) Voir *Documents, item 121.*

REMISES DE DROITS DE COUPE :—Motion de M. Pelletier pour copie de tous ordres en conseil de janvier 1887, au 17 décembre 1891, accordant des—rentes foncières etc., à des porteurs de licences ou marchands de bois, 394

RENTE FONCIÈRE POUR COUPE DE BOIS :—Voir *Bois, coupe de —* ; aussi *Documents, item 18 et 19.*

RICHARD, J.-B. TREFFLÉ : Petition demandant un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre des notaires ; 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills, 32.*

RIMOUSKI :—

1. Motion de M. Tessier (Rimouski), pour copie de la correspondance et des rapports relatifs à l'incendie qui a consumé le palais de justice et la prison de Rimouski, en octobre dernier, (1897), 34; réponse à l'ordre de la Chambre, 54. (*Document No. 18*). Voir *Documents*, *item 123*.
2. Motion de M. Grenier, pour copie de toute correspondance, depuis deux mois, relativement au changement des termes de la Cour de circuit et de la Cour supérieure pour le district de Rimouski, 119; réponse à l'ordre de la Chambre, 151. (*Document No. 60*). Voir *Documents*, *item, 124*.
3. Hospice des Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires, 235. Voir (*Documents*, *item 81*).
4. Interpellation au sujet des termes de la Cour, 123.
5. Palais de justice et prison de—, au sujet des assurances, 33.

RIVARD, M. :—Motion de M. Cardin, pour copie de tous documents ayant rapport à la classification des dossiers, pour la branche est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, faite en 1895, avec copie des certificats donné par M. Rivard, M. Alphonse Dumais, et ceux de M. Taché et de N. Rouillard, aussi copie de tous comptes payés à MM. Dumais et Duval, en mai dernier, 1897, 266; réponse à l'ordre de la Chambre, 348. (*Document No. 116*). Voir *Documents*, *item 152*.

RIVE SUD :—Motion de M. Nantel, pour copie de tous documents relatifs à l'obtention de subventions à la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, ou à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, 132; réponse à l'ordre de la Chambre, 185. (*Impression ordonnée, 300.*) (*Document No. 69*). Voir *Documents*, *item 10*.

RIVE SUD ET BAIE-DES-CHALEURS :—Motion de M. Flynn, pour copie de la correspondance relativement à la construction du chemin dit " de la Rive Sud ", et celui de la Baie-des-Chaleurs, 49; réponse à l'ordre de la Chambre, 75. (*Document No. 24*). Voir *Documents*, *item 125*. (*Impression ordonnée, 299.*)

ROBILLARD, JOSEPH :—Pétition demandant une loi autorisant la vente de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Edouard-Narcisse de Lorimier, et pour d'autres fins, 26, 31; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 63.

ROBITAILLE, L.-P.:—Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents concernant la destitution de L.-P. Robitaille, comme employé permanent du département du secrétaire de la Province, 33; réponse à l'ordre de la Chambre, 50 (*Document No. 16*). Voir *Documents, item 122*.

ROLES D'ÉVALUATION:—Bill de M. Gillies amendant le code municipal en ce qui concerne la légalisation des—, 116. Voir *Bills, 162*.

ROY, JEAN-ARTHUR:—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 36; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 69. Voir *Bills, 44*,

ROY, J.-P.:—Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents quelconques, concernant la destitution de Philéas Laberge, comme député registrateur de Québec et la nomination de Jos.-P. Roy, comme son successeur, 33.

ROY, JOSEPH-FERDINAND-ELZÉAR:—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 91; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bills, 110*.

ROY, JOSEPH-NAPOLÉON:—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 91; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 98. Voir *Bills, 80*.

ROSS, BEEMER ET SCOTT:—

1. Motion de M. Nantel pour copie de tous documents relatifs à aucune remise de droits de coupe à MM.—, sur leurs limites dans la division Nantel, du lac St. Jean, 381.
2. Interpellation au sujet de remise de droits de coupe, 294, 369.

ROXTON:—

1. Motion de M. de Grosbois pour copie de la correspondance au sujet de l'érection d'une maison d'école dans le cinquième rang du township de—, depuis le mois de février 1895 à ce jour; aussi le rapport de l'inspecteur d'hygiène, Jos. A. Beaudry, etc., 69; réponse à l'ordre de la Chambre, 112. (*Document No. 42*). Voir *Documents, item 128*.
2. Motion de M. de Grosbois pour copie du rôle de paie pour les travaux de colonisation faits dans le township de Roxton, 69; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 32*). Voir *Documents, item 127*.

ROYAL PAPER MILLS CO. :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 63 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 122.

SAINT-ANDRÉ :—Motion de M. Weir demandant les instructions données à M. L.-A. Vallée, directeur des chemins de fer, lors de son inspection au village de Saint-André, les 19 et 11 mai dernier, etc., etc. Aussi, état de toutes les sommes payées par la Province au chemin de fer de Lachute et Saint-André (maintenant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée d'Ottawa), en vertu de 60 Victoria, ch. 5, 57 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 280. (*Document No. 115*) (*Impression ordonnée*, 301.) Voir *Documents*, item 157.

SAINT-ANNE-LAPOCATIÈRE :—Motion de M. Robitaille pour copie de la correspondance, etc., se rapportant aux écoles d'agriculture de Sainte-Anne-Lapocatière, l'Assomption, Oka, et à la ferme modèle de Compton, 71.

SAINT-ARMAND-OUEST :—Motion de M. McCorkill pour documents, depuis le 1er janvier 1896 jusqu'au 25 mai 1897, relativement aux fonds d'emprunt municipal des paroisses de Saint-Armand-Ouest et de Saint-Romuald de Farnham, 104 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 109*). Voir *Documents*, item 58.

SAINT-FERDINAND D'HALIFAX :—Asile de— ; —Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.

SAINT-GÉDÉON :—Motion de M. Girard pour un état indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé au Lac Saint-Jean, depuis le 1er juillet dernier ; copie des diverses instructions données à chaque conducteur employé depuis cette date, ainsi que copie des paie-listes, et rapports fournis par aucun conducteur de travaux à Saint-Gédéon, 222 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 263. (*Document No. 112*). Voir *Documents*, item 93.

SAINTE-GENEVIÈVE DE BATISCAN :—Voir *Champlain* ; aussi *Bills*, 131.

SAINT-HENRI :—1. Pétition de la cité de—, demandant des amendements à sa charte, 55 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 31.

2. Pétition des commissaires d'école pour la municipalité de—, demandant à être autorisés à prélever certaines cotisations, 26, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 69. Voir *Bills*, 53.

3. Pétition des commissaires d'école pour la municipalité de—, demandant à être autorisés à émettre des obligations, 26, 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 42.

SAINT-HILAIRE :—

1. Motion de M. Dufresne pour copie des pétitions de la part des habitants de la paroisse de Saint-Hilaire comté de Rouville demandant des secours au gouvernement à l'occasion des dommages causés à la moisson et aux constructions par la grêle dans le cours de l'été passé et aussi copie de la réponse faite par le gouvernement, 193.
2. Interpellation au sujet des victimes de la grêle, 192.

SAINT-HYACINTHE :—

1. *Hôtel-Dieu de—*:—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.
2. *Orphelinat de—*:—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.

SAINT JÉRÔME :—

1. Pétition des syndics de la paroisse de—, demandant des amendements à l'acte 60 Victoria, chapitre 71, les autorisant à emprunter, 36; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 97. Voir *Bills*, 47.
2. *Hôpital de—*:—Etat d'affaires, 256. Voir *Documents*, item 81.

SAINT-JÉRUSALEM :—

1. Pétition demandant que des mesures soient prises pour faire cesser certains dommages causés par le sable, 55.
2. Motion de M. Weir pour copies de tous documents et de la correspondance se rapportant au mouvement du sable qui s'est produit dans la paroisse de St-Jérusalem, comté d'Argenteuil, 79; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 73*). Voir *Documents*, item 130.

SAINT-JOACHIM :—Motion de M. Champagne pour copie de toutes correspondances, du 1er janvier 1897 au 1er juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme quelconque à être dépensée en travaux sur la rivière désignée sous le nom de rivière Saint-Joachim, dans le comté des Deux-Montagnes, 81; réponse à l'ordre de la Chambre, 131. (*Document No. 52*). Voir *Documents*, item 131.

SAINT-LAMBERT :—Pétition de la ville de—demandant une loi la constituant en corporation, 59; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 70.

SAINT-LOUIS :—Pétition de la corporation de la ville de—demandant une loi amendant sa charte, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 124.

SAINT-MARTIN :—Motion de M. Robitaille pour copie de toute correspondance, etc., se rapportant à l'octroi d'une somme pour aider à construire un chemin dans la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, 68 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 41.*) Voir *Documents*, item 132.

SAINT-MICHEL DE BELLECHASSE :—Voir *Bellechasse*, aussi *Bills*, 54.

SAINT-NARCISSE :—Voir *Champlain* ; aussi *Bills*, 131.

SAINT-RAPHAEL :—Pétition demandant un acte transportant de Saint-Michel à Saint-Raphaël le chef lieu du comté de Bellechasse, 26, 31. Voir *Bills* 54.

SAINT-ROCH DE QUÉBEC :—Voir *Gauvreau, Rév. Ant.* ; aussi *Bills*, 79.

SAINT-ROMUALD DE FARNHAM :—Voir *Fonds d'emprunt municipal* ; aussi *Documents*, item 58.

SAINT-URBAIN :—

1. Interpellation au sujet d'un chemin, 146.
2. Interpellation au sujet de la route du rang Saint-Georges, 150.

SALABERRY DE VALLEYFIELD :—

1. Pétition du conseil de ville de la ville de—, demandant une loi abrogeant la loi 27 Victoria, chapitre 33, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 97. Voir *Bills*, 144.
2. Pétition du conseil de ville de la ville de—, demandant une loi pour amender la loi 57 Victoria, chapitre 63, 26, 31 ; rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 97. Voir *Bills*, 134.

SALAIRES DES INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES :—Interpellation au sujet des—, 377.

SASSEVILLE, ALPHONSE :—Motion de M. Flynn pour adresse demandant copie de l'arrêté en conseil démettant de ses fonctions, comme registrateur, Alphonse Sasseville, de Sainte-Anne-des-Monts, et le remplaçant par Joseph Thibault, 68 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 140. (*Document No. 53.*) Voir *Documents*, item 133

SCOTT, ROSS & BEEMER :—Voir *Ross, &c.*

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—M. Robidoux dépose le rapport annuel du — pour l'année expirée le 30 juin 1897, 130. (*Imprimé*). (*Document No. 6*). Voir *Documents*, item 134.

SERMENT :—Bill de M. Rainville amendant la loi 60 Vict. ch. 21, en retranchant les sections 12 et 13 de la formule du serment mentionnée dans la section 29 de la dite loi, 76. Voir *Bills*, 103.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill de M. Marchand relatif à la prestation des—23. Voir *Bills*, 1.

SERVICE CIVIL :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil, 29. (*Non imprimé*). (*Document No. 15*). Voir *Documents*, item 135.

SHAWINIGAN :

1. Pétition demandant un acte constituant en corporation *The Water and Power Company*, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 97. Voir *Bills*, 68.
2. Motion de M. Nantel pour copie de la correspondance, etc., se rapportant à la vente ou à la location des pouvoirs d'eau du St-Maurice fournis par les chûtes Shawinigan depuis mai 1896, 71 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. (*Document No. 90*). (*Impression ordonnée*, 301). Voir *Documents*, item 32.
3. Motion de M. Duplessis pour copie du rapport fait par M. J.-N. Castonguay, le 23 avril 1897, relativement à certaines difficultés qui existent entre les propriétaires de terrains du 8ième rang de Shawinigan et ceux du 7ième rang de Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice, 212 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244 (*Document No. 105*). (*Impression ordonnée*, 301). *Documents*, item 22.
4. Interpellation au sujet de la vente des chûtes — , 66.
5. Interpellation au sujet du rapport de J.-N. Castonguay, 192.

SHEFFORD :—Motion de M. de Grosbois pour un état détaillé indiquant, pour le comté de Shefford, les sommes dépensées pour travaux de colonisation depuis le premier juin 1896 au 11 mai 1897, 69 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 33*). Voir *Documents*, item 136.

SHÉRIF, BUREAU DU — QUÉBEC :—Motion de M. Lacombe pour un état démontrant le chiffre du montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif pour le district de Québec ; le

personnel de ce bureau; le salaire de chaque employé, 285; réponse à l'ordre de la Chambre, 385. (*Document No. 127*). Voir *Documents, item 137*.

SHÉRIF DE MONTRÉAL :—Motion de M. Lacombe pour un état démontrant le montant d'affaires transigées annuellement dans le bureau du shérif pour le district de Montréal, le personnel de ce bureau en 1890; le salaire de chaque employé, à cette époque, etc., 285; réponse à l'ordre de la Chambre, 380. (*Document No. 126*). Voir *Documents, item 138*.

SHERBROOKE :

1. Pétition de "*The Sherbrooke Protestant Hospital*", demandant un bill à l'effet de changer leur nom en celui de "*The Sherbrooke General Hospital*", 59; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 129.

2. Hospice du Sacré-Cœur :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents, item 81*.

SMILLIE, N.-C. :—Voir *Huile*; aussi *Bills*, 130.

SOCIÉTÉS :—Bill, du Conseil législatif, amendant la loi relative à l'enregistrement des—; présenté par M. Robitaille, 395. Voir *Bill, X*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Bill de M. Chauret amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture, 76. Voir *Bills*, 91.

SOCIÉTÉS DE BEURRE ET DE FROMAGE :—Bill de M. Pelletier amendant la loi concernant les sociétés de beurre et de fromage, 183. Voir *Bills*, 176.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—M. Dechêne met devant la Chambre le Quinzième rapport de la—, 102. (*Document No. 35*). Voir *Documents, item 140*.

SOCIÉTÉ DE NUMISMATIQUE ET D'ARCHÉOLOGIE, DE MONTRÉAL :—Pétition demandant qu'une somme lui soit accordée comme fonds de dotation, 97.

SOCIÉTÉ DE POMOLOGIE :—M. Dechêne met devant la Chambre le rapport annuel de la—et de la culture des fruits pour l'année 1896, 102. (*Document No. 31*.) Voir *Documents, item 139*.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUEL :—Bill de M. Robidoux concernant les opérations, dans cette Province, des sociétés de secours mutuel et

des associations de bienfaisance constituées hors de la Province, 281. Voir *Bills*, 10.

SOEURS DE LA PROVIDENCE :—Pétition de la Communauté des—de Montréal, demandant une loi à l'effet de les autoriser à construire et à mettre en opération un tramway, 75 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 97. Voir *Bills*, 73.

SOEURS DU PRÉCIEUX-SANG, DE NICOLET :—Pétition demandant l'incorporation des Sœurs du Précieux-Sang de—, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 33.

SOEURS FRANCISCAINES DE MARIE :—Pétition demandant une loi les constituant en corporation, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 41.

SOREL :—

1. *Hopital-Général* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents*, item 81.

2. *Union St-Joseph* :—Etat d'affaires, 58. Voir *Documents*, item 81.

3. *Union St-Michel* :—Etat d'affaires, 58. Voir *Documents*, item 81.

SOUS-AGENTS DES TERRES :—Voir *Agents des terres* ; aussi *Documents*, item 2.

SPENCER-WOOD :—Voir *Votes pris en Chambre*, 35.

STATIONS EXPÉRIMENTALES :—Motion de M. Champagne, pour copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à l'établissement de stations expérimentales fruitières dans cette Province, 265.

STATISTIQUES AU SUJET DE LA COLONISATION :—Interpellation, 89.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—M. Robidoux, met devant la Chambre les extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1896, 29, (*Document No. 11*). Voir *Documents*, item 142.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—M. Robidoux met devant la chambre,—les—ou Rapports municipaux pour 1896, 185. (*Document No 20*.) Voir *Documents*, item 143.

STATUTS REFONDUS :—

1. Bill de M. Weir amendant les articles 843 et 935 des statuts refondus de Québec, 76. Voir *Bills*, 100.

STATUTS REFONDUS :—*Suite.*

2. Bill de M. Chauret amendant les articles 1643, 1649 et 1669 des Statuts refondus de la province de Québec, 76. Voir *Bills*, 91.
3. Bill de M. Pinault amendant l'article 3978 des Statuts refondus de Québec, concernant les médecins et chirurgiens, 289. Voir *Bills*, 188.
4. Bill de M. Normand amendant l'article 4178 des Statuts refondus, 210. Voir *Bills*, 18.
5. Bill de M. Gouin amendant l'article 4216 des Statuts refondus, 210. Voir *Bills*, 19.
6. Bill de M. Robitaille amendant l'article 4892 des Statuts refondus de la province de Québec, 122. Voir *Bills*, 161.
7. Bill de M. Robitaille amendant l'article 5537 des Statuts révisés de Québec, 183. Voir *Bills*, 150.
8. Bill de M. Gouin amendant l'article 5888 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les sténographes officiels, 231. Voir *Bills*, 180.
9. Bill, du Conseil législatif, validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements ; présenté par M. Robidoux, 218. Voir *Bills*, P.
10. Bill de M. de Grosbois amendant les Statuts refondus relativement aux honoraires des huissiers de la cour des commissaires, 65. Voir *Bills*, 83.
11. Bill de M. Weir amendant les dispositions des Statuts révisés de Québec relatives à la tempérance, 140. Voir *Bills* 168.

STÉNOGRAPHES :—

1. Motion de M. Pelletier, pour copie de l'ordre en conseil nommant MM. Bergeron, Lapointe et Foran, comme sténographes officiels du district de Québec, 125 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 200. (*Document No. 72.*) Voir *Documents*, item 147.
2. Motion de M. Roy, pour un état des montants payés aux sténographes dans tous les districts judiciaires de la Province, pour salaires et dépenses contingentes, du premier avril au premier octobre 1897, 70 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 126. *Document No. 49.* (*Impression ordonnée*, 300.) Voir *Documents*, item 144.

STÉNOGRAPHES :—*Suite.*

3. Motion de M. Pelletier, pour copie de tous documents en rapport avec l'emploi de sténographes officiels devant les cours de justice de cette Province, 33; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. *Document No 86.*) Voir *Documents*, item 146.
4. Motion de M. Champagne, pour copie de tous rapports, correspondance, etc., concernant les sténographes nommés depuis le 26 mars 1897, 369.
5. Bill de M. Gouin, amendant l'article 5888 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les sténographes officiels, 231. Voir *Bills*, 180.
6. Bill, du Conseil législatif, concernant les sténographes de la Cour supérieure, présenté par M. Robidoux, 269. Voir *Bills*, U.
7. Interpellations au sujet des Sténographes, 56.

STÉNOGRAPHES OFFICIELS, A QUÉBEC :—Quand nommés, 78.

SUBSIDES :—

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1898, 86; renvoyés au comité des subsides, 87. Voir *Documents*, item 57.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1899, 86, renvoyés au comité des subsides, 87. (*Document No 1*). Voir *Documents*, item 57.
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 39.
4. La Chambre en comité, 94, 100, 110, 136, 141, 143, 153, 168, 187, 193, 202, 213, 303, 305, 306, 310, 311, 314, 315, 326, 345, 359.
5. Résolutions rapportées, 94, 101, 111, 137, 143, 159, 170, 187, 193, 215, 303, 328, 360.
6. Seconde lecture remise à plus tard, 101, 111, 137, 143, 165, 172, 215.
7. Lues la seconde fois et adoptées, 138, 143, 145, 152, 172, 188, 193, 204, 331, 340, 341, 343, 359.
8. Concours sur résolutions remis à plus tard, 303, 305, 307, 308, 310, 312, 313, 316, 331, 346.
9. Adoptées après vote, 331, 334, 335, 336, 327, 329, 346.

SUBSIDES :—*Suite.*

10. Amendement de M. Atwater—à la motion pour concours dans l'item des estimés concernant la protection des forêts—censurant le gouvernement au sujet de certaines dépenses—rejeté par 43 voix contre, 18, 331. Voir *Votes pris en Chambre*, 33.
11. Amendement de M. Ball—à la motion pour comité des subsides—relativement à la location d'un immeuble appartenant à M. Pérodeau—rejeté par 48 voix contre 18, 312. Voir *Votes pris en Chambre*, 28.
12. Amendement de M. Ball—à la motion pour concours dans l'item des estimés relatif à la protection des forêts—censurant le gouvernement d'avoir rétabli la charge de surintendant des gardes forestiers—rejeté par 43 voix contre 18, 332. Voir *Votes pris en Chambre*, 32.
13. Amendement de M. Bédard—à la motion pour comité des subsides—relativement à l'abolition du Conseil législatif,—rejeté par 48 voix contre 18, 307. Voir *Votes pris en Chambre*, 10.
14. Amendement de M. Bouffard—à la motion pour concours dans l'item des subsides ayant rapport aux cercles agricoles—rejeté par 43 voix contre 18, 335. Voir *Votes pris en Chambre*, 4.
15. Amendement de M. Chicoyne—à la motion pour comité des subsides—relativement aux dépenses pour Spencer-Wood—rejeté par 48 voix contre 18, 310. Voir *Votes pris en Chambre*, 34.
16. Amendement de M. D'Auteuil—à la motion pour concours dans l'item des estimés relatif aux chemins de colonisation—censurant le gouvernement sur la distribution des argents votés pour la colonisation—rejeté par 43 voix contre 18, 338. Voir *Votes pris en Chambre*, 5.
17. Amendement de M. Dufresne—à la motion pour concours dans l'item des estimés concernant les écoles d'agriculture—censurant le gouvernement au sujet de certaines dépenses ; sous-amendement de M. Bédard à la même motion ; amendement et sous-amendement—rejetés par 44 voix contre 18, 346. Voir *Votes pris en Chambre*, 14.
18. Amendement de M. Duplessis—à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement actuel sur la distribution des \$100,000 votées pour la colonisation—rejeté par 49 voix contre 17, 303. Voir *Votes pris en Chambre*, 8.

19. Amendement de M. Hackett—à la motion pour concours dans l'item des estimés concernant les écoles publiques—exprimant le regret que le gouvernement n'ait pas porté l'octroi pour l'éducation élémentaire à un chiffre plus élevé—rejeté par 43 voix contre 18, 334. Voir *Votes pris en Chambre*, 15.
20. Amendement de M. McDonald à la motion pour concours dans les résolutions des subsides ayant rapport à l'inspection des écoles—rejeté par 44 voix contre 18, 339. Voir *Votes pris en Chambre*, 20.
21. Amendement de M. Nantel à la motion pour comité des subsides—violation du programme d'économie et des promesses faites aux dernières élections—rejeté par 48 voix contre 18, 308. Voir *Votes pris en Chambre*, 16.
22. Amendement de M. Normand à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir émis pour un montant de \$281,628.00 des mandats spéciaux, sans l'urgence voulue—rejeté par 48 voix contre 18, 305. Voir *Votes pris en Chambre*, 22.
23. Amendement de M. Panneton à la motion pour comité des subsides—relativement à la publication des annonces judiciaires—rejeté par 48 voix contre 18, 314. Voir *Votes pris en Chambre*, 9.
24. Amendement de M. Pelletier à la motion pour comité des subsides,—blâmant le gouvernement d'avoir réduit les octrois de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique—rejeté par 48 voix contre 17, 302. Voir *Votes pris en Chambre*, 26.
25. Amendement de M. Tellier à la motion pour concours dans l'item des estimés concernant les arpentages,—rejeté par 43 voix contre 18, 336. Voir *Votes pris en Chambre*, 2.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER:—Motion de M. McCorkill pour copie des ordres en conseil pourvoyant aux octrois d'argent pour la construction de ponts sur les chemins publics, etc., et aux subsides aux compagnies de chemins de fer, du 1er janvier au 25 mai derniers, 119; réponse à l'ordre de la Chambre, 245. (*Document No. 98*). Voir *Documents*, item 115.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER:—Motion de M. Flynn pour copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis le vingt-cinq mai dernier, autorisant le paiement de subventions à des compagnies de chemins de fer, etc, 68; réponse à l'ordre de la Chambre, 111. (*Impression ordonnée*, 300). (*Document No. 40*). Voir *Documents*, item 29.

SUBVENTIONS POUR CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer*, aussi *Documents*, item 28 et 29.

SUBSTITUTIONS :—Bill, du Conseil législatif, amendant le Code civil relativement aux substitutions ; présenté par M. Robidoux, 326. Voir *Bills*, O.

SUCCESSIONS :—Interpellations au sujet de la taxe sur les —, 146.

SUFFRAGE ÉLECTORAL :—Bill de M. Weir à l'effet de développer le —, 37. Voir *Bills*, 86.

SURINTENDANT DES GARDES-FEU :—Motion de M. Flynn pour copie de toutes lettres déchargeant de leurs fonctions des gardes-feu et des surintendants des gardes-feu, depuis le 25 mai 1897, 48 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 217. (*Document No. 89.*) Voir *Documents*, item 67.

SWEETSBURG :—Interpellation au sujet du nombre de procès à —, en mars 1897, 103.

TACHÉ, E.-E. :—

1. Interpellation au sujet d'extra, 284, 374.

2. Interpellation au sujet de certains paiements, 367.

TACHÉ, JULES :—Interpellation au sujet d'extra, 368.

TAILLON, GOUVERNEMENT :—Interpellation au sujet de remises à Ross, Beemer et Scott, 367 ; à Fraser & Co, 295.

TARIFS :—

1. Résolution de M. Robidoux, relative aux — applicables à certaines causes, devant la Cour de circuit de Montréal, 218, 268 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 268 ; résolution rapportée, 269 ; ordre pour seconde lecture rescindé ; résolution renvoyée de nouveau à un comité général, considérée ; rapportée, lue la seconde fois sur division et passée ; bill basé sur cette résolution, 274. Voir *Bills*, 26.

2. Bill relatif aux tarifs applicables à certaines causes devant la Cour de circuit de Montréal, 274. Voir *Bills*, 26.

TAXES :—Bill de M. Weir concernant la vente des terres pour taxes, 263. Voir *Bills*, 185.

TAXES SUR LES CORPORATIONS :—Bill de M. Marchand amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales, 350. Voir *Bills*, 13.

TAXES SUR LES HYPOTHÈQUES :—Bill de M. Stephens à l'effet d'amender le code municipal afin de permettre l'imposition d'une taxe sur les hypothèques, 107. Voir *Bills*, 152.

TAXE SUR LES SUCCESSIONS :—Interpellation au sujet de la—, 146.

TEMPÉRANCE :—Bill de M. Weir amendant les dispositions des Statuts révisés de Québec relatives à la tempérance, 140. Voir *Bills*, 163.

TERREBONNE :

1. Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de—pour 1897, 100. (*Document No. 39.*) Voir *Documents*, item 148.
2. Motion de M. Nantel pour copie de tous documents recommandant au département de la Colonisation et des Mines, l'emploi à faire de l'octroi de \$1,000.00 accordé au comté de Terrebonne par le présent gouvernement, pour les travaux de colonisation de ce comté, 72 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244. (*Document No. 102.*) *Documents*, item 149.

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES :

1. M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pour 1897, 25. (*Document No. 8.*) Voir *Documents*, item 150.
2. Motion de M. Carlin pour copie du compte produit par MM. A. Dumais, Bruno Duval et J.-O. Martineau, pour la classification des dossiers de la branche des ventes, section-est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, 265 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 371. (*Document No. 124.*) Voir *Documents*, item 151.
3. Motion de M. Cardin, pour copie de tous documents ayant rapport à la classification des dossier, pour la branche-est du département des Terres, Forêts et Pêcheries, faite en 1895, avec copie des certificats donnés par MM. Rivard, Alphonse Dumais, et ceux de MM. Taché et Rouillard. Aussi copie de tous comptes payés à MM. Dumais et Duval, en mai dernier 1897, 265 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 343. (*Document No. 116.*) Voir *Documents*, item 152.

THIBAudeau, D.-G. :—Motion de M. Robitaille pour copie de l'ordre en conseil nommant l'honorable A.-R. Angers, avocat, de Montréal,

arbitre unique dans les causes de D.-G. Thibaudeau et autres contre le gouvernement de la province de Québec, 73 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 93. (*Document No. 28*). (*Impression ordonnée*, 299). Voir *Documents*, *item 4*.

THIBAudeau, EMILE :—Pétition demandant son admission à la pratique de la médecine, 57 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 43.

THIBAULT, CHARLES :—Interpellations, 78, 103.

THIBAULT, JOSEPH :—Motion de M. Flynn pour copie de tous arrêtés en conseil démettant de ses fonctions, comme registrateur. Alphonse Sasseville, de Ste-Anne des Monts, et le remplaçant par Joseph Thibault, etc., 68 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 140. (*Document No. 53*). Voir *Documents*, *item 133*.

TIMBRES SUR PROCÉDURE, MONTRÉAL :— Interpellation au sujet des—, 123.

TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—1. Bill, du Conseil législatif, validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements, présenté par M. Robidoux, 218. Voir *Bills*, *P*.

2. Interpellation au sujet de l'enregistrement des actes de transports d'immeubles, 184.

TRAVAUX PUBLICS :—M. Duffy présente le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1897. 27. (*Imprimé*). (*Document No. 7*.) Voir *Documents*, *item 153*.

TROIS-RIVIÈRES :—Pétition de la corporation de la cité des—demandant des amendements à sa charte, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 113. Voir *Bills*, 142.

TRUDEL, DAVID-TANCRÈDE :—Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents au sujet de la destitution de David-Tancrède Trudel comme registrateur du comté de Champlain, 34 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 74. (*Document No. 23*). Voir *Documents*, *item 154*.

TURCOT, Dr. :—Interpellation au sujet d'un compte du—, 284.

TURCOTTE, L'HON. ARTHUR :—

1. Motion de M. Roy pour copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant au paiement fait à Arthur Turcotte, protonotaire de Montréal, d'une certaine somme depuis le 20 mai

TURCOTTE L'HON. ARTHUR :—*Suite.*

dernier, 151 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 244, (*Document No 66*). Voir *Documents, item 155.*

2. Interpellations au sujet de son salaire, 123, 132.

VALIN, STEPHENS—Motion de M. Robitaille pour copie de toute correspondance, depuis le 1^{er} janvier 1897 au 1^{er} juin 1897, se rapportant à l'octroi d'une somme d'argent quelconque à M. Stephens Valin, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 144. (*Document No 54*). Voir *Documents, item 156.*

VALLÉE DE LA CHAUDIÈRE :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer de la—, demandant son incorporation, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 129. Voir *Bills, 129.*

VALLÉE D'OTTAWA :—Motion de M. Weir pour un état de toutes sommes payées par la Province au chemin de fer de Lachute et St-André " maintenant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée d'Ottawa ", 57 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 280. (*Document No 115.*) (*Impression ordonnée, 301.*) Voir *Documents, item 157.*

VALLÉE, L.-A. :—Motion de M. Weir pour la production des instruction données à M. L.-A. Vallée, directeur des chemins de fer, lors de son inspection au village de Saint-André, les 10 et 11 mai dernier, 57 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 280. (*Document No 115.*) (*Impression ordonnée, 301.*) Voir *Documents, item 157.*

VALLEYFIELD :—*Union Saint-Joseph de—* :—Etat d'affaires, 51. Voir *Documents, item 81* ;— aussi *Salaberry de Valleyfield.*

VENTE DES LIMITES A BOIS :—Voir *Bois ; Limites à bois*, aussi *Documents, item 96.*

VENTE DES TERRES :—Bill de M. Weir concernant la vente des terres pour taxes, 263. Voir *Bills, 185.*

VERCHÈRES ET BERTHIER :—Voir *Berthier*, aussi *Bills, E.*

VERDIER, PHILIPPE :—Interpellation relative à—, 123.

VERGE, DR W. :—Interpellation au sujet de sa démission, 67.

VERMETTE, JOSEPH, JR. :—

1. Motion de M. Nantel pour copie de tous documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette, jr., de Québec, etc., pour remise de droits de coupe, 369.
2. Interpellation au sujet de la succession T.-J. Lamontagne, 295.

VIADUC :—Voir *Hôtel Victoria* : aussi *Bills*, 60.

VICTORIA, HOTEL :—Voir *Hotel Victoria*, aussi *Bills*, 60.

VICTORIA, 44-45, CH. 16, ETC. :—Motion de M. Ball pour copie des instructions du procureur-général ou du secrétaire de la Province touchant la publication des lois 44-45 Victoria, ch. 16, 46 Victoria, ch. 25, et 47 Victoria, ch. 15, 223 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 381. (*Document No. 130*). Voir *Documents*, item 117.

VICTORIA 3, CHAPITRE XXXI :—Bill de M. Chauret amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, 263. Voir *Bills*, 187.

VICTORIA 60, CHAPITRE 4 :—Bill amendant la loi—, 290. Voir *Chemins de fer* ; aussi *Bills*, 11.

VICTORIA 60, CHAPITRE 21 :—Bill de M. Rainville amendant la loi concernant la formule du serment, 76. Voir *Bills*, 103.

VICTORIA 60, CHAPITRE 55 :—Bill de M. Weir abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55, 183. Voir *Bills*, 177.

VICTORIA 60, CHAPITRE 55 :—Bill de M. Lacombe abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 55, 167. Voir *Bills*, 148.

VOIES ET MOYENS :

1. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 29.
2. La Chambre en comité des voies et moyens, 360 ; résolutions rapportées et adoptées, 361.
3. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1898 et le 30 juin 1899 et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Marchand), présenté, 361 ; lu les 2ème et 3ème fois et passé, 395 ; passé par le Conseil, 397 ; sanctionné, 401. (61 Vict., ch. 1).

Votes pris en Chambre :

1. *Annonces judiciaires* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides—M. Panneton propose comme amendement, que cette Chambre regrette de constater que le gouvernement n'ait pas suivi la ligne de conduite indiquée dans une motion faite, l'an dernier, au sujet des—; amendement rejeté par 43 voix contre 18, 314.

2. *Arpentages* :—A la motion pour que la Chambre concoure dans l'item des subsides relatif aux—; M. Tellier propose, comme amendement, que cette Chambre proteste d'avance contre toute dépense que le gouvernement pourra juger à propos de faire par mandat spécial, après la présente session, pour cause d'insuffisance de ce crédit; amendement rejeté par 43 voix contre 18, 336.

3. *Cercles agricoles* :—Sous-amendement de M. Robitaille à la motion pour seconde lecture du bill relatif aux—; adopté par 44 voix contre 19, 233.

4. *Cercles agricoles* :—A la motion pour concours dans la résolution des subsides relative aux—M. Bouffard propose comme amendement,—que cette Chambre regrette de constater que le gouvernement, contrairement à ses promesses à l'électorat, ait cru devoir retrancher \$14,600.00 sur cet article du budget; et sous-amendement de M. Normand; amendement et sous-amendement rejetés par 43 voix contre 18, 335.

5. *Chemins de colonisation* :—A la motion pour concours dans l'item des subsides relatif aux—M. d'Auteuil propose comme amendement que cette Chambre exprime l'espoir que le gouvernement se conformera à la règle préconisée par le parti libéral, lorsqu'il était dans l'opposition, à l'effet que les octrois de la colonisation devraient être distribués équitablement, sans partialité politique, et de manière à promouvoir la cause de la colonisation; amendement rejeté par 44 voix contre 18, 338.

6. *Code civil* :—Amendement de M. McCorkill pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill pour amender le—; rejeté par 44 voix contre 17, 364.

7. *Code civil* :—Amendement de M. Stephens pour renvoyer à six mois la troisième lecture du Bill pour amender le—; rejeté par 42 voix contre 16, 363.

8. *Colonisation* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides; M. Duplessis propose, comme amendement, que cette Chambre regrette que le gouvernement ait réservé sur l'octroi de \$100,000 pour la colonisation une aussi forte somme que celle de \$32,000 pour "visites et explorations;" cet amendement est rejeté par 49 voix contre 17, 303.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

9. *Compagnie d'exposition* :—A la motion pour deuxième lecture d'une résolution concernant la Compagnie d'exposition de Montréal, M. Grenier propose, comme amendement, que cette Chambre regrette que le gouvernement ne prenne pas plus de précautions pour protéger l'intérêt public, et proteste d'avance contre les conséquences, pour le trésor, de l'arbitrage sans maximum et sans les précautions voulues ; amendement rejeté par 46 contre 18, 325.

10. *Conseil législatif* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Bédard propose en amendement que cette Chambre désire constater que le parti libéral, lorsqu'il était dans l'opposition, était d'opinion que l'utilité du Conseil législatif avait cessé, et maintenant qu'il est au pouvoir, il n'adopte aucune politique dans ce sens, mais s'en tient à celle du parti conservateur ; amendement rejeté par 48 voix contre 18, 307.

11. *Cour des commissaires* :—A la motion de M. de Grosbois, pour seconde lecture du bill concernant la juridiction de la Cour des commissaires, M. Robitaille propose que la seconde lecture soit renvoyée à six mois ; amendement rejeté par la voix prépondérante de l'Orateur, 88.

12. *Cour des commissaires* :—A la motion de M. de Grosbois pour que le Bill concernant la juridiction de la—soit maintenant considéré en comité général,—M. Pelletier propose que le comité général soit renvoyé à six mois ; amendement rejeté par 31 voix contre 21, 117.

13. *Cour des commissaires* :—Motion de M. de Grosbois pour concours dans les amendements faits, en comité général, au Bill concernant la juridiction de la—, adoptée par 33 voix contre 21, 201.

14. *Ecoles d'agriculture* :—A la motion pour concours dans l'item des subsides relatif aux—, M. Dufresne propose en amendement,—que cette Chambre, tout en concourant dans cette résolution, regrette d'avoir à constater que le gouvernement ait cru devoir retrancher \$10,000 sur cet item destiné à promouvoir l'éducation agricole,—M. Bédard propose, comme sous-amendement, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : " Tout en laissant intacts d'autres articles du budget moins importants ; " amendement et sous-amendement rejetés par 44 voix contre 18, 346 et 347.

15. *Ecoles publiques* :—A la motion pour que la Chambre concoure dans l'item des subsides relatif aux—, M. Hackett propose, comme amendement, que cette Chambre constate que le gouvernement n'a pas tenu les promesses faites à l'électorat par le Premier ministre lui-même, par les membres de son administration, ainsi que de son parti, à l'effet que l'octroi pour l'éducation élémentaire, serait porté à un chiffre beaucoup plus élevé ; amendement rejeté par 43 voix contre 18, 334.

16. *Elections générales dernières* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Nantel propose, en amendement, que certaines dépenses vont être faites en violation du programme d'économie promis au peuple lors des élections générales dernières ; amendement rejeté par 48 voix contre 18, 308.

17. *Emprunt* :—Motion de M. Marchand pour la seconde lecture des résolutions relatives à l'—, de certaines sommes requises pour le service public, adoptée par 44 voix contre 13, 288.

18. *Emprunt* :—Sous-amendement de M. Robitaille à la motion pour concours dans les résolutions relatives à l'—, adopté par 47 voix contre 17, 298 ; concours adopté par 47 voix contre 17, 299.

19. *Fabriques* :—Amendement de M. Flynn pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill amendant la loi relative aux biens des fabriques, adopté par 38 voix contre 28, 351.

20. *Inspection des écoles* :—A la motion pour concours dans l'item des subsides relatif à l'—, M. McDonald propose comme amendement—, que cette Chambre est prête à concourir dans cette résolution, mais désire constater qu'elle est pour le même montant (\$36,000) que celui voté pour l'année courante, sous le gouvernement précédent, et cette Chambre conclut de ce fait et de l'attitude du gouvernement, qu'il renonce au programme du parti libéral d'après lequel les inspecteurs d'écoles devaient être abolis et remplacés par un système plus efficace et plus économique ; sous-amendement ; Panneton ; amendement et sous-amendement rejetés par 44 voix contre 18, 339, 340.

21. *Instruction publique* :—Amendement de M. Flynn pour renvoyer à six mois la seconde lecture du Bill : Loi de l'—, rejeté par 44 voix contre 19, 229 ; sous-amendement de M. McDonald à la motion pour la troisième lecture de ce bill—, rejeté par 48 voix contre 19, 259 ; amendement de M. LeBlanc, rejeté par 48 voix contre 19, et motion pour 3ème lecture, adoptée par 48 voix contre 19, 260.

22. *Mandats spéciaux* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Normand propose en amendement —, que cette Chambre regrette que le gouvernement ait jugé à propos, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le 25 mai jusqu'au 30 juin dernier, et à la veille même de l'expiration de l'année fiscale 1896-97, d'émettre des mandats spéciaux pour un montant de \$281,628.00, sans l'urgence voulue ; amendement rejeté par 48 voix contre 18, 305.

23. *Montréal, Cité de—* :—Sous-amendement de M. Gouin pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill amendant la charte de la—, adopté par 49 voix contre 17, 247.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

24. *Montréal, Cité de* :—Amendement de M. Rainville pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill amendant la charte de la—, adopté par 42 voix contre 21, 354.

25. *Montréal, Cité de* :—Amendement de M. Bickerdike pour renvoyer à six mois, la motion pour comité général sur le Bill amendant la charte de la— ; rejeté par 32 voix contre 29, 355.

26. *Octoïis pour agriculture, &c* :—A la motion pour que cette Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; M. Pelletier propose, en amendement, que cette Chambre regrette de constater que le gouvernement, se soit cru obligé de diminuer les octrois de l'agriculture, ceux de la colonisation et des sociétés de colonisation, ainsi que celui de l'instruction publique ;—amendement rejeté par 48 voix contre 17, 302.

27. *Ottawa* :—Motion de M. Major pour que le Bill amendant la loi concernant la division d'enregistrement du comté d'— soit inscrit sur l'ordre du jour pour comité général, adopté par 36 voix contre 11, 384.

28. *Pérodeau, M.* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—M. Ball propose, en amendement, que cette Chambre regrette que le gouvernement a même consenti à faire la construction d'un viaduc coûteux pour mettre le palais de justice en communication avec l'immeuble de M. Pérodeau ; amendement rejeté par 48 voix contre 18, 312.

Pharmacie :—Amendement de M. Tellier pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, adopté par 34 voix contre 26, 271.

30. *Pharmacie* :—Amendement de M. Béland lors du concours dans les amendements faits en comité général au Bill amendant la loi de— rejeté par 29 voix contre 12, 388.

31. *Pharmacie* :—Amendement de M. Pelletier pour renvoyer de nouveau à un comité général le Bill amendant la loi de—de Québec, adopté par 27 voix contre 15, 389.

32. *Phillips William Ellegood* :—Motion de M. Weir pour que le Bill concernant—soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général, adoptée par 37 voix contre 25, 228.

33. *Protection des Forêts* :—La motion étant posée de nouveau que cette Chambre concoure avec le comité dans la résolution concernant la—M. Ball propose, comme amendement, que cette Chambre regrette d'avoir à constater que le gouvernement a rétabli la charge de surintendant des

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

gardes-forestiers, laquelle avait été abolie par le gouvernement conservateur ; et sous-amendement de M. Tellier ; amendement et sous-amendement rejetés par 43 voix contre 18, 332 et 333.

34. *Protection des Forêts* :—A la motion pour que la Chambre concoure dans la résolution des subsides concernant la—M. Atwater propose en amendement que cette Chambre constate que le crédit de \$12,000, voté pour l'année courante, (1897-98), était complètement dépensé au 8 décembre dernier et que le gouvernement n'a fait aucune provision, pour les dépenses de ce service, jusqu'au 30 de juin prochain ; en conséquence, cette Chambre proteste contre toute dépense par mandat spécial et contre tout engagement, en l'absence d'un vote régulier de cette Chambre ; amendement rejeté par 43 voix contre 18. 331.

35. *Spencer Wood* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Chicoyne propose en amendement que cette Chambre désire constater que lorsque le parti libéral était dans l'opposition, il n'a cessé de préconiser une politique d'abolition et de réduction de dépenses en rapport avec Spencer-Wood, et aujourd'hui qu'il est au pouvoir, il maintient l'état de choses qui existait lorsque les conservateurs étaient au pouvoir ; amendement rejeté par 48 voix contre 18, 310.

36. *Statuts refondus, art. 4216* :—Amendement de M. Tellier pour renvoyer à six mois le comité général sur le Bill amendement l'article 4216 des Statuts refondus, adopté par 33 voix contre 31, 362.

37. *Tarifs de la Cour de circuit de Montréal* :—Motion de M. Robidoux pour la seconde lecture du Bill relatif aux tarifs applicables à certaines causes de la—, adoptée par 44 voix contre 15, 292.

UNION BREWERY:—Petition de The—demandant à être constituée en corporation, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 83. Voir *Bills*, 39.

UNION DES ABATTOIRS :—Petition de l'—demandant à modifier sa charte, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 82. Voir *Bills*, 127.

WOLFE ET COMPTON :—Motion de M. Chicoyne pour copie de toute correspondance transmise à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, depuis le premier janvier 1897, jusqu'à cette date, demandant une réduction du prix des terres incultes dans les comtés de Wolfe et Compton, 250 ; réponses à l'ordre de la Chambre, 348, 371. (*Documents Nos 117 et 122*). Voir *Documents, items 159 et 160*.

ERRATA

Page 131, après la ligne 20, insérez les mots :

“ *Ordonné*, Que M. Lalonde ait la permission de présenter un Bill
“ amendant la loi concernant la cour des commissaires.”

“ Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu
et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.”

Page 282, après la ligne 3, retranchez les lignes suivantes :

“ M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif
“ a apporté le message suivant : .”
